

La crise du Golfe et les dernières tentatives diplomatiques avant l'échéance du 15 janvier

# L'échec de la rencontre de Genève accroît les risques de guerre

## Préparer l'opinion

UNE grande majorité de Français ne veulent pas plus « mourir pour le Koweït » que pour Dantzig il y a un demi-siècle. Ils continuent de penser qu'aucune cause, fût-elle juste, ne vaut une guerre. Tous les sondages d'opinion confirment leurs craintes que l'échec de la rencontre de Genève et l'approche de la date ultimatum du 15 janvier ne puissent qu'accroître.

Les efforts d'explication entrepris par le président de la République depuis le mois d'octobre n'ont pas enrayé cette montée de l'angoisse. Qui d'en irait joyeusement, ou envenimé d'autres que lui, même professionnel, à la guerre ? Personne, et M. Mitterrand peu plus qu'un autre. D'autant qu'il en a l'expérience, rappelée avec gravité pendant sa conférence de presse. Né en 1916, pendant la première guerre mondiale, il a subi, militaire, le débâcle de 1940 puis s'est engagé dans la Résistance. Il aurait pu ajouter qu'il a été ministre de l'Intérieur au moment du déclenchement de la « rébellion » algérienne, puis garde des sceaux lors de l'expédition de Suez. Cette biographie donne le droit de mettre en garde contre les horreurs de la guerre, d'affirmer avec quelque chance d'être cru qu'on préférera toujours la paix, mais d'expliquer aussi pourquoi la France ne se dérobera pas, si nécessaire, au conflit armé, au nom d'une communauté internationale qui, pour le premier fois, s'est donné le moyen de faire respecter le droit.

CETTE pédagogie, même si elle devait être peu efficace, est nécessaire au moment où le « consensus » apparent qui s'était installé dans les milieux politiques français, à l'exception des extrêmes de droite et de gauche, commençait à s'effriter. Les pacifistes, discrets jusqu'alors parce que l'opinion jugeait sans doute la guerre si lointaine qu'elle paraissait inconcevable, semblent retrouver, sous l'impulsion du Parti communiste et des Verts notamment, un écho important dans l'opinion publique. Les manifestations organisées le 12 janvier à Paris et en province permettent d'en mesurer la puissance.

Elles ont pris le relais d'une hostilité aux positions françaises utilisant l'argument selon lequel la politique de la France serait soumise aux intérêts américains.

CETTE hostilité, exprimée naturellement par le PC, l'a été aussi par des amis du ministre de la défense et, en privé, par M. Chirac. C'est pourquoi M. Mitterrand a évoqué, mercredi, le « loyauté » de ses ministres, puis M. Chevènement est en cause. C'est pourquoi, surtout, le chef de l'Etat insiste tant sur « l'intérêt supérieur de la France », se place dans le règlement à venir des conflits de la région, son rôle au Conseil de sécurité de l'ONU.

Convoquer, si nécessaire, le Parlement le 17 janvier et lui demander d'approuver par un vote l'entrée en guerre du pays est bien le moindre des choses en démocratie. Cette initiative devrait permettre de reconstruire, au moins provisoirement, l'apparence du consensus, même si cette caution risque de peu impressionner une opinion qui n'a pas trop d'estime, à l'heure actuelle, pour l'institution parlementaire.

M0147 - 0111 0 - 5.00 F



## Le secrétaire général de l'ONU va se rendre à Bagdad Vives tensions sur les marchés boursiers et pétroliers

Apprenant l'échec, à Genève, de l'entrevue irako-américaine - échec qui accroît les risques de guerre dans le Golfe, - le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, avec l'approbation des Etats-Unis, a décidé, mercredi

9 janvier dans la soirée, de se rendre à Bagdad pour s'entretenir, samedi, avec M. Saddam Hussein.

Lors de sa conférence de presse, mercredi à Paris, M. Mitterrand a affirmé que la France poursuivra jusqu'au 15 janvier

ses efforts en vue d'éviter une guerre. Mais il s'est déclaré prêt, en cas d'échec de la diplomatie, à engager le pays dans un conflit. Les marchés boursiers et pétroliers ont vivement réagi aux derniers développements de la crise.

## La double exigence de M. Mitterrand

Jusqu'au bout, la France s'activera pour sauver la paix. Jusqu'au 15 janvier à minuit - heure de Washington - elle ne s'interdira aucune initiative qui lui semblerait utile, elle restera aux aguets, prête à saisir la moindre chance d'éviter que, dans le Golfe, la crise ne débouche sur la guerre, si « détestable » et « redoutable ».

Mais ensuite, lorsque s'ouvrira une « nouvelle époque du drame » et que « le conflit armé » deviendra « quasiment certain » et « légitime », la France, fidèle à ses engagements et « digne de sa charge », fera sans faillir son devoir, au service du « nouveau droit international ».

Telle est la double idée force réaffirmée avec clarté par M. Mitterrand lors de sa conférence de presse du 9 janvier, six jours avant la date fatidique fixée à l'Irak par la communauté internationale, et à l'heure même où « la rencontre de la dernière

chance » entre MM. James Baker et Tarek Aziz tournait au fiasco à Genève. Une fois de plus - le septième depuis août dernier - le président de la République a souligné devant les journalistes cooivés à l'Elysée que l'armée de Bagdad devait évacuer totalement le Koweït, qualifiant cette exigence de « principe irréductible », d'« élément fixe autour duquel tout le reste tourne ».

L'Irak doit se soumettre, à la date prévue, à la volonté du monde, inscrite dans douze résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, le délai de l'ultimatum ne pouvant plus être repoussé « sous quelque prétexte que ce soit ».

Pas question donc d'accorder une nouvelle période de réflexion à M. Saddam Hussein, que celui-ci n'utilisera, à l'évidence, que pour faire traîner la crise en longueur.

JEAN-PIERRE LANGELLIER  
Lire la suite page 6



■ L'affolement des marchés pétroliers et boursiers

page 25

■ Genève, Paris, Washington : les contretemps du direct

■ Deux logiques, deux orgueils

par JAN KRAUZE

■ Les Américains « aseroot dans leur soog », affirme M. Saddam Hussein

■ Israël soulagé de ne pas faire les frais d'un accord

par ALAIN FRACHON

■ Les déclarations de M. Mitterrand

■ Les précisions du chef de l'Etat sur le rôle de corps expéditionnaire français

par JACQUES ISNARD

■ Les parlementaires face à leurs responsabilités

par THIERRY BRÉHIER

■ M. Pérez de Cuellar se rend à Bagdad sous mandat du Conseil de sécurité

par AFSANÉ BASSIR-POUR

■ La carte islamique de M. Saddam Hussein

par GILLES KEPEL

■ Les derniers mouvements de troupes

■ En Jordanie, les Français se préparent...

par FRANÇOISE CHIPAUX

pages 2 à 7

■ La mobilisation des communistes contre la guerre

page 36

## Les pays baltes sous surveillance

L'atmosphère restait tendue à Vilnius jeudi matin 10 janvier, mais le calme est revenu après que l'armée soviétique se fut retirée dans la nuit des positions-clés qu'elle occupait mercredi dans la capitale lituanienne. Un responsable militaire a indiqué qu'un millier de parachutistes avaient été envoyés dans cette République balte pour assurer l'enlèvement des appels.

Lire page 8 l'article de MICHEL TATU

## Des propositions de réforme pour l'ordre des médecins

Réalisé à la demande de MM. Claude Evin et Bruno Durieux, un rapport, remis à la fin de l'année 1990, propose, plutôt qu'une dissolution, une réforme du conseil de l'ordre des médecins. Selon le rapporteur, le docteur Jean Terquem, cette réforme vise à faire de cette institution « le défenseur incontesté des médecins ».

Lire page 10 l'article de JEAN-YVES NAU

## Des monologues inconciliables

GENÈVE

de nos envoyés spéciaux

Peut-on parler d'échec dès lors que l'on s'attendait pas de la rencontre entre MM. James Baker et Tarek Aziz qu'elle doive lier à autre chose qu'à ces deux monologues inconciliables ? « Je ne suis pas venu pour négocier », admettait d'ailleurs M. James Baker à l'issue de cette journée d'entretiens, contrevenant à M. Tarek Aziz, qui affirmait être arrivé à Genève avec « un esprit d'ouverture » et qui aura fait la démonstration du contraire.

Les deux hommes se sont donc livrés pendant plus de six heures et d'une façon qu'ils ont décrite l'un et l'autre comme très consciencieuse, à l'exposé de leurs points de vue respectifs

déjà connus. L'exercice a simplement duré plus longtemps que prévu.

Rien, aucun infime motif d'espoir en une solution pacifique, ne s'est dégagé de cette rencontre. Son prolongement logique, c'est la guerre. La fermeté du secrétaire d'Etat ne laisse subsister aucun doute sur la détermination des Etats-Unis, ils ne tergiverseront pas : « Le 15 est un vrai ultimatum » a redit M. Baker. L'immobilisme opposé par M. Tarek Aziz, qui, à aucun moment, n'a explicitement évoqué la perspective d'un retrait irakien du Koweït, rep de son côté un peu plus difficile pour des tiers quels qu'ils soient, d'obtenir de lui une volte-face dans les six jours qui viennent.

Alors, à quoi bon ce huis clos sous le regard anxieux du monde,

si son inutilité était programmée et qu'il n'eût fait qu'aggraver les choses ? Ce n'était pas une négociation, c'était un jeu de rôles. Ce n'était pas un épisode de la diplomatie secrète où les solutions se cherchent à l'abri des regards indiscrets, c'était de la diplomatie publique, ultra-médiatisée, où l'on cherche auprès des opinions un soutien politique.

Le rôle que s'est donné l'Amérique en la personne de M. Baker, c'est celui de porte-parole et serviteur fidèle de la communauté internationale. Tel fut l'essentiel du message délivré par le secrétaire d'Etat lors de sa conférence de presse.

CLAIRE TRÉAN  
et ISABELLE VICHNIAC  
Lire la suite page 2

## La nécessité selon Wajda

Le metteur en scène polonais déclare avoir fait «Korczak» en toute bonne foi

Janusz Korczak se voulait polonais avant d'être juif. Juif, il l'était presque par hasard, par sa naissance au foyer de Cecylia et Jozef Goldszmit, en 1878 à Varsovie. Son père, avocat, y attachait si peu d'importance qu'il négligea de le faire circoncire, de l'élever dans la religion juive et de lui enseigner l'hébreu. Juif, il le devint un peu plus lorsque, petit garçon, le fils de la coiffeuse, co bon catholique, le lui rappela brutalement en l'empêchant de mettre une croix sur la sépulture de son canari dans la cour de l'immeuble. L'occupation nazie en fit un juif à part entière, le forçant à démenter son orphelinat dans le ghetto

de Varsovie. Finalement, il mourut parce qu'il était juif, et accompagna dans les chambres à gaz de Treblinka les deux cents orphelins dont il avait la charge.

SYLVIE KAUFFMANN  
Lire la suite et la critique de DANIELLE HEYMANN  
Page 13

## LIVRES • IDÉES

■ Le pari de George Steiner.  
■ Tahar Ben Jelloun et la quête de l'harmonie.  
■ Le feuilleton de Michel Braudeau : « Le coefficient d'inconfort ».  
■ La chronique de Nicole Zand : « Témoins de 89 ».  
pages 17 à 24

# GENTZBITTEL

TRAVAILLEZ VOTRE ENFANT

Marguerite Gentzbittel  
La Cause des élèves

L'invitée de Bernard Pivot  
le 12 janvier

Notre «Dolto des lycéens» refuse de réduire l'adolescent à son rôle d'élève et cherche à le comprendre dans sa complexité et sa sensibilité d'être humain.  
Dominique Simonnet / L'Express

En collaboration avec Hervé Hamon. 95 F

«Madame le proviseur»

Editions du Seuil



# LA CRISE DU GOLFE

L'échec de la rencontre de Genève

## L'opposition entre deux logiques et deux orgueils

Si le rencontre de Genève entre MM. James Baker et Tarek Aziz s'est soldée par un échec, le président Bush aura au moins conquis la paix sur le plan diplomatique. Le débat, qui devait élargir le débat sur le plan diplomatique, le 10 janvier au Congrès, se présente donc sous d'assez bons auspices pour M. Bush, qui souhaite obtenir une résolution lui permettant de recourir à la force quand bon lui semblera.

WASHINGTON  
de notre correspondant

« Faire passer le message à Saddam » : depuis des mois, telle était l'intention prioritaire, l'obsession d'un président Bush convaincu que le président irakien « ne comprenait pas » la situation ni les menaces qui pesaient sur lui. Mercredi 9 janvier, à Genève, c'est au sens propre que le « message » a pu être transmis. M. Tarek Aziz refusant, après en avoir pris attentivement connaissance, de recevoir la lettre adressée par le président Bush à M. Saddam Hussein, parce qu'il en jugeait le ton inacceptable, « impoli ». L'épisode, qui a beaucoup échoqué les Américains, ne résume pas seulement l'échec de cette journée. Il symbolise aussi l'incapacité de Washington et de Bagdad à trouver un langage mutuellement acceptable, de sortir des deux logiques imperméables dans lesquelles Américains et Irakiens se sont enfermés. Et il illustre

le choc de deux orgueils, celui des deux présidents et, au-delà, de leurs deux nations.

L'incident constitue en fait l'opposé malheureux de l'initiative prise par le président Bush au lendemain de l'adoption, le 29 novembre, par le Conseil de sécurité, de la résolution autorisant le recours « à tous les moyens » pour obtenir l'évacuation du Koweït par l'Irak. A l'époque, le président américain, qui jusque-là avait estimé sans objet tout dialogue avec les Irakiens, avait justifié sa décision « d'envoyer le secrétaire d'Etat à Bagdad » par ce même désir de s'assurer que Saddam Hussein « recevait le message », prenait la mesure de la détermination américaine. A la suite d'une querelle sur les dates, la visite n'eut pas lieu, et M. Baker a répété mercredi à Genève qu'il n'était désormais plus question qu'il aille à Bagdad. Après en avoir conféré par téléphone avec M. Bush au cours d'une interruption de séance, il a rejeté une nouvelle proposition en ce sens faite par M. Tarek Aziz.

La lettre « refusée » restera donc en principe la seule tentative, infructueuse, d'établir un contact de communication directe entre les deux adversaires. Et M. Bush reste apparemment convaincu que Saddam Hussein ne comprend toujours pas : « Je crois profondément qu'il vit dans l'illusion », a-t-il répété à Washington en commentant au cours de sa conférence de presse les événements de la journée.

M. Tarek Aziz avait pourtant pris grand soin de souligner, au cours de sa propre conférence de

presse, que M. Bush avait attentivement écouté, que l'Irak était parfaitement au courant de la situation, aussi bien « militaire que politique ». Lui aussi, depuis des semaines, n'avait cessé de répéter à l'intention des médias américains, que les Irakiens étaient beaucoup mieux informés que la Maison Blanche ne semblait le croire. Mercredi, il a expliqué, avec un soupçon d'ironie blessée, qu'il « connaissait un peu d'anglais » (il est en fait diplômé de cette langue) et était tout à fait capable de comprendre les multiples déclarations des responsables américains relayées par la chaîne CNN.

Querelle  
sur le ton

M. Aziz a laissé entendre que la substance de la lettre se résumait à une réitération de menaces. M. Bush s'est défendu d'avoir été « impoli », admettant seulement que son ton était « direct ». Prié par la presse de rendre public le texte en question, il a indiqué qu'il y réfléchissait, mais qu'il finalement pas donné suite. Selon des indications données par des responsables irakiens, il évoquait sans ménagements les malheurs qui frapperaient l'Irak s'il refusait d'obtempérer aux résolutions des Nations unies. Que le rejet du texte ait été prémédité ou non par les Irakiens (comme le soupçonnent les Américains), la querelle sur le ton a reflété deux préoccupations opposées. Les responsables de l'administration n'ont jamais pris de gants avec Saddam Hussein, multipliant au contraire les expressions blessantes, donnant délibérément en sordide qui ne

comprend que le langage de la force. M. Bush l'a de longue date comparé à Hitler, mais il a aussi parlé de lui « botter le cul », tandis que son secrétaire à la défense utilisait des expressions du même registre. Encore à la veille de la rencontre de Genève, le président américain a déclaré que tout le « monde civilisé » était uni contre le dictateur irakien.

Mercredi, M. Aziz semblait lui répondre, lorsque dans le passage le plus passionné de son intervention, il a expliqué que les Arabes en avaient « assez d'être traités comme des citoyens de seconde zone » : « Nous sommes une nation libre, nous avons notre histoire, notre contribution à la civilisation humaine, et nous voudrions être traités de manière digne et juste. » C'est alors qu'il a expliqué pourquoi il avait jugé bon de refuser la lettre de M. Bush, un geste qu'un représentant démocrate au Congrès a jugé « arrogant ».

Cette incapacité à trouver un langage, sinon commun, du moins acceptable par l'autre partie, va bien entendu au-delà des questions de forme. Les officiels comme les observateurs américains ont été frappés par le fait que pas une fois au cours de son intervention de quarante-cinq minutes le ministre irakien n'ait prononcé le mot de Koweït, et ils ont été étonnés par la brutalité de sa réponse lorsqu'on lui a demandé si, en cas de conflit, l'Irak attaquerait Israël : « Oui, absolument ». Ce type de propos, exprimé si crûment, est assuré de renforcer la solidarité entre le monde politique américain et israélien, déjà naturellement ravivé à chaque fois qu'il y a une crise au

Proche-Orient. A l'inverse, les efforts déployés par M. Aziz pour mettre en avant les contradictions de la politique américaine au Proche-Orient, ce qu'il appelle le « double standard », a « patience » et « soutien » lorsqu'il a refusé d'appliquer les résolutions des Nations unies, « bâtons » lorsqu'il s'agit des Arabes, — tout cela est tombé largement dans l'oreille de sourds.

Divergence de peu  
d'importance  
avec la France

Les Américains ne veulent pas entendre parler d'autre chose que du Koweït, et mercredi M. Bush a redit avec la dernière énergie qu'il n'était pas question pour les Etats-Unis d'accepter le moindre « lien » entre les deux occupations, ni de prendre le moindre engagement pour l'avenir. La divergence sur ce point avec la France est admise, mais considérée comme de peu d'importance, l'essentiel pour Washington étant que M. Mitterrand réaffirme sa communauté d'objectifs avec les Etats-Unis.

Au terme de cette journée de l'occasion manquée, M. Bush s'avouait « déçu », et ses propos hautes, pas toujours très cohérents, trahissaient la fatigue. Selon des parlementaires qui se trouvaient à la Maison Blanche alors que le président attendait le résultat des entretiens de M. Baker, M. Bush a nettement accusé le coup lorsque les mauvaises nouvelles sont arrivées de Genève. Lui qui exultait il y a quelques semaines encore que son « instinct » le poussait à croire que Sad-

dam Hussein finirait par céder, reconnaissant qu'il n'en était plus très sûr, mais, a-t-il ajouté, « il faut continuer à essayer ».

Mais les Etats-Unis semblent déterminés à continuer exactement dans la même voie, celle de l'inflexibilité, laissant à d'autres la possibilité d'explorer une autre approche, que ce soit le secrétaire général de l'ONU, les Français, ou d'autres. Le président américain qui, comme à son habitude, a multiplié les coups de fil à ses homologues étrangers, affirme que toutes les initiatives sont les bienvenues. A condition, bien entendu, que rien ne puisse apparaître comme une concession à Saddam Hussein.

En dépit de l'homme sombre affiché par M. Bush comme par M. Baker — et qui peut traduire aussi bien un sentiment stoïque qu'une mise en condition psychologique — la journée est loin d'être entièrement négative pour la Maison Blanche. Comme il était prévisible, l'intransigence irakienne, l'échec de la rencontre de Genève et la montée de la tension présentent un avantage tactique non négligeable : nombre d'élus, jusqu'à présent réticents, semblent désormais disposés à faire corps autour de leur président, conformément à un réflexe classique en temps de crise. Le fait que la rencontre ait eu lieu, qu'elle ait duré plusieurs heures, permet de répondre à ceux qui reprochaient à l'administration de trop miser sur la force et pas assez sur le dialogue. Comme le faisait valoir mercredi le porte-parole de la Maison Blanche, M. Bush a, de son point de vue, « fait tout ce qu'il a pu ».

JAN KRAUZE

### Des monologues inconciliables

Suite de la première page

Il ne s'agit pas en effet, selon M. Baker, d'un conflit entre les Etats-Unis et l'Irak, ni entre riches et pauvres, ni entre Arabes et non-Arabes, mais d'un conflit entre l'Irak et l'ONU. « Il ne pouvait pas y avoir de négociations ici puisque les termes du débat [l'obligation d'évacuer le Koweït et l'ultimatum du 15 janvier] ont été fixés aux Nations unies », a dit M. Baker.

Les Etats-Unis, liés par ces résolutions du Conseil de sécurité qui ne sont pas négociables, n'étaient en mesure de faire aucune proposition et pouvaient tout juste réitérer, comme le fit M. James Baker, certaines assurances aux Irakiens : celle qu'en cas de retrait des troupes du Koweït, « il n'y aurait pas d'action militaire américaine contre l'Irak », et celle que les Etats-Unis « ne souhaitent pas maintenir une présence militaire dans le Golfe ». C'est l'Irak, explique M. Baker, qui est responsable de la guerre : « S'il choisit de poursuivre sa brutale occupation du Koweït, c'est lui qui choisit l'affrontement et les conséquences désastreuses qu'il aura pour le monde ».

Poursuivant cette argumentation, le secrétaire d'Etat a aussi estimé que M. Perez de Cuellar était le plus inutile à entreprendre une nouvelle démarche auprès de Bagdad. « Nous pensons qu'une initiative du secrétaire général est la plus utile. Mais nous approuvons tous les efforts diplomatiques des

lors que le message reste le même », a-t-il déclaré. A l'audience de Washington, il a préféré s'en remettre, pour d'ultimes tentatives de persuasion de Saddam Hussein, à l'« homme qui, de par sa fonction, est le plus rigoureusement lié par les résolutions du Conseil de sécurité, plutôt qu'à tout autre ».

M. Baker a, en tout cas, exclu pour lui-même un voyage à Bagdad. « Il n'y aura pas de voyage à Bagdad », a-t-il dit. Les Irakiens ont refusé nos quinze propositions de dates et continuent de ne proposer que le 12 janvier, ce qui est une façon d'essayer d'échapper à l'ultimatum ». Et, à ceux qui estiment que tout n'aura pas été tenté pour éviter le pire, le secrétaire d'Etat a rétorqué que « l'avantage de diplomatie aura été déployé dans cette crise que dans aucune autre ».

La lettre « impolie »  
de M. Bush

Cette façon de s'en remettre aux Nations unies aurait été évidemment plus crédible si M. Baker avait eu à ses côtés M. Perez de Cuellar, voire s'il lui avait cédé la place à Genève. Les Etats-Unis auront du mal à faire croire qu'ils n'ont pas une responsabilité particulière dans cette affaire si elle tourne mal, même si c'est effectivement avec la bénédiction formelle de la communauté internationale qu'ils attaquent. S'il n'y a pas eu à Genève de négociations,



c'est aussi parce que M. Tarek Aziz n'est tout simplement pas en mesure de négocier quoi que ce soit. Sans le dire clairement, M. Baker a laissé entendre que son interlocuteur n'était que le porteur de message de Saddam Hussein et ne disposait d'aucune marge d'initiative dans la discussion. Ce fut particulièrement net à propos de la lettre que M. George Bush voulait envoyer via Genève au président irakien et que M. Tarek Aziz a refusé. Songez le soin et la lenteur avec lesquels son interlocuteur avait pris connaissance de cette lettre, M. Baker estima qu'on avait simplement interdit à M. Tarek Aziz d'accepter de la transmettre. Le ministre irakien des affaires étrangères expliqua peu après son comportement, mais sans exemple à l'appui, par le fait que le langage de cette missive n'était pas celui « d'un chef d'Etat » et qu'il manquait même à « la politesse ».

Le seul message des Etats-Unis à l'Irak contenu dans cette lettre de George Bush, comme dans les propos du secrétaire d'Etat — et de sa délégation dont trois membres sur sept représentaient le Pentagone et le Conseil national de sécurité —, c'est que les Américains sont absolument déterminés à en découdre militairement s'il le faut et que le rapport des forces est, de ce point de vue, extrêmement défavorable à l'Irak. La délégation américaine entendait aller aussi loin que possible dans le détail pour démontrer l'efficacité du dispositif militaire en place et l'exhaustivité des renseignements en sa possession sur le dispositif irakien.

Il s'agissait, selon M. Baker, de « laisser aussi peu d'espace que possible à une nouvelle erreur d'appréciation de l'Irak » qui en a déjà accumulé plusieurs : mauvaise appréciation de ce qu'allait être la réaction internationale à l'invasion du Koweït; cynisme mais mauvais calcul par l'Irak du parti qu'il pou-

vait tirer des otages; pari perdu, enfin, sur les divisions de la communauté internationale.

Certains officiels américains affirmaient avant la rencontre que le risque principal de guerre résidait dans la sous-estimation par Saddam Hussein de la détermination des Etats-Unis et de leurs capacités. M. Baker était censé démentir ce risque. « Il n'y a pas de

NEW-YORK  
(Nations unies)

correspondance

Cinq jours avant la date fixée par le Conseil de sécurité pour le retrait des troupes irakiennes du Koweït, plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement et la plupart des membres du Conseil de sécurité ont demandé au secrétaire général de se rendre en Irak.

M. Perez de Cuellar a déclaré : « En tant que secrétaire général d'une organisation de paix, il est de mon devoir moral de faire de mon mieux pour éviter le pire. » Se référant à M. James Baker, qui a approuvé sa démarche, et soulignant les nombreux encouragements qu'il a reçus, le secrétaire général a ajouté : « Je sais que j'ai plus que le soutien moral de la communauté internationale. J'y vais avec un soutien politique. »

Aussitôt après l'annonce de l'échec des discussions à Genève, le secrétaire général s'est entretenu par téléphone avec M. George Bush et M. Jacques Poos, président en exercice de la Communauté européenne. M. Perez de Cuellar a d'autre part reçu l'ambassadeur américain à l'ONU, M. Thomas Pickering, ainsi que l'ambassadeur irakien, M. Al Anbari, et l'ambassadeur koweïtien, M. Abul Hassan; ce dernier a tenu à rappeler aux journalistes que le secrétaire général « n'est pas en position de proposer une solution pour sauver la face de Saddam Hussein, il ne peut être que le messager du Conseil de sécurité ».

L'ambassadeur britannique est aussi de cet avis; Sir David Hannay estime que « le devoir de M. Perez de Cuellar est d'exiger l'application des résolutions du

notre part de mauvaise appréciation, nous sommes conscients de la situation et nous l'avons été dès le début », a répliqué dans sa conférence de presse M. Tarek Aziz, affirmant que les Irakiens s'étaient préparés au pire d'emblée et que, s'ils appréciaient les efforts déployés par certains en faveur de la paix, cela ne signifiait pas qu'ils comptaient dessus.

Pas question en tout cas de revenir à la situation d'avant le 2 août « qui était une menace pour la sécurité de l'Irak, des Palestiniens, de la Jordanie », du fait du boycottage que les Etats-Unis et d'autres imposaient à Bagdad et du fait de l'instabilité que le conflit israélo-palestinien faisait peser sur l'ensemble de la région.

« Une solution  
arabe » ?

Dans son entretien avec M. Baker, le ministre irakien avait aussi justifié l'invasion du Koweït par la menace que l'émirat faisait peser sur son pays, à quoi le secrétaire d'Etat avait répondu « qu'aucune nation au monde n'était prête à le croire ».

Lors de sa conférence de presse, c'est sur la menace venant, selon lui, d'Israël, qu'insista M. Tarek Aziz, affirmant même à deux reprises que « les Israéliens avaient l'intention d'attaquer l'Irak en mars-avril 1990 ». Il a redit que l'Irak s'en prendrait à l'Etat hébreu

dès l'ouverture éventuel d'un conflit dans le Golfe. Du Koweït il ne fut pas question dans les propos de M. Aziz devant la presse, pas plus que d'un retrait des troupes irakiennes, même sous condition. Si les Etats-Unis cessaient d'avoir un double langage, veilleraient au respect des résolutions de l'ONU sur Israël et voudraient faire aboutir « la justice et la paix », à propos des « Palestiniens », « nous nous montrerions coopératifs », c'est-il borné à déclarer. Il ne s'adressait en fait à Genève qu'à la « nation arabe ». Comment sur des positions irréconciliables par les Etats-Unis et par leurs alliés, il n'aura pas cherché, lui oon plus, à ouvrir une vraie discussion.

Il n'osa pas se prononcer sur une éventuelle démarche de M. Perez de Cuellar à Bagdad, disant qu'elle n'avait pas encore été formellement notifiée. A propos de l'invitation qui lui est faite par la trépas européenne de le rencontrer à Alger, il se borna à rappeler qu'il avait invité les Douze dans la capitale irakienne et qu'il s'en tenait à cette position. « Il n'y a une solution arabe à la crise », déclara-t-il en revanche en affirmant que c'était les Etats-Unis qui s'y opposaient. S'il est encore une chance de faire sortir Saddam Hussein de son entêtement, elle ne peut sans doute passer que par un ou des pays arabes.

CLAIRE TREAN  
ET ISABELLE VICHNIAC

Pour avoir une plus grande marge de manœuvre

### M. Perez de Cuellar préfère se rendre à Bagdad sans mandat du Conseil de sécurité

Quelques heures après la révélation de l'échec des pourparlers de Genève, le secrétaire général des Nations unies a annoncé, mercredi 9 janvier, qu'il allait se rendre à Bagdad pour s'entretenir avec le président irakien. M. Perez de Cuellar devait quitter New-York jeudi pour faire d'abord escale à Genève.

NEW-YORK  
(Nations unies)

Cinq jours avant la date fixée par le Conseil de sécurité pour le retrait des troupes irakiennes du Koweït, plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement et la plupart des membres du Conseil de sécurité ont demandé au secrétaire général de se rendre en Irak.

M. Perez de Cuellar a déclaré : « En tant que secrétaire général d'une organisation de paix, il est de mon devoir moral de faire de mon mieux pour éviter le pire. » Se référant à M. James Baker, qui a approuvé sa démarche, et soulignant les nombreux encouragements qu'il a reçus, le secrétaire général a ajouté : « Je sais que j'ai plus que le soutien moral de la communauté internationale. J'y vais avec un soutien politique. »

Aussitôt après l'annonce de l'échec des discussions à Genève, le secrétaire général s'est entretenu par téléphone avec M. George Bush et M. Jacques Poos, président en exercice de la Communauté européenne. M. Perez de Cuellar a d'autre part reçu l'ambassadeur américain à l'ONU, M. Thomas Pickering, ainsi que l'ambassadeur irakien, M. Al Anbari, et l'ambassadeur koweïtien, M. Abul Hassan; ce dernier a tenu à rappeler aux journalistes que le secrétaire général « n'est pas en position de proposer une solution pour sauver la face de Saddam Hussein, il ne peut être que le messager du Conseil de sécurité ».

L'ambassadeur britannique est aussi de cet avis; Sir David Hannay estime que « le devoir de M. Perez de Cuellar est d'exiger l'application des résolutions du

Conseil et en aucun cas de négocier quoi que ce soit ». Le représentant britannique a précisé quand même que le secrétaire général pourrait offrir des garanties à Saddam Hussein si jamais ce dernier décidait de se retirer du Koweït.

Tous les représentants au Conseil de sécurité n'émettent pas autant de réserves. Selon l'un d'eux, diplomate occidental, le secrétaire général, bien que « tenu » par les douze résolutions du Conseil de sécurité, aura « une plus grande marge de manœuvre » dans la mesure où il ne part pas à Bagdad à la demande du Conseil. M. Perez de Cuellar a lui-même précisé qu'il ne pouvait pas avoir un mandat du Conseil pour parler avec M. Saddam Hussein.

Depuis le début de la crise, le 2 août dernier, c'est la deuxième fois que M. Perez de Cuellar rencontre des autorités irakiennes. Le 31 août dernier, à la demande du Conseil de sécurité, il s'est rendu à Amman pour un entretien de deux jours avec M. Tarek Aziz; il s'était dit alors « très déçu ».

AFSANE BASSIR-POUR

# Sulka

## SOLDES

A PARTIR DU 11 JANVIER

De 9 h 30 à 18 h 30

2, RUE DE CASTIGLIONE, PARIS - TEL. : 42-60-38-08

### James Baker

#### entre MM. Tarek Aziz et M. George Bush

## La déclaration de M. George Bush

### Appels à la prière et à la paix

### La démarche de M. Vassallo

#### uniquement approchée



## LA CRISE DU GOLFE

entre MM. Tarek Aziz et James Baker

### La déclaration de M. George Bush

Voici les principaux extraits de la déclaration liminaire du président George Bush lors de sa conférence de presse du mercredi 9 janvier, après les entretiens américano-irakiens de Genève :

« J'ai parlé avec le secrétaire d'Etat, James Baker, qui m'a rendu compte de ses quelques sept heures d'entretiens avec le ministre des affaires étrangères irakien, Tarek Aziz. Le secrétaire Baker m'a dit clairement qu'il n'avait discerné aucune indication que l'Irak était prêt à respecter l'exigence de la communauté internationale qu'il se retire du Koweït et respecte les résolutions des Nations unies. »

« Le secrétaire d'Etat Baker m'a aussi informé que le ministre irakien des affaires étrangères avait rejeté ma lettre à Saddam Hussein, avait refusé d'accepter cette lettre et de la remettre au président d'Irak. L'ambassadeur irakien à Washington a fait la même chose. Ceci est un exemple de plus du fait que le gouvernement irakien n'est pas intéressé par des communications directes visant à résoudre la situation dans le Golfe. Les faits montrent que la diplomatie, qu'elle soit à l'initiative des États-Unis, des Nations unies, de la Ligue

arabe ou de la Communauté européenne, produit les mêmes résultats. Malheureusement, la conclusion est claire, Saddam Hussein continue à rejeter une solution diplomatique. »

« J'ai envoyé Jim Baker à Genève non pour négocier mais pour communiquer. Et je voulais que les dirigeants irakiens sachent combien nous sommes décidés à ce que les forces irakiennes quittent le Koweït sans condition et sans autre délai. Le secrétaire d'Etat Baker a dit clairement qu'en respectant entièrement les deux résolutions consécutives du Conseil de sécurité des Nations unies, l'Irak gagnerait la possibilité de rejoindre la communauté internationale. Et il a aussi dit clairement combien l'Irak perdrait s'il n'obéissait pas. »

« Laissez-moi souligner que je n'ai pas abandonné l'espoir d'un résultat pacifique. Je viens de téléphoner, après la conférence de presse de Baker, au roi Fahd, au président Mitterrand, avec qui j'ai parlé deux fois aujourd'hui (...) et à d'autres partenaires de la coalition pour que le sujet reste au centre d'une discussion active. Il n'est pas trop tard. Mais maintenant, comme avant, le choix de la paix ou de la guerre est entièrement à faire par Saddam Hussein. »

### Appels à la prière et à la paix

Alors que MM. James Baker et Tarek Aziz se rencontreraient à Genève, le pape Jean-Paul II a invité, mercredi 9 janvier, les catholiques à « prier pour la paix dans le monde ». Le pape, au cours de l'audience générale hebdomadaire au Vatican, a également fait allusion plus précise. Aux États-Unis, la conférence épiscopale américaine a demandé aux catholiques de « mettre de côté leurs différends politiques » et de faire de dimanche prochain un jour de prières « pour la paix dans la justice ». Au Proche-Orient, tout en condamnant l'invasion irakienne du Koweït, Mgr Daniel Pilarczyk, archevêque de Cin-

cinnati et président de la conférence épiscopale, a exprimé sa « profonde préoccupation devant les dangers moraux et le coût humain d'une guerre dans le Golfe ». En France, enfin, Mgr Albert Decourtray, cardinal archevêque de Lyon, a appelé « toutes les paroisses et toutes les communautés chrétiennes à organiser des temps de prière et de jeûne pour que soit sauvée la paix dans le respect de la justice ». Le cardinal Decourtray participera à « une heure d'adoration » qui aura lieu le soir du 14 janvier à la basilique Notre-Dame de Fourvière, à Lyon. (AFP)

A l'Assemblée nationale

### La démarche de M. Vauzelle unanimement approuvée

Le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, M. Michel Vauzelle, a rendu compte devant sa commission, mercredi 9 janvier, de son récent voyage en Irak les 4 et 5 janvier. Son initiative a été unanimement approuvée par les commissaires de tous les groupes. M. Vauzelle nous a déclaré, après la conférence de presse du chef de l'Etat, que sa « mission d'éclaircissement de l'armée diplomatique était terminée » et qu'il ne comptait pas, d'ici au 15 janvier, reprendre le chemin de Bagdad.

Avant de s'entretenir avec les membres de la commission des affaires étrangères, M. Michel Vauzelle a rencontré les commissaires socialistes en présence du bureau du groupe afin de présenter les résultats de ses conversations. Au cours de cette réunion, il a été chaleureusement félicité pour son initiative. Il a précisé que le président de la République et le ministre des affaires étrangères avaient été bien sûr informés de son initiative, mais qu'il n'avait pas demandé de « feu vert », estimant que les vœux du chef de l'Etat représentaient, en quelque sorte, une invite à agir. Il a précisé, comme il devait le faire quelques instants plus tard devant la commission et en présence de M. Roland Dumas, que ses conversations avec M. Tarek Aziz avaient été très décevantes, ce dernier pratiquant la « langue de bois ».

Le président irakien, M. Saddam Hussein, a pour sa part, abordé trois thèmes au cours de leur rencontre de plus de quatre heures, dont une partie en tête-à-tête : un très long rappel historique, insistamment sur le fait que l'Irak avait choisi de coopérer avec la France, il y a quinze ans, et estimant que cette dernière avait donc un rôle particulier à jouer dans la résolution de la crise du Golfe ; l'importance de la question palestinienne dans un processus de règlement du conflit ; enfin, la thèse du « complot » contre l'Irak. M. Vauzelle a jugé que, d'un point de vue psychologique, le dirigeant irakien apparaissait à la fois dur et réaliste, aussi sensible aux questions de forme qu'à celles de fond.

M. Vauzelle pense qu'une zone d'ombre reste encore à fouiller

dans la mesure où M. Saddam Hussein, interrogé avec insistance à cinq ou six reprises, n'a jamais formellement ou définitivement exclu, devant lui, qu'il soit possible de discuter de l'évacuation du Koweït. C'est ce petit espace, estime-t-il, qu'il s'agit d'explorer jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au 15 janvier. M. Dumas a confirmé, pour sa part, que la France ne restera pas « inerte » d'ici au 15 janvier.

Les commissaires de tous les groupes ont approuvé l'initiative de leur président, au motif notamment qu'elle avait montré la capacité du Parlement à avoir une initiative diplomatique autonome et concrète. Au nom de son groupe, M. Bernard Stési (UDC) a approuvé très vivement M. Vauzelle. Bien que plus mesuré, l'appui du RPR n'a pas manqué non plus à l'ancien porte-parole de M. Mitterrand, ni celui de l'UDF. M. François Léotard s'est « réjoui » de ce déplacement qui a prouvé à ses yeux l'« indépendance » du Parlement. M. Robert Mondangeant (PCF) a également approuvé sans réserve cette initiative. M. Philippe Séguin (RPR) s'est juste montré sceptique, dans les couloirs du Palais-Bourbon, quant à l'autonomie réelle de cette initiative.

« Je souhaite que mon pays et d'autres pays de bonne volonté puissent poursuivre cette démarche d'exploration qui n'a rien à voir avec une démarche de complaisance », a expliqué M. Vauzelle à l'issue de cette réunion, tandis que M. Pierre Mauroy estimait que cette démarche avait « été faite dans le cadre d'une politique de fermeté et de solidarité ». « Je pense », a ajouté le premier secrétaire du PS, que dans le cadre de cette politique de fermeté tout sera mis en œuvre pour ne pas laisser échapper les chances de paix. »

S'agissant de l'annonce d'une éventuelle convocation du Parlement en session extraordinaire, le 17 janvier, pour entendre une déclaration du gouvernement suivie d'un vote, M. Vauzelle nous a déclaré : « S'il y a un conflit, c'est là prendre un risque singulier au regard de l'unité nationale dont le président aura grand besoin. Mais c'est bien de vouloir jouer ainsi à fond le jeu de la démocratie » dans un tel moment.

PIERRE SERVANT

Les Américains « nageront dans leur sang »

déclare M. Saddam Hussein

Les troupes américaines « nageront dans leur propre sang » si elles attaquent l'Irak pour le contraindre à évacuer le Koweït, a déclaré, mercredi 9 janvier, le président Saddam Hussein. « Si les Américains sont impliqués dans un conflit dans le Golfe, vous verrez comme nous les ferons nager dans leur propre sang », a-t-il déclaré lors d'une réunion des dirigeants du parti Baas. « Nous ne sommes pas de ceux qui se soumettent aux menaces et vous verrez le piège dans lequel vont tomber les Américains », a encore dit M. Saddam Hussein, dont les propos ont été rapportés par l'agence officielle INA peu après que, à Genève, le secrétaire d'Etat américain James Baker eut annoncé l'échec de ses conversations avec son homologue irakien, M. Tarek Aziz.

« Des têtes tomberont »

Le premier vice-premier ministre irakien, M. Taha Yassine Ramadan, n'a pas été moins menaçant : les forces anti-irakiennes seront « englouties par l'apocalypse » en cas de conflit dans le Golfe, a-t-il déclaré, ajoutant de « tyrans » le président George Bush. Dans une allocution prononcée à l'ouverture, à Bagdad, d'une « conférence populaire islamique », M. Ramadan a également promis que « des têtes tomberont et des monarchies seront renversées ». Cette « conférence populaire islamique », à laquelle ont été invités trois cent cinquante participants du monde entier, a été convoquée pour « soutenir l'Irak dans la crise du Golfe ». Une conférence islamique concurrente s'est ouverte mercredi à La Mecque pour « contraindre la politique de discord adoptée par le régime irakien ». (AFP, Reuters)

### Genève, Paris, Washington : les contretemps du direct

GENEVE

de notre envoyée spéciale

Dans l'hôtel Intercontinental de Genève investi par un demi-millier de journalistes, l'attente avait d'abord été incertaine. On avait vu MM. Baker et Tarek Aziz sortir presque au même moment, sur le coup de 11 h, de deux ascenseurs voisins, avec l'un et l'autre un visage de circonstance que le volée des flashes des photographes n'avait pas déridé.

On les avait laissés à la porte d'une salle austère et sans fenêtre où ils s'étaient assis face à face, flanqués chacun de sept collaborateurs parmi lesquels, côté irakien, le demi-frère de Saddam Hussein et gardien du dogme, M. Barzan Al Tekriti, par ailleurs représentant de l'Irak aux Nations unies à Genève.

La mise en condition des opinions les jours précédents ne laissait guère espérer que ces deux intrançables parviennent à trouver un point de rencontre à Genève et l'on pensait que l'entretien serait relativement bref.

Espoir, coup de théâtre pause, boucledure...

La première surprise arrive quand, deux heures et demie plus tard, on annonce que les délégués faisaient une pause d'une heure avant de reprendre les entretiens. Une vraie discussion s'était-elle engagée dans ce salon des Nations totalement hermétique ? En l'absence du moindre indice sur le teneur du

débat, une nouvelle attente commença, impatiente, fébrile et particulièrement ingrate pour ceux des journalistes dont le métier consiste, en de telles circonstances, à meubler le vide en direct pour un auditoire impatient. Même la chaîne CNN commençait à s'épuiser à ce sport dont elle est pourtant la championne toutes catégories.

La Maison Blanche, contactée en direct à 7 h 30 du matin (heure locale) disait que, d'après le coup de téléphone du secrétaire d'Etat au président George Bush, la discussion de Genève était « substantielle ». Espoir, donc.

Nouveau coup de théâtre vers 17 heures, lorsqu'on annonce une deuxième pause et une nouvelle reprise des entretiens. L'attente devient alors frénétique. Des rumeurs folles balayaient la foule massée dans le hall de l'hôtel Intercontinental et le déplaçant parfois en bloc vers l'entrée de l'hôtel.

« Le directeur politique de l'OIP, Farouk Kedoumi, s'est installé dans l'hôtel » (c'était vrai) ; « M. Mitterrand va aller à Bagdad » ; « Baker et Aziz se sont longuement vus avant le début officiel des entretiens » (c'était faux) ; « Le ministre algérien des affaires étrangères va venir leur proposer sa médiation, il arrive ». Mouvement massif des photographes vers l'entrée. Boucledure. C'est faux, dit finalement un agent de la sécurité : l'homme qui entre est simplement un client iranien de l'hôtel. M. Ghazali n'en était pas moins,

effectivement, à Genève mercredi. Nouveau mouvement encore lorsque le rumeur annonce l'arrivée, cette fois, de M. Edgard Pisani, « délégué par le président français ». Erreur.

Il est bientôt 18 h 15 et l'opération de M. Mitterrand, en direct de l'Elysée, sur les écrans de télévision, vient opportunément distraire d'une attente de plus en plus nerveuse. Quand le chef de l'Etat dit : « Ne croyez pas que la conversation de Genève dérange nos échelons », une joyeuse détente s'installe autour des téléviseurs de l'hôtel Intercontinental.

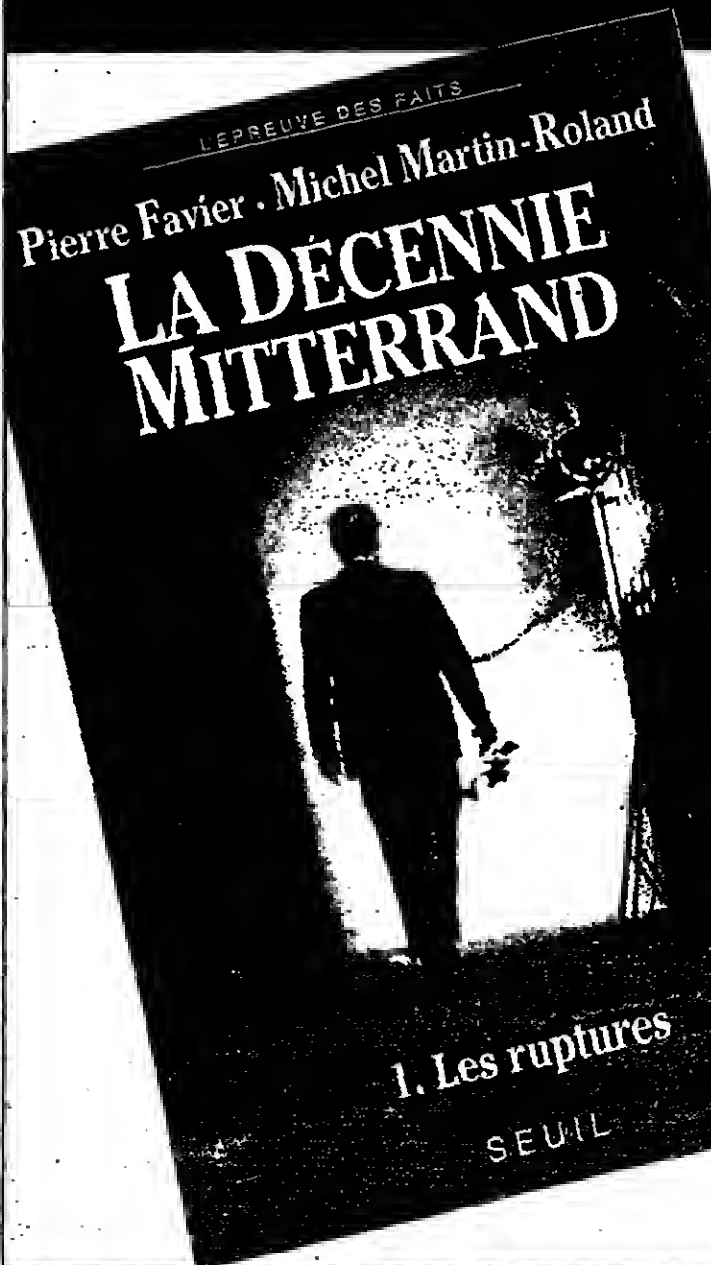
Attente nerveuse

La président français est en train de conclure son intervention quand MM. Aziz et Baker sortent enfin de leur salon. Après la conférence de presse de l'Américain, le ministre irakien se fera encore longuement attendre.

Se méfiant de l'improvisation, il a visiblement pris le temps de préparer point par point sa déclaration et prend systématiquement le contrepoint de ce que vient de déclamer M. James Baker. Mais, s'avouant spectateur fidèle de CNN, il dira, pour s'excuser de son retard, qu'il espérait pouvoir entendre en direct M. George Bush avant de s'adresser aux journalistes. Contretemps cependant : le président américain avait décidé, lui aussi, de différer son intervention.

C. T.

## LE LIVRE DE RÉFÉRENCE



Un ouvrage de référence, de nature à ravir les historiens. Un exposé clair, précis, pour tout dire irréfutable de ce marceau d'histoire de France.

Jean-Marie Colombani / Le Monde

Le premier ouvrage de référence sur la Présidence depuis 1981. Avec une impressionnante sur les archives protégées. Les 588 pages de ce livre seront vite écartonnées à force d'être consultées.

Christine Fauvet-Mycia / Libération

Voilà enfin la somme du « décennat » qui va faire date.

Christian Sauvage / Le Journal du Dimanche

Un ouvrage de référence sur dix ans passés à l'Elysée. Si le travail est sérieux et crédible, il n'est pas pour autant austère. Les anecdotes y ont leur place, souvent désopilantes. Nicole Kern / Le Figaro

Collection L'Epreuve des Faits dirigée par Hervé Homan et Patrick Rothman. Tome 1 : Les ruptures. 140 F. Tome 2 : Les réconciliations (à paraître)

Editions du Seuil



## LA CRISE DU GOLFE

## Les réactions internationales

Le spectre de la guerre dans le Golfe est revenu au premier plan mercredi soir après l'échec du face-à-face de la dernière chance entre les chefs de la diplomatie américaine et irakienne. Tant en Europe qu'au Proche-Orient, plusieurs dirigeants refusent cependant de céder au désespoir et estiment qu'un règlement pacifique de la crise est toujours possible.

« Il est peut-être mauvais de désespérer, a ainsi déclaré le premier ministre italien, M. Giulio Andreotti. S'il est vrai, comme beaucoup d'Arabes le disent, que Saddam Hussein est animé d'un profond désir de paix, le résultat si négatif de la rencontre de Genève le poussera à agir dans le sens des attentes que le monde formule à son égard, c'est-à-dire un retrait militaire du Koweït qui éviterait la guerre. »

En Allemagne, le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, a souligné que

« la fenêtre sur la paix n'était pas fermée mais qu'elle s'était rétrécie ». Précisant qu'il restait en contact étroit avec les États-Unis, ses partenaires européens et les pays arabes, M. Genscher a exprimé l'espoir que « l'Algérie et les pays non alignés puissent jouer un rôle constructif ».

En Italie où il se trouve en visite officielle, le roi Hussein de Jordanie a estimé que la « guerre n'était pas fatale » et que, selon les informations dont il disposait, M. Saddam Hussein avait « sérieusement l'intention » de dialoguer avec les États-Unis et les « amis européens ».

A Londres, cependant, où la déception est « extrême », le premier ministre britannique, M. John Major, et le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, se sont dit mercredi soir « très déçus » de l'échec de la rencontre de Genève. Le chef du gouvernement, de retour d'une tournée dans le Golfe, s'est déclaré « très triste » de l'issue

des discussions. Mais il a ajouté qu'il conservait l'espoir de voir le président Saddam Hussein changer d'avis et évacuer le Koweït. « Il est encore temps qu'il réfléchisse. J'espère qu'il le fera. Je ne pense pas que la guerre soit inévitable », a-t-il affirmé.

A Bruxelles, le ministre belge des affaires étrangères, M. Marc Eyskens, très inquiet du « manque de flexibilité » du président Saddam Hussein, s'est déclaré peu favorable à un voyage à Bagdad d'envoyés spéciaux de la CEE, comme l'a demandé M. Tarek Aziz. « Je ne crois pas que l'Europe puisse se prêter à des pressions aussi transparentes », a-t-il souligné. A Amsterdam, les Pays-Bas ont déclaré que l'échec de Genève ne laissait aucune place à l'optimisme. « Quand j'ai écouté Tarek Aziz, je n'ai entendu aucune ouverture, aucun mouvement, seulement une défense de l'agression qui a été perpétrée », a dit le ministre

néerlandais des affaires étrangères, Hans Van den Broek.

A Madrid, le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordóñez, a estimé que Bagdad ne souhaitait manifestement pas la paix. « Certains faits, comme par exemple le refus de la lettre de George Bush, sont des gestes qui ne témoignent pas véritablement d'un état d'esprit pacifique. »

A Séoul, où il se trouve en visite, le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, a déploré l'échec des discussions et estimé que « les autorités irakiennes doivent prendre leurs responsabilités et se retirer complètement du Koweït, compte tenu des conséquences énormes qui pourraient en découler si elles ne le faisaient pas ». (AFP, AP, Reuters.)

## Panique alimentaire en Martinique

FORT-DE-FRANCE

de notre correspondant

En Martinique aussi, la peur de la guerre provoque depuis le début du mois, chez beaucoup de ménages, des comportements de panique alimentaire. Les mères de famille ont tendance à constituer des stocks de sucre, de savon, de riz, de conserves, d'allumettes, etc., alors que rien n'autorise à penser que le déclenchement des hostilités contre l'Irak pourrait compromettre l'approvisionnement des départements antillais. Aucun des navires affrétés par l'État pour assurer la logistique des forces françaises en Arabie saoudite ou des navires en effet la Martinique.

L'annonce de l'entrée de la France « en guerre demain », assésée par les médias, suffit à engendrer des craintes d'autant plus fortes que l'éloignement géographique ne permet pas toujours, ici, de mesurer exactement les conséquences qu'un conflit dans le Golfe pourrait avoir à l'intérieur même de la « mère patrie ». Il n'est d'ailleurs pas moins que ces comportements, si persistants, risquent de créer des difficultés dans la distribution des produits de première nécessité.

E. M.

Avec le départ des étrangers et la suspension des vols

## L'isolement de la région s'accroît

A l'approche de l'échéance du 15 janvier, de nombreux pays continuent à recommander à leurs ressortissants de quitter le Proche-Orient et le Golfe, tandis que les compagnies aériennes suspendent ou réduisent leurs vols à destination de ces régions. L'Association du transport aérien international, regroupant la plupart des compagnies, a défini avec l'Organisation de l'aviation civile internationale de nouvelles routes aériennes entre l'Europe et l'Extrême-Orient, dans l'éventualité d'un déclenchement des hostilités.

Ces « routes alternatives » doivent permettre d'« assurer la sécurité de l'exploitation aérienne ». Une route nord permettra de relier l'Europe à l'Extrême-Orient en passant par le sud de l'URSS, une autre médiane survolera la partie méridionale de l'Arabie saoudite, et la route la plus au sud évitera complètement la péninsule Arabique.

Le Syndicat national des pilotes de ligne a demandé aux compagnies aériennes françaises de dérouter leurs vols pour éviter les zones dangereuses. L'UTA a décidé d'interrompre ses vols hebdomadaires entre Bahrain et la France pour une durée indéterminée à partir de jeudi. La compagnie soviétique Aeroflot, une des dernières à desservir Bagdad, a

suspendu tous ses vols réguliers sur la capitale irakienne, notamment en raison de la fin du rapatriement mercredi des Soviétiques travaillant en Irak. La compagnie turque Turkish Airways et la compagnie espagnole Iberia avaient annoncé mardi la suspension de leurs vols vers Israël la semaine prochaine.

Par ailleurs, pratiquement toutes les places ont été réservées jusqu'au 15 janvier dans les avions de ligne en partance d'Israël. Les touristes, les étudiants étrangers et les volontaires dans les kibboutzim (villages collectifs) quittent en masse le pays. Certaines familles israéliennes partent également.

Paris a de nouveau recommandé, mercredi 9 janvier, aux Français présents dans la région, et « en premier lieu les femmes et les enfants », de la quitter avant le 15 janvier. Cette recommandation inclut les Français résidents en Israël, mais exclut l'Égypte. Selon une estimation globale du ministère, plus de trente mille Français sont concernés.

## La question des réfugiés

« Le Chili, l'Argentine, la Tchécoslovaquie ainsi que de nombreux autres États ont recommandé à leurs ressortissants de quitter le Moyen-Orient. A Bagdad même, la Grande-Bretagne a évacué jeudi quatre des six diplomates en poste et a rappelé en consultation son ambassadeur, M. Harold Walker. Tous sont partis par la route pour la Jordanie. Les États-Unis ont également annoncé l'évacuation de leur représentation diplomatique pour le 12 janvier. Il reste actuellement cinq diplomates en poste. M. James Baker a d'ailleurs indiqué à Genève qu'il demanderait à l'Irak de limiter son personnel diplomatique. »

« Reactions égyptiennes et pakistanaïses. - L'Égypte a déposé, mercredi 9 janvier, mille soldats supplémentaires en Arabie saoudite, portant ainsi ses effectifs dans le royaume à trois mille hommes, a annoncé le ministre de la Défense au Caire. Le Pakistan a commencé jeudi à évacuer cinq mille militaires du territoire saoudien, où ils s'ajoutent aux cinq mille déjà sur place au sein de la force multinationale. Il s'agit d'une brigade blindée, que les Saoudiens équipent sur place en armement lourd. »

« Appel à l'insoumission. - Le plus influent théologien saoudien, le cheikh Abdel Aziz Ben Baz, a appelé mercredi 9 janvier l'armée irakienne à l'« insurrection » lors de l'ouverture à La Mecque d'une conférence islamique destinée à contre une réunion du même type à Bagdad. « Le devoir de l'armée irakienne consiste à ne plus écouter les ordres d'un commandement injuste, à se rebeller et à s'insurger contre son chef, si ce dernier contrevient aux préceptes divins et à la charia (loi islamique). »

« Mise en garde irakienne. - Le Teheran Times, proche du gouvernement, a mis en garde l'Occident, mercredi 9 janvier, contre toute agression contre les lieux saints du chiisme en Irak dans le cas où la

nel diplomatique à Washington. L'Australie, le Japon, l'Allemagne et la Grèce ont retiré les membres de leurs ambassades dans la capitale irakienne ou vont le faire.

De nombreux pays commencent d'autre part à prendre des dispositions dans l'éventualité d'un conflit en constituant des commissions ou des cellules de crise comme au Japon. La Grande-Bretagne a donné instruction à un certain nombre d'individus de se préparer à recevoir des blessés. L'Autriche a considérablement renforcé ses mesures de sécurité pour prévenir une éventuelle vague d'attentats terroristes. Les aéroports et les ambassades font l'objet d'une surveillance particulière.

La Jordanie a par ailleurs annoncé mercredi qu'elle fermerait ses frontières à tous les non-Jordanais qui fuient l'Irak et le Koweït jusqu'à ce que la communauté internationale l'aide à gérer le problème. M. Saïmed-Hammad, chef d'une commission ministérielle mise sur pied pour gérer l'afflux des réfugiés, a expliqué que la décision avait été prise en raison du « manque de moyens de transport et de destination des pays et la non-disponibilité des vivres et des médicaments nécessaires ».

Le royaume hachémite dit avoir accueilli et nourri huit cent cinquante mille ressortissants du tiers-monde ayant fui l'Irak et le Koweït après l'invasion de l'Émirat le 2 août. Elle a chiffré le coût de cet accueil à 55 millions de dollars et a dit s'être vu verser 12 millions de dollars d'aide internationale. (AFP, Reuters.)

guerre éclaterait. Après avoir souligné que l'Irak « s'efforce d'empêcher que n'éclate une confrontation militaire dans la région », le quotidien ajoute qu'« aucune attaque ne saurait être tolérée par un musulman contre ces lieux saints, qui sont les plus sacrés de l'Islam après La Mecque et Médine ». Pour sa part, le guide de la révolution iranienne, l'ayatollah Ali Khamenei, a déclaré mercredi que « les peuples musulmans de l'Irak et de la région ne laisseront pas les États-Unis devenir les maîtres du golfe Persique ».

« Mise en cause d'une société salafite. - Une société saïte, le groupe Ifat-Consen, a été accusée d'avoir aidé l'Irak à mettre au point un missile à moyenne portée, le Condor 2. Ce projet était initialement commun avec l'Argentine et l'Égypte, qui s'en sont retirées. Basée à Zoug, cette société aurait passé, selon le magazine Kaspar, un contrat de 100 millions de dollars avec Bagdad, pour la mise en place d'une unité de production de missiles. L'Ifat-Consen aurait approché la société américaine Hoeywell sur le sujet du développement de missiles contenant des explosifs aérosols (FAB) particulièrement dévastateurs. (AFP.)

(Publicité)

## LA SITUATION AU KOWEÏT. DROIT INTERNATIONAL. DROITS DE L'HOMME

DÉBAT organisé par le Forum international de politique et la revue Cosmopolitiques

lundi 14 janvier 1991 à 18 heures

au Sénat, 15 ter, rue de Valenciennes - Paris 6

Avec la participation d'experts, juristes, politologues... Témoignages de réfugiés koweïtiens et de l'ambassadeur de l'État du Koweït, avec la contribution du Comité koweïtien de solidarité.

Renseignements : FTP (43-38-36-92)

## En Jordanie, la communauté française se prépare...

AMMAN

de notre envoyée spéciale

Poulet à l'indienne, mouton aux haricots, biscuits en tout genre, centaines de bouteilles d'eau minérale, matelas, couvertures... les sous-sols de l'école française d'Amman sont devenus une véritable cave d'Al Bala conçue pour loger et nourrir cent quarante personnes pendant un mois. L'école française n'est pourtant que l'un des trois centres de regroupement de la communauté française de Jordanie, avec le Centre culturel et la résidence de l'ambassadeur de France.

L'importance de cette communauté - trois cent cinquante personnes environ, dont deux cent vingt binationaux - n'a pratiquement pas changé depuis la mois de septembre, un mois seulement de l'arrivée des réfugiés, à ce moment, de solliciter, par prudence, leurs enfants en France. Chiffres révélateurs : si, à la rentrée 1989, cent enfants, parmi lesquels les Français représentaient 50 % des effectifs, suivaient les cours de l'école, ils n'étaient plus que trente-quatre, dont vingt binationaux, à la rentrée 1990. Les effectifs ont, depuis, encore fondu. Beaucoup de petits Libanais, en particulier, ont regagné leur pays avec le trêve et, fin du sort, Beyrouth paraît aujourd'hui plus sûr qu'Amman.

## Réunions d'information

A l'approche de la date fatidique du 15 janvier, les Français de Jordanie, particulièrement bien encadrés et suivis par l'ambassade, connaissent, comme tout le monde, l'angoisse des lendemains incertains, mais ne manifestent pour autant aucune panique. Le Quai d'Orsay, après avoir seulement « conseillé » avant Noël aux familles rentrant en France de prolonger leurs vacances en attendant de voir l'évolution de la situation, est passé, mardi, à un cran supérieur en « recommandant aux femmes et enfants, et aux hommes non indispensables, de quitter la Jordanie avant le 15 janvier ». Jeudi 10 janvier, Paris est allé plus loin en adressant une « recommandation pressante » de départ et doit envoyer un avion pour évacuer les familles qui le désirent. Le personnel non indispensable de l'ambassade devra aussi quitter Amman. Une ferme invitation prouve à tout le moins, que Paris préfère se prémunir au maximum. En attendant, précaution oblige, des réunions d'information ont été organisées dans les trois centres pour que chacun sache à quoi s'en tenir - soit un regroupement passager en attendant une stabilisation soit un regroupement en vue d'une évacuation - en cas d'aggravation de la situation. Une tâche qui, en tout état de cause, ne saurait pas faciliter la vie des réfugiés géographiques de la Jordanie, situés au centre de la tempête. En Jordanie, comme ailleurs dans la région, les équipements de protection NBC (bactériologique-chimique) sont arrivés à l'ambassade, bien qu'au stade actuel leur distribution ne soit pas encore envisagée. Le fait que ceux-ci ne soient conçus que pour des adultes pourrait, à cet

égard, encourager certains parents hésitants à faire partir leurs enfants. Essentielle dans ce genre de situation, l'information sera assurée quasiment en permanence par un chef d'équipe responsable d'une dizaine de familles. Mercredi, ce numéro de téléphone avait des airs de vestige de savoir où joindre quelqu'un en permanence.

Autre bonne nouvelle pour beaucoup et, en particulier, pour les binationaux : l'assurance donnée par la chancellerie que les personnes à charge n'ayant pas la nationalité française seraient, bien évidemment, évacuées avec leur famille. En outre, la liste des « recommandations de bon sens », comme le dit un diplomate, est longue : rester en contact avec le consulat et signaler d'éventuels déplacements, prévoir quelques réserves de nourriture, d'essence ou de médicaments, éviter de se déplacer seul, avoir des papiers d'identité et passeports valides, etc.

## « Privilège de riche »

Reste, toutefois, que l'échec des pourparlers américano-irakiens de Genève et la réaffirmation par le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, qu'en cas d'attaque contre l'Irak Bagdad attaquerait Israël ce qui entraînerait, bien évidemment, la Jordanie dans la guerre - vont, sans aucun doute, accroître encore l'angoisse et pourraient, plus que toutes les consignes, pousser au départ les plus optimistes.

La Jordanie, petit à petit, se vide d'ailleurs de ses étrangers. Les ambassades donnent quasiment toutes, avec une fermeté variable, des ordres, recommandations ou conseils de départ, les plus fermes émanant bien sûr des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Le fait aussi, que, hormis Air-France, l'aéroport d'Amman ne soit plus desservi que par la compagnie nationale Royal Jordanian et des compagnies arabes dont le trafic est essentiellement tourné vers le Moyen-Orient fait craindre à beaucoup qu'en cas d'aggravation de la crise il soit difficile de partir.

La montée vertigineuse des primes d'assurance, plus qu'un réel danger, est essentiellement à l'origine de l'arrêt de trafic de nombreuses compagnies. Même Royal Jordanian envisage, pour faire face à ce problème, de faire stationner dorénavant ses appareils en dehors de la zone touchée, sans doute à Turie. La desserte d'Amman se poursuivra, bien sûr, mais avec de sérieuses modifications de vol.

Amman ne vit, en tout cas, aucunement dans une atmosphère de guerre, et les centaines de journalistes qui défilent sur la capitale jordanienne pour la presque faire croire que les touristes, absents depuis six mois pour le malheur de l'économie jordanienne, sont de retour. Si l'éventualité d'une attaque chimique, par exemple, est présente dans les préoccupations des Jordaniens, nul n'a de quoi y faire face et, comme nous le disait, fataliste, un commerçant : « C'est un privilège de riche. »

FRANÇOISE CHIPAUX

Les Israéliens ne pas faire

Partie islamique



## LA CRISE DU GOLFE

### Les Israéliens sont soulagés de ne pas faire les frais d'un accord

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Cantoné dans le rôle de spectateur presque passif d'une des plus grandes crises du Proche-Orient, Israël est mal à l'aise. Sans prise directe sur l'événement, à la fois lointain et, peut-être demain, tout proche du conflit, à la fois connoté, menacé même, et disant vouloir rester à l'écart, l'Etat hébreu se trouve dans une position pour le moins inconfortable et qui lui est inhabituelle, dépendant de ce qui se décide à Washington, à Bagdad ou à Genève.

Il en fut ainsi en cette journée du 9 janvier où chacun, ici, était suspendu aux nouvelles de l'interminable rencontre entre M. James Baker et M. Tarek Aziz. Tout au long de la journée, alors que les entretiens se prolongeaient, les dirigeants israéliens ont craint que, du simple exposé des positions des deux protagonistes, on en soit venu à la conversation, ce qu'ils n'auraient pas aimé, et de la conversation à la négociation, ce qu'ils redoutaient plus encore.

« Nous sommes satisfaits »

Ce n'est pas affaire de sémantique : il en va d'une question qui est au cœur des préoccupations israéliennes : l'Etat hébreu craint de « faire les frais » d'une négociation qui, faite de façon très lâche, aboutirait à un accord entre un retrait israélien du Koweït et le traitement des autres crises régionales, notamment

du conflit israélo-palestinien. Toute approche qui irait dans ce sens est perçue comme particulièrement dangereuse et comme constituant une concession ou une prime à l'agression irakienne. On n'envisage ici qu'une seule issue possible au conflit : un Saddam Hussein défait, vaincu, diplomatiquement ou militairement, c'est-à-dire incapable, sur la scène arabe, de se prévaloir du moindre résultat du fait de son agression.

Aussi un certain soulagement était-il perceptible lorsqu'on apprit, en fin de journée, qu'aucun accord n'avait été conclu, aucune négociation engagée par les Etats-Unis, et tout particulièrement, par ce « Jim » Baker qui n'est jamais venu en Israël et n'inspire pas une confiance absolue à Jérusalem. En direct, au journal télévisé, le ministre de la défense, M. Moshe Arens, disait : « Nous sommes satisfaits de la fermeté des Etats-Unis, satisfaits du fait que M. Baker a réaffirmé qu'il ne saurait y avoir de lien entre la crise du golfe et le conflit israélo-arabe » ; sur le même plateau, son collègue des affaires étrangères, M. David Lévy, affirmait : « Nous ne sommes pas étonnés, les Etats-Unis ne nous ont pas déçus ».

C'est que, dans certains milieux de la droite nationaliste au moins, on avait commencé à spéculer sur l'iniquité et à imaginer un début de « conférence internationale » en apprenant que M. Farouk Kaddoumi, un des conseillers de M. Yasser Arafat, et le ministre algérien des affaires étrangères,

M. Ahmed Ghorali, se trouvaient dans le même hôtel que MM. Baker et Aziz. Il reste que M. Baker a semblé passer la main au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, et aux responsables européens de la coalition anti-irakienne, notamment les Français, pour tenter de convaincre Bagdad de se retirer avant qu'il ne soit trop tard. Le moins que l'on puisse dire est que ces ultimes efforts venus d'Europe, et surtout de Paris, sont perçus avec une certaine méfiance à Jérusalem. La raison en est claire : M. François Mitterrand ne cache pas, lui, qu'un lien puisse être établi entre la crise du Golfe et les autres conflits du Proche-Orient.

L'exode des étrangers

Un peu plus tôt dans la journée, le ministre de la défense avait répété que l'armée israélienne « était prête à faire face à toutes les situations ». « Si nous sommes attaqués », a dit M. Arens, nous répondrons, mais j'espère que nous n'aurons pas à intervenir ». La défense du pays aux frontières avec la Jordanie et avec la Syrie a été renforcée. La défense civile a pris d'ultimes précautions. Ça et là, les abris ont été vérifiés et, souvent, leur isolation a été renforcée pour faire face à une éventuelle attaque chimique. Les dispositifs de protection des écoles ont été contrôlés, des exercices et simulations ont eu lieu, cependant qu'une partie de la population stockait de l'eau et de l'alimentation.

Cela se fait sans panique, jusqu'à présent, et sans que la vie quotidienne paraisse le moins du monde bouleversée. Le leitmotiv des autorités militaires est clair : Saddam Hussein est imprévisible, Israël n'entend pas se laisser surprendre. Les experts répètent que les forces irakiennes disposaient au maximum de la possibilité de tirer une première salve d'une dizaine de missiles contre Israël. « Saddam Hussein pourrait bien tirer quelques missiles qui pourraient peut-être être efficaces », expliquait le président de l'Etat, M. Haim Herzog, mais je doute qu'Israël fasse partie de ses priorités ; ne l'oubliez pas, il [Saddam Hussein] se battra pour son existence propre ».

Et M. Herzog d'ajouter, un tantinet exaspéré : « Franchement, je ne peux pas comprendre cette course effrénée [en dehors d'Israël] dans les milieux diplomatiques, chez les ressortissants étrangers, parmi le personnel de l'ONU, ni le comportement des compagnies aériennes [qui ne desservent plus Israël] ; après tout, si la guerre éclate, ce sera à plus d'un millier de kilomètres d'ici ».

Un grand hôtel de Jérusalem a vaillamment entrepris de lutter contre l'exode des étrangers : tout touriste qui se présenterait dans l'établissement à la date du 15 janvier bénéficierait « d'une suite spéciale pour le prix d'une chambre ordinaire, d'une bouteille de champagne bien frappée et d'une lettre de la direction lui faisant part de toute son estime ». C'est du moins ce que dit la publicité.

ALAIN FRACHON

### Le président égyptien n'entend pas jouer le rôle d'allié d'Israël contre l'Irak

LE CAIRE

de notre correspondant

Le ministre d'Etat égyptien pour les affaires étrangères, M. Boutros Ghali, a exprimé le souhait du Caire de voir les efforts politiques aboutir à une solution pacifique de la crise du Golfe. M. Boutros Ghali, qui était le seul responsable égyptien à avoir réagi, jeudi matin 10 janvier, à l'échec des entretiens Baker-Azis, a ajouté que « l'Egypte accueillait favorablement une initiative du secrétaire général de l'ONU, M. Pérez de Cuellar ».

Toutefois, les déclarations du responsable de la diplomatie égyptienne relèvent plus du vœu pieux que d'un réel espoir de voir la crise résolue par des moyens pacifiques. En effet, le président Mubarak avait affirmé la veille que M. Saddam Hussein n'avait pas laissé de place à une tentative de médiation arabe ou islamique et poussait le monde à aller à des extrémités qu'il ne voulait pas atteindre.

« Une bataille inégale »

Interrogé par les intellectuels égyptiens sur la position du Caire en cas d'échec des entretiens Baker-Azis, le raïs a déclaré qu'il avait adressé plusieurs messages appelant à la raison le président Saddam Hussein et le mettant en garde contre « les dangers encourus par le peuple irakien » si l'occupation du Koweït se poursuivait. « Mais il n'a malheureusement répondu que par des insultes véhiculées par les éditorialistes des médias irakiens », a-t-il ajouté. Au sujet de la puissance militaire irakienne, le général Mubarak a affirmé que l'Irak n'était pas une

superpuissance mais que, à force de le répéter, Bagdad avait fini par y croire.

Selon le raïs, qui a été commandant en chef de l'armée de l'air égyptienne, les forces aériennes allégées contre l'Irak dans le Golfe sont « si effrayées et la bataille si inégale que l'entêtement relève d'un manque de sagesse prononcé ».

« Un danger menace le peuple irakien : l'armée et le peuple d'Irak doivent trouver une solution si leur président n'arrive pas à concevoir les dangers encourus », a-t-il ajouté. Mais si la détermination de l'Egypte à aller jusqu'au bout pour la libération du Koweït semble intacte, Le Caire est toutefois préoccupé par le renforcement du dispositif militaire israélien. M. Mubarak a déclaré à cet égard : « Nous n'accepterons pas une ingérence israélienne dans la crise du Golfe. Si cela n'est pas, nous aurons une position différente ». Une manière de dire que l'Egypte pourrait revenir sur l'engagement de ses troupes aux côtés des Américains. Se trouve l'allié d'Israël contre un pays arabe est d'autant plus inacceptable pour le président Mubarak qu'il sait quelles ont été les répercussions du traité de paix égypto-israélien sur l'Egypte dans les années 70.

On estime au Caire que si Israël prenait part au conflit, Jérusalem ferait en réalité le jeu de M. Saddam Hussein. Le maître de Bagdad pourrait ainsi enfin réaliser le fameux lien entre la crise du Golfe et la question palestinienne qu'il réclamait depuis des mois.

ALEXANDRE BUCCIANTI

POINT DE VUE

### La carte islamique de Saddam Hussein

par Gilles Kepel

DERRIÈRE l'affrontement entre les Etats-Unis et l'Irak, un autre conflit se déroule aujourd'hui au Moyen-Orient : la bataille pour le contrôle de l'islam. Son enjeu est déterminant pour le visage du monde de demain. Après Khoméini, et dans un registre différent, Saddam Hussein s'efforce d'utiliser la mobilisation religieuse et la vocabulaire politique du Coran pour servir ses intérêts immédiats. Mais, comme c'était le cas pour l'iranisme, son ambition est plus vaste : faire d'une forme « révolutionnaire » de l'islam l'idéologie fédératrice du Sud dans un combat contre le Nord, qui succède, dans la géopolitique mondiale, à l'affrontement Est-Ouest, rendu caduc par la mort du communisme et la destruction du « rideau de fer ».

Un pléisme idéologique

Il peut sembler paradoxal que Saddam Hussein, qui préside à la dictature « laïque » du parti Baas, et qui a exterminé sans état d'âme l'opposition islamiste à son régime, comme il a gazé ses concitoyens kurdes de Halabja, brandisse désormais le glaive du djihad et l'étendard du Prophète. C'est en fait sa carte maîtresse, et c'est l'argument majeur qu'il pourrait rendre l'offensive militaire contre lui. Les gouvernements des pays musulmans qui se sont opposés à l'invasion du Koweït vivent aujourd'hui dans la hantise de la réaction populaire au lendemain de l'attaque américaine éventuelle. Or Saddam Hussein sait que, pour mobiliser la rue à ses côtés, d'Alger à Karachi, déstabiliser en chaîne les pays concernés et jeter le trouble dans les banlieues européennes, où vivent dix millions de musulmans, il lui faut absolument s'emparer du langage de l'islam, diaboliser ses adversaires, désigner comme impies et ennemis du Prophète. S'il y parvient, le prix politique de la guerre contre l'Irak sera extrêmement lourd pour les Etats-Unis et leurs alliés.

Au lendemain de la révolution en Iran, en 1979, la réislamisation, dans le reste du monde musulman n'en était qu'à ses débuts : les mouvements islamistes révolutionnaires n'étaient qu'un recrutement très restreint, limité pour l'essentiel aux cercles étudiants. Leur tentative pour prendre le pouvoir — l'investissement de la Grande Mosquée de La Mecque en novembre 1979, l'assassinat de Sadat en octobre 1981 ou le soulèvement de la ville syrienne de Hama en février 1982, à l'instigation des Frères musulmans — finirent par échouer face à la répression et du fait qu'aucun de ces groupes n'avait réussi à mobiliser les masses à ses

côtés, contrairement à ce qui s'était produit en Iran.

La réislamisation « par le haut », c'est-à-dire par la conquête de l'Etat, à l'instar de la stratégie khoméiniste, se perdit en définitive dans les années 80, du fait de la réislamisation, dans le racket et les prises d'otages islamiques, à Beyrouth à partir de 1985. Et Téhéran avait dû épuiser toutes ses forces pour résister à l'agression militaire de Bagdad, qui bénéficiait à l'époque de l'appui de l'Occident et de la manœuvre soviétique.

Au début de la décennie 90, le langage politique de l'islam a conquis une prégnance idéologique bien plus considérable qu'il y a dix ans. Les régimes en place dans le monde musulman, pour éteindre l'incendie des groupes islamistes radicaux qui les menaçaient, ont efflué des contre-fautes en faveur d'une réislamisation « par le bas ». Ils ont laissé se développer des mouvements qui avaient toute latitude pour prêcher la plus stricte adhésion aux normes de l'islam dans tous les domaines de la vie quotidienne, mais ne devaient jamais intervenir — en principe — dans les affaires politiques.

L'objectif était de donner une apparence pieuse à l'organisation sociale, pour ne pas offrir de prétexte à la critique des groupes radicaux tant redoutés. Ces mouvements piétistes ont été promus, et mis en œuvre, la « décrochage » de leurs adhérents d'avec les mœurs et les usages de la société ambiante, lorsque celle-ci ne se référait pas exclusivement aux textes sacrés de l'islam. Ils ont organisé l'existence des croyants réislamisés par leurs soins autour de réseaux de mosquées, d'écoles, d'ateliers, de dispensaires, dans tout pays concerné et les usages de la société ambiante, lorsque celle-ci ne se référait pas exclusivement aux textes sacrés de l'islam. Ils ont organisé l'existence des croyants réislamisés par leurs soins autour de réseaux de mosquées, d'écoles, d'ateliers, de dispensaires, dans tout pays concerné et les usages de la société ambiante, lorsque celle-ci ne se référait pas exclusivement aux textes sacrés de l'islam. Ils ont organisé l'existence des croyants réislamisés par leurs soins autour de réseaux de mosquées, d'écoles, d'ateliers, de dispensaires, dans tout pays concerné et les usages de la société ambiante, lorsque celle-ci ne se référait pas exclusivement aux textes sacrés de l'islam.

De ce fait, le langage de l'islam est devenu, peu à peu, le principal mode d'expression des rapports sociaux dans le monde musulman, ce qui n'est pas le cas il y a dix ans. Il s'est aussi imposé, en conséquence, comme le vecteur obligé du discours politique, pour conforter, mais aussi pour critiquer l'ordre établi. Le FIS algérien ou le Mouvement de la résistance islamique (Hama) dans les territoires occupés — les plus significatifs des mouvements de réislamisation de ces dernières années — sont le résultat de ce patient travail de quadrillage de la société, à partir de la rue, du quartier,

de l'école. Et, bien que leurs milieux soient bénéficiés de mannes éducatives et d'opportunités, leur allégeance ne va guère aux émissaires du pétrole, dont ils ressentent l'opulence comme une insulte à leur propre pauvreté.

Surenchère à la réislamisation

C'est pour s'adresser à ces militants et à ces adeptes que Saddam Hussein a mis une sourdine au discours laïcisme traditionnel du parti Baas, qu'il prêche désormais au nom d'Allah et convoque la prophétie Mahomet dans ses rêves. Face à cette manœuvre de Bagdad, qui cherche à capitaliser à son profit la réislamisation « par le bas », les régimes favorisés par les Saoudiens, ceux-ci sont confrontés à un défi d'une tout autre ampleur que celui que leur avait posé Khoméini.

Dans le contexte actuel de tension extrême, les pressions financières de Riyad sur ceux qui se sont rangés derrière Saddam sont de peu d'effet à court terme. La seule initiative symbolique qui se voulait spectaculaire, la contrition et le retour dans le giron de l'orthodoxie musulmane du « blasphémateur » Saïman Rushdie, éponyme des vices du régime égyptien des affaires religieuses et les querelles pro-saoudiennes de l'université Al-Azhar, ne semble pas de taille à susciter un enthousiasme de masse pour le roi Fahd ou la dynastie du Koweït. Elle révèle en revanche que, face à Bagdad, ces derniers ne savent que

s'engager toujours davantage dans une surenchère à la réislamisation, qui s'est pourtant retournée contre eux.

La « décrochage » entre Saddam et les populations arabo-musulmanes ne saurait passer principalement par le renforcement du pétro-islam wahabite, à quoi s'emploie, dans l'urgence, la coalition anti-irakienne. Même si la guerre éclate, si le Koweït est restitué dans son intégrité territoriale et si le dictateur de Bagdad subit le sort qu'il a réservé à tous ses opposants, un autre Saddam surgira après-demain au Proche-Orient ou au Maghreb, pour jouer le même cane et prêcher le djihad.

Afin de éviter, il faudrait que l'Occident, surtout si le sort du présent conflit par une victoire militaire, propose des issues crédibles aux problèmes majeurs qui perpétuent dans cette partie du monde des tensions insupportables : cela passe par une forme d'autonomie pour les Palestiniens et par le financement par le Nord du développement économique de la région, à la manière dont le plan Marshall a permis le relèvement de l'Europe ruinée.

Sans quoi, le langage politique de l'islam révolutionnaire deviendra inéluctablement la propos belliqueux d'un Sud à la recherche de sa revanche.

► Gilles Kepel, chercheur au CNRS et professeur à l'IEP de Paris, vient de publier la Revue de la Diaspora, juifs et musulmans à la reconquête du monde (Le Seuil).

EN BREF

■ BULGARIE : suppression des visas de sortie. — Le Parlement bulgare a supprimé mercredi 9 janvier l'obligation des visas de sortie pour les Bulgares qui souhaitent se rendre à l'étranger. Il ne leur reste plus qu'à obtenir le visa d'entrée dans le pays visité, procédure qui implique de longues heures d'attente devant les consuls à Sofia.

■ CHINE : ouverture d'un second procès de dissidents à Pékin. — Le procès de quatre dissidents accusés de « sabotage contre-révolutionnaire » durant le « printemps de Pékin » s'est ouvert, mercredi 9 janvier, dans la capitale chinoise, quelques jours après la condamnation de sept autres « activistes ». En outre, le dissident Fang Lizhi, qui avait émigré en 1990 en Grande-Bretagne après s'être réfugié un an à l'ambassade américaine à Pékin, s'est installé aux Etats-Unis. L'astrophysicien rejoindra l'Institut d'études avancées de l'université de Princeton. — (AFP)

■ ETATS-UNIS : le fils du président américain, Neil Bush, accusé de « malhonnêteté personnelle ». — Neil Bush, fils du président George Bush, a été accusé mardi 8 janvier de « malhonnêteté personnelle » par la justice américaine, pour son rôle à la tête d'une caisse d'épargne du Colorado qui a fait faillite en 1988 et pourrait ainsi coûter 1 milliard de dollars aux contribuables américains. Le ministre public fédéral a demandé que Neil Bush, trentecinq ans, « prouve sa connaissance des conflits d'intérêts en affaires avant de travailler à nouveau dans le secteur bancaire ». — (Reuters)

■ ZIMBABWE : le président Mugabe abandonne l'idée d'un parti naïve. — Le président Robert Mugabe a déclaré, mercredi 9 janvier, à Lagos au Nigeria, qu'il avait abandonné l'idée de maintenir le système du parti unique dans son pays, idée dont il s'était fait l'ardent défenseur pendant de longues années.

## AVENTURES PAR 50° A L'OMBRE



Un livre extrêmement drôle, plein de vérités cuisantes (...) où chacun en prend pour son grade.

— Lire - RTL

Une énorme aventure (...) menée tambour battant par un Lanzmann au plus facétieux de sa forme.

— Cosmopolitan

C'est drôle. Moqueur. Tendre.

— Le Quotidien de Paris

Une intrigue à rebondissements que Jacques Lanzmann rend savoureusement spectaculaire. (...)

— Sérieux s'abstenir.

— Le Journal du Dimanche

## LE NOUVEAU LANZMANN

95 F 252 p.







## LA CRISE DU GOLFE

du président de la République

### le conflit armé sera légitime »

que les Etats-Unis et la France n'ont pas du tout la même conception d'une éventuelle conférence internationale pour le règlement du conflit israélo-arabe.

« Je comprends aussi que les positions soient diverses aujourd'hui, parce que les Etats-Unis ont toujours été hostiles à cette perspective et y consentir aujourd'hui pourrait leur apparaître - je parle pour eux sans en avoir reçu le mandat - comme une concession inacceptable à M. Saddam Hussein. Ce qu'ont demandé les Arabes depuis si longtemps serait consenti au chef de l'Etat qui vient d'en aggraver un autre. Je comprends très bien cette position, mais elle ne doit pas entraîner une atténuation de la position de la France sur le même point. Alors que je réclame cette conférence internationale depuis six à sept ans, vais-je y renoncer au moment où elle serait utile, le plus utile ? Voilà ce qui explique une divergence de position qui n'est pas dissimulée, que j'ai rappelée hier encore à M. James Baker.

« Parmi les éléments qui doivent intervenir, notamment dans les positions des Douze, il y a le fait que cela a été dit récemment à Luxembourg, et cela sera redit, les Douze entendent intervenir, peser de leur poids, prendre l'initiative pour qu'une conférence internationale sur le conflit israélo-arabe puisse se tenir en 1991. Cela ne veut pas dire qu'elle aura lieu, puisqu'elle suppose l'accord aussi de ceux qui, jusqu'ici, s'y refusent, Israël, Etats-Unis d'Amérique, peut-être quelques autres, mais cela veut dire, en tout cas, que les pays européens s'engagent dans cette voie, ce qui ne peut que convenir à la France qui l'a demandée la première.

#### « Une nouvelle époque de ce drame »

« (...) A partir du 15 janvier, à moins de bons entendements, nous serons dans une nouvelle époque de ce drame. Désormais, le conflit armé sera légitime, puisqu'il sera conforme aux décisions des Nations unies qui seules ont autorité pour en décider. Dès lors, il convient que les pays qui sont déterminés à mettre en application cette résolution et à employer tous

les moyens nécessaires pour qu'elle entre en œuvre, prennent les dispositions militaires correspondantes. Dans une démocratie comme la France, il faudra prendre des dispositions parlementaires.

« Ces dispositions parlementaires devront autant que possible précéder non pas la mise en place d'un dispositif, mais sa mise en action. Dans ce cas-là, je pense que le gouvernement devra se déclarer prêt à répondre à toute invitation des commissions des deux Assemblées. Elles sont trois, ces commissions, puisqu'il y en a deux d'une part - deux à l'Assemblée nationale : affaires étrangères et défense - et une au Sénat, où ces deux activités sont confondues. Les ministres des affaires étrangères et de la défense, le premier ministre, le cas échéant, seront prêts à répondre à l'invitation qui leur serait faite de se rendre devant les commissions en question pour dénouer le processus militaire qui suivrait.

« Je suis prêt à prendre, dès le 16 janvier, le décret convoquant le Parlement en session extraordinaire. Laquelle session devrait avoir lieu le lendemain. Avec, pour ordre du jour, une déclaration du gouvernement, sans doute, une déclaration du président de la République, et, d'autre part, un vote sur un texte. Le détail des procédures sera examiné par le gouvernement avec les présidents des Assemblées, que j'espère d'ailleurs recevoir moi-même, dès le 16 au matin. Ainsi le Parlement aura été saisi d'un problème qui touche la nation tout entière et donc qui le concerne en premier chef.

« (...) Depuis peu de temps la division Daguet est au complet, il y a 11 000 soldats français là-bas en Arabie saoudite, jusqu'où... - 10 000 environ -

- A quelques centaines près...

« Mieux vaut être précis pour cela (...). Si les conditions posées étaient pas réunies, c'est-à-dire l'évacuation du Koweït dans le délai voulu, alors la France remplirait son devoir, elle est membre permanent du Conseil de sécurité, elle a voté ses résolutions, il ne serait pas normal qu'elle se désengage du texte qu'elle a adopté ou fait adopter. La France prendra donc part, avec le corps expéditionnaire, qui déjà se trouve en Arabie saoudite. Vous dites : « jusqu'où ? » Eh bien jusqu'au terme de sa mission, et sa mission est celle de tous les pays qui s'engagent dans cette action : remplir le mandat des Nations unies. Il ne

s'agit pas d'organiser je ne sais quelle guerre de destruction contre l'Irak, il s'agit de libérer le Koweït. Bien entendu, la libération du Koweït, en raison des fortes défenses que cela représente du côté irakien, signifie que tout ce qui se trouve alentour, y compris en Irak, court le risque d'être atteint.

« Mais ceci est considéré comme des opérations de libération du Koweït. Telle est la mission à laquelle la France participera. Je sais la gravité de ce que je dis là et je n'en prends pas la responsabilité sans mûre réflexion et je ne le fais pas non plus par impulsion. C'est parce que je pense que c'est l'intérêt supérieur de la France et de la paix qui est en jeu. D'autres ont dit, en d'autres circonstances, que « se réfugier quelquefois dans le désespoir pour avoir la paix apportait finalement le désespoir et la guerre ». Je pense que la guerre éclatée de toute façon même en cas d'absence des nations qui ont reçu mandat des Nations unies pour traduire en actes ce qui a été décidé en droit.

« Je le sais, c'est une décision grave qui vaut déjà des inquiétudes, des interrogations, des protestations. Mais je prends cette responsabilité devant le pays parce que je pense que c'est l'intérêt de la France. C'est l'intérêt de la France que d'être partie prenante au règlement qui de toute manière suivra, celui des affaires du Proche et du Moyen-Orient. La France ne peut pas être absente de cette partie du monde. Elle ne pourrait pas non plus justifier sa présence permanente au Conseil de sécurité.

« Elle est l'une des grandes puissances du monde et doit être digne de ses charges, et notre peuple le comprendra, mais, bien entendu, revenons à notre point de départ, notre choix tant qu'il existe est celui de la paix. Il sera joué jusqu'au 16 janvier au matin, et après nous serons toujours à l'écoute afin de saisir toute occasion qui permettrait de mettre un terme rapide au conflit que personne ne souhaite - en tout cas en France - mais qui peut correspondre à un devoir national et international.

« (...) Il n'y a pas de raison de croire que les responsables irakiens, notamment la France, ont aliéné leur propre diplomatie, leur volonté nationale et leurs intérêts au bénéfice d'un pays aussi ami qu'il l'est de la France, je veux dire les Etats-Unis d'Amérique. Nous avons notre démarche pour la paix, telle que nous la concevons, et

nous ne concevons pas la même démarche lorsqu'il s'agit des conférences internationales dont je viens de parler ; par exemple, et ce n'est qu'un exemple : personne n'a jamais décidé qu'à partir de maintenant un seul pays déciderait pour tous. Cependant nous sommes d'accord pour développer, à l'égard de l'Irak, le même thème la même obligation, le même impératif ; c'est celui que je vous répète depuis le début de cette soirée et depuis des mois et des mois (...). Il y a cohésion sur l'objectif. Il peut y avoir divergence de vue sur les méthodes, mais en réalité cela se réduit à peu de chose aujourd'hui, car nous avons fait beaucoup de chemin, et nous ne sommes plus qu'à quelques jours du terme.

#### Les membres du gouvernement sont responsables et loyaux

« Quant à la cohésion gouvernementale, il me semble que l'énoncé que vous avez fait, la description que vous avez faite de cette belle brochure de ministres responsables autour d'un premier ministre et d'un président de la République, était plutôt un éloge de la cohésion (...). Les membres du gouvernement ne seraient plus membres de gouvernement s'ils n'acceptaient la discipline que représente un choix politique. Ce choix en la matière m'a l'air naturel. Je prends l'avis du premier ministre et l'avis du gouvernement, nous sommes en contact permanent ; ils ne sont donc pas étrangers à l'élaboration de la décision. Mais je considère, c'est bien le moins et je voudrais que l'on n'insiste pas là-dessus, les membres du gouvernement comme des hommes responsables et loyaux. Et rien ne leur interdit d'avoir leur opinion avant une décision. Nous sommes une démocratie, chacun s'exprime. Après décision, nous l'exécutons, et vous pouvez constater que le gouvernement, dans sa responsabilité, occupe aujourd'hui, est là.

« (...) Il n'y a pas d'appelés, il y a l'armée française dans son corps central permanent et il y a des volontaires. Mais il n'y a pas de gens du contingent comme on dit, langage que toutes les familles comprennent. Il n'y a pas et il n'y aura pas de soldats du contingent.

« Il existe quelques soldats de cette nature sur nos navires. Nos navires dans la zone en question. Les navires qui se trouveraient exposés à cette situation n'auraient pas d'appelés, membres du contingent. (...)

« (...) Nous avons reçu le président Chadli Ben Djedid il y a très peu de jours à Paris et nous nous sommes entretenus, à l'issue d'une tournée que le président algérien avait effectuée dans de nombreuses capitales afin de trouver un débouché négocié à l'intérieur du délai du 15 janvier. Sans quoi nous n'aurions pas pu aller beaucoup plus loin dans notre conversation. C'est dans la suite de cette conversation qu'il nous a semblé que le président algérien et l'Algérie étaient des partenaires particulièrement qualifiés pour prendre des initiatives en notre compagnie.

Interrogé sur l'éventualité d'un voyage de lui-même à Bagdad, M. Mitterrand répond : « Je vous ai déjà dit qu'il n'y a pas d'interdit. Simplement, il faudrait que cela puisse servir à quelque chose, et j'ai déjà dit que les conditions n'en sont pas réunies. »

« (...) Cette hypothèse n'est pas entrée dans mes projets.

« J'espère que les Français qui nous écoutent pour l'instant, qui nous écouteront d'autres fois, auront pleine conscience de l'importance de l'enjeu. La guerre est détestable. Qui pourrait le mieux le savoir que ceux de ma génération ? Nés pendant une guerre mondiale, combattants de la seconde guerre mondiale, sous tous ses aspects, de la campagne de 1940 et de la résistance jusqu'à la victoire finale.

#### « La France ne peut s'absenter du terrain de la défense du droit »

« Donc, ce n'est jamais un choix que l'on fait si on n'y est pas contraint par une obligation plus haute. Et cette obligation, elle est que la France ne peut pas s'absenter du terrain sur lequel vont se placer les défenseurs du droit international. Elle ne peut pas s'absenter sans perdre, d'une certaine manière, un peu de ce qu'elle

a acquis à travers l'Histoire et des siècles de courage et de défense de quelques principes fondamentaux. La France s'est battue en 1792 parce qu'elle était porteuse de quelques principes, qu'elle venait simplement de définir pour elle-même et qui devaient devenir des principes dans le monde entier.

« Je ne préconise pas la guerre, je préconise la paix. Je dis simplement que si elle y est contrainte, la France prendra part au conflit armé. C'est une solution regrettable et redoutable, mais aussi l'annonce que la France entend être présente lors du règlement de cela. Elle aura droit à la parole, elle pourra aussi, auprès de ses amis, défendre les droits des minorités, les droits des peuples au Proche et au Moyen-Orient. Elle sera là, autrement on ne justifierait-elle le rôle qu'elle remplit depuis 1945, comme l'un des membres permanents du Conseil de sécurité, l'un des cinq pays, je l'ai dit, appartenant à permanence à l'organe suprême des Nations unies ?

« Il y a un devoir national, et il y a un devoir international. Je suis sensible à ces devoirs et j'entends les respecter et j'attends des Français qu'ils jugent. Je sais que des amis à moi, personnels ou politiques, seront saisis de trouble ; ce sont des personnes dont j'aime le jugement, qui le plus souvent m'éclaire, mais que je ne suivrai pas en cette circonstance.

« (...) Il faut donc que chacun comprenne qu'il existe un devoir national de discipline commune dans l'intérêt commun. Nous sommes au service, croyez-moi, de la paix parce que l'on ne s'en va pas la paix par l'abandon des principes qui établissent l'équilibre entre les nations.

« Moi, je erois de toutes mes forces à la nécessité d'imposer une loi internationale, fondée juridiquement sur des principes d'équilibre et de respect du droit des gens, et la France sera toujours de ce côté-là. Elle le sera toujours du moins tant que moi-même ou d'autres qui pensent comme moi assumeront les responsabilités de la République. Telle est la situation d'aujourd'hui. Donc, pendant cinq jours, primauté à la négociation partout où elle est possible et si elle est possible. Après quoi, sans jamais abandonner la possibilité du retour à la paix, nous prendrons les responsabilités que j'ai dites. »

### Détruire la « tête » en Irak ?

Pour la première fois, M. Mitterrand a été plus explicite sur le part prise par le corps expéditionnaire français dans les opérations militaires que mènerait la coalition allée pour libérer le Koweït. « Il ne s'agit pas d'organiser je ne sais quelle guerre de destruction contre l'Irak, » a dit le chef des armées avec une particulière gravité dans la voix. « Il s'agit de libérer le Koweït. »

« Bien entendu, la libération du Koweït, en raison des fortes défenses du côté irakien, signifie que tout ce qui se trouve alentour, y compris en Irak, court le risque d'être atteint. Ceci est considéré comme des opérations de libération du Koweït. Telle est la mission à laquelle la France participera », a-t-il conclu en expliquant qu'elle découle du mandat de l'ONU.

#### Moyens de rétorsion

Les propos du chef de l'Etat sont inspirés, de toute évidence, des travaux de planification des opérations que les Etats-majors, y compris le commandement français, en liaison avec les autorités militaires de la coalition, ont la charge d'établir dans l'éventualité d'une ouverture des hostilités.

Il serait illusoire, en effet, de considérer que le Koweït sera, en cas d'engagement, le champ clos où les armées des deux camps s'affronteraient pour en découdre, sans implication des

pays limitrophes. Cela est une évidence.

Mais la déclaration du président de la République ouvre la voie à une autre possibilité envisagée par les Etats-majors : l'attaque éclair par la coalition, si Bagdad s'obstinait à ne pas restituer le Koweït après le 15 janvier, de tout ce qui constitue la « tête », et les moyens de rétorsion à distance du dispositif adverse en Irak même.

En d'autres termes, la neutralisation de la garnison irakienne au Koweït, c'est-à-dire sa paralysie et son étouffement pour la rendre rapidement inopérante et la réduire à quia, passe par des destructions préalables en Irak : les radars, bases aériennes, postes de commandement et de transmission, usines, logistique et stocks divers, et les ailes de lancement de missiles qui sont d'ores et déjà identifiées par les satellites de reconnaissance et les avions-espions de la coalition.

Les Etats-Unis ont amorcé sur place, en Arabie saoudite, en Turquie et sur leurs porte-avions en mer, la pénoplie adaptée à de telles opérations ponctuelles, qu'ils ne s'engagent pas à exécuter sans « cessez-le-feu », en raison de la défense anti-aérienne et anti-missiles de haute densité installée par les Irakiens.

Mais ces interventions éclairs sont de nature à pouvoir ensuite « prononcer une offensive », comme disent les Etats-majors en parlant de l'éventuelle reconquête du Koweït.

J. L.

### Les parlementaires face à leurs responsabilités

Députés et sénateurs vont devoir prendre leurs responsabilités. Le président de la République les convoquera, si nécessaire, pour le 17 janvier et leur demandera un vote sur l'engagement militaire de la France dans le Golfe. Ils ne peuvent qu'en être satisfaits tant, au cours de la session parlementaire de cet automne, ils s'étaient inquiétés de la façon dont ils seraient associés aux décisions qui pourraient être amenées à prendre le chef de l'Etat et le gouvernement. Si, politiquement, l'affaire est claire, techniquement elle est plus complexe à mettre en œuvre.

Selon la Constitution de 1958, les marges de manœuvre du Parlement sont fort réduites. Sous la III<sup>e</sup> République et sous la IV<sup>e</sup> (comme dans la plupart des autres régimes parlementaires étrangers), il lui était toujours possible de voter une résolution. En France, aujourd'hui, cela lui est interdit. Constitutionnellement, il ne peut se prononcer que sur un projet de loi (ou une proposition), une déclaration de politique générale du gouvernement, ou... une déclaration de guerre. Discutant à bâtons rompus avec des journalistes après sa conférence de presse officielle, M. Mitterrand a d'ailleurs évoqué ces deux dernières possibilités.

L'article 35 de la Constitution est impératif : « La déclaration de guerre est autorisée par le Parlement », mais sa mise en œuvre est complexe. Les règlements de l'Assemblée nationale et du Sénat ne sont pas d'accord sur les conditions de son utilisation. Le premier prévoit qu'il doit y avoir « un vote sur un texte exprès d'initiative gouvernementale ». Le second renvoie à l'approbation d'une déclaration de politique générale du gouvernement. Répondant à une question de l'UDF, le 12 décembre dernier

au Palais-Bourbon, M. Rocard avait expliqué que, puisqu'il s'agit d'intervenir militairement dans le cadre de la charte des Nations unies, « en droit il ne s'agit pas d'une guerre entre un Etat et un autre, mais d'une opération de sécurité collective ».

#### Seulement associé

Techniquement, il est vrai, une autorisation parlementaire n'est pas indispensable avant des opérations militaires (le Monde du 1<sup>er</sup> décembre). D'ailleurs jendy Mutin, au micro de France-Culture, M. Hubert Védrine, porte-parole de M. Mitterrand, a expliqué que le vote des députés et des sénateurs ne serait pas « suspensif » de la décision d'engager les troupes françaises, mais viendrait à les « associer » à cette décision.

L'article 49 prévoit que le premier ministre peut engager la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale « sur une déclaration de politique générale » et qu'il peut « demander au Sénat l'approbation d'une déclaration de politique générale ». Dans l'esprit des constituants, cette disposition permet au gouvernement de demander au Parlement un vote de confiance sur l'ensemble de sa politique.

C'est d'ailleurs ainsi qu'il a été le plus souvent appliqué, même si M. Pierre Mauroy a fait approuver, par l'Assemblée nationale, selon cette procédure, sa politique économique, et si M. Rocard a, par ce biais, obtenu l'accord du Sénat, le 21 novembre 1989, sur la position du gouvernement à l'égard de l'Europe de l'Est.

Comme il ne dispose pas du sou-

tien de la majorité absolue des députés, le premier ministre n'a jamais utilisé cette possibilité constitutionnelle, même au lendemain de la composition de son gouvernement. La déclaration du gouvernement qu'il avait faite, le 27 août, sur la crise du Golfe, lors d'une session extraordinaire du Parlement qui lui était consacrée, n'avait pas été suivie d'un vote. Peut-il, à l'occasion d'une guerre, demander ce qui pourrait être pris pour un vote de confiance global ?

Une troisième possibilité existe. Le gouvernement peut rédiger un texte prenant la forme d'un projet de loi ou d'un projet d'ordonnance à légiférer par ordonnances dans le cadre de l'aggravation de la crise. C'est ce texte qui serait soumis au vote du Parlement. Mais cela risquerait de n'avoir que des apparences de légalité.

En dehors des nombreuses autres décisions, certainement plus importantes, qu'il aura à prendre de l'11 au 15 janvier, MM. Mitterrand et Rocard vont devoir choisir la procédure qui leur permettra de tenir la promesse présidentielle.

THIERRY BRÉHIER

#### Selon un sondage CSA

### Trois Français sur quatre estiment que rien ne justifie une guerre

Selon un sondage CSA (1) réalisé pour le Parisien daté du 10 janvier et France-Inter, une nette majorité de Français (57 % contre 35 %) estime que « tout doit être fait pour négocier une solution de compromis » avec le président Saddam Hussein. 79 % des personnes interrogées (contre 17 %) pensent qu'« aucune cause, même juste, ne vaut une guerre », et pour 69 % (contre 22 %), « l'annexion du Koweït est condamnable, mais il n'est pas question pour un Français de mourir pour Koweït-City ». Une majorité de Français est d'ailleurs hostile à une intervention militaire américaine (45 % contre 43 %) et à une participation française (53 % contre 40 %). Enfin, 69 % des personnes interrogées (contre 29 %) se déclarent « inquiètes » face à l'éventualité d'une reprise des attentats terroristes à Paris.

(1) Enquête effectuée les 7 et 8 janvier auprès de huit cent cinquante personnes âgées de dix-huit ans et plus.

### L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres

Vous proposez une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS  
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66  
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07  
Siège social : Institut britannique de Paris



## PROCHE-ORIENT

Après les expulsions par Israël

### L'OLP demande une réunion du Conseil de sécurité

Après l'expulsion vers le Liban de quatre Palestiniens accusés par les autorités israéliennes d'être des activistes du mouvement islamiste Hamas, l'OLP a demandé, mardi 8 janvier, une réunion d'urgence du Conseil de sécurité et l'a exhorté notamment à mettre en application avant la fin de ce mois un programme pratique pour la protection du peuple palestinien du terrorisme israélien organisé.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, s'est déclaré « profondément préoccupé » par ces nouvelles expulsions et a demandé à Israël d'y souscrire.

Le 20 décembre, le Conseil de sécurité avait adopté à l'unanimité une résolution « déplorant » la décision et avait appelé Israël à se conformer aux dispositions de la quatrième convention de Genève, qui protège les civils en temps de guerre. (AFP.)

Les otages belges du « Silco »

### Bruxelles reconnaît l'existence d'un accord avec le groupe d'Abou Nidal

Bruxelles a finalement reconnu, mercredi 9 janvier, l'existence d'un accord de principe portant sur l'échange des quatre otages belges du « Silco » contre le terroriste palestinien Nasser Said. « Il y avait, il y a quelques mois, un accord de principe sur un tel échange. Pour autant que nous sachions, cet accord n'a pas été remis en cause par le gouvernement belge », a déclaré le porte-parole du ministère belge des affaires étrangères.

Selon le Fatah-Conseil révolutionnaire (groupe d'Abou Nidal), la libération de la famille Hostetkins devait intervenir « hors du Liban, au plus tard jeudi », au même moment que celle de Nasser Said, un membre du Fatah-Conseil révolutionnaire détenu en Belgique pour l'attentat commis à Anvers en 1980 contre des enfants juifs (le Monde du 9 et du 10 janvier). (AFP, Reuters.)

Condamnés à mort en 1988 pour deux attentats

### Cinq Palestiniens ont été remis en liberté au Soudan

La Cour suprême soudanaise a décidé, lundi 7 janvier, la mise en liberté immédiate de cinq Palestiniens condamnés à mort en octobre 1988 pour avoir commis deux attentats qui avaient causé la mort de cinq Britanniques et de deux Soudanais, le 15 mai de la même année.

La cour, statuant selon la loi islamique (charia), a fait valoir que les parents des deux victimes soudanaises avaient accepté la grâce des accusés en échange du versement d'une indemnité de « prix du sang » (diyya), tandis que les parents des victimes britanniques avaient accordé leur pardon sous condition de l'application d'une peine de substitution, à savoir un long emprisonnement ou une peine de

travaux forcés. Les États-Unis ont fermement condamné mardi la libération des cinq Palestiniens la qualifiant de « insulte » à la mémoire de leurs victimes. « La libération de ces terroristes condamnés est blâmable », a déclaré le porte-parole du département d'État, M. Richard Boucher, qui a ajouté que cette mesure « outrageusement prématurée est une insulte pour leurs victimes et leurs familles ». Il a indiqué que les États-Unis interviennent auprès du gouvernement soudanais pour tenter de s'assurer que les cinq Palestiniens ne puissent commettre d'autres meurtres. Selon le département d'État, l'un d'eux a déclaré qu'il était « prêt à recommencer, où qu'il soit ». (AFP.)

## AMÉRIQUES

HAÏTI

### Le Père Aristide condamne les violences

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Le président élu d'Haïti, le Père Jean-Bertrand Aristide, a appelé la population à « éviter les dérapages et les provocations », alors que des pillages et des lynchages d'anciens « macoutes » se sont poursuivis deux jours après l'échec du coup d'État de Roger Lafontant. Dans un message radiodiffusé, mercredi 9 janvier, le jeune prêtre, qui doit prêter serment le 7 février prochain, a qualifié de

« spectacle hideux » l'incendie de la nonciature apostolique et de l'ancienne cathédrale de Port-au-Prince et la mise à sac du local de la Conférence épiscopale. N'exhauçant pas l'idée que ces actes aient été commis par des provocateurs « jouissant de l'impunité », il a ajouté : « Je partage la douleur des autorités religieuses et du corps diplomatique », tout en réclamant l'arrestation des complices de Roger Lafontant toujours en liberté et en félicitant l'armée, qui a fait échouer le putsch de l'ancien chef des « tontons macoutes ». « Ce complot, a-t-il dit, ne va pas briser les fiançailles du peuple et de l'armée ».

Comme le Conseil d'État, qui a demandé l'ouverture d'une enquête sur les circonstances du coup d'État, le Père Aristide a souhaité que la justice se prononce rapidement, « sans vengeance mais avec vigilance ». « Cette déclaration répond à nos préoccupations », nous a déclaré l'ambassadeur de France, M. Jean-Pierre Dufour, qui avait exprimé, avec plusieurs de ses homologues, son inquiétude au Père Aristide à la suite du sacage de la représentation du Vatican. Compte tenu du climat troublé qui règne en Haïti — le coup d'État est toujours en vigueur, nombre d'observateurs, dont la mission des Nations unies, s'interrogent sur la possibilité d'organiser le second tour des élections législatives et municipales le 20 janvier, comme prévu.

JEAN-MICHEL CAROIT

o **COLOMBIE** : vingt morts dans une nouvelle flambée de violence. Cinq soldats et quinze rebelles ont été tués, mercredi 9 janvier, lors d'une intensification des actions de la guérilla. Un mois après la capture de leur quartier général de Casa Verde par l'armée, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont rappelé leur existence avec une série d'attaques meurtrières à travers le pays. La compagnie pétrolière nationale Ecopetrol a de son côté rapporté que l'Armée de libération nationale, autre mouvement rebelle, avait saboté le principal oléoduc du pays pour la troisième fois de la semaine. (Reuters.)

## EUROPE

URSS : la situation en Lituanie

### Les responsables militaires cherchent à minimiser l'importance des tensions

Dans un appel au « soviétique suprême de la république socialiste soviétique de Lituanie », le président Mikhail Gorbatchev a exigé, jeudi 10 janvier, « la restauration d'urgence » de la Constitution soviétique dans cette République balte.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Bien que moins dramatique que la veille, la situation était tendue en Lituanie, mercredi 9 janvier. Le Parlement est resté entouré pendant presque toute la journée de manifestations de diverses obédiences, mais surtout de « pions rouges » anti-indépendantistes qui entendaient parfaire la victoire obtenue la veille avec la démission du gouvernement et l'annulation de la hausse des prix. Le

Parti communiste, fidèle à Moscou, demande notamment la dissolution du Parlement.

Pendant ce temps, les militaires soviétiques se déclarent totalement étrangers aux difficultés politiques à Vilnius et adoptent un profil bas. Réagissant aux déclarations du porte-parole de la Maison Blanche, qui avait dénoncé « l'escalade de la tension » dans les pays baltes, un porte-parole du ministère de la Défense Moscou a démenti que des renforts de troupes aient été envoyés : les « mesures supplémentaires » annoncées par le ministère pour faire appliquer la conscription seront mises en œuvre par les troupes déjà en place dans les régions concernées. La seule exception est la Lituanie, précisément, où, a-t-il indiqué, « quelques unités parachutistes » sont venues d'ailleurs.

Le général Visotskis, commissaire militaire de la République et Litua-

nien lui-même, précise à ce sujet, dans l'*Ekspres* de jeudi, que mille parachutistes ont été mis à sa disposition, mais que ceux-ci n'ont pas pour mission d'être des « gendarmes » ni de « kidnapper les réfractaires au service militaire ». Pourtant, il s'agit bien de « rechercher » ces jeunes gens pour les « conduire » devant la commission de révision. Les mêmes mesures seront prises à l'encontre des déserteurs, lesquels, assure-t-il, ne seront pas punis et finiront leur service sur le territoire de la République. Toujours selon le général Visotskis, on a constaté en Lituanie 13 105 cas de réfractaires au service militaire pour 1 457 appelés qui ont été effectivement recrutés.

La presse de Moscou commente de manière très diverses les événements de Vilnius, mais même les journaux libéraux, telle la *Komsomolskaya Pravda*, admettent que la journée de mardi restera « une jour-

née noire » dans l'histoire de la République, dans la mesure où le pouvoir local, en renonçant à la hausse des prix, aura manqué cette première occasion de poser les bases de la nécessaire réforme économique. Pour les conservateurs du journal *Sovetskaya Rossiya*, au contraire, cette hausse des prix n'était devenue inévitable qu'à la suite de la rupture des liens avec Moscou, laquelle a fait tomber « jusqu'à la misère » le niveau de vie en Lituanie.

Une affirmation qui est difficile à prendre au sérieux compte tenu de la paupérisation générale de la population dans bien d'autres régions de « l'Union ». La région sibérienne de l'Altai a connu mercredi, à la suite des hausses de prix, une agitation très semblable à celle que l'on observe en Lituanie, alors qu'aucun problème d'indépendance ne s'y pose.

MICHEL TATU

En un an

### Plus de 3 700 juifs soviétiques ont émigré en Allemagne

Plus de 3 700 juifs soviétiques ont immigré en Allemagne depuis un an, et l'afflux se poursuit, a indiqué, mercredi 9 janvier, un responsable de l'accueil à Berlin, M. Matthias Jahr. Commencée au compte-gouttes au début de 1990 dans l'ex-RDA, l'arrivée des juifs d'URSS avait connu une brusque recrudescence au mois de décembre, ces derniers craignant que Bonn ne décide de fermer les frontières à la fin de l'année.

Mais le gouvernement fédéral a décidé de prolonger le droit d'entrée et d'accueil de ces réfugiés en attendant de définir une nouvelle réglementation. Depuis le début janvier d'ailleurs, environ 300 nouveaux venus ont été enregistrés, a précisé M. Jahr. Les seize Länder viennent d'accepter à l'unanimité de continuer à accueillir les juifs soviétiques et de conduire les procédures d'immigration « dans un esprit de générosité », a indiqué, mercredi 9 janvier, le ministre fédéral de l'Intérieur, M. Wolfgang Schäuble. (AFP.)

POLOGNE

### Le président Walesa se défend de vouloir gouverner en dictateur

Le président polonais, M. Lech Walesa, s'est défendu, mercredi 9 janvier au cours de sa première conférence de presse, de vouloir gouverner en dictateur et a promis « une grande révolution » dans l'administration, dont la bureaucratie est « inimaginable ».

« Je ne veux pas être un dictateur », a répondu M. Walesa aux journalistes qui l'interrogeaient des pouvoirs du nouveau conseil politique créé à la présidence (le Monde du 5 janvier). Il s'agit, a-t-il dit, de « créer des conditions aux différentes forces, y compris à la gauche ex-communiste, pour pousser la charrette tous ensemble ». Le conseil proposé, dit « organisme consultatif », composé de membres de dix ministères, sera réuni une fois par mois en séance plénière, disposera d'un présidium de trente membres et d'un secrétariat de cinq à sept membres. Il pourra intervenir ou présenter des requêtes auprès du président, du Parlement ou du premier ministre, mais ce ne sera, a affirmé le président, « ni un super-gouvernement ni un super-Parlement ». (AFP, Reuters, UPI.)

GRÈCE : après la mort violente d'un enseignant

### Démission du ministre de l'éducation

ATHÈNES

de notre correspondant

Le ministre grec de l'éducation, M. Vassilis Kontoyannopoulos, a démissionné, mercredi 9 janvier, de ses fonctions et a été remplacé par M. Georges Souflas (ancien ministre de l'économie), à la suite de la mort d'un enseignant, agressé dans un lycée de Patras (Péloponnèse) par un groupe de droite.

L'incident s'est produit mardi soir, lorsqu'une vingtaine de jeunes menés par un conseiller municipal, dirigeant du mouvement de jeunesse (Onas) du parti conservateur au pouvoir (Nouvelle démocratie), ont agressé le professeur. Blessé à la tête, celui-ci a succombé à ses blessures le lendemain matin à l'hôpital. Trois autres enseignants ont été également blessés.

Les réactions ont été immédiates et très vives. Toutes les écoles ont été fermées à la suite d'une grève lancée par la Fédération des enseignants du secondaire (Olme). A Athènes, les étudiants ont commencé à occuper leurs facultés et des manifestations ont été organisées dans les grandes villes. Dans la capitale, plus de 50 000 professeurs et lycéens ont participé à un

défilé de protestation. A Patras, où le maire socialiste a qualifié le décès d'« assassinat politique », des milliers de manifestants ont notamment campé la route reliant la ville à Athènes.

Pour calmer les esprits, le ministre de l'éducation a présenté sa démission qui a été immédiatement acceptée par le conseil des ministres. Le gouvernement a lancé un appel au « sang-froid » et au « dialogue » tandis que l'opposition de gauche réclamait la démission de l'ensemble du cabinet. L'ancien premier ministre socialiste, M. Andreas Papandréou, a rejeté la responsabilité de la situation sur le gouvernement accusé d'avoir choisi la voie de « l'intransigence et de l'autoritarisme ».

M. Kontoyannopoulos faisait face depuis plus d'un mois à la colère des lycéens. Ces derniers occupaient leurs établissements pour protester notamment contre le renforcement de la discipline et la faiblesse des subventions prévues dans le budget de cette année. Une série de manifestations très suivies à Athènes et en province avaient obligé le ministre à retirer ses projets les plus contestés.

DIDIER KUNZ

## AFRIQUE

SOMALIE

### Les rebelles rejettent un plan de paix italien

Les rebelles du Congrès de la Somalie unifiée (USC) ont rejeté, mercredi 9 janvier, un plan de paix italien qui prévoyait, notamment, que le président Siyaad Barré reste au pouvoir à la tête d'un gouvernement intérimaire d'urgence nationale et qui appelait à la réunion d'une conférence de réconciliation nationale dans un délai de trois mois.

NAIROBI

de notre correspondant

« Mogadiscio est saccagée comme au temps des barbares », a déclaré, mercredi, M. Mario Sica, ambassadeur d'Italie, dernier diplomate présent dans la capitale somalienne. Et comme au temps des barbares, la cathédrale a été mise à sac avant d'être incendiée par des bandes armées.

An cours d'un point de presse improvisé par liaison radio depuis Nairobi, M. Sica a confirmé les témoignages des expatriés, évacués ces derniers jours de Mogadiscio, tous frappés par le pillage systématique des maisons abandonnées, beaucoup plus que par les combats intermittents qui éclatent dans la ville le long d'une ligne de front très imprécise. Le président Barré, a précisé le diplomate, se trouve toujours à la villa Somalia, d'où sont dirigées toutes les opérations des troupes régulières.

L'équipe de Médecins sans frontières a pu finalement s'installer dans un hôpital, où elle soigne de 30 à 50 blessés par jour, la plupart atteints par balles. Mais, pas plus que l'ambassadeur d'Italie, l'organisation humanitaire ne peut don-

ner de précisions sur le nombre des victimes — 2 000 ou 3 000, peut-être plus — à Mogadiscio, où « la situation sanitaire est désastreuse ».

En principe, les 139 derniers ressortissants étrangers ont été évacués, mercredi, à bord d'un appareil italien en moins de dix minutes, alors qu'à l'autre bout de la piste des milliers d'autochtones espèrent embarquer. Deux évacuations par mer ont encore eu lieu, l'une par la frégate française *La Motte Picquet* et l'autre par un navire italien.

L'ambassadeur d'Italie a encore affirmé que le président Barré avait rencontré, ces derniers jours, « des représentants de l'axe politique de l'USC » ainsi que des signataires d'un manifeste publié en mai par des personnalités de l'opposition modérée. « Certains d'entre nous sont prêts à un compromis avec le dictateur si cela peut éviter la mort de civils et la destruction de Mogadiscio », a expliqué un opposant réfugié à Nairobi.

JEAN HÉLÈNE

o **CONGO** : nomination d'un nouveau premier ministre. Le général Louis Sylvain Goma a été nommé, mardi 8 janvier, premier ministre. Il remplace M. Alphonse Songo'o, qui avait démissionné, le 3 décembre 1990, pour marquer son désaccord avec la politique du président Sassou Nguesso. Celui-ci avait annoncé que ce nouveau gouvernement sera ouvert aux « sensibilités nationales » et à l'opposition.

Vingt-deux partis ont, cependant, annoncé qu'ils refusaient d'y participer. (AFP.)

AFRIQUE DU SUD : la discussion d'une nouvelle Constitution

### L'ANC propose une conférence de tous les partis représentatifs

Le Congrès national africain (ANC) et le gouvernement sont tombés d'accord, mardi 8 janvier, pour préparer une conférence de tous les partis représentatifs, destinée à discuter d'une nouvelle Constitution pour l'Afrique du Sud. Le mouvement nationaliste a proposé, à l'occasion du 79<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation, la tenue d'une telle conférence pour tenter de sortir de l'impasse ses pourparlers avec le pouvoir.

« Je suis favorable à l'idée de l'ANC pour une conférence pluripartite sur le processus de négociation constitutionnelle », a déclaré, dans un communiqué, le ministre du développement constitutionnel, M. Gerrit Viljoen. « Il est clair que le gouvernement et l'ANC se rapprochent l'un de l'autre », a reconnu, de son côté, lors d'une conférence de presse, M. Nelson Mandela, vice-président du mouvement nationaliste. « Ce serait une erreur de la part de l'ANC et du

gouvernement de croire qu'ils sont les seuls acteurs dans le processus de négociation », a-t-il ajouté.

M. Mandela a précisé que tous les partis représentatifs seraient les bienvenus aux négociations, y compris le Parti conservateur (CP), favorable au maintien de l'apartheid. Mais celui-ci s'est refusé à y participer en déclarant : « Ce n'est rien d'autre que la première étape de la route conduisant à la soumission des Blancs à une dictature noire, sous couvert de démocratie ».

Le chef du mouvement Inkatha à dominante zouloue, M. Mangosuthu Buthelezi, dont les membres affrontent régulièrement les sympathisants de l'ANC dans la province du Natal et dans les cités noires proches de Johannesburg, a indiqué qu'il revenait aux responsables de son parti de décider s'ils participeraient ou non aux négociations.

Pour dissiper les craintes du gouvernement et de l'Inkatha sur le pouvoir d'une telle conférence au sein de laquelle l'ANC pourrait jouer un rôle prédominant, M. Mandela a proposé que la conférence soit dissoute après avoir élaboré un mécanisme de rédaction de la Constitution, ou qu'elle se soumette au suffrage populaire pour se transformer en Assemblée constituante ou en gouvernement provisoire. Mais, le vice-président du mouvement nationaliste a aussi souligné que cette conférence ne pourrait pas commencer ses travaux tant que n'aurait pas été levés les obstacles à la négociation, parmi lesquels la libération de tous les prisonniers politiques. (Reuters.)

## Gauche



## Gauche et droite face au casse-tête corse

Nicé depuis 1951 et ancien bâtonnier, il avait été adjoint au maire de Nicé de 1945 à 1947. Pierre Joselet était revenu à la politique, en 1978, en se faisant élire sur une liste d'union de la gauche à la faveur d'une élection partielle dans le troisième secteur de Nicé. Il avait été réélu en 1983 et 1989.



14 Les contre-attaques de Paul Touvier  
Le procès de la « rôtisserie » de Besençon

11 L'essai de l'« homme-éponge »  
12 Les « Champs-Élysées » du jeune Mitterrand

12 L'ouverture de l'Académie Mitterrand par l'Orchestre national  
13 Cinéma : « Koolhaas » d'André Weis

Remis à MM. Claude Evin et Bruno Durieux

## Un rapport préconise de rénover le conseil de l'ordre des médecins

Institution cinquantenaire, nommée par la gauche avant 1981, le conseil de l'ordre des médecins fera bientôt l'objet d'une importante réforme. Les grandes lignes de celle-ci figurent dans un rapport que le docteur Jean Terquem, conseiller d'Etat, vient de remettre, à leur demande, à MM. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, et Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, document qui n'a pas encore été rendu public. Le rapport du docteur Jean Terquem a été rédigé à la fin de l'année 1990, au terme d'une série de contacts et d'entretiens avec une trentaine de personnalités du monde médical.

Dix ans, tout bien pesé, suffisent-ils ? Cible, dans les années 70, de violentes attaques émanant plus des milieux politiques que professionnels, symbole d'un pouvoir médical d'un autre âge et à ce titre promis à une mort rapide, qui aurait osé, avant l'arrivée de la gauche au pouvoir, parler que le conseil de l'ordre des médecins trouverait les moyens de survivre ? Les affrontements idéologiques pendant de leur sens et de leur sé, la gauche estimait avoir suffisamment travaillé avec le corps médical et le conseil de l'ordre, ayant rompu nombre de ses attaches avec les défenseurs d'une conception dépassée de la médecine et d'un certain ordre moral, il n'est plus question, aujourd'hui, de tuer cette institution. Sa disparition, estime-t-on en haut lieu, serait

d'ailleurs d'autant plus regrettable que, bien souvent, ce conseil, ou du moins son émanation nationale, avait su avec succès jouer un rôle fort utile d'intermédiaire entre ces deux mondes, politique et professionnel, que tout, généralement, opposait. On découvre aussi que des ordres ou des structures équivalentes existent dans la plupart des pays européens et qu'à l'heure de l'harmonisation européenne il est d'ailleurs que peu paradoxal de supprimer l'ordre français. Faute donc d'envisager cette suppression, il est question désormais de faire évoluer au plus vite cette institution chargée d'assurer « la défense de l'honneur et de l'indépendance de la profession médicale ».

La mission éthique de l'ordre est préservée, tout comme le rôle disciplinaire qui, contrairement à ce qui était, à l'époque, réclamé, ne sera pas rempli par les tribunaux de droit commun. La transformation proposée s'attache en revanche à redonner à cette structure une véritable dynamique, à faire en sorte qu'elle ne soit plus perçue par l'opinion publique ou par les médecins eux-mêmes comme un simple organisme répressif, inégalitaire et sans perspectives. La modification des systèmes d'élection, la limitation des mandats, et surtout la décision d'assurer la publicité des débats de l'instance disciplinaire « dans le respect du secret professionnel et de la vie privée » sont à cet égard des points importants de nature à oxygéner une institution beaucoup trop fermée sur elle-même. De la même manière, l'importance donnée aux moyens qui garantiront l'indépen-

dance des médecins travaillant au sein d'établissements privés témoigne du rôle que l'on souhaite voir jouer par les représentants ordinaires au service de leur profession. Plus généralement, il s'agit de donner au Conseil de l'ordre les moyens d'un renouveau et une chance de retrouver au sein du corps médical l'influence que ne peuvent aujourd'hui avoir des syndicats divisés et catégoriels. La profonde mutation dont la médecine fait l'objet, la crise démographique qui la frappe, la grande inégalité des revenus des professionnels et le souci politique de maîtriser, qu'il en coûte, les dépenses de santé, font dans ce domaine qu'il y a une réelle urgence.

JEAN-YVES NAU

### Les propositions de M. Terquem

Pour l'auteur du rapport, le docteur Jean Terquem, le Conseil de l'ordre des médecins « doit devenir d'abord le défenseur de l'indépendance des médecins et le représentant autorisé, incontesté et objectif, des médecins auprès des pouvoirs publics ». Il doit être aussi, « le défenseur de l'indépendance des médecins face à tous les pouvoirs ». Pour remplir valablement ses missions, il importe, selon le docteur Terquem, qu'à très court terme l'ordre soit, de façon indiscutable, représentatif de l'ensemble du corps médical ; que les instances disciplinaires assurent aux justiciables des garanties de transparence, d'objectivité, et de compétence juridique ; que le champ de la compétence disciplinaire de l'ordre soit exactement défini par rapport à celui des autres instances, et enfin que tous les médecins soient égaux devant leur ordre.

Ces modifications essentielles étant obtenues, elles conditionnent les actions nécessaires à moyen terme, de manière que l'ordre soit à même de « défendre valablement les médecins dans toutes leurs conditions d'exercice contre les exigences ou les pressions incompatibles avec leur liberté et leur indépendance ». L'ordre pourrait aussi « remplir un rôle de conseil et d'information pour les jeunes médecins et de formation pour tous les praticiens ». Enfin, cet ordre pourrait « veiller à l'information objective du citoyen sur tous les problèmes de santé, et fixer à tout moment la limite entre l'information et la publicité ». Le rapport souligne que l'ensemble des mesures proposées imposent des modifications législatives du code de la santé publique ainsi que des modifications réglementaires du code de déontologie médicale.

Le rapport retient, d'une manière générale, pour l'ensemble des modifications proposées, plusieurs axes de chapitres :

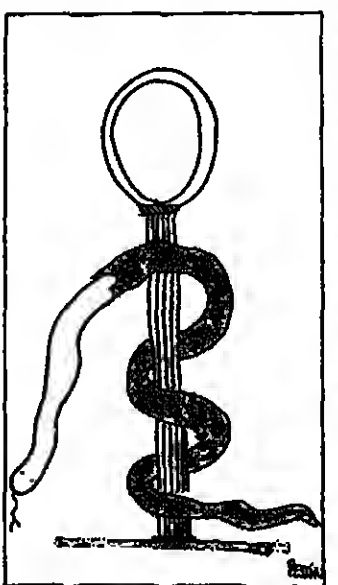
#### • La représentativité

Aujourd'hui, chaque conseil départemental comprend un nombre de membres et de suppléants qui est fonction du nombre de médecins inscrits dans le département. Sont électeurs tous les médecins inscrits au tableau de l'ordre. Les membres des conseils départementaux sont élus pour six ans. Ce conseil départemental n'a pas de pouvoir disciplinaire. Celui-ci est dévolu par les conseils régionaux dont les membres ont des mandats de neuf ans.

Enfin, le Conseil national, assisté par un conseiller d'Etat, comprend 38 membres, dont 32 sont élus pour six ans par les conseils départementaux. « On voit donc, souligne le docteur Terquem, qu'il s'agit d'une construction pyramidale dont la base est constituée par les conseils départementaux pouvant être à l'origine, par une redéfinition sans limite, d'une sélection progressive ». L'auteur propose donc une réforme du mode d'élection qui aura pour objectif de « motiver les jeunes générations de médecins à s'intéresser à l'ordre et donc à participer au vote, sans pour autant instaurer une procédure de vote obligatoire, contraire à nos traditions ».

La procédure, dans son ensemble, devra par ailleurs être reformulée, notamment en ce qui concerne la pratique fréquente, semble-t-il, de l'envoi à tous les électeurs de listes pré-imprimées, patronnées par le sortant, avec le soutien du syndicat départemental majoritaire. Une pratique qui, selon le rapporteur, enlève à tout autre candidat la moindre chance d'être élu et fait de cette procédure électorale un système déguisé de censure. Le docteur Terquem estime ainsi qu'il faudrait « dans un souci de représentativité en venir à un scrutin de liste à la proportionnelle ».

A l'échelon régional, afin de conférer une indépendance et une impartialité totales, le rapport pro-



pose de substituer aux actuels conseils huit ou dix conseils inter-régionaux, la Ville de Paris constituant à elle seule une inter-région. Une série de mesures concernant la limitation des mandats sont, par ailleurs, formulées, afin de « renouveler les instances » et de « brasser les générations ».

#### • Transparence et garanties

Le rapport demande que l'on précise, précisant « les conditions dans lesquelles un conseil départemental, saisi d'une plainte, pourra transmettre le dossier au conseil régional et celui-ci, à son tour, au conseil national ». Les modalités ne changent pas, elles sont, si ceux qui sont chargés de les appliquer restent impartiaux et indépendants, s'ils ne savent pas trouver la juste mesure entre rigueur excessive et indulgence coupable ou sélective, entre légitime défense d'une profession éprouvée et corporatisme. »

#### • Respect de l'égalité entre les médecins

L'article L418, qui prévoit des conditions limitatives à la traduction des médecins chargés des ser-

vices publics et inscrits au tableau de l'ordre devant les instances disciplinaires, devrait être supprimé ou profondément remanié. « Il contribue en effet malencontreusement à donner au public l'impression qu'il est impuissant face aux médecins hospitaliers, souligne le rapporteur, et il permet surtout entre les médecins hospitaliers publics des pratiques inacceptables, dont certaines ont eu des répercussions graves, qui altèrent l'image du corps médical ».

#### • Défense de l'indépendance des médecins

Ce chapitre important concerne directement 15 000 à 20 000 médecins spécialistes, libéraux, qui, aujourd'hui, ont recours au plateau technique des cliniques privées, beaucoup d'entre eux exerçant sans contrat. Le rapporteur souligne en effet que l'absence de contrat libère à l'usage, en France, de « chaînes de cliniques » et, corollaire, la recherche d'une rentabilité immédiate maximale. Il définit ensuite plusieurs mesures permettant de faire que l'ordre des médecins soit à l'avenir le courant efficace pour les citoyens et pour la Sécurité sociale contre toute dérive dans ce domaine.

Différents autres thèmes sont abordés dans le rapport (compétence disciplinaire de l'institution ordinaire ; formation et information des médecins ; information des citoyens sur les questions médicales) qui complètent cette importante réforme, qualifiée par l'auteur de « mutation ». « C'est, écrit le docteur Terquem, au prix de cette mutation dans ses structures, son organisation, la conception même de sa responsabilité, dans la définition des droits et des devoirs des médecins, que le Conseil méritera la confiance des médecins et pourra remplir valablement les fonctions que lui délègue l'Etat. Mais la loi et le règlement ne sont qu'une coquille vide si les modalités ne changent pas, elles sont, si ceux qui sont chargés de les appliquer restent impartiaux et indépendants, s'ils ne savent pas trouver la juste mesure entre rigueur excessive et indulgence coupable ou sélective, entre légitime défense d'une profession éprouvée et corporatisme. »

J.-Y. N.

#### En Haute-Corse

### Agressions contre six familles marocaines

Quatre jeunes gens, dont un mineur, soupçonnés d'avoir agressé six familles marocaines dans la région d'Aleria (Haute-Corse) depuis le 30 décembre 1990, ont été inculpés de vols aggravés, violence avec arme, dégradation de biens immobiliers et tentative de viol et écroués mardi 8 janvier à la maison d'arrêt de Bastia. Procédant dans les maisons la nuit en brisant les portes d'entrée à la hache, les jeunes gens, âgés d'une vingtaine d'années, auraient saccagé le mobilier parfois à coups de carabine, menaçant et molestant les travailleurs immigrés

installés depuis quinze ans dans la région. Leur dernière attaque remonte au 2 janvier 1991 dans une maison abritant une famille marocaine à Tallone (Haute-Corse). Après avoir frappé le père de famille, ils auraient commis une tentative de viol sur son épouse, âgée de cinquante ans. Le président de l'Assemblée corse, M. Jean-Paul de Rocca-Serra, a envoyé un télégramme à M. Mohamed Belakhe, consul du Maroc, pour lui exprimer « la solidarité de la population corse, qui condamne avec la plus grande fermeté ces violences inqualifiables ».

#### Un reportage diffusé sur TF 1

### Femmes de Fleury

Trois mille femmes passent chaque année par la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis. 80 % sont toxicomanes, 45 % séropositives et 80 % récidivistes. Se fondant dans les murs, faisant oublier sa présence, un réalisateur, entouré d'une équipe légère - un ingénieur du son et un cameraman - y a tourné pendant sept mois un document remarquable qui sera diffusé vendredi 11 janvier à 20 h 40 sur TF 1, dans le cadre de l'émission « Grands Reportages ».

Les doigts serrés autour des index de sa mère comme tous les bébés du monde, un tout petit apprend à marcher dans la cour de promenade. Ici, on pratique la musculation, là, on apprend à taper à la machine, ailleurs on prend des cours d'anglais, où l'on fait de la danse orientale. On bronze même, en milieu de bain sur une pelouse entourée de murs... Il n'y a pas de brutalités apparentes. Et depuis qu'on « leur » a donné la télévision, les nuits sont plus calmes. On se « tranche moins », c'est-à-dire qu'on s'y taillade moins les veines. Il n'y a que la prison où détenues et gardiennes sont prisonnières des mêmes cadences, des mêmes rituels, des mêmes bruits. Pour un peu, on sentirait l'odeur toute particulière des prisons : remuages de détergents et de frictions.

#### Les regards et les mots

La brutalité pourtant est là dans les regards et les mots, et la détresse infinie. Pendant sept mois, Jean-Michel Carré s'est fait oublier à la maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis. Il s'est confondu avec le paysage et il a filmé, enregistré sans interdictions et si l'on peut dire sans entraves. Il est entré partout : au mirador, aux prétoires et surtout il a permis aux langues de s'y délier, aux chagrins d'éclater, aux révoltes de se laisser aller, aux angoisses de se dire.

On voit Agnès, la jeune fille de bonne famille qui a raté le concours d'entrée à Normale supérieure et qui s'est enfuie parce que, dit-elle, « j'ai n'aurais

pas à la hauteur », on entend chavirer sa voix lorsqu'elle cite une lettre de son père qui s'est « sent trahi » parce que sa fille avait préféré l'éthérée à une vie toute droite. Et puis Cathy, la casquette de Gavrache, qui espère parfois que le prochain « shoot » sera la dernière parce que « il y en a marre de se battre ». Et Christina, avec sa tête de petite fille aux joues rondes, toxicomane elle aussi, filmée derrière les grilles du mirador et qui se rebelle parce qu'un na lui donne pas sa fièvre de coquins pour autant prescrite par les médecins. Et Fouzia, ravissante Fouzia, vingt-deux ans, sidéenne, qui a accouché d'un bébé séropositif et préfère se tuer « plutôt que de finir sur un lit d'hôpital moche et maigre ».

#### Adolescentes cadencées

Volantes, braquages, toxicomanes, aux enfances souvent blessées, aux adolescences cassées si vite, cadencées dans cette prison que certaines appellent « la maison » parce qu'elles n'en ont pas d'autres : comment sortir de coups ? Et à quoi sert d'être là si, dehors, il n'y a rien ou si peu ? Jean-Michel Carré ne fait aucun commentaire. Il entrouvre les portes avec une délicatesse et une pudeur rares. Ce ne sont que cinquante-huit petites minutes de télévision déchirantes qui font plus pour antiser les consciences bien assises que de longs discours.

Un deuxième documentaire de trente minutes a été tourné par la même équipe à partir du travail effectué à Fleury-Mérogis. C'est le portrait de Laurence, prostituée, toxicomane, malade du sida. On la voit en prison et au cours de la première journée qu'elle a passée libre à sa sortie. Il n'y a pas eu de deuxième journée. La jeune femme, la nuit qui a suivi sa mise en liberté, est morte d'une overdose. Aucune chaîne de télévision jusqu'ici n'a trouvé, dans sa grille, un espace pour diffuser ce film pourtant bien court mais encore plus désespéré que le premier.

Complètement seule, Laurence a été enterrée dans une fosse commune.

AGATHE LOGEART

THEATRE NATIONAL DE LA COÛTE

DERNIERE LE 20 JANVIER

ZONE LIBRE

JEAN-CLAUDE GRUMBERG

création du CADO - Centre National Orléans - Loiret - Région Centre  
cocréalisation Théâtre National de la Colline

43 66 43 60



## SOCIÉTÉ

### JUSTICE

#### L'ancien milicien se voit refuser une nouvelle demande de liberté Les contre-attaques de Paul Touvier

Voilà près de vingt mois que Paul Touvier a été arrêté. Vingt mois d'incarcération masquée entre l'ancien chef milicien, qui s'en tient sur le fond aux termes de sa déclaration préliminaire — « Je n'ai jamais tué. Je n'ai jamais donné l'ordre de tuer. Je n'ai jamais torturé. Je n'ai jamais donné l'ordre de torturer. Je n'ai jamais vu torturer », — et la justice, qui considère, après examen, que certaines des accusations de crimes contre l'humanité portées contre lui sont « très circonstanciées ».

A aucun moment, pourtant, Paul Touvier n'a désarmé. Et là, voilà, aujourd'hui, multipliant les contre-attaques. Ainsi son conseil, M. Jacques Trémolet de Villers, vient-il de plaider pour la cinquième fois la mise en liberté de son client devant la chambre d'accusation de Paris.

Cette fois, l'avocat a largement fondé sa demande sur la « nullité » juridique de l'instruction. Selon lui, la grâce accordée à Touvier par le président de la République en 1971, portant sur des peines accessoires, rend tout simplement caduc le principe même d'une nouvelle instruction.

En s'appuyant sur les éléments contenus dans le dossier de grâce saisi à la chancellerie en novembre 1989, l'instruction privait « l'inculpé des effets de la grâce dont il a bénéficié et qu'aucune juridiction ne peut lui retirer », avance M. Trémolet.

Et, dans le cas contraire, l'instruction ne serait conduite qu'à

charger et « non à charge et à décharge ». Bref, la conseil de Paul Touvier assure que l'instruction relève de « l'imbroglio judiciaire ».

Pour la cinquième fois, les juges de la chambre d'accusation lui ont donné tort, le 3 janvier, considérant que l'instruction de M. Jean-Pierre Gertl est conforme aux règles du droit et que l'inculpé doit rester en détention pour une bonne administration de la justice.

Les juges signalent notamment qu'une requête en annulation d'actes de la procédure ne peut être présentée que par le procureur de la République ou le juge d'instruction.

« Des souvenirs très précis »

N'arrivant pas à obtenir satisfaction sur le plan juridique, M. Trémolet a décidé de saisir l'opinion. Tel est le but assigné à l'opuscule qu'il vient de publier, Paul Touvier est innocent (1). A défaut d'informations vraiment neuves, le lecteur y trouvera quelques documents, le résumé des principaux arguments de la défense de Paul Touvier, y compris politiques.

Car, au-delà du débat sur la grâce saisi à la chancellerie en novembre 1989, l'instruction privait « l'inculpé des effets de la grâce dont il a bénéficié et qu'aucune juridiction ne peut lui retirer », avance M. Trémolet.

Et, dans le cas contraire, l'instruction ne serait conduite qu'à

Paul Touvier relève de la même logique. Toutes les victimes ou leurs descendants, qui demandent aujourd'hui justice, mériteraient. L'avocat insiste sur le caractère « délibéré » calomnieux des plaintes et, du coup, a déposé toute une série de plaintes en dénonciation calomnieuse visant la quasi-totalité des parties civiles.

La mémoire, en quelque sorte, ne saurait être que de son côté. Les juges de la chambre d'accusation notent cependant, à propos de l'ancien milicien âgé de soixante-quinze ans : « Son système de défense est notamment consisté à jeter le discrédit sur les dires des témoins et victimes, au motif qu'ils ne peuvent authentiquement avoir de souvenirs valables après quarante-cinq ans, et à exciper, à l'inverse, pour combattre les déclarations qui le mettent en cause, des souvenirs très précis qu'il a lui-même conservés sur tel ou tel point ».

Pour sa part, M. Trémolet assure que ces plaintes permettraient à ses héritiers, au cas où Paul Touvier viendrait à mourir, de reprendre à leur compte cette procédure et de « venger la mémoire de leur père ».

LAURENT GRELSAMER  
(1) Editions Dominielle Martin Morin, 33400 Béné, 127 pages, 80 francs. Diffusion à Paris : 27, avenue Daumesnil, 75007 Paris.

#### Le procès de la « ratonnade » de Beauvais

### Le racisme à l'état brut

#### BEAUVAIS

de notre correspondant

A Beauvais, pour l'homme de la rue, l'affaire était entendue avant d'être instruite. Cette « ratonnade » de la nuit de Noël ne pouvait être qu'un crime raciste (Le Monde du 29 décembre 1990). Ces garçons étaient tellement sûrs qu'ils avaient tapé sur ceux qui passaient, sans distinction, voilà tout.

Un crime, pourtant, c'en aurait été un si M. Michel Sarlin, partie civile pour M. Ben Sabhaia, la victime la plus durement touchée, n'avait pas préféré plaider en correctionnelle plutôt qu'à la cour d'assises. Il aurait pu sans doute le faire puisque son client, toujours à l'hôpital, vient d'y perdre un œil à la suite des coups reçus. Quant au racisme, l'homme de la rue se trompait du tout au tout. Pascal Ablin, Gérard Biet, Josélio Cardot, et accessoirement, Juanito Palisse, à qui l'on reproche surtout de ne pas avoir eu le courage de quitter à temps les trois autres, n'avaient qu'une idée en tête que Cardot exprime sans détour : « S'amuser avec les blancs ».

Au cours du procès qui s'est tenu, mercredi 9 janvier, au tribunal de Beauvais, les quatre jeunes gens âgés de dix-huit à vingt-trois ans se sont certes renvoyés les responsabilités. Mais face aux questions du président Eric Gillet, ils ont toujours avoué avec une effrayante franchise que le seul critère de leur violence était la couleur de la peau de ceux qu'ils rencontraient. « Si l'un d'eux était blanc, demande le président, vous ne l'auriez pas frappé ? » « Non », répond Ablin. « C'est parce qu'il était arabe que vous l'avez

blessé ? » « Oui », affirme Biet. « Si l'un d'eux était blanc, est-ce que vous vous seriez attaqués à lui ? » « Non », répond Cardot, devant l'assistance muette, que le président a prévenue dès le début de l'audience : « L'affaire a soulevé diverses réactions. Le tribunal ne veut subir aucune pression. Si le calme et la dignité ne sont pas respectés, je fais évacuer ».

#### Ni lire, ni écrire, ni compter

Ainsi, pendant quarante-cinq minutes avant minuit, le 24 décembre 1990, au chef-lieu du département de l'Oise, cinq personnes vont successivement tomber sous les coups du commando qui se déplace dans la camionnette de Biet et utilise une matraque et un pied-de-biche. Simplement parce qu'elles sont étrangères, on parce qu'elles sont supposées telles, comme cet officier de police qui se rendait à la messe de minuit en civil avec son épouse et qui, pris pour un Arabe, eut à se défendre en utilisant une bombe lacrymogène.

« Ils étaient comme des fous. Si on n'avait pas réussi à les arrêter, ça se serait terminé par un véritable carnage », Ablin, Biet, Cardot et Palisse sont apparus dans le box avec leurs vêtements sales, leur visage gris, leur air triste et renfrogné. Trois d'entre eux appartiennent à la communauté manouches de la région. Cardot ne sait ni lire, ni écrire, ni compter. Le niveau des autres ne dépasse pas celui de la classe de sixième. Ils ont chacun un métier : magasinier, peintre en bâtiment, ferrailleur, mapou. Ce ne sont pas des alcooliques. Ablin et Biet ont déjà eu affaire à la justice pour des affaires de coups et blessures. Au cours de la ratonnade, ils hurlaient, en frappant : « Vive la France, vive

la Légion, vive Le Pen ! ». M. Gillet leur demande : « Les gens qui sont là veulent comprendre. Vive la France, ça vous semble compatible avec ce que vous avez fait ? » Silence. « Et vive Le Pen, ça correspond à quoi ? » Nouveaux silences. Ablin, le plus violent, Biet, le chauffeur, Cardot, l'instigateur, ont été condamnés à quatre ans de prison, dont huit mois avec sursis. Palisse, à dix-huit mois, dont douze avec sursis. En regrettant tout leur geste, parce que ce n'est « ni bien ni propre ». Autrement dit, selon le mot de M. Sophie de Combaix de Nayves, substitut du procureur de la République : « Le racisme à l'état brut ».

JEAN-MARIE DERORY

### EN BREF

o Trois morts dans une fusillade à Avignon. — Trois hommes ont été tués, mercredi 9 janvier en fin de soirée, dans une fusillade à la sortie d'un bar d'Avignon (Vaucluse). La police ignore encore le nombre des agresseurs mais souligne leur extrême précision puisque seulement trois balles ont été tirées. Deux des victimes, Armand et Robert Wali, appartenaient à une famille connue des services de police.

o NATATION : championnats du monde. — L'Américain Matt Biondi a remporté la médaille d'or du 100 m nage libre messieurs, mercredi 9 janvier à Perth (Australie), lors des championnats du monde de natation. Victorieux dans le temps de 49 s 18/100, Biondi a devancé le Suédois Tommy Werner (49 s 63) et l'Italien Giorgio Lamberti (49 s 82). Le Français Stéphane Caron est sixième en 50 s 26.

### ÉDUCATION

## Lycées : le système éclaté

Du bon usage du pouvoir des élèves

La crise de croissance qui bouleverse les lycées a fait voler en éclats l'uniformité du système. Le même mot désigne aujourd'hui des réalités profondément différentes. Ce n'est assurément pas le moment de réduire des différences entre filières qu'il convient de consolider. Mais cette diversité interne du second cycle ne suffira pas à résoudre les problèmes posés par l'irruption des nouveaux lycéens dans les cadres pédagogiques actuels (Le Monde du 10 janvier).

par Antoine Prost

Chacun sent bien que l'enseignement « passe » de plus en plus difficilement, au prix de plus grandes tensions pour les professeurs comme pour les lycéens. Les choses ne pourront pas indéfiniment continuer ainsi : il va falloir changer. Pour reprendre une formule qui aurait mérité un meilleur sort, il va falloir « enseigner autrement ».

Enseigner autrement, ce serait d'abord organiser dans les lycées eux-mêmes le travail des élèves, car les nouveaux lycéens ne travailleront pas à l'extérieur. On ignore trop dans quelles conditions bien des jeunes font leurs études. Il est parfaitement utopique d'espérer qu'ils feront le travail qu'on leur demande si l'on ne s'en occupe pas sérieusement.

#### Le dilemme des professeurs

Aux raisons matérielles s'ajoutent des raisons morales. L'organisation officielle du travail des élèves est sans doute pour l'institution le meilleur moyen de leur signifier que son importance est décisive, ce qui devient indispensable. Beaucoup de nouveaux lycéens se comportent en effet en simples consommateurs : ils commencent à croire que le baccalauréat leur est dû, alors qu'ils se contentent de venir au lycée comme ils iraient au cinéma. Les lycées auront peine à éviter cette redoutable dérive consumériste tant qu'ils ne donneront pas au travail individuel des élèves une place centrale. S'il est aussi important, pourquoi ce travail est-il toujours rejeté après les cours et au-delà du lycée ? Pour être nouvelle, cette raison symbolique n'est pas négligeable.

Mais la raison majeure est plus fondamentale, et elle ne dépend pas de l'origine des lycéens. S'il faut s'occuper du travail des élèves, c'est qu'il n'y a pas d'autre moyen pour qu'ils réussissent. C'est si vrai que les petits cours prospèrent. Dans les bonnes classes des lycées bourgeois, les trois quarts des élèves parfois prennent des leçons particulières. Et l'on voudrait que dans les mauvaises classes de banlieue les élèves réussissent en étant livrés à eux-mêmes ! De qui se moque-t-on, et où est l'égalité à laquelle on se dit tellement attaché ?

Le constat n'est pas neuf, et il n'est pas contesté. Pourtant, l'on ne s'occupe toujours pas du travail des élèves, ou du moins pas assez. Pour cette première raison que ce n'est pas prévu. Pourquoi faire quelque chose qui n'est pas dans la coutume ? Il faudrait résoudre de difficiles problèmes de moyens. Beaucoup de professeurs n'admettraient pas qu'on demande à des personnes qu'ils jugeraient incompétentes de faire travailler leurs élèves, et ils revendiqueraient d'être payés eux-mêmes au tarif de l'heure de cours pour s'en charger.

#### La flexibilité des programmes

En second lieu, cela obligerait à regarder en face une réalité qu'on préfère éviter : les programmes sont déraisonnables et les horaires trop lourds. Soyons justes : certains professeurs, en mathématiques notamment, ont cherché à prendre en charge le travail des élèves, au prix de quelques heures supplémentaires : ces tentatives se sont généralement limitées à l'organisation de travaux dirigés en classes dédoublées. C'est qu'il est impossible d'aller plus loin et d'organiser au lycée le travail personnel dont les élèves ont besoin, sans diminuer le nombre d'heures de cours, et donc les programmes.

Cet argument est souvent écarté d'un revers de main, et ceux qui le tiennent sont accusés de laxisme, d'indulgence coupable envers les élèves dont ils voudraient, dit-on, faire le bonheur ou réduire l'effort. Quelle mauvaise foi ! En réalité, c'est tout le contraire : l'argument est énoncé du point de vue des exigences du travail scolaire lui-même, en tant que travail fait par les élèves. L'alternative, ressuscitée à nouveau, entre la contrainte sur l'élève et la contrainte sur les disciplines (1) est effrayante d'actualité : quand on demande que les élèves sachent, est-on centré sur les élèves, ou sur les savoirs ? Il n'est pas

question de faire moins travailler les élèves, mais de les faire travailler mieux. S'il n'y a rien de mieux, soyons sérieux : quel travail personnel veut-on que fasse, livré à lui-même, un lycéen de seconde qui a trente-deux heures de cours par semaine, et reste trente-six ou trente-sept heures au moins au lycée (2) ? Et croit-on qu'il puisse d'entendre des cours pour apprendre ?

Si l'on s'engage dans cette voie, il faut en outre assouplir les programmes, pour permettre des ajustements locaux. On distinguerait alors un noyau dur d'enseignements partout identiques, et des modules d'une durée horaire limitée, susceptibles de varier d'un lycée à l'autre en fonction des ressources locales, des débouchements, des goûts et des intérêts des professeurs et des élèves. C'est précisément ce que propose le Conseil national des programmes. Sous réserve de tel ou tel détail, cette proposition permet d'introduire dans notre système uniforme la flexibilité dont il a besoin pour ne pas exploser. Les programmes seraient les premiers bénéficiaires de ces assouplissements. Beaucoup, pourtant, risquent de les rejeter. Pour un professeur qui aime sa discipline et tient au niveau de ses classes, comprendre que la défense du niveau et la diffusion de la discipline passent par ces ajustements est aussi difficile qu'il l'était dans les années 1950, pour des Français élevés dans le culte de leur empire, d'admettre que la décolonisation servirait mieux le rayonnement de la France que le refus des « abandons ». Déjà les identités disciplinaires, que rien ne menace, se mobilisent contre le péril imaginaire d'une invasion de la pédagogie. La moindre atteinte au statu quo passe pour un attentat contre le niveau.

Les rumeurs se donnent libre cours. On ne sait s'il faut ici déplorer davantage le bavardage d'intellectuels qui condamnent un texte avant de l'avoir lu, ou le silence des autorités qui attendent pour le commenter. Voici cependant que les lycéens manifestent. On ne reviendra pas sur les raisons complexes des cortèges de novembre dernier. Au départ, une protestation contre la violence et l'insécurité qui résultent des frictions entre les aspirants 30 % et les « déjà-hors-du-système » au centre, l'incontestable surcharge des classes et ses conséquences tant sur la vie scolaire que sur l'enseignement ; à l'horizon, chez beaucoup, notamment dans les filières professionnelles, une inquiétude sur l'avenir et l'emploi. Il serait

naïf de penser que quelques milliers de crédits supplémentaires aient résolu ces problèmes.

Il serait plus naïf encore d'imaginer que ces événements puissent être sans lendemain. Les lycéens ont croqué le fruit défendu et fait une découverte : ils ont du pouvoir. Ils ne sont pas prêts de l'oublier. Du coup, l'équilibre précaire des lycées va devoir se rétablir sur de nouvelles bases. Cela ne fait l'affaire ni des chefs d'établissements ni des professeurs. Si les lycéens se mettent à dire leur mot, et qu'il faille en tenir compte par la force des choses, voilà qui va singulièrement compliquer la tâche des uns et des autres.

Les premiers enjeux seront probablement simples et prosaïques, ce qui ne permettra pas de s'en tirer d'une façon glorieuse. Les horaires et les files d'attente à la cantine, l'ouverture de salles pour travailler avant et après les cours, l'organisation d'une cafétéria, d'un club, feront l'objet des premiers débats. Parents et professeurs s'associeront pour défendre les lycéens. Non sans raison : quand on va au cinéma, il veut mieux être bien assis. Mais mieux vaudrait encore que le film fût bon.

La question est précisément de savoir si la demande des lycéens va se limiter aux conditions matérielles qui leur sont faites ou si elle va porter sur leurs études elles-mêmes. Une demande limitée, consumériste, ferait sans doute au premier abord l'affaire de nombreux professeurs, qu'elle dispenserait d'interrogations fondamentales sur le sens même de l'enseignement qu'ils dispensent. Mais, à mieux y réfléchir, cela témoignerait d'une telle indifférence envers l'enseignement lui-même que les professeurs finiraient par se sentir réduits à l'insignifiance, voire méprisés. Si bien qu'en définitive une demande plus globale, plus exigeante, qui porte aussi sur les sujets enseignés et la façon de les enseigner, bien que plus difficile à admettre, est sans doute préférable.

De toute façon, après ce qui s'est passé, il n'est plus possible d'expliquer aux lycéens qu'il est légitime de revendiquer contre le gouvernement, mais non contre les professeurs ou l'administration : ils ne peuvent ni le comprendre ni l'admettre. Professeurs et lycéens vont donc devoir faire l'apprentissage de relations nouvelles. En ce sens, la comparaison avec 1968 est pertinente : 1990 est, pour les relations entre professeurs et lycéens ce que fut 1968 pour celles entre professeurs et étudiants.

Le précédent invite à l'optimisme : l'Université n'a pas sombré

dans l'après-1968. On peut même soutenir que la pression éducatrice a beaucoup contribué à la recomposition des études. L'évolution sera certainement différente dans les lycées, ne serait-ce qu'en raison du cadre national du baccalauréat, qui devient de ce fait plus important qu'hier. Mais il y aura une évolution et elle peut être positive.

#### Nouveau contrat pédagogique

A une condition : que les professeurs et les administrateurs s'adaptent à la nouvelle donne et qu'ils réussissent à discuter utilement avec les lycéens. La nécessité s'impose d'un échange où chacun fasse comprendre à l'autre le sens et la portée de ses demandes. Les difficultés ne manqueront pas. Certains professeurs craindront d'être mis en cause par leurs élèves, sans voir que leur âge, leur compétence et leur statut leur donnent, dans l'échange, un avantage majeur. D'autres estimeraient que cela ne leur est pas dû, et se fâcheraient. D'autres se laisseront de recommencer chaque année les mêmes débats avec de nouveaux élèves. Bref, cela ne sera ni simple ni facile.

Il le faut pourtant, car il n'y a pas d'autre moyen de créer le climat sans lequel, désormais, l'enseignement ne peut fonctionner. Ce diagnostic était celui d'Alain Touraine un mois avant que les lycéens descendent dans la rue : analysant la crise des lycées comme une crise de la relation entre l'enseignant et l'enseigné, comparant la société lycéenne à « une éruption où se mêlent sans s'unir des gouttes d'huile et des gouttes d'eau », il concluait en demandant qu'on reconnaisse enfin que les établissements scolaires sont avant tout des lieux et des réseaux de relations sociales et qu'on apprenne à construire ces relations (3). Et l'on pourrait remonter beau-

coup plus loin encore (4). C'est dire que l'analyse n'est pas neuve, qu'elle associe le sempiternel « malaise » des enseignants aux formes insatisfaisantes de leur rapport aux élèves.

Le fait est qu'avant le mouvement lycéen il semblait dépendre des professeurs et d'eux seuls de nouer avec leurs élèves un contrat pédagogique. Désormais, les élèves existent comme groupe, et non plus seulement comme collection d'individus : ils ont pris conscience de leur force et de la légitimité de leur parole. Déjà, dans les classes, s'esquissent de nouvelles attitudes envers les professeurs. Plus nécessaire que jamais, l'évolution est aussi plus difficile.

C'est dire qu'elle demandera beaucoup de doigté à l'administration face aux professeurs, et à ceux-là envers leurs élèves. Pour longtemps sans doute, le baromètre des lycées indiquera perturbations probables et ciel agité.

FIN

(1) L'ouvrage intéressant de Philippe Raynaud et Paul Thibaud, *La Fête de l'école républicaine*, Paris, Calmann-Lévy, 1990, est une étude de ces travers. Bien que ces auteurs soient au total assez proches des positions que je défends, je crois en être assez clairement expliqué pour qu'on ne me prête pas des idées que je ne soutiens pas.

(2) 46,9 % des élèves de second cycle professionnel ont obtenu un diplôme ou demi-diplôme en 1988-1989, et 55,4 % des élèves du second cycle général et technologique.

(3) « Lettre ouverte à Lionel Jospin », *Le Nouvel Observateur*, 27 septembre 1989.

(4) Sur ce sujet, il est particulièrement instructif de relire le rapport de la commission Jost : *La Fonction enseignante dans le second degré*, Paris, La Documentation française, 1972.

Antoine Prost, professeur à l'université Paris-I, auteur d'un rapport sur les lycées publié en 1983, a été, entre mai 1988 et octobre 1990, chargé de mission auprès du premier ministre.

#### Frère Roger, de Taizé Amour de tout amour

Ce petit livre du fondateur de Taizé éclaire le secret d'une des aventures spirituelles les plus créatrices du XX<sup>e</sup> siècle.  
128 pages - 44 FF  
Taizé  
Diffusion : L'Union





## CULTURE

## MUSIQUES

## Le « Chant plaintif » du jeune Mahler

Gustav Mahler composa son « Klagende Lied » entre 19 et 21 ans.  
Sur cette première pierre, il allait bâtir l'église de toutes ses symphonies

Treize ans après avoir terminé les trois parties d'une grande épopée médievale pour quatre solistes, chœur et orchestre, le *Klagende Lied*, sa première œuvre achevée, Gustav Mahler écrivait (c'était en 1893) : « Les notes que j'offrais alors à croquer sont peut-être les plus dures que mon arbre ait jamais produites. Dieu seul sait si je réussirai à faire jouer cela ! »

Le maestro aurait dû faire confiance à la postérité. Dès 1970, Pierre Boulez enregistrait cette « première page du grand roman mahlerien ». Simon Rattle, aventureux jeune chef anglais, l'imposait quinze ans plus tard. Et tous deux firent un peu plus qu'exaucer les vœux du musicien : ils rétablirent dans leur enregistrement vingt-cinq minutes de musique que Mahler, dans sa révision de 1893, avait décidé de supprimer.

Américain, James Conlon est lui aussi un musicien curieux et déterminé. Il a quarante ans, il ne cesse de progresser, dans sa technique comme dans ses investigations – il était chef symphonique à Rotterdam, il sera chef lyrique à Cologne la saison prochaine ; la bande-son de la *Bohème* de Cocomeli, c'est lui ; il vient d'enregistrer Martinu avec le National. Les orchestres

parisiens lui font fête même si le public et la critique montrent, chez nous, une curieuse tendance à le reléguer en série B depuis qu'il fut « seulement bien » pour la reprise de l'*Enlèvement au sérail*, dans la fosse de l'Opéra de Paris – c'était il y a sept ans déjà. Il devrait y avoir prescription, non ? D'autant que ses disques Liszt avec l'Orchestre de Rotterdam ont effacé depuis longtemps l'impression mitigée laissée par ses Mozart avec l'Orchestre de chambre écossais. Erreur de jugement commise une fois encore par une marque de disques française ?

Conlon a montré mercredi 9 janvier aux abonnés de l'Orchestre de Paris, salle Pleyel, que ses épaules sont assez solides, sa pensée assez claire et son énergie assez communicative pour soulever une masse chorale et orchestrale himalayenne : chœur mixte innombrable (bravo à ces amateurs qu'Arthur Oldham sait presque biser au niveau professionnel) ; double formation orchestrale (un orphéon en coulisses dans la partie finale) ; effectif de cuivres considérable que Mahler projette déjà volontiers, dans ce *Klagende Lied*, sur la solitude d'une voix soliste, au risque de l'écraser sous cette auréole tra-

gique. Conlon sait alors rendre l'air plus léger, déchaîner les orages désirés sans oublier de les accorder et de les construire par plans nettement hiérarchisés. Il est finalement plus à l'aise dans l'amoncellement apocalyptique de motifs mélodiques et de plans dramatiques qui couronnent la troisième partie, *Scène de noces*, de cette diaphane cantate, que dans l'horizontale monochrome de la *Légende de la forêt initiale*, seule partie de cet abracadabrante mouvement qui n'annonce pas vraiment le Mahler de la maturité et regarde encore – sans grand enthousiasme – vers Weber et Wagner. C'est précisément cette longue pastorale, et son air mineur entêté, que le Viennois avait décidé de supprimer dans la version révisée en 1893.

## L'art du phrasé

Des musicologues ont prétendu que Mahler pensait à l'opéra en composant son *Chant plaintif*. Il y a plutôt établi un catalogue d'audaces et d'effets dans lequel il ne cessera plus de puiser et que l'on retrouvera exploité depuis la symphonie *Titan* jusqu'à la symphonie *Mille* comme dans les grands

cycles de lieder (ostinato de la tonique et de la dominante confies aux pizzicati de basses, variation continue, modulations à des tonalités éloignées provoquant de brusques luminosités). Il est vrai que sur le plateau de la salle Pleyel sont réunis trois jeunes solistes, qui chantent bien (la soprano Patricia Schuman, le ténor Michael Sylvester, la basse Robert Bork) et, dans la voix de Christa Ludwig, un précepte d'émotions, de souvenirs : tout Mahler dans un art suprême du phrasé.

Schoenberg, lui, avait dix-huit ans quand il composa sa *Troisième Symphonie*, coup d'essai et de maître (bien qu'hésitant encore entre Mozart et Rossini judicieusement associé par l'Orchestre de Paris au *Klagende Lied*). Les cordes de la formation parisienne n'ont pas la légèreté rossinienne ; l'énergie déployée par Conlon pour les rendre, à travers les poussettes constamment à presser légèrement le tempo. Dans le minuetto, le tempo fort était mal placé. Mais quelle clarinette solo !

ANNE REY

► Même programme : ce jeudi 10 et samedi 12, 20 h 30, salle Pleyel. Tél. : 45-63-07-66.

## Bon vent !

L'Orchestre national inaugure son Année Mozart avec une clarinette et un cor exceptionnels

Est-ce sa récente tournée au Japon, est-ce la prise de fonctions imminente de Charles Dutoit, son nouveau directeur musical, qui a regonflé ses musiciens à bloc ? Mercredi soir 9 janvier, l'Orchestre national avait presque retrouvé sa forme d'antan pour un programme Mozart – le premier d'une longue série – donné dans un Théâtre des Champs-Élysées comble d'un public qui a fait un triomphe au clarinetiste Paul Meyer, au corniste Ab Koster et un beau succès au chef irlandais Kenneth Montgomery.

Le jeu de Paul Meyer ressemble à Paul Meyer : il est élégant, vif, charmeur. Le *Concerto pour clarinette* n'est certes pas qu'élégant, vif et charmeur, et Paul Meyer sait oser dans le mouvement lent des pianissimos impalpables, des phrasés rêveurs. Ce jeune homme de vingt-cinq ans joue à la française, sa sonorité est peu vibrante, puissante, ses couleurs sont franches, sa virtuosité délicate, les articulations franches, parfois un peu abruptes. Qu'il nous fasse oublier qu'il exerce un contrôle absolu sur son jeu, et peut-être, tiendrons-nous en Paul Meyer un successeur de Max Bruch, que Paul Meyer vient d'enregistrer à Lyon avec Gérard Caussé et Kent Nagano.

D'Ab Koster nous serions tenté de dire qu'il est un modèle, un chef de file auquel on se référera longtemps. Ce corniste de quarante ans, joue avec une infinie variété de couleurs, ses phrasés sont souples, sa sonorité charmante, son legato est parfait. Débarrassé de tout problème d'intendance, il chante comme un baryton soucieux de produire de beaux sons.

Les cornistes du National ont beaucoup travaillé, mercredi soir, ce qui, d'un coup, donnait plus de sens à la performance de ce Hollandais qui, pour un peu, nous aurait fait oublier que cet instrument est le plus démoniaque de l'orchestre. On ne dira jamais assez l'angoisse du corniste avant le solo.

ALAIN LOMPECH

► CBS-Sony a publié, l'an dernier, un enregistrement du *Quatuor Concertino* de Richard Strauss, par Paul Meyer, accompagné par Esa-Pekka Salonen, qui dirige l'Orchestre de chambre de Stockholm. Erato devrait publier dans les mois qui viennent la *Symphonie concertante pour alto, clarinette et orchestre* de Max Bruch, que Paul Meyer vient d'enregistrer à Lyon avec Gérard Caussé et Kent Nagano.

## Nominations au conseil d'administration de l'Opéra de Paris

Quatre « personnalités qualifiées » ont été nommées au nouveau conseil d'administration de l'Opéra de Paris par un décret du 7 janvier du ministère de la culture, paru au *Journal officiel* du 9 janvier. Il s'agit du journaliste et écrivain Jean Lacouture, de Jacques Tossan du Plantier, président d'Érato, de Pierre Bergé, président de la société Yves Saint Laurent ; les deux premiers ont déjà appartenu à ce conseil ; le troisième en assurait la présidence depuis le 10 novembre 1988. La quatrième personnalité nommée sur proposition du ministère de la culture (en remplacement de M. Jacques Mayoux, ancien président de la Société générale) est M. Paul Tanouss, administrateur de Matra et de Hachette. Ce dernier, d'origine libanaise, a dirigé la radio nationale du Liban. Conformément au décret du 2 avril 1990, le nouveau conseil d'administration est constitué de cinq représentants des salariés, six de l'État (porte-parole des ministères concernés : culture, budget, affaires extérieures) auxquels vient se joindre à partir de cette année, à la demande de Maitignon, un magistrat, conseiller référendaire à la Cour des comptes, M. Louis Gauthier. Le nouveau conseil d'administration de l'Opéra devrait se réunir pour proposer à nouveau Pierre Bergé à la présidence. Celui-ci devra ensuite être confirmé par une nomination en conseil des ministres.

## ARTS

## La mort de l'historien d'art Charles Sterling

L'historien d'art Charles Sterling est mort à Paris le 9 janvier. Il était âgé de quatre-vingt-dix ans.

Né en Pologne en 1901, élève de Focillon, il devient conservateur au département des peintures du Louvre en 1929. Contraint à l'émigration aux États-Unis durant la guerre, il entre alors au Metropolitan Museum of Art, chargé du département de peinture française. Revenu au Louvre à la Libération, il le quitte à nouveau en 1961 et enseigne dès lors à la New York University.

Il s'est essentiellement distingué par ses travaux sur les primitifs français, particulièrement ceux de l'école d'Avignon, dont il fut l'inventeur et le premier spécialiste.

On lui doit l'attribution à Enguerrand Quarton de la *Pieta* de Villeneuve-à-Avignon et d'importants travaux sur la peinture médiévale à Paris au quatorzième et au quinzième siècles, récemment publiés.

Il a contribué également à la redécouverte de Georges de La Tour et à l'histoire de la nature morte comme genre, à laquelle il consacra une exposition en 1952 et un livre, *La Nature morte de l'Antiquité au XX<sup>e</sup> siècle*, récemment réédité (éd. Maeda, 1985).

L'an dernier, sous le titre *Charles Sterling, chasseur de la nuit médiévale*, un film lui avait été consacré sur FR 3.

Ph. D.

## EN BREF

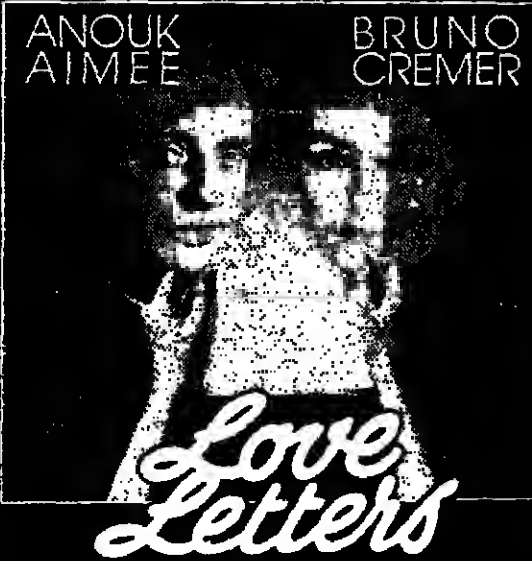
► Découverte d'un tableau inconnu de Van Gogh. – Une œuvre inconnue de Vincent Van Gogh a été découverte, mercredi 9 janvier, rapporte le *Chicago Tribune*, elle ornait une habitation de la banlieue de Milwaukee, dans le Wisconsin, aux États-Unis. Le tableau, une peinture à l'huile représentant des fleurs dans un vase et signée de la lettre « V », aurait été authentifié par des experts du Rijksmuseum d'Amsterdam. C'est John Kuhn, un agent immobilier travail-

lant à mi-temps comme prospecteur pour une salle des ventes de Chicago – celle de Leslie Hindman – qui l'a repéré alors qu'il procédait à l'examen de meubles anciens chez un particulier. Ce dernier en avait hérité. L'œuvre sera mise en vente chez Leslie Hindman le 10 mars prochain.

► Mort du guitariste Steve Clark. – Steve Clark, guitariste du groupe de hard-rock anglais Def Leppard a été retrouvé mort à son domicile de Londres, à 100 ans mercredi. Il était âgé de trente ans. Les causes de son décès ne sont pas encore connues. Fondé en 1977, Def Leppard est l'un des groupes de hard-rock les plus populaires du monde : *Hysteria*, un album publié en 1987, s'est vendu à 7 millions d'exemplaires.

## PETIT MARIGNY

100 REPRESENTATIONS



LOCATION 42 25 20 74 ET AGENCES

## BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES – PHILOSOPHIE – HISTOIRE – POLITIQUE

bulletin sur demande

72, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS – Tél. : 45-49-80-28

## FUTURS MUSIQUES

JANVIER

SAMEDI 12 CHAMPIGNY  
C. C. GERARD PHILIPPE 20 H 30  
MAR. 15 et MER. 16 BAGNOLET  
THEATRE DES MALLARDS 21 H 00CONCERT SCIENTIF, MUSIQUE A VOIR  
par la C.R.I.A.L.E.SAMEDI 12 ONLY  
C. C. ARAGON-TROUET 21 H 00  
CONCERT GERSHWIN  
R. KERONCOURT, A.E. STREZ, C. TSANMARDI 15 ARCEUIL  
SALLE JEAN VILAR 21 H 00  
FEU, COULEUR DE CENDRE  
par l'ENSEMBLE INTERACE et 60 artistesLE GROUPE ERIK SATIE  
MERcredi 16 VITRY  
THEATRE JEAN VILAR 14 H 15  
HISTOIRES SANS IMAGES  
SPECIAL pour ENFANTS par la G.M.V.L.

46-86-87-37

## MUSIQUE



VEN. 18 JANV. 18H30

ELISABETH CHOJNACKA  
clavierSylvio Guadalu percussions  
« Rythme et plus »  
ou le clavier autrementFERRARI - SOLAL - KNITTEL  
ANDRIENSON - MIRIEU  
PRX 65 FLOC. 42 74 22 77  
2 PL. DU CHATELET PARIS 6

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde  
SANS VISA

## DOM JUAN

Télérama

DE MOLIERE  
MISE EN SCENE  
JACQUES ROSNER  
DECOR ET COSTUMES  
MAX SCHOENHOEFF  
AVEC  
GERARD DESARTHE  
MICHEL BOUJENAHPRODUCTION  
LE SORANO  
THEATRE NATIONAL  
DE TOULOUSE  
MIDI-PYRENEES

France Inter

LOCATION/RENSEIGNEMENTS 47 27 81 15

SALLE JEAN VILAR DU 10 JANVIER AU 9 MARS 1991

THEATRE NATIONAL DE CHARENTAIS

## LA HESSERRE Le Seuil du Roi de W.B. YEATS

Théâtre de la Cité  
InternationaleLOCATION  
45 89 38 69Traduction Yves de BAYSER  
décor, costumes José QUIROGA  
musique Daniel TERUGGI  
COMPAGNIE JEAN BOLLERY

## EK ENSEMBLE INTER CONTEMPORAIN

ATELIER IRCAM  
Pierre Boulez  
«...explosante-fixe...»  
création

Copernic &amp; Festival d'Automne et de la Forêt de l'Opéra de la Musique

Ensemble  
InterContemporain  
Direction  
Pierre Boulez  
Avec le concours de la Caisse des Dépôts et Consignations

## Centre Georges Pompidou IRCAM

Andrew Gerszo, guitariste  
Pierre-André Valade, flûte  
Sylvie Chenier  
Emmanuel Ophélie, Siles  
Technique IRCAM11, 12, 14, 16 janvier – 20 h 30  
13 janvier – 16 h  
Centre Georges Pompidou  
42 60 94 27

NGAPORE



## CULTURE

### CINÉMA

## Un homme exemplaire

Les faiblesses du film « Korczak » n'empêchent pas son héros d'être admirable

A la sortie de la première projection publique de *Korczak*, d'Andrzej Wajda, le mercredi 9 janvier à Paris, un reporter de RTL interrogeait les spectateurs. Ils étaient assez nombreux, et comme il se doit après-midi, plutôt très jeunes ou plutôt assez vieux. Certains ont dit que la fin du film « les gênait ». C'est bon de ne pas se sentir seul, parfois. Car la fin de *Korczak*, qui retrace les derniers mois d'un homme exemplaire dans le ghetto de Varsovie, n'est pas moins ambiguë à la seconde vision qu'à la première.

Mais avant de revenir sur cette « entrée dans la légende » des petits martyrs de Treblinka s'échappant au ralenti du train de la mort, sur ces images mentales bien qu'originales, et quoi qu'en dise Wajda, porteuses d'un espoir inépuisable, même si elles sont contredites par le « carton » final, posons-nous une question qui ne souffre pas la polémique, une question stricte : *Korczak* est-il un bon film ?

La réponse est non. L'utilisation « artistique » du noir et blanc (remarquablement manié par le chef opérateur Robby Muller) autorise Wajda à inclure dans son film quelques documents d'archives (tournés par les Allemands eux-mêmes à l'intérieur du ghetto), horrible « reportage » sur le massacre dans les rues des juifs morts de faim pendant la nuit. Et procédé habile qui « authentifie » tout le reste. Or le reste est une illustration édifiante et bavard de la vie d'un saint laïque, une suite de saynètes surjouées avec une fausse sobriété ostentatoire, un défilé d'archétypes à intention pédagogique (le Polonais héroïque, le « collaborateur », la petite aryenne blonde, etc.). Wojtek Pzoniak (*Korczak*), qu'on a connu pire, réussit de bonté imperturbable, et les enfants sont évidemment émouvants, d'autant qu'on sait ce qui les attend.

Alors la fin ? Eh bien, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle prête à l'interprétation. Certains y

voient « une transfiguration par l'art », d'autres « une récapitulation chrismatique », d'autres « une ouverture symbolique sur l'avenir ». Les participants au Festival de Jérusalem, où le film a été présenté, y ont vu pour leur part une allégorie de

Suite de la première page

Pourtant, Henryk Goldszmit — Janusz Korczak — se sentait d'abord polonais parce qu'il était venu au monde dans une Pologne soumise au joug tsariste et que, esprit libre, il allait tout naturellement sympathiser avec ceux qui voulaient libérer son pays. Son père lui avait inculqué la fierté d'être polo-

lone, et juif, la foule s'en prenait aux juifs dans les rues de Varsovie. Un soir, après avoir assisté à l'humiliation d'un rabbin par des voyous, il écrivit dans son journal : « Quelle impuissance ! Faut-il que je me laisse transformer en juif ? Je suis polonais... Ils ne m'empêcheront pas d'être polonais. Vive la Pologne ! » (1)

Deux voyages dans les kibboutz de



Andrzej Wajda pendant le tournage de « Korczak »

la naissance de l'Etat d'Israël (à cause de la bannière frappée de l'étoile de David que portent les enfants...). On peut y voir ce que l'on veut.

Parce que je respecte, admet, et défend la force des images, j'y vois, moi, un impardonnable mensonge.

DANIELE HEYMANN

■ L'Association des Amis du Docteur Janusz Korczak, créée pour faire connaître l'œuvre scientifique et littéraire du grand médecin et pédagogue, diffuse les livres de *Korczak*, dont une douzaine de titres sont disponibles en français (10 rue Saint-Sébastien, 75011 Paris).

nais, alors qu'il étudiait au lycée russe de Varsovie. C'est aussi sous l'uniforme russe qu'il fut mobilisé comme médecin à deux reprises, en 1905 en Mandchourie, puis en 1914. Mais la Pologne qu'il retrouva en décembre 1918 était enfin devenue indépendante, et, un an plus tard, c'est l'unique d'officier de l'armée polonaise qu'il revêtait pour servir face à l'armée rouge, lancée par Toukhatchevski qui entendait passer « sur le cadavre de la Pologne » pour rejoindre les révolutionnaires allemands.

Avec l'aide du général Weyssand, Pilsudski repoussa les bolcheviques. Mais, pour Korczak, ce qui devait rester dans l'histoire comme le « miracle de la Pologne » prit vite un goût amer, celui des pogroms : dans la fou-

le de la victoire, assimilant bolcheviques et juifs, la foule s'en prenait aux juifs dans les rues de Varsovie. Un soir, après avoir assisté à l'humiliation d'un rabbin par des voyous, il écrivit dans son journal : « Quelle impuissance ! Faut-il que je me laisse transformer en juif ? Je suis polonais... Ils ne m'empêcheront pas d'être polonais. Vive la Pologne ! » (1)

polonais — par défi, puisqu'il est trop âgé pour combattre : « Je suis fier d'être un officier polonais », dit-il. Il refuse de porter le brassard frappé de l'étoile de David, mais ne se dérobe pas au moment où les Allemands commencent à parquer les juifs : refusant à plusieurs reprises les offres d'amis qui veulent l'aider à rester en zone aryenne, il accompagne son orphelinat dans l'enfer du ghetto puis des camps de la mort.

### Les années du ghetto

Pour porter à l'écran cet extraordinaire personnage qui montre que, contrairement à ce que pensent encore aujourd'hui de trop nombreux Polonais, on peut être juif et polonais, Andrzej Wajda et, pour le scénario, Agnieszka Holland, ont choisi de se limiter aux années du ghetto. C'était donc aller droit au cœur du débat et soulever les éternelles questions sur la Pologne, les juifs et l'antisémitisme.

Le film, tourné en noir et blanc, à l'aide de documents d'archives, a été bien accueilli en Israël, à Londres, en Suède et en Allemagne. C'est en France qu'il a déclenché une polémique dès sa présentation au Festival de Cannes (le Monde daté 13-14 mai 1990). On a reproché à Wajda d'escamoter l'antisémitisme des Polonais, et surtout la scène finale outragée, où l'on voit les enfants et le docteur Korczak s'échapper du wagon qui les mène à Treblinka et courir au ralenti dans un paysage champêtre, avant d'apparaître l'inscription : « Le docteur Korczak et les enfants sont morts dans les chambres à gaz de Treblinka en août 1942 ».

Profondément touché par ces accusations, Andrzej Wajda a voulu avoir « les plus grandes difficultés à les comprendre ». « Ce film, nous s'en est déclaré, je l'ai fait en toute bonne foi. J'étais intimement persuadé qu'il était nécessaire au public polonais, et nécessaire en ce moment. Mes intentions étaient pures. » Pour apaiser la polémique on a demandé à l'auteur de l'histoire de maître de supprimer la dernière scène, que Wajda et Agnieszka Holland voient comme une « ouverture symbolique sur l'avenir ».

Wajda a refusé, expliquant : « C'était l'idée de certains critiques. Après, d'autres seraient arrivés disant qu'il fallait encore enlever telle ou telle scène. C'est ainsi que ça se passait en Pologne à l'époque stalinienne : on coupait les scènes les unes après les

autres au fur et à mesure qu'on passait devant le ministère du cinéma, puis le comité central... Non, ce n'est pas une méthode. »

On ne peut s'empêcher de rapprocher cette polémique de celle provoquée en France par les dérapages antisémites de la récente campagne électorale présidentielle polonaise, de la dégradation de l'image de Lech Wałęsa et de la Pologne en général dans les médias français. La sensibilité particulière des intellectuels français — par comparaison avec ceux d'autres pays occidentaux, comme les États-Unis — des qu'il s'agit des juifs et de la Pologne suscite de vraies questions : pourquoi, lorsque l'épiscopat polonais se décide enfin à condamner expressément l'antisémitisme, cela passe-t-il inaperçu en France ? Ne se laisse-t-on pas entraîner vers une interprétation de l'histoire qui revient à mettre sur le même plan Polonais et Allemands au regard du génocide juif ? Dénierait-on à un non-juif, qui plus est polonais, le droit de tourner un film sur *Korczak* et le ghetto de Varsovie ? « L'histoire des juifs appartient à l'humanité toute entière », rétorque Agnieszka Holland.

Les Polonais, y compris ceux d'origine juive, vivent mal cette sévérité à leur égard et se remuent dans une attitude défensive. L'incompréhension est réciproque. Plusieurs intellectuels polonais, juifs et catholiques, ont fourni des études extrêmement instructives sur l'histoire et la complexité des rapports juéo-polonais (2) ; elles ont eu peu d'écho en France. Il est vrai qu'elles n'ont pas eu non plus la plus grande diffusion en Pologne, et là se trouve peut-être la clé du problème. Les Français, qui vivent en démocratie, ont pu mener une réflexion sur leurs rapports avec les juifs sous l'occupation nazie. En Pologne, où l'occupation fut plus crue encore qu'en France, le régime communiste s'est employé à occulter le problème, l'exploitant même pour servir ses propres intérêts. A travers le docteur Korczak, Wajda affirme vouloir servir cette réflexion.

SYLVIE KAUFFMANN

(1) La *Tekwa* aux enfants, par Alain Buhler, Ed. SEDIP.

(2) Lire, par exemple, l'ouvrage d'Alexandra Smolna, « Les juifs dans le mémoire polonais », « Esprit », juin 1987, et celle du Père dominicain Jack Sali, « The spirit of Jewishity », « L'Express-Monde », numéro 3, 1990.

## SEUL SINGAPORE AIRLINES PROPOSE 30 VOLS DIRECTS PAR SEMAINE EN DIRECTION DE SINGAPOUR.



AUCUN DE NOS 747 NE SURVOLE LA RÉGION DU GOLFE

Seul Singapore Airlines vous propose un choix de 30 vols directs, au départ de 13 villes d'Europe et en direction de Singapour, puis de l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Orient. Tous nos vols s'effectuent sur 747 MEGATOP ou BIGTOP et aucun d'entre eux ne survole la région du Golfe. Cela vous permettra de garder le sourire et de vous détendre dans le confort de la flotte la plus moderne du monde, en appréciant une qualité de service devenue la référence des compagnies aériennes.

**SINGAPORE AIRLINES**  
Les Merveilleux Voyages.

Bon vent !

DOM JUAN

Volcan





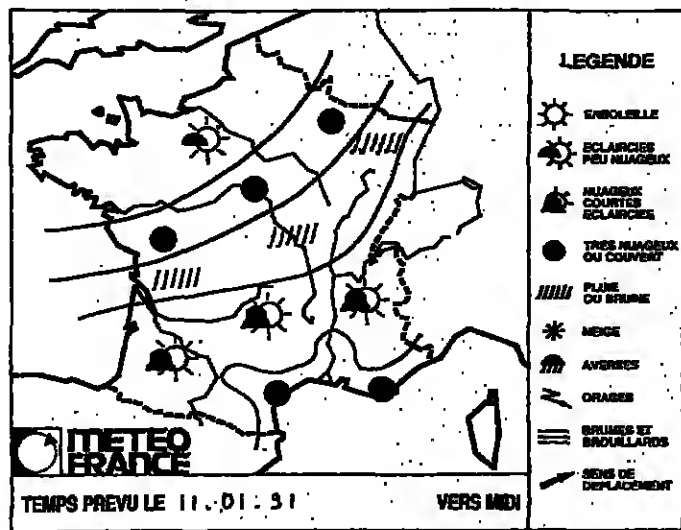




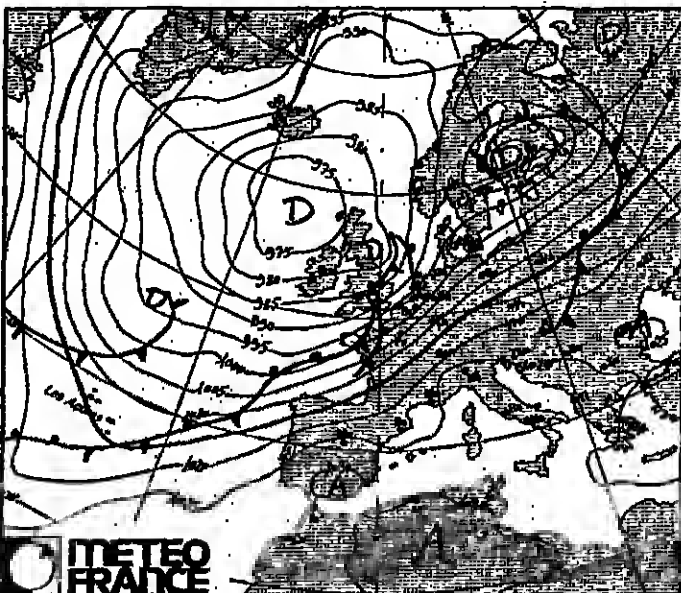
# AGENDA

## MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le vendredi 11 janvier  
Très nuageux, pluie continue dans l'Est



SITUATION LE 10 JANVIER 1991 A 0 HEURE TU



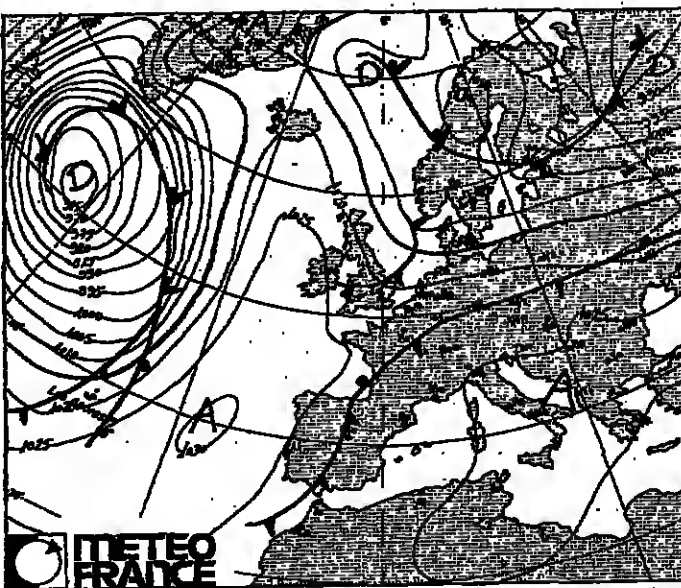
Samedi : beaucoup de nuages sur la moitié sud. La couverture nuageuse sera généralement importante sur la moitié sud. Toutefois, le soleil fera des percées sur le quart sud-est, il pleuvra par intermittence du Sud-Ouest à la région Rhône-Alpes.

Sur la moitié nord, les nuages, fréquents le matin, se dissiperont d'abord sur l'Ouest. Le soleil y fera des apparitions de plus en plus belles, mais pourra se voiler par moment. Des bancs de brouillard auront du mal à se dissiper par endroits surtout sur l'Est.

Les températures minimales seront comprises entre 3 et 5 degrés sur la moitié nord, entre 8 et 9 degrés sur la moitié sud.

Les températures maximales varieront entre 8 et 11 degrés sur la moitié nord, entre 12 et 15 degrés sur la moitié sud.

PRÉVISIONS POUR LE 12 JANVIER 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé  
le 9-01-91 à 6 heures TU et le 10-01-91 à 6 heures TU

FRANCE	TOUTES	LOS ANGELES	15	11	D
ALGER	15	10	10	10	D
BARCELONE	14	10	10	10	D
BELGRADE	14	10	10	10	D
BOMBAY	14	10	10	10	D
BUDAPESTE	14	10	10	10	D
COPENHAGUE	14	10	10	10	D
DUBLIN	14	10	10	10	D
GENEVE	14	10	10	10	D
HONGKONG	14	10	10	10	D
ISTANBUL	14	10	10	10	D
JERUSALEM	14	10	10	10	D
LE CAIRE	14	10	10	10	D
LIJN	14	10	10	10	D
LYON	14	10	10	10	D
MADRID	14	10	10	10	D
MARSEILLE	14	10	10	10	D
MILAN	14	10	10	10	D
MONTREAL	14	10	10	10	D
MOSCOW	14	10	10	10	D
NEW-YORK	14	10	10	10	D
OSLO	14	10	10	10	D
PARIS	14	10	10	10	D
PRAGUE	14	10	10	10	D
REIMS	14	10	10	10	D
ROME	14	10	10	10	D
SINGAPOUR	14	10	10	10	D
STOCKHOLM	14	10	10	10	D
STONY	14	10	10	10	D
TOKYO	14	10	10	10	D
TUNIS	14	10	10	10	D
VIENNE	14	10	10	10	D
YAROSLAV	14	10	10	10	D
ZAGREB	14	10	10	10	D

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : P signalé dans « le Monde radio-télévision » ; F film à éviter ; M On peut voir ; MM Ne pas manquer ; MM Chef-d'œuvre ou classique.

## Jeudi 10 janvier

- TF 1**
- 20.40 Série : Navarro.  
Magazine : Ex libris.  
22.20 Présenté par Patrick Poivre d'Arvor. Des tirs hors du commun. Invité : Frédéric Mitterrand, qui présente les *Mémoires d'Ava Gardner*, Sabine de la Brosse (*Crime à l'insolite*), Michel Don (romans), Marcel Schneider (*L'Éternité fragile*).
- 23.20 Feuilleton : Au nom de tous les miens. De Robert Enrico (1<sup>er</sup> dp., rediff.).
- A 2**
- 20.45 Magazine : Envoyé spécial. La guerre en question : Scénario pour une guerre : Lettres de loin.  
22.00 Cinéma : Cayenne palme. Film franco-allemand d'Alain Maline (1987). Avec Richard Berry, Jean YVES, Xavier Deluc.  
23.40 Journal et Météo.  
0.00 Magazine : Du côté de chez Fred. Présenté par Frédéric Mitterrand. Martin Scorsese.
- FR 3**
- 20.40 Cinéma : Les hommes. Film français de Daniel Vigne (1972). Avec Michel Constantin, Marcel Bozzuffi, Henri Silva.  
22.20 Journal et Météo.  
22.40 Cinéma : La cible hurlante. Film britannique de Douglas Hickox (1971).

- Avec Oliver Reed, Jill St John, Ian McShane (v.o.).  
0.10 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Cinéma : Du bis plein les poches. Film américain de Robert Totten (1988). Avec Sonny Gibson, Doug McClure, Reperta Mazzola.  
22.05 Flash d'informations.  
22.10 Cinéma : Mosquito coast. Film américain de Peter Weir (1988). Avec Harrison Ford, Helen Mirren, River Phoenix (v.o.).  
0.05 Cinéma : L'homme qui voulait savoir. Film franco-norvégien de George Stutzer (1988).
- LA 5**
- 20.40 Cinéma : Max et les ferrailleurs. Film français de Claude Sautet (1971). Avec Michel Piccoli, Romy Schneider, Bernard Fresson.  
22.40 Rallye : Paris-Dakar.  
23.00 Magazine : Reporters.  
0.00 Journal de minuit.
- M 6**
- 20.35 Téléfilm : Taille mannequin. De Henri Safran, avec Heather Thomas, Andrew Clarke. Les aventures d'une jeune styliste.

- 23.45 Six minutes d'informations.  
23.50 Magazine : Dazibao.  
23.55 Sexy clip.
- LA SEPT**
- 20.30 Documentaire : Ici bat la vie.  
21.00 Théâtre : Le baladin du monde occidental. Pièce de Millington Synge, mise en scène de Jacques Nichet.  
23.10 Documentaire : Famine fatigüe ou le pouvoir de l'image. De Pierre Barret.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Dramatique. Le passeport, de Pierre Bourgeade.  
21.30 Profils perdus. Georges Valois (1<sup>re</sup> partie).  
22.40 Les nuits magnétiques. Un secret mal gardé : le journal intime.  
0.05 Du jour eu lendemain.  
0.50 Musique : Coda. Eros noir.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert donné le 25 octobre au grand auditorium : Chant hindoustani, par Parveen Sultana, chant, Abhijit Banerjee, tabla, Shantaram Jadhav, harmonium.  
23.07 Poussières d'étoiles.

## Vendredi 11 janvier

- TF 1**
- 13.35 Feuilleton : Les feux de l'émour.  
14.30 Série : Côte Ouest.  
15.25 Série : Tribunal.  
15.55 Série : Paire d'as.  
16.50 Chute d'identité.  
17.35 Série : Starsky et Hutch.  
18.25 Jeu : Une famille en or.  
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.  
19.20 Jeu : La roue de la fortune.  
19.55 Divertissement : La bêtise show.  
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.  
20.45 Variétés : Tous à la Une. Hommage à Daniel Balavoine. Avec Serge Lama, Véronique Sanson, Frédéric François, Nana Mouskouri, Tennessee, Jean-Paul Belmondo, Marc Mètrai, Michel Boujenah.  
22.45 Magazine : Grands reportages. Les femmes de fleurs, de Jean-Michel Carré et Jean-Marie La Rocca. (Lire page 10 l'article d'Agathe Loefer.)  
23.45 Feuilleton : La Mafia 2 (1<sup>er</sup> épisode, rediff.).  
0.45 Au trot.
- A 2**
- 13.43 Feuilleton : Générations.  
14.25 Série : Les cinq dernières minutes. Dynamite et compagnie, de Gérard Godon, avec Jacques Dubey, Marc Eyraud.  
15.55 Série : Papa poule.  
16.45 Cadeau surprise.  
17.00 Série : Eve raconte. Josephine Baker (5<sup>e</sup> partie).  
17.10 Série : Les égarés.  
17.35 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
17.55 Magazine : Giga.  
19.00 Série : Mac Gyver.  
19.55 Le petit prince.  
20.00 Journal et Météo.  
20.45 Série : Profession comique. D'André Halimi.  
Pierre Dac et Francis Blanche.  
Magazine : Caractères.  
22.05 Présenté par Bernard Rapp. Les caractères du mois. Invités : Taher Ben Jelloun (les Vaux baissés), Alain Duhamel (De Gaulle/Mitterrand - la Merveille et la Trac), Jean Vautrin et Dan Franck (Bore, reporter photographique, tome 2 - le Temps des cerises), Jean-Louis Esne (la Vénitienne et autres nouvelles, Vladimir Nabokov), Françoise Ducout (Ave, mémoires, d'Ava Gardner).  
23.25 Journal et Météo.  
23.45 Cinéma : Le cirque. Film américain de Charles Chaplin (1928). Avec Charles Chaplin, Allen Garcia, Merna Kennedy (mus.).  
2.00 Magnétophone : Ski nordique biathlon. Coupe du monde aux Saisies (120 min.).
- FR 3**
- 13.40 Série : Chers détectives.  
14.20 Flash sports.  
14.30 Magazine : Regards de femme. Invité : Françoise Leffevre, écrivain.  
15.05 Magazine : Musicales (rediff.).  
15.05 Magazine : Zapper n'est pas jouer.  
18.30 Jeu : Questions pour un champion. Le 19-20 de l'information.  
De 19.12 à 19.30, le journal de la région.  
20.10 Jeux : La classe.  
20.40 Magazine : Thalassa. Le caviar, trésor de la Caspienne, d'Amaud Mandegaran et Claude-Marie Vedrot.  
21.35 Série : Napoléon et l'Europe. Le 18 Brumaire, de Jean Guisot et Pierre Lary, avec Jean-François Stévenin, Bérénice Agazzi.  
22.30 Journal et Météo.  
22.50 Court métrage : La lampe.  
23.00 Documentaire : Travertins. La bombe, de Dimitri Bortchevski (1<sup>re</sup> partie).  
23.55 Magazine : Mille Bravo.

- 0.50 Musique : Carnet de notes.
- CANAL +**
- 13.30 Cinéma : La vie et rien d'autre. Film français de Bertrand Tavernier (1989). Avec Philippe Noiret, Sabine Azéma, François Perrot.  
15.40 Série : Les inventions de la vie. De Jean-Pierre Curry.  
16.10 Cinéma : Balance maman hors du train. Film américain de Danny De Vito (1987). Avec Danny De Vito, Billy Crystal, Kim Greist.  
17.30 Magazine : Rapido (rediff.).  
18.00 Ceneille peluche.  
En clair jusqu'à 20.30  
18.30 Dessins animés : Ça cartoon.  
18.50 Top albums.  
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.  
20.30 Téléfilm : Danger en eaux troubles.  
22.00 Documentaire : Gosses de Rio. De Thierry Michel.  
22.50 Flash d'informations.  
23.00 Cinéma : Big. Film américain de Penny Marshall (1987). Avec Tom Hanks, Elisabeth Perkins, Robert Loggia.  
0.40 Cinéma : Mary Poppins. Film américain de Robert Stevenson (1964). Avec Julie Andrews, Dick Van Dyke, David Tomlinson (v.o.).
- LA 5**
- 13.35 Série : Matlock.  
14.30 Série : La renard.  
15.35 Série : Bergerac.  
18.30 Dessins animés.  
18.30 Rallye : Paris-Dakar.  
19.00 Série : Arnold et Willy.  
19.30 Série : Tel père, tel fils.  
20.00 Journal.  
20.35 Drôles d'histoires.  
20.40 Téléfilm : L'ermite de Schimanski.  
22.20 Rallye : Paris-Dakar.  
22.55 Série : L'inspecteur Derrick.  
0.00 Journal de minuit.  
0.10 Un ours pas comme les autres (rediff.).
- M 6**
- 15.30 Variétés : Bleu, blanc, clip.  
16.45 Série : Vegas.  
17.40 Jeu : Quiz cœur.  
18.00 Jeu : Zygomusic.  
18.25 Six minutes d'informations.  
18.30 Série : Pepe Schultz.  
19.00 Série : Magnum.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Madame est servie.

- 20.30 Météo 6.  
20.35 Téléfilm : L'affaire Chrysalis.  
22.25 Série : Brigade de nuit.  
23.20 Magazine : La 6<sup>e</sup> dimension.  
23.60 Capital.  
23.55 Six minutes d'informations.
- LA SEPT**
- 16.00 Documentaire : De singe en singe (7 et 8).  
17.00 Théâtre : Un ascenseur pour l'an neuf. De Gilles Bourdet et Pascal Goethals.  
18.20 Court métrage : Canus canil. De Denis Guedi.  
18.25 Documentaire : Enfance (1).  
18.55 Documentaire : Footsbarn Travelling Theater. De Stéphane Giller et Carolyne Hartman.  
19.55 Chronique : La dessous des cartes (et à 22.40).  
20.00 Documentaire : De singe en singe.  
21.00 Téléfilm : Feux frères. De Vincent G. Martorana.  
22.45 Documentaire : Enfance (2).  
23.10 Danse : La mort de l'empereur.  
0.00 Documentaire : L'aventure du monde par les sons.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives. 1872-1880, un panorama d'après-guerre et de la fin de siècle.  
21.30 Musique : Black and blue. Le style de Art Blakey.  
22.40 Les nuits magnétiques. Un secret mal gardé : le journal intime.  
0.05 Du jour eu lendemain.  
0.50 Musique : Coda. Eros noir.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Symphonie n° 32 en sol majeur K 318, Concerto pour piano et orchestre n° 27 en si bémol majeur K 595, Symphonie n° 40 en sol mineur K 550, de Mozart, par l'Orchestre national de France, dir. Kenneth Montgomery ; sol : Mania-Joe Pirès, piano.  
23.07 Poussières d'étoiles. Fin ups : Poissons d'or : œuvres de Páris, Zander, Bayer : Une réédition : une anthologie de la musique classique de l'Inde du Sud, par L. Subramaniam.
- Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER  
**« ZAPPING »**  
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration de « Le Monde ».

## Audience TV du 9 janvier 1991

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	57,1	Roue fortune	Flic à...	Journal rég.	9.A. Les Nuls	Arnold...	Magnum
		21,0	8,4	17,8	1,9	3,7	4,1
19 h 45	63,1	Roue fortune	Le clip...	19-20	Le bar des...	Tel père...	Magnum
		33,3	5,3	12,6	3,8	3,9	4,5
20 h 16	75,7	Journal	Édition	La classe	La rubrique...	Journal	h'm est servi
		35,8	18,9	9,3	2,8	4,8	4,2
20 h 55	74,3	Sacré soirée	Pas une...	La marche...	Cinéma	Un mannequin	Adieu Alcazar
		27,8	20,2	10,6	3,3	6,2	7,0
22 h 08	68,8	Flash spécial	Pas une...	La marche...	Futur...	Un mannequin	Adieu Alcazar
		27,6	16,5	8,4	3,4	6,5	6,6
22 h 44	49,2	Flash spécial	Capital...	Soir 3	Incident...	Débat...	Bregada...
		29,0	5,5	8,3	0,4	3,1	2,9











## EN POCHE

### L'âme des violons

D'abord il faut parler au bois. Doucement, lentement, lui expliquer ce qu'il va devenir, pour qu'il s'essouffisse entre les mains du luthier. Pas n'importe quel luthier : un maître comme Georg Henig, ce vieil artiste qui a quitté sa Bohême natale au début du siècle « pour aider quelques exaltés à créer une culture musicale en Bulgarie » et qui vit dans une cave dans la misère du Sofia des années 50, au moment où se déroule la *Ballade pour Georg Henig* de Victor Paskov (parue une première fois, en 1989, aux éditions de l'Aube).

Il vit oublié de tous, parlant à peine bulgare, harcelé par ses voisins qui veulent son logement et par ses élèves qui veulent récupérer ses précieux instruments de travail et ont oublié les leçons de leur maître. Il est pour eux le narrateur, le jeune Victor, et ses parents, un père musicien et une mère qui ne cesse de regretter la splendeur d'une famille qui l'a renié après son mariage avec un saltimbanque.

Dans un récit à la fois réaliste et magique – où la description d'un quartier pauvre de Sofia éternise avec les dialogues du vieux Georg et de ses ombres, tous les morts de son entourage qui viennent lui rendre visite tous les soirs – Victor Paskov raconte l'histoire d'un maître qui décide, malgré le malade de Parkinson qui le dévore, de créer avec les bois centenaires qu'il a reportés de Bohême, un violon extraordinaire, son ultime œuvre d'art, un violon pour Dieu : « Pourquoi violon être grand ? Parce que amour du maître être grand ! Personne jouer avec violon d'amour ? Pas jouer parce que avoir oublié aimer. Maître avoir oublié aimer métier. Maître avoir oublié aimer violon. Violon avoir oublié aimer musicien. Homme avoir oublié aimer soi-même. »

Alain Salles  
de Victor Paskov, traduit du bulgare par Marie Vrinat, Rivages, 176 p., 42 F.

## Le corps du langage

« Dans l'état actuel de la médecine – et étant donné le votre –, on peut prévoir, sauf accident, votre fin prochaine... » Depuis des années, le médecin prend soin de Maurice Roche. Il le lui rend bien et elle à entretenir des relations étroites et privilégiées avec les médecins, surtout de sexe féminin... Le soin que l'écrivain met à jouer avec le corps du langage et le traitement, typographique, sonore et sémantique, qu'il inflige aux mots, sont à mettre en parallèle avec l'attention extrême que le corps médical accorde aux malades du sein.

Pour se convaincre des effets bénéfiques de cette interaction entre la littérature et la médecine, on lira avec profit la fantaisie, le « zapping » comme il dit, que Maurice Roche propose sous le titre, emprunté à Jules Renard, *Qui n'a pas vu Dieu n'a rien vu* : « Une histoire s'échoue, qui n'est pas terminée. A quoi bon éteindre : il fait jour. »

P. K.  
de Maurice Roche, « Point-Virgule » (Inédit), Seuil.

En 10-18, la collection « Domaine étranger », dirigée par J.-C. Zylberstein, se propose de rééditer un choix de nouvelles de Henry James, afin de saisir à la fois « l'unité et la progression » (T. S. Eliot) de l'œuvre. Trois viennent de paraître : *Daisy Miller* (n° 2127), roman « cosmopolite » caractéristique du Henry James première manière, conte l'aventure sentimentale d'une jeune Américaine, au cours d'un séjour en Europe et est suivi de deux autres nouvelles. Traduit de l'anglais par François Pillou. Trois autres nouvelles dans *Retour à Florence* (n° 2128) ont pour thème central l'Italie et sa douceur de vivre, entre une Europe en déclin et une Amérique en pleine expansion. Traduit par Jean Pavene. Enfin, traduit par François Rosso, *L'autre Maison*, roman datant de 1898 (n° 2129).

Chez Gallimard, un autre monument des lettres américaines, William Faulkner : *Descendants, Moïse* (l'imagination, n° 248). Composé en 1941 à partir d'une réminiscence en forme de matériaux entrecroisés, ce recueil de sept nouvelles est « tout entier consacré aux MacCallister, la famille la plus grande et la plus complexe du comté de Yoknapatawpha ». Traduit de l'anglais par R.-N. Reimbaud, l'inventeur (Folio n° 2184) est un roman publié en 1934 à partir de sept nouvelles remaniées. En « Folio » toujours, mais dans la nouvelle collection bilingue, *Tandis que l'agonie*, traduit par M.-E. Condrou et préfacé par Michel Gresset.

« Poésie » chez Gallimard reprend l'œuvre du poète expressionniste autrichien Georg Trakl, *Crépuscule et déclin* suivi de *Sébastien en rêve*. Mort à vingt-sept ans d'un excès de cocaïne, son œuvre brève a donné lieu à un grand nombre de commentaires. En marge d'une vie magistralement racontée, se dessine une œuvre gouvernée par le désir de construire, de transfigurer une réalité vécue jusqu'à l'horreur. « A celui-là seul qui méprise le bonheur sera donnée la connaissance », écrit-il à dix-huit ans. Préface de Marc Petit. Traduction de Marc Petit et Jean-Claude Schneider.

## UNE CHARTE POUR L'EUROPE

### L'UTOPIE

DE THOMAS MORE, LE "MONTESQUIEU ANGLAIS".  
TEXTE INTÉGRAL, étudie, commenté, traduit par André Prévost  
Docteur ès lettres, lauréat de l'Académie.

L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres. Le Remède : L'instrument utopique : les finalités, urbanisme, économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations internationales : Fédérations.

## UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI

UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original : titres or, illustrations par Holbein, signets. Custode relevée de portraits. Notes. Tables. Lexique. Index. 780 pages.

LE LIVRE À OFFRIER : 250 F. franco.  
Bégédis Paris et chez l'auteur. Par poste, commandes par C.C.P. A. Prévost 1462-61 Z LILLE ou par chèque ou eurochèque libellé en Francs Français à l'ordre de A. Prévost, 16 avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE. Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F. Tél 20.55.29.16. Dédicace sur demande.

## LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

### EN FAMILLE

de Marie Ndiaye.  
Éditions de Minuit, 315 p., 98 F.

ON n'a, bien sûr, jamais de critère tout à fait établi pour juger de l'importance d'un auteur de son vivant – encore moins au début de son œuvre – on se hasarde à des comparaisons, on esquisse des développements possibles, on se trompe une fois sur deux, ce qui, à court terme, est rassurant pour beaucoup. Il y a cependant un signe qui ne ment pas et indique, sans trop d'erreur, le caractère authentique d'une voix qui commence à se faire entendre, c'est la qualité du dérangement qu'elle provoque. Agréable ou non, drôle ou inquiétant, quelque chose s'exprime comme un malaise : le coefficient d'inconfort.

Pour les uns, c'est la longueur des phrases, l'absence de ponctuation ordinaire, le refus de la syntaxe, pour d'autres, c'est la singularité des thèmes abordés, la déviance, l'obscénité, le plus ou moins grand écart de langage et de mœurs consenti. Dans le cas de Marie Ndiaye, en dehors de l'évidente surabondance de ses dons, qui est déjà une anomalie dans une période littéraire un peu terne, le dérangement vient d'ailleurs, de diverses manières. De père sénégalais et de mère beauceronne, Marie Ndiaye est le culot de publier avant ses dix-huit ans son premier livre, *Quant au riche avenir*, aux Éditions de Minuit, chez Jérôme Lindon, qui ne retint pas le second, *Comédie classique*, publié par POL, constitué d'une seule phrase, interminable, cascade d'incises, de subordonnées, à la limite de l'exercice de style pour surdoué – en réalité, c'était un bouquet d'adieu aux feux d'artifices de l'adolescence, – qui fut mal accueilli par la critique. On veut bien s'extasier devant une petite fille métisse qui fait un joli livre très tôt, mais on ne peut pas trop lui pardonner de nous prouver, dès le second, qu'elle manie mieux les ficelles du français que les vieux routiers du terroir.

FORT heureusement, Marie Ndiaye n'est pas une personne qui se laisse facilement impressionner par les contingences de la vie parisienne. On ne la voit pas dans les cocktails ni dans les dîners. Elle n'a pas d'amis très puissants, n'écrit pas dans les journaux, ni dans les revues, et a renoncé à se promouvoir à la télévision – comme d'autres, Michel Rio, par exemple, – ce qui passera un jour pour le comble du jansénisme chic, sans doute, mais n'est pas, dans l'immédiat, d'un « rapport » très évident. Elle a donc entamé sans hésiter son troisième livre *La Femme changée en bûche* (1) dans une direction encore inattendue, celle du conte africain, avec visite au diable, ensorcellements, sacrifice du bébé, par lequel elle prenait congé des années de sa jeunesse où l'on avait fait crédit à son premier brin. Faut-il voir la haute silhouette de Jérôme Lindon dans l'ombre du diable qui accueille tantôt avec chaleur, tantôt avec dédain, ceux qui se pressent dans les antichambres de son office ténébreux ? Pourquoi pas ? Un diable auquel on revient volontiers, apparemment, puisque Marie Ndiaye lui a



Marie Ndiaye : un livre subversif et magique

## Le coefficient d'inconfort

confié son quatrième roman, de tous le plus ambitieux et le plus réussi.

EN FAMILLE, c'est à peu près aussi dramatique que *Sans famille*, en plus grinçant, plus comique, mais au fond cela revient au même : la famille, en avoir une ou deux ou pas du tout, c'est toujours extrêmement pénible, la croix, la bannière et tant d'amour qui se heurte à des portes fermées. La petite Fanny, au début du roman, se rend à la maison de l'aïeule – un village sans nom, pas plus que les villages des environs, mais tout cela dans un monchoir de poche français, banal, pluvieux, un peu sordide, avec de petits bistros, des autocars et des ivrognes – et s'approche de la grille du jardin. Les chiens, qui lui sont connus depuis toujours et très vieux à présent, aboient contre elle, la rejettent comme une intruse. Dès le premier paragraphe du premier chapitre, on a le ton du livre : « Et elle était chagrinée que les chiens ne l'eussent pas reconnue, voyait là le signe d'un grave manquement de sa part ». Inexpliquablement, tout est déjà de sa faute à elle, surtout ce à quoi elle ne comprend rien.

Elle aperçoit l'oncle Georges, le cousin Eugène. Tout le monde est là pour l'anniversaire de l'aïeule. Tante Colette finit par lui ouvrir la porte en l'appelant Fanny, à contrecoeur. Fanny proteste qu'elle ne s'appelle pas Fanny mais que ça ne fait rien, il lui fallait un autre

prénom. Ah bon ? En fait, personne ne semble la reconnaître dans la famille et Fanny ne cesse de répéter qu'elle a toujours eu une attitude correcte, le respect des traditions, qu'elle s'est réjouie à chaque naissance, rien n'y fait. Elle sort une photographie de son sac, comme une preuve, qui circule de main en main, où on la reconnaît sans l'admettre. On regrette qu'elle n'ait pas gardé la même figure. On lui rappelle des faits, des anecdotes qu'elle connaît par cœur, comme à une étrangère. Fanny demande des nouvelles de sa tante Léda, la sœur de sa mère, qui n'a pas été informée de sa naissance, à elle, Fanny, parce qu'à l'époque elle n'était pas en ville. Petit fait qui entraîne des conséquences dix-huit ans plus tard (« Ainsi, les choses n'ont pas été accomplies comme elles devaient l'être en toute circonstance, et la faute de mes parents est immense quoiqu'ils l'ignorent »), conduit Fanny à partir avec Eugène sur les routes à la recherche de Léda, Dieu sait pourquoi.

Où bien Dieu n'en sait rien, du reste. Il n'est pas très présent dans ces pages, sinon à la façon voilée, écrasante de celui qui passe commande à Joseph K. de venir arpenter le *Château de Kafka*, celui qui, par sa seule existence, fait que l'on peut parler de faute, mais, plus qu'à un Dieu, on est confronté au mystère d'une Loi qui est celle des autres,

de la famille : « Ils dévisagèrent curieusement Fanny, et leur regard était si sérieux, leur mine si grave, qu'il lui sembla s'être transformée soudain en une énorme faute de goût. »

Les dialogues sont parfois d'une cocasserie carrollienne. Chez son père, Fanny discute avec un domestique en livrée rouge : « Je ne sais pas si c'est de vous qu'on parle quand il est question d'une certaine Fanny... je ne suis même pas sûr qu'il s'agisse bien de Fanny, ni que ce prénom ait jamais été prononcé ici. Alors comment voulez-vous que je sache si on parle de vous ? D'ailleurs, qui êtes-vous ? » A quoi Fanny répond avec malice qu'elle n'est rien d'autre que Fanny « et cela vous suffirait bien si vous suiviez mon histoire dans un livre ». Ce que nous sommes précisément en train de faire.

C'est en effet dans un livre que se déplace Fanny, un territoire qui ressemble à celui du roman-feuilleton par moments, avec ses courts intitulés de chapitre (« Eugène s'enfuit », « Lucette disparaît », « Récit de tante Colette », « La véritable histoire de tante Léda »), ses retrouvailles, ses explications qui embrouillent tout, un pays magique où l'espace est difficile à évaluer comme celui des rêves, les voyages se font à pied, en autocar, les villages d'à côté sont toujours plus loin que les villages d'au-delà – où l'on arrive plus tôt que prévu. Le domestique en livrée rouge donne une carte postale représentant une place d'une ville où pourrait se trouver Léda. Fanny suit un petit garçon, tombe dans un restaurant bizarre, Au Coq Hardi où quelqu'un se souvient d'une Léda, oui... Léda est parfois une chienne, le nom d'une société de transports, une devise – Loyauté, Endurance, Discipline, Ardeur, – et la quête de Fanny a les allures du rébus cauchemardesque qui donne toute sa beauté aux investigations des héros du *Cosmos* de Gombrowicz. Le coefficient d'inconfort est subtilement élevé, sans que la logique d'un récit classique soit rompue, simplement tendue en plein absurde jusqu'à la douleur.

C'EST long, la vie de famille, parfois morne, on ne résumera pas les mille péripéties auxquelles Fanny est soumise : les reproches dont l'accable tante Colette se ramènent à un seul, fondamental : « Au début, Fanny, tu n'étais pas différente de nous. C'est petit à petit que tu as pris conscience de ta singularité, celle-là que nous affectons de ne pas voir. Pourquoi n'es-tu pas restée la même ? » Une nouvelle photographie montrait Fanny dans tout l'éclat de sa particularité, jeune fille maintenant auprès de sa cousine frêle et pâle... On ne saura jamais en quoi consiste la particularité éclatante et insupportable de Fanny – c'est ce qui rend ce livre subversif et magique : est-ce d'être devenue écrivain comme l'auteur, d'être noire en pays blanc, d'être différente au pays des autres, tout à la fois ? Le paradoxe étant que seuls ces autres se voient comme les mêmes, alors que Ndiaye et Fanny nous ont révélés, en chacun comme en nous-mêmes, l'éternelle part de la personne déplacée.

(1) Éditions de Minuit.

## Les rendez-vous

à l'heure de l'été



## La musique autarcie

La musique autarcie... (The text is mostly illegible due to the image quality and the way the page is cut off.)



1501001

LIVRES • IDÉES

ROMANS

## Les rendez-vous de juillet

Un défilé du 14 juillet, un livre, la visite de Charlotte :  
Claude Ollier à l'ombre de Thomas Bernhard

**FEUILLETON**  
de Claude Ollier.  
Juillet, coll. « Dernier avis »,  
136 p., 80 F.

Le flottement préside toujours aux descriptions inépuissamment précises de Claude Ollier. Le géomètre se frotte les yeux avant d'entreprendre ses repérages, ses mesures, ses classements d'objets, de sensations, de mots. Comme dans *l'Été indien*, ou *Mon double à Malacca*, comme dans *le Maintien de l'ordre* ou *Marrakech Médine* (1), le temps est blanc, le narrateur dédoublé. Et tout commence par un rêve.

Dans ce rêve, il y a une maison et un plan d'eau, et une femme qui fait visiter, avant de faire un geste étrange, celui d'abandonner la clé par terre. Mais, comme souvent dans les livres de Claude Ollier, l'espace du rêve est beaucoup plus familier que l'espace de la réalité. Il prépare à accepter les invraisemblances, les étonnements de la vie réelle. À la maison de banlieue de rêve fait écho une bergerie de Provence, vers Uzes, et sa chapelle. Le narrateur est là depuis peu, épilant sur sa vocation nomade qui s'accommode à bien de ce nid.

L'histoire, le feuilleton presque feuilleton il y a, débute un 14 juillet. De la fenêtre de la bergerie qui, d'un côté, regarde le ravin, et de



Claude Ollier : tout commence par un rêve

l'autre, s'ouvre sur la place du village, on peut voir des gendarmes qui s'affairent ; mais que peuvent-ils bien chercher ?

Le narrateur a des jumelles, et il n'en perd pas une miette. C'est une première raison de s'inquiéter, cette agitation imprévue, et, note le narrateur, reprenant une citation : « Celui qui ne sait pas tout dire, qu'un événement étrange et imprévu

prend au dépourvu, sans matériel pour lui donner corps, celui-là n'est pas un écrivain. »

Ainsi est défini le projet. Le narrateur, lui, est musicien, et cela revient au même, on dirait. Musicien et lecteur. Dès le début de *Feuilleton*, un personnage s'installe, qui est un livre dont il faut se détacher pour faire face aux surprises de ce 14 juillet, un livre qui modifie les habitudes du narrateur, puis, qu'il a décidé désormais de relire, et que cette fois-ci il lit à l'aventure, craignant même de perdre sa page, au milieu de cette dénoûcation du siècle rageuse et continue, sans passage à la ligne ni chapitres, ou presque, et qu'on aura reconnue dès le début, parce que son rythme beigne le livre de Claude Ollier comme un contrepoint musical. L'ombre de

Thomas Bernhard est décidément partout.

En attendant, comme dirait Claude Ollier, qui aime les géronides et les participes présents parce que sans doute ils permettent de préciser le paysage par infinie juxtaposition, voilà Charlotte qui débarque, juste après la mort et l'enterrement du chat Fétiche, un nom courant chez les chats. Charlotte a un blouson de cuir, les cheveux courts et bruns, l'énergie d'une marcheuse infatigable, un profil de statuette et une manière touchante de s'endormir comme une masse.

Elle semble annoncer que notre monde file un mauvais coton empoisonné, et qu'il faut se méfier des chènes verts, de la perruque, des grillons. Tout est déjà pollué, il est trop tard.

Troisième acte : fuite de Charlotte ; deux personnages de western qui se sentent plutôt bien ensemble traversant, dans un nuage de poussière, la garrigue. Et le narrateur reprend son livre, dès que Charlotte s'éloigne. Elle s'en va plus l'air d'un rêve que la fille du rêve de la maison de banlieue. Il s'est passé quelque chose de bizarre et d'inquiétant pendant le défilé de 14 juillet, mais, honnêtement, on a du mal à se rappeler pour ça, tout a l'air déjà tellement mal parti.

Claude Ollier, fidèle à son univers, continue, avec *Feuilleton*, l'élaboration très musicale de ses paysages qui, dit-il, ne sont ni froids ni tièdes, mais ailleurs. Il y a du désespoir, mais aussi cette douceur indicible qui ne le quitte jamais.

Geneviève Brisac

(1) Tous ces livres sont publiés chez Flammarion, sauf *le Maintien de l'ordre*, chez Gallimard.

## Une rupture sans retour

**LE VALET D'AVENTURE**  
de Gilbert Pastor.  
Balland, 284 p., 119 F.

Il y a, dans les cales de chaque navire qui lève l'ancre, la promesse inquiétante d'un ailleurs qui pourrait bien finir en nulle part. Mais ceux dont Gilbert Pastor dénoue les amarrées au début du *Valet d'aventure*, contiennent bien plus que cela. Les soutes des bateaux qui font route vers l'Amérique en l'an de grâce 1557 sont remplies d'espoirs fous, de cupidités, d'ambitions brillantes et de naïvetés. Dans une langue à la fois belle et sans orfèvrerie inutile, l'auteur embarque son lecteur, à la suite du jeune Fabien Clément, pour les terres lointaines du Brésil. La fable, inventée par Gilbert Pastor à partir de chroniques réelles, va bien au-delà du simple récit d'aventures. Elle imagine comment la découverte de l'inconnu put contribuer à faire naître l'« homme moderne » dans des esprits de la Renaissance.

Car le grand départ pour la baie de Rio-de-Janeiro, peuplée d'une minuscule colonie d'Européens et d'indiens tups, représente une plongée dans l'horizon. Fabien Clément, petit Normand loué par son père au cartographe du roi, se fait le témoin de cette rupture sans retour. Par ses yeux, l'auteur dépeint de quelle façon l'éloignement et la confrontation radicale avec un univers sauvage font exploser le corset de civilisation qui enserrait les nouveaux colons. Le Vieux Monde vole en menus morceaux, sous l'effet d'une violence que les convenances ne viennent plus brider. La confrontation avec les sociétés indiennes et la nature

implacable ont le même effet sur cette poignée de Français que la rencontre, en mer, avec un requin. Pendant de la bête que les marins tentent de hisser sur le pont du navire, Fabien Clément dit : « Le sang giclaient jusqu'à nous, et elle remuait tellement que le cras qu'elle allait fracasser les plats-bords. »

C'est bien d'un fracassement qu'il s'agit en effet, lorsque les colons voient leur survie menacée par la rudesse du climat, l'absence d'arbres, l'impossible communication avec d'autres êtres humains, les pratiques effrayantes des Indiens. Les anciennes convictions, comme la lutte inépuissable entre catholiques et huguenots, deviennent des planches dérivées auxquelles ils s'agrippent comme les naufragés qu'ils sont déjà. La Renaissance et ses croyances se nient dans les eaux noires d'une baie gigantesque, et, avec elles, l'idée que l'homme ne peut sonder ses propres entrailles.

Comme ils ont franchi les mers pour aborder un continent ignoré, les colons vont aussi découvrir le dedans d'eux-mêmes. D'abord psychologiquement par la modification des comportements, mais aussi anatomiquement par la fréquentation des Indiens entrappeurs. M. de Vire, le cartographe du roi, grand découvreur d'Indiens, va plus loin. Celui qui, en bateau déjà, « posait sur le pont les pieds dans les visières » d'un aquila dépecé, va jusqu'à pratiquer la dissection de cadavres, alors formellement proscrite en Europe. En mettant au jour l'intérieur d'un corps humain, il pose la première pierre de l'exploration de l'individu qui deviendra la grande bataille de la modernité.

Raphaële Rérolle

## La petite musique de l'autarcie

**LES DERNIÈRES TENTATIONS**  
de Christian Guillet.  
Flammarion, 248 p., 110 F.

La solitude quelque peu hautaine et la singularité relative du projet littéraire de Christian Guillet devraient attirer son œuvre au moins le respect... L'entreprise autobiographique qu'il poursuit depuis trente ans, et qui s'inscrit, dans une tradition allant de Montaigne à Gide en passant par Rousseau et Chateaubriand, n'est pas de celles qui peuvent prétendre à de larges suffrages publics. Ceux de Joubert ou de d'Arland n'embrassent guère cette solitude.

Mais l'isolement convient à la passion autobiographique, à l'effluve au à la pose de l'autobiographe ; isolement qui est même l'une des conditions et la principale dimension de l'esthétique et de la morale égotistes. De livre en livre – la huitième vient de paraître (1) –, Christian Guillet cultive sa passion, s'appliquant à relater, à mesure qu'il les vit, des épisodes de son existence. Des années de l'adolescent aux « dernières tentations », ou tentatives, adultères du narrateur au tournant de la cinquantaine, l'amour occupe une part notable de ces épisodes.

### La somme des riens

Tout semble n'exister, n'être vécu, que pour aboutir à un livre. Mais on est loin, ici, de l'absolu du rêve mallarméen. On est très loin également de la pure et rigoureuse radicalité d'un Roger Laporte, et le rapprochement entre l'expérience « biographique » de ce dernier (*Une vie*, P.O.L., 1988) et celle de Christian Guillet serait injuste : le second, jouissant de l'assurance qu'il n'est lui-même accordé, se tient à l'exact opposé du risque accepté, revendiqué, par le premier. Ce tout dont nous parlons n'est, en fin de compte, que la somme et la combinaison des riens qui font une vie banale, indistincte, bourgeoise... Tout – ou riens – méthodiquement consigné, ordonné, commenté, et pré-

nant, par la vertu de l'écriture, sinon un très grand intérêt, du moins une manière de dignité. La littérature donnant sens à ce qui, sans elle, n'aurait que celui de cette invisible banalité.

«... Un esprit n'a guère d'infirmes ou de tares dans le style ne porte les stigmates », souligne l'écrivain. Vérité profonde et assurément, et générale qui vaut d'être d'abord pour celui qui l'écrit. Vérité érudite aussi en l'occurrence : Christian Guillet manifeste dans son écriture un grand soul d'étiologie ; soul qui, dans la description et l'analyse des nuances du sentiment, lui permet d'atteindre, parfois, une certaine beauté ; mais aussi, également dans lequel il s'efforce comme il arrive souvent à qui « écoute écrire », à qui laisse, sans contrôle, monter de lui-même la petite musique narcissique de l'autarcie.

Autarcie, cet « homme de droite » que se dit être Christian Guillet l'est aussi dans ses opinions et ses choix. Qu'il reste à Paris ou qu'il voyage au Brésil ou en Chine, se réfère-t-il à la culture européenne, à la culture américaine, à la culture asiatique, à la culture africaine, à la culture océanienne, à la culture polynésienne, à la culture mexicaine, à la culture cubaine, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéuézuelienne, à la culture colombienne, à la culture équatorienne, à la culture bolivienne, à la culture paraguayenne, à la culture uruguayenne, à la culture brésilienne, à la culture argentine, à la culture chilienne, à la culture péruvienne, à la culture vénéué



AU FIL DES LECTURES CRITIQUES  
par Michel Contat

## De la littérature

L'AUTRE FACE  
DE LA LITTÉRATURE  
d'Henri Godard.  
Gallimard,  
coll. « L'Infini »,  
196 p., 80 F.

Malraux « néocritique », comme il l'affirmait lui-même dans le seul essai qu'il a consacré à la littérature (*Homme précaire et la Littérature*, 1975), ou bien « paléocritique », comme le critique rangée sous la bannière des sciences humaines avait tendance à le juger ? L'essai clair et net d'Henri Godard vient réinsérer Malraux, l'oublié, dans la critique contemporaine. Il évoque pour cela une anecdote historique qui prend valeur de parabole. En 1940, Joseph Czapski, déporté polonais d'un camp soviétique, rassemble tous ses souvenirs de la recherche du temps perdu dans une conférence qu'il fait à ses codétenus, soumise comme lui aux pires privations et humiliations, justement pour opposer Proust à la déchéance. Rien n'illustre mieux le pouvoir que Malraux prête à l'art.

La littérature, comme les arts plastiques, selon Malraux, oppose à l'univers, qui écrase l'homme ou l'oublie et l'abandonne, un monde cohérent, un univers de formes, qui est son seul recours contre l'absence

de sa destinée. L'expérience de la lecture est celle de la création elle-même, qui se dresse contre l'irréversible. Les sciences humaines, dans lesquelles la critique littéraire moderne a pris place, ont analysé tout ce qui dans les œuvres relève de déterminations linguistiques, historiques, sociales, insondables, indispensables, elles ne rendent pourtant pas compte de l'autre face de la littérature, qui est ce sur quoi la création, cette concurrence faite à Dieu (ou à la religion) ou à la science, cette tentative de vaincre l'Absurde. Tout lecteur, et il faut entendre par là, selon Malraux, tout homme, créateur ou non, pour qui la littérature est nécessaire, trouve dans quelques œuvres que Flaubert appelle le « bibelot » (et qui sont l'équivalent du Musée imaginaire de Malraux) une victoire, celle de la liberté, qui n'est rien d'autre qu'un pouvoir de création.

Réduites à ces quelques lignes, ces idées risquent de sonner un peu de dissertation scolaire des années 60. Dans l'essai d'Henri Godard, qui a traversé les principaux discours critiques tenus depuis lors et en nourrit sa réflexion, elles prennent une véritable urgence : elles appellent à la reprise du débat vital sur la question « que peut la littérature ? », et pour combien de gens ?

## Des lettres

L'ÉQUIVOQUE ÉPISTOLAIRE  
de Vincent Kaufmann.  
Éditions de Minuit,  
coll. « Critique »,  
200 p., 98 F.

Dans cette période qui est le nôtre, où les marginales des grandes œuvres, les correspondances, les écrits intimes, voire les brouillons, tendent à susciter autant d'attention que les œuvres elles-mêmes, ou, pis, à éclipser celles-ci, on attend un grand livre théorique moderne qui traiterait de la correspondance d'écrivain comme genre : l'épistolaire. Qui répondrait, en somme, à nos interrogations sur la « littérarité » des lettres d'écrivains. L'étude de Vincent Kaufmann est passionnante, mais ne répond pas à toutes nos attentes. C'était sans doute trop demander à un jeune critique, très cultivé, formé par la critique littéraire d'inspiration lacanienne, et dont le propos est d'analyser avec précision la pratique perverse de la correspondance chez quelques écrivains, qu'il désigne sous le nom générique de « l'abominable homme des lettres ».

Kafka écrit ses lettres (à Felice Bauer tout particulièrement) pour effacer tout commerce humain, empêcher toute relation réelle, et faire naître l'espace de la fiction. Flaubert pour tenir l'autre (Louise Collet) à distance, se séquestrer comme une « hôteuse rêveuse » (le

mot est de lui), et se déverser pour atteindre à l'impersonnalité dans l'œuvre. Malraux écrit ses lettres pour sa taire, pour jouer son rôle de père universel et bienveillant, pour disparaître en vivant de façon quasi posthume. Artaud, dans tout ce qu'il écrit, prenant la littérature à la lettre – et c'est cela sa folie, montre très bien V. Kaufmann, – fait du tapage sur la voie publique. Valéry, dans ses lettres à Gide, écrit quand il n'est pas encore, avoue une « pratique littéraire » qu'il n'aurait pas à s'avouer comme telle et se réserve pour plus tard, expérimentant « la maîtrise de ses propres effets ».

Après de très fines et perspicaces analyses de l'épistolaire chez ces écrivains et d'autres – Proust, Rilke, Baudelaire... – où Vincent Kaufmann montre à chaque fois la posture prise à l'égard du langage et de l'Autre, on aurait souhaité qu'il tienne de la « falsification », ses thèses sur l'exigence de Proust, ou de la confirmation en opposant à de telles pratiques perverses celles, que l'on se garde ici de qualifier, de grands épistoliers comme M<sup>me</sup> de Sévigné, Voltaire, ou, plus près de nous, Sartre. Cette contre-épreuve nous aurait peut-être évité une conclusion aussi laconique et évidente que celle-ci : « L'épistolaire sert à entrer dans la littérature ou à en sortir, mais à chaque épistolaire de trouver sa porte... »

## De l'amitié

BOUYARD, FLAUBERT  
ET PÉCUCHET  
de Roger Kempf.  
Grasset, 292 p., 110 F.

L'essai de Roger Kempf se présente d'abord comme un essai littéraire, et il faut entendre par là, en l'occurrence, un essai d'écriture à partir d'un texte, et non pas une élucidation savante de ce texte. Et pourtant, de Bouyard et Pécuchet, et de la signification que ce roman inachevé avait pour Flaubert, Roger Kempf parle tout savoir. Des divers articles qu'il réunit dans ce volume, une interprétation surgit, qui va à l'encon-

tre des idées reçues selon lesquelles le roman des « deux cloportes » serait une « épopée de la bêtise ». Bouyard et Pécuchet est lu d'une façon plus sensible comme une histoire d'amitié (comme on dit une histoire d'amour) entre deux « chercheurs amateurs » qui traversent tous les savoirs de leur temps afin de poursuivre leur dialogue amical, jusqu'au moment où ils rejoignent la « double pupille » des cloportes, ce rêve impossible de Flaubert : mener à deux une vie d'écrivains, sans femme, sans personne, de l'enfance à la mort, ensemble et seul.

## Le savoir de la Shoah

Selon Michael Marrus, il appartient désormais aux historiens de transmettre le souvenir du génocide nazi. Pour le meilleur ou pour le pire

L'HOLocauste  
DANS L'HISTOIRE  
de Michael Marrus.  
Eshel, 256 p., 135 F.

Depuis que les recherches sur l'extermination des juifs se sont multipliées, dans les années 70, et que les débats qu'elles ont suscités ont atteint le grand public, la France a tenu une place modeste dans cette production, dominée par les historiens américains, allemands et israéliens. Michael R. Marrus, coauteur avec Robert O. Paxton en 1981 d'une étude remarquable sur *Vichy et les Juifs* (1), est un de ces chercheurs dont les travaux ont contribué à faire de la Shoah un objet d'histoire, et non pas seulement un enjeu de mémoire.

Il s'en explique dans son dernier livre, *L'Holocauste dans l'Histoire*, qui fait le point sur les recherches menées depuis une vingtaine d'années. A ceux qui pensent que l'Holocauste ne se prête pas à un examen historique et ne peut qu'être inlassablement commémoré, il oppose la nécessité d'une « normalisation » de l'étude de la Shoah, tout en affirmant qu'« aucune recherche historique, si importante soit-elle, ne doit servir à atténuer l'horreur terrifiante des événements ». Il revient donc sur les principales controverses qu'a fait naître l'interprétation de ces événements, en insistant sur les risques d'anachronisme que comporte toute lecture contemporaine de l'Holocauste.

Anachronisme, l'idée selon laquelle les informations qui circulaient alors sur le sort réservé aux juifs permettaient de connaître la vérité : c'est seulement après coup que les faits ont pu apparaître comme indubitables. Anachronisme, aussi, l'affir-



Michael Marrus : la Shoah comme objet d'histoire.

mation classée sur la passivité des victimes : il faut se rappeler, en effet, que celles-ci « restaient dans l'ignorance de l'issue finale et n'avaient aucun moyen d'en être informées ». Anachronisme, encore, la théorie du « boucher » avancée par le régime de Vichy pour justifier son attitude à l'égard des juifs : ce n'est qu'a posteriori que les collaborateurs ont inventé cette explication comode. Sur tous ces points, comme sur beaucoup d'autres, il convient de se méfier des pièges du regard rétrospectif.

Telle est la tâche qui incombe,

selon Michael Marrus, aux historiens de sa génération, nés dans les années 40 et libérés des interdits de l'immédiat après-guerre, qui « continueront à étudier l'Holocauste comme ils étudient n'importe quel autre sujet, et l'interpréteront diversement ». Juif et canadien, né en 1941, Michael Marrus enseigne l'histoire européenne à l'université de Toronto, où il a commencé ses études supérieures, qu'il a achevées à Berkeley à la fin des années 60. Ses grands-parents sont venus de Pologne dans l'entre-deux-guerres. C'est la controverse suscitée par la

parution de la « somme » de Raul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, en 1961, puis par celle de l'étude d'Hannah Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, qui a éveillé son intérêt pour l'histoire de la Shoah : ces deux livres avaient provoqué une vive émotion aux États-Unis en développant la thèse de la totale soumission des juifs aux ordres nazis.

Une thèse  
sur l'affaire Dreyfus

C'était l'époque des grands mouvements de contestation sur les campus américains, et Michael Marrus faisait lui-même partie de ces étudiants radicaux qui militaient contre la guerre du Vietnam. On était, dit-il, « à la recherche de liens communautaires » : c'est sans doute pour cette raison qu'il s'est intéressé, alors, à l'histoire des communautés juives. Ainsi a-t-il consacré sa thèse aux juifs de France à l'époque de l'affaire Dreyfus (2). Son sous-titre (dans sa version française), *L'Assimilation à l'épreuve*, est significatif des préoccupations de l'auteur : parce qu'ils étaient assimilés, estime-t-il, les juifs de France n'étaient pas préparés à subir l'assaut des antisémites – à l'exception d'hommes comme Bernard Lazare, anarchiste devenu sioniste. Or l'on retrouve, selon Michael Marrus, le débat sur la passivité des juifs lancé par Raul Hilberg et Hannah Arendt.

Longtemps tabou, ce sujet, dit-il, doit être traité franchement par les historiens. Aussi examine-t-il toutes les formes de résistance, des plus modestes aux plus violentes, opposées par les juifs à l'oppression nazie. « Les historiens continuent de prononcer des jugements », et c'est leur rôle, écrit-il, « mais les accusations lancées contre les dirigeants juifs et leurs partisans se sont épuisées, et nous comprenons mieux les horribles dilemmes auxquels ils étaient confrontés ».

Entre la compassion harnoyante et le détachement inhumain, il appartient à ceux qui écrivent l'histoire de trouver le ton juste. C'est à eux d'empêcher les distorsions. Il n'y a pas d'autre choix. « Pour le meilleur ou pour le pire, conclut Michael Marrus, nous aurons à nous en remettre de plus en plus souvent aux spécialistes de l'histoire pour la transmission de ce que nous savons du massacre des juifs d'Europe. » Michael Marrus, qui a publié, il y a quelques années, un livre sur les réfugiés européens au XX<sup>e</sup> siècle (3), termine actuellement la biographie du grand industriel canadien Samuel Bronfman, fondateur de l'empire Seagram, dont le fils Edgar est aujourd'hui président du Congrès juif mondial.

Thomas Ferenzi

## Le diamant noir de la démocratie

Quand les lois affadissent la Loi

LA LOI, LE CITOYEN, LE JUGE  
d'Yves Lemoine.  
Flammarion, 276 p., 140 F.

Il y a la Loi et les lois. La Loi majuscule, fondatrice de la démocratie, la Loi comme principe et comme absolu. Et puis la loi minuscule, contingente, outil quotidien et souvent dévalant de gouvernement, la loi banalisée. La Loi affirme la souveraineté du peuple, les lois affadissent celle-ci. Yves Lemoine, qui est un formidable juriste, la Loi, s'inscrit de sa dégradation et de ce détournement de la démocratie par les lois.

A la recherche du paradis perdu, il revisite les brèves années, de 1789 à 1794, où la Loi s'affirme comme absolue avant de s'abîmer dans la terreur puis de céder la place aux lois. Avec la double grille du magistrat et de l'historien, il réexplique les sources de la Loi, espérant y trouver un antidote à la dérive qu'il dénonce : le recul de la loi, aggravé par l'illégitimité de ses desservants, la magistrature au sens large.

La Loi ne naît pas brusquement à l'Histoire ce jour d'août 1789 où la Constituante adopte la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, dans laquelle Yves Lemoine voit « la loi matricielle ». Le Grand Siècle a préparé le terrain. Puis Montesquieu, Voltaire, Condorcet et Rousseau. Rousseau surtout. Pourtant, la Loi brille pour la

première fois de son état de diamant noir le 3 décembre 1792 lorsque Robespierre exige la tête de Louis XVI.

La Convention débat se jour-là du sort du monarque déchu. Condorcet, l'un des plus subtils, pose la seule question qui vaille politiquement et juridiquement : sur quelles bases et en vertu de quels principes les représentants de l'ordre nouveau peuvent-ils juger le symbole de l'ordre ancien ? Condorcet pose la bonne question, mais c'est Robespierre qui y répond : s'ériger en juge, ce serait, pour les conventionnels, admettre que « Louis » puisse être absous. Et le présumer innocent, n'est-ce pas nier la Révolution ?

La « porte  
de l'enfer »

Au fil de ce discours incendiaire, Robespierre manie l'ironie comme le couperet, et bien que l'adversaire convaincu de la peine de mort, il la réclame, malgré tout, contre le roi : « Si Louis n'est pas jugé, c'est que vous êtes coupables. C'est que la liberté est condamnable, vous êtes coupables de l'avoir déposé le 10 août et il serait en droit de vous réclamer des dommages et intérêts. » Puis Robespierre tonne : « Les peuples ne jugent pas comme les cours judiciaires. Ils ne rendent point des sentences, ils lancent la foudre ; ils ne condamnent pas les rois, ils les replongent dans le néant, et cette justice vaut bien celle des tribunaux. »

Moment terrible que celui où bascule l'Histoire. Car si ce discours « fonde la République », comme l'affirme Yves Lemoine, il ouvre aussi « une sorte de porte de l'enfer ». Ce jour-là, la Révolution de 1789 enfante celle de 1917 et quelques horreurs du même tonneau. On le saura bientôt : la Loi peut jurer la Loi comme elle a, à cet instant, tué Louis XVI.

Il n'empêche qu'aux yeux d'Yves Lemoine ces étonnantes sont aussi celles où s'échafaudent, dans l'exaltation et

la confusion révolutionnaire, un modèle de démocratie qui rompt oco seulement avec l'ordre ancien, mais qui reste, malgré son « échec retentissant », un idéal. Jamais la Loi, au sens quasi théologique où l'entendait Rousseau, n'a été si près de remplir son office de ciment de la société. Plus jamais les juges n'auront une telle légitimité puisque, en matière pénale au moins, ils sont élus par le peuple. Jamais le peuple d'aura été autant citoyen.

Ce triangle « la loi, le juge, le citoyen », qui donne son titre à ce livre – est aujourd'hui vide de sens, estime Yves Lemoine. C'en était déjà fait de la Révolution comme utopie fondatrice, avant même que Bonaparte ne décrète que la Révolution « est finie ». La Loi avait dévoré la démocratie. Puis, les lois ont étouffé la Loi.

Les siècles suivants ne sont qu'une suite, rarement interrompue, d'« abaissement » de la Loi et, si l'on comprend bien Yves Lemoine, de la démocratie. Forcés dans les bureaux des ministères, soumis au contrôle du Conseil constitutionnel qu'en bon orthodoxe de la loi il compare... au veto royal des débuts de la Révolution, la Loi-dieu n'est plus. A quand sa restauration ?

Souvent ardo, ce plaidoyer donne le sentiment d'une pensée qui se cherche. Comme pour s'en excuser, Yves Lemoine explique que son étude a considérablement dépassé le chemin l'idée qu'il s'en faisait de prime abord. Même si elle n'a rien d'une promenade dans un jardin à la française, l'entreprise n'en est pas moins digne d'interêt. En outre ramenant aux sources de la Loi, elle nous fait mesurer ce que la démocratie a à perdre à laisser s'éroder, comme on l'observe aujourd'hui, le sens de la citoyenneté.

Bertrand Le Gendre

(1) Calmann-Lévy, 1981, repris dans la collection « Biblio-Essais » de Livre de poche, 1990.  
(2) Les Juifs de France à l'époque de l'affaire Dreyfus, Calmann-Lévy, 1972.  
(3) Les Exilés, Calmann-Lévy, 1986.

## A signaler aussi :

*Les Bibelforscher et le Nazisme (1933-1945)*, de Sylvie Graffard et Léo Tristan. – Une série de témoignages sur les persécutions subies par les « étudiants de la Bible », plus connus sous le nom de « témoins de Jéhovah », dont plusieurs milliers ont péri dans les camps de la mort (Michel Reynaud, B.P. 172, 75925 Paris Cedex 19, 233 p., 105 F.).

*Une mauvaise histoire juive*, de Bernard Friede. – Une enquête sur la déportation des enfants juifs de Nancy, réunis dans un foyer de l'Union générale des israélites de France (UGIF), et une mise en accusation du principal responsable de ce centre, Gustave Nordon (préface de Pierre Vidal-Naquet, Ramsay, 207 p., 99 F.).

*Non-lieu de la mémoire. La cassure d'Auschwitz*, de Jacques Hassoun, Mireille Nathan-Marat et Annie Radzyski. – Trois essais d'inspiration psychanalytique pour tenter de penser « la discontinuité radicale qu'a représentée l'irruption du nazisme dans l'Histoire » (Ed. Bibliophane, 263 p., 95 F.).

**LETTRE INTERNATIONALE**

**L'EUROPE QUESTIONNÉE**

**FAIRE FACE**

**LIRE** n° 27

**ÉCRIRE**

**ÉDITER**

Abonnements : France : 175 FF Europe : 195 FF Autres pays : 240 FF

LETTRE INTERNATIONALE, 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris, tél. : 42.47.57.34



# la Shoah

## Les errances d'Eros

**PSYCHOPATHIA SEXUALIS**  
du docteur Richard von Krafft-Ebing.  
édition refondue  
par le docteur Albert Moll.  
Traduit de l'allemand  
par René Lobstein.  
Préface de Pierre Janet.  
Editions Climats-Librairie  
Thierry Garnier.  
(fac-similé de l'édition Payot).  
908 p., 480 F.

« Etude médico-légale à l'usage des médecins et des juristes » : la froide sous-titre de la monumentale *Psychopathia sexualis* de Richard von Krafft-Ebing, publiée en 1893, puis, dans une version refondue et considérablement augmentée, par Albert Moll en 1923, s'il indique la destination première de l'ouvrage, en donne, une idée par trop restrictive.

Cet ouvrage raisonné — selon une raison qui était celle de la nosographie psychiatrique de la fin du dix-neuvième siècle, avant que Freud ne vint pour théoriser autrement le domaine des perversions — des « troubles que peut présenter la conduite sexuelle », la *Psychopathia sexualis* montre l'immense chantier que l'imagination de l'homme entretient lorsqu'il est requis par son instinct et sollicité par son désir. Ce chantier est celui de toutes les errances, ou plutôt, pour user d'un terme moins « moral », de toutes les errances d'Eros. Il est surtout celui des insatisfactions, des déceptions et tristesses humaines.

De l'innocent « frotteur », de l'amateur de nattes, de mouchoirs ou de bonnets de nuit, au plus effrayant criminel sadique, ce sont les infinies variations de cette insatiable qui sont décrites, répertoriées.

### Exercice de pénitence

Nombreux sont ceux qui ont cédé, ou cédèrent encore, à la tentation de faire de ce livre le vaste réservoir où puiser des enivrants dérisoires, le motif insipide de toutes les petites orgies mentales que l'esprit, à défaut de mieux, est si prompt à s'organiser.

Il n'est pas question, ici, de littérature, même si les références littéraires abondent ; encore moins de littérature érotique. L'excès, le débordement hors d'un cadre, dont il n'importe guère de savoir — comme tentait de le faire Krafft-Ebing — s'il est celui de la « normalité », touchent à la réalité de l'existence humaine. Réalité qui fait, ici, écho.

La lecture de la *Psychopathia sexualis*, lorsqu'elle n'est pas celle, supposée impossible, du « médecin », ou du « juriste », devrait davantage s'apparenter à un exercice de méditation ou même de... pénitence. Exercice au terme duquel on gagnerait la vision édifiante (si l'on peut dire...) d'un univers où les sens deviennent des non-sens, où, comme le dit excellemment l'Institutur pédophile du « cas 303 », « le nerf des réfrénements » a sauté. D'un univers qui peut, à chaque instant, devenir le nôtre.

P. K.

## Les mots de la terre

Quand Jacques Brosse saisit la nature dans tous ses états.

**LE CHANT DU LORNOT ou l'ÉTERNEL INSTANT**  
de Jacques Brosse.  
Plon, 183 p., 100 F.

« A vous la terre ! » Et il se trouve qu'après un temps de suspension la terre à quelque chose de primordial à répondre, mais sa réponse est encore bruyante, comme si notre intellect faisait écran, et rares sont ceux qui, n'ayant jamais perdu le contact, peuvent traduire ses propos.

C'est qu'il y faut aussi l'oreille intérieure. Inlassable explorateur du corps et de l'esprit, Jacques Brosse a su dès l'enfance combien l'homme était inséparable de la nature et combien il était indispensable d'accorder sa vie à cette évidence. Alors, une feuille qui tombe n'est ni un phénomène physique ou seulement un spectacle esthétique, elle est un signe puissant du cycle de la vie dont nous sommes, de notre côté, un autre signe intimement solidaire de tous les autres. En 1960, au début de son œuvre littéraire, Jacques Brosse avait déjà tenté, avec *L'Éphémère* (Plon), le tour d'une année dont il sélectionnait chaque jour une sensa-

tina propice à la méditation. Quinze ans plus tard, *L'Homme dans les bois* (Stock) intégrait à cet égrenage son expérience de bouddhiste zen. A nouveau quinze ans, l'installation sur une nouvelle terre, le Périgord, et voici l'Instant toujours aussi vivace et fugace, mais porteur de cette part d'éternité dont les poètes et les mystiques nous ont assuré qu'elle était de l'ordre de l'expérience.

L'ouvrage s'ouvre en automne, au passage des oiseaux sauvages par-dessus la maison ; il se referme ou au plus tard alors qu'elles dessinent à nouveau un grand serpent dans le ciel. Entre-temps, la culture a joué de toutes les gammes, mais, ou l'a compris, cette musique est aussi celle de l'homme, comme, avant Jacques Brosse, l'avait dit le poète Kyo-sei :  
Seulement, sans penser,  
La goutte de pluie  
Au bord du toit  
C'est moi.

Olivier Germain-Thomas

Georges Clairfond



SEPTIMANIE

CLIMATS

La poésie est l'œuvre d'un homme dans les grands thèmes de la sérénité acquise au-delà de l'angoisse de la vie et de la mort.  
Raymond Queneau.  
190 p.

Diffusion Horvath Muriel

La mort récente d'Edmond Jabès (voir le Monde du 4 janvier) donne à sa présence en ouverture du premier numéro de *L'Autre* une signification et un poids de tristesse que les animateurs de cette nouvelle revue ne pouvaient prévoir. Les pages inédites du *Livre de l'hospitalité* (à paraître en avril chez Gallimard) et l'entretien avec Michel Camus, rédacteur en chef, constituent ainsi le premier hommage rendu à un poète qui avait fait de la mémoire et du partage le cœur de son œuvre poétique.

Mais il faut aussi dépasser la tristesse pour saluer cette nouvelle revue semestrielle, *L'Autre*, née de l'association de trois éditeurs — Arfuyen, Granit et Lettres vives — et du soutien direct de la galerie Marwan Hoss. Avant même de constater l'excellente tenue et la richesse de ce premier cahier — où l'on trouve rétrospectivement Christian Bobin, Roberto Juarroz (1), Margherita Guadagni, Roger Munier, Nathan Katz, Antoine Armand, Hans Hartung... —, marquons d'une pierre blanche l'heureuse initiative qui vient de donner naissance à *L'Autre*. Pour aboutir à cet objet fragile qu'est une revue littéraire, objet à l'existence tellement précaire, la mise en commun, l'addition, des énergies devrait être un impératif, une nécessité. Ces énergies peuvent recouvrir des goûts et des options littéraires différents : cela ne rend que plus précieuse leur confrontation. Désirable, l'unité n'est jamais donnée d'avance et reste toujours à gagner. (*L'Autre*, 35, rue Le Marois, 75016 Paris, 120 F.)

Mais c'est bien à la diversité la plus grande qu'il faut en général prêter attention lorsque l'on tente de rendre compte de l'actualité des revues. Citons ensemble — plus par commodité et manque de place que par provocation — cinq revues de qualité, occupant avec conscience leur propre terrain littéraire : *Détail* (n° 3/4, hiver 1991), publiée par l'Atelier cosmopolite de la Fondation Royaumont et dirigée par Pierre Alféri et Suzanne Doppelt, mêle musique et poésie ; Jacques Rebentier, Dominique Fourcade, Emmanuel Hocquard, Alain Bideau, Olivier Cadiot y croisent Ornella Niemi, « Beckett musicien », ou Schöenberg (Philippe Lacoue-Labarthe analysait un texte d'Adorno sur *Mohre et Aaron*). (*Détail*, 41, rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris, 70 F.)

*Fig.*, dirigée par Jean Daive, est, d'après la bande qui entoure le numéro 4, « une revue qui enregistre la pensée et la pensée devancée » ; Cadiot et Fourcade s'y retrouvent aux côtés de Christian Boltanski, Mallarmé et de Georges Perec (citons de ce dernier l'affirmation suivante : « La femme la plus bête est plus »).

### La Réunion s'ouvre à la lecture

Une étude très complète réalisée par l'Observatoire départemental de la Réunion sur la situation du livre, de la lecture et de la littérature dans ce département lointain montre, à la fois, le sous-développement dont continue à souffrir la Réunion et les évolutions qui permettent néanmoins d'espérer.

La consommation de livres demeure très faible : 55 % de la population ne lit jamais, 9 % déclarent ne lire qu'un livre par an ; et la rubrique « livres, disques, films » ne pèse que 0,3 % dans la consommation moyenne annuelle par ménage. Il est vrai, constate le rapport, que 32 % de la population sont analphabètes. Seuls, ou presque, les diplômés, les classes moyennes, les cadres, les membres de professions libérales pratiquent la lecture.

Mais cette triste situation est en train d'évoluer. Entre 1980 et 1989, le nombre des bibliothèques est passé de vingt-six à cent dix-sept — dont la moitié à Saint-Denis. Dans le même temps, le nombre des bibliothèques municipales a doublé, celui des livres « importés » de métropole est passé de 467 à 753 tonnes. Ce qui est aussi à mettre en relation avec le lent recul de l'analphabétisme en matière de production et d'édition littéraires.

P. L.

## Passage en revues

Littérature, poésie



CAGNAT

perspicace que l'homme le plus bête. » (*Fig.*, Ed. Fauriol, BP 925, 75535 Paris Cedex 11, 65 F.)

*Niques*, qui est animée par Jean-Marie Gleize et qui en est à sa deuxième livraison, a emprunté son titre à l'étymologie grecque, phonétiquement revue par Francis Ponge. On y retrouve Jean Daive, mais photographe cette fois, Ber-

nard Noël (une prise autour de l'œuvre graphique et terrifiante d'Opalka) et Denis Roche, à qui nous emprunterons l'exclamation suivante : « Il faut casser le consensus des attempements ! Il faut casser les anthologies et affronter les troupes en solitaire. » (*Niques*, La Sétérée, Jacques Clerc éditeur, 4, rue de Cromer, 26400 Crest, 80 F.)

### CORRESPONDANCE

## Pierre Vidal-Naquet, Maurice Szafran et le PC

Après le compte rendu, dans « le Monde des livres » du 26 octobre 1990, de l'ouvrage de Maurice Szafran, les Juifs dans la politique française de 1945 à nos jours, nous avons reçu de M. Pierre Vidal-Naquet la lettre suivante :

Aux pages 99 et 100, après avoir prêté un certain nombre de propos à Annie Kriegel, M. Szafran ajoute : « Au PC, elle croise également les historiens Maxime Rodinson et Pierre Vidal-Naquet, tous deux fils de juifs déportés. Là encore, le silence pesant. » Je n'ai pas, ici, à me faire le porte-parole de Maxime Rodinson, qui a effectivement été membre du PC. Je l'ai entendu un jour raconter en public que, sous le choc de l'annonce de la mort, dans un camp d'extermination, de ses parents, nouvelle qui lui était parvenue alors qu'il se trouvait au Liban, il avait pensé un moment à rejoindre la colonie juive de Palestine. Cela s'accorde mal avec l'accusation de

« silence pesant ». Quant à moi, il se trouve que je n'ai jamais été, de près ou de loin, membre du PC, pas même « compagnon de route ». Quant au « silence pesant », ce serait m'abaisser que de me défendre contre ce meoonge. Mais il y a plus ou pis : non seulement Annie Kriegel affirme qu'elle n'a jamais dit à Maurice Szafran m'« avoir rencontré au PC », mais elle m'a apporté la preuve matérielle qu'elle l'avait mis en garde contre cette erreur grossière.

[Sur la foi d'un souvenir d'Annie Kriegel — qui m'indiquait avoir rencontré Pierre Vidal-Naquet et Maxime Rodinson dans les années 50, j'ai commis, je le reconnais volontiers, une erreur factuelle : Pierre Vidal-Naquet n'a jamais été communiste. Je lui ai immédiatement fait savoir que cette inexactitude serait corrigée dans le deuxième tirage de mon livre, ce qui est fait depuis près de deux mois. Il m'en a « remercié », reconnaissant mon « respect de la parole donnée ». A l'occasion de ce livre, j'ai publié près de cent témoignages. Aucun d'entre eux n'a démenti ou contesté le moindre propos rapporté. — Maurice Szafran.]

Dans une présentation plus modeste, le *Chat messager*, animée par Christian Miché, consacre son dernier cahier (n° 6) à « l'Oubli ». Cet ensemble — qui comporte des textes de Roger Laporte, Jean-Michel Rahat, Antoine Raybaud, Christian Delacampagne et est scandé par des pages blanches « signées » Daniel Dezeuze — mérite tout ou moins d'en être sauvé. (*Le Chat messager*, Ed. CMS, 3, rue Boyer, 34000 Montpellier, pas de prix indiqué.)

*Les Cahiers du Schibboleth*, que dirigent Bérénice Constant et Francis Giraudet, ont modifié et amélioré leur présentation pour leur douzième cahier. Un sommaire assez riche et varié donne du dynamisme à un ensemble peut-être un peu trop fragmenté : Gisèle Prassinos, Jean-Claude Pirotte, Claude Aveline, Guy Darol... pour ne citer que quelques-unes des signatures de ce numéro. (*Les Cahiers du Schibboleth*, 59, rue Marcel-Bour, 33130 Bègles, 78 F.)

*Le Serpent à plumes* en est à son dixième numéro. Revue originale dans sa conception et sa présentation, le *Serpent à plumes* a su s'imposer dans le domaine des « récits et fictions courtes ». C'est au continent africain que Pierre Astier, directeur du *Serpent*, a choisi de consacrer ce dixième numéro. « Il est urgent que le lieu de reconnaissance d'un écrivain d'Afrique soit avant tout son point d'origine », affirme l'écrivain zairais Ngandu Nkashama, qui ajoute : « Si un écrivain n'a aucune conscience de ce qu'il pourrait représenter par rapport à lui-même et surtout par rapport à son propre peuple, destinataire original de son écriture, comment pourrait-il que l'Occident lui accorde le moindre regard, sans y mettre de la considération, sinon de l'arrogance ? » On trouvera dans ce numéro des textes de Chinua Achebe, Tchicaya U Tam'si, Tierno Monembo... et aussi le Portugais António Lobo Antunes (à propos de l'Angola), Sylvain Roumette, Andrée Chérid, (*Le Serpent à plumes*, 78, rue du Bac, 75007 Paris, 65 F.)

Notons également trois dossiers thématiques d'importance diverse : un ensemble sur Joë Bousquet avec des lettres inédites et des documents, réuils par Alain Freix, dans la *Sape* (Résidence de la Forêt, 10, allée de la Quinière, Appt. 1, 1012, 91230 Montgeron, 75 F.) Un inédit également, le *Forêt verigineux*, datant de 1925, dans l'important dossier de la revue *Littérature* consacré à Michel Leiris. (N° 79, octobre 1990, Ed. Larousse, 75 F.) Enfin un superbe cahier de la *Revue d'esthétique* sur le Japon, préparé par Akira Tamba et Gilbert Laxeux avec le concours de John Gelder, comportant en particulier le texte d'une conférence prononcée par Claude Lévi-Strauss à Kyoto en 1988 sur « la place de la culture japonaise dans le monde ». (*Revue d'esthétique*, Ed. Jean-Michel Place, 195 F.)

P. K.

(1) Roberto Juarroz sera présent à Aix-en-Provence les 25, 26 et 27 janvier pour des rencontres qui sont organisées autour de son œuvre.

BIBLIOTHÈQUE BEAUCHESNE 19



**L'EAU ET LE SACRÉ**  
Les cultes thérapeutiques autour des fontaines  
par  
BRIGITTE CAULIER  
126 FF 176 pages  
BEAUCHESNE  
22, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

SEPTIMANIE  
PRÉSENTÉ DE PAUL FLOUVER  
CLIMATS  
La poésie est l'œuvre d'un homme dans les grands thèmes de la sérénité acquise au-delà de l'angoisse de la vie et de la mort.  
Raymond Queneau.  
190 p.  
Diffusion Horvath Muriel

« éclats » et « micromégas »  
LA SOCIÉTÉ TRANSPARENTE  
Gianni Vattimo  
Et si la guerre télévisuelle que se livrent les médias depuis quelques années offrait une chance unique à l'homme de conquérir la conquête sa liberté ?  
Coil. « éclats » 78 F  
DE L'ÉTÉRIEN À L'ÉTÉRIEN  
OU L'ÉTÉRIEN À L'ÉTÉRIEN ?  
Jacques Du Randaux  
D'où vient dans l'esprit de l'homme cette idée de l'Éternité ?  
Coil. « micromégas » 98 F  
DESCLEE DE BROUWER



**SUAREZ ET LE SYSTÈME DE LA MÉTAPHYSIQUE**  
de Jean-François Courtine.  
PUF, collection « Epiméthée », 560 p., 285 F.

## PHILOSOPHIES

par Roger-Pol Droit

LES auteurs, d'habitude, naissent lentement. De livre en livre, ils s'engendrent à tâtons, s'essaient et balbutient, avant de croître, ou de s'éteindre. Il est rare qu'un penseur émerge d'un coup, se révélant soudain, au terme d'un long cheminement discret, porteur d'un projet philosophique cohérent, et surtout déjà nanti d'ouvrages destinés à marquer. Ce trajet peu commun est aujourd'hui celui de Jean-François Courtine. On le connaissait jusqu'à présent pour ses traductions de Heidegger et de Schelling, et pour bon nombre d'articles disséminés dans les revues philosophiques. On savait aussi qu'il a récemment succédé à Henri Gouhier à la direction de la prestigieuse « Bibliothèque d'histoire de la philosophie » publiée chez Vrin. Mais, au-delà de tout petits cercles, nul n'en savait guère plus.

Voici qu'il publie, presque simultanément, pas moins de quatre volumes ! Certes, deux d'entre eux sont « seulement » des recueils consacrés aux penseurs dont il s'est fait, en notre langue, l'interprète patient (1). Mais ces travaux ont accompagné l'élaboration et l'écriture d'une œuvre monumentale sur les tribulations intellectuelles et spirituelles de l'héritage d'Aristote, depuis ses commentateurs grecs (2) jusqu'aux contemporains de Kant. Il ne s'agit pas de tout Aristote, pas plus que de toutes les péripéties de la transmission et des lectures de ce vaste corpus. L'investigation minutieuse de Jean-François Courtine porte sur ce qui a joué, dans cette restructuration réitérée des traces grecques, un rôle déterminant pour l'ensemble de la philosophie occidentale : l'interprétation des traités coocous sous le titre de *Métaphysique*.

On le sait : jamais le maître grec ne rédigea d'ouvrage portant ce nom. Le terme même se rencontre peu dans cet ensemble de textes d'enseignement et de recherche ouverte où il s'interroge sur l'être en tant qu'être, l'essence, Dieu, les premiers principes. Le titre attribué après la mort du philosophe à cette œuvre multifacette cache mal un embarras qui ne cessera d'engendrer de nouvelles gloses. *Ta meta physika*, en grec, peut, en effet, vouloir dire : ce qui vient après la physique (dans l'ordre d'une série d'études) ou bien ce qui se situe au-delà, et qui est d'un ordre tout autre que celui de la matière.

Ses commentateurs grecs, d'Alexandre d'Aprèsdisse à Simplicius, soulignent pour le plus part que les deux sens se s'élèvent pas, ils s'interrogent toutefois sur l'objet qu'il convient d'attribuer en propre au savoir qui est ainsi visé. Aristote parle, en effet, plus volontiers d'une science recherchée que détenue. Et il lui donne une pluralité de noms : *sophia* (sagesse), connaissance de la vérité, philosophie première, connaissance des premières causes, contemplation de l'essence. On enregistre connaissance divine, au double sens d'un savoir dont le divin est l'objet ou le détenteur.

Quand l'œuvre d'Aristote fait retour dans l'Occident médiéval, par l'intermédiaire des philosophes arabes, la discussion sur le sujet spécifique de la réflexion métaphysique se prolonge et se renouvelle. S'agit-il de Dieu, ou s'agit-il des causes ? Voilà ce qu'Avicenne se demande. Il va de soi que plusieurs registres de questions, et même une multitude d'interrogations déterminées, appartiennent au domaine de la « métaphysique ». Mais c'est autre chose qu'il s'agit



## Retour sur la métaphysique

d'élucider, dans la perspective d'Avicenne, et plus tard dans celle de Thomas d'Aquin : ce qui uoifie ce savoir et rend ainsi légitime et fondée l'appartenance à une même discipline d'objets occasionnellement diversifiés. La question revient, si l'on veut, à définir et à éclairer ce qui soutient ou supporte fondamentalement cette « science », coocooe comme la plus haute, et lui permet de se constituer.

ICI commence un voyage au long cours, où Jean-François Courtine cartographie, avec force détails, les méandres d'un labyrinthe métaphysico-théologique qui traverse cinq siècles au moins, depuis saint Thomas jusqu'aux écoles luthériennes allemandes du dix-septième siècle et à leur postérité chez Wolff et Baumgarten (que lira Kant), en passant par Duns Scot et Francisco Suarez. Le parcours est pour le moins impressionnant. D'abord par l'étendue et la précision de l'érudition mobilisée, qui s'accompagne de la maîtrise impeccable d'une multitude de débats médiévaux subtils. Mais l'histoire d'est ici qu'un moyen. La fin est philosophique. Il s'agit de comprendre à travers quels bouleversements successifs la métaphysique s'est constituée en système, et quelles conséquences en découlent pour

celui qui espère œuvrer à l'avènement d'un autre style de pensée.

Lodiqueos quelques brefs repères dans ce périple, ce les simplifiant à l'extrême, bien que le propos de ce fort volume, d'une grande difficulté, se prête encore moins que d'autres à cette traduction réductrice. La perspective aristotélicienne se modifie radicalement lorsque se constitue, chez saint Thomas d'Aquin, la théologie comme « science divine », dans laquelle les articles de foi s'identifient aux principes du savoir. La question de l'« être » en tant qu'« être » ne peut plus se trouver, dans cette configuration nouvelle, première ni fondatrice. Elle est nécessairement intégrée à la réflexion sur l'être divin, dont participe, aux yeux de saint Thomas, toute existence comme tout savoir. Pourtant, dès lors qu'une théologie se constitue de manière autonome en se distinguant du savoir philosophique, celui-ci, par contre-coup, peut virtuellement revendiquer en retour son autonomie, et la métaphysique devient une métaphysique.

Ce dernier mouvement, dans toute la pensée moderne porte la marque, c'est dans l'œuvre de Francisco Suarez (1548-1613) que Jean-François Courtine le voit s'effectuer. Auteur

abordaot : (3) aujourd'hui délaissé, ce jésuite espagnol, surnommé *Doctor Eximius* (le maître exceptionnel) est le principal représentant de la philosophie « néo-scholastique » de la Contre-Réforme. « Véritable compendium de la scolastique », comme l'écrivait Schopenhauer encore en 1813, la somme constituée par les *Disputationes Metaphysicae* de Suarez, publiées à Salamanque en 1597, est un intermédiaire capital entre les traditions médiévales et les temps modernes.

Mais ce lieu de passage, selon Courtine, est aussi un lieu de transformation. Loin d'être un compilateur plus ou moins scolastique, Suarez façonne et redessine l'ensemble des doctrines qu'il transmet. Il reverse la subordination de la philosophie à la théologie sur laquelle la pensée médiévale reposait. Avec lui, la métaphysique n'a plus sa racine dans le divin. Elle devient autonome, en trouvant désormais le principe de sa démarche dans l'être en tant qu'être, ce qui ne va pas sans entraîner une reforme du statut de la théologie. En rendant possible l'invention de l'ontologie, en sapant tout recours à l'analogie de l'être, cette œuvre oubliée décide d'un tournant.

**SUAREZ est le penseur qui a exercé la plus grande influence sur la philosophie moderne.** Cette phrase de Heidegger pouvait paraître jusqu'à présent énigmatique. Après le travail considérable de Courtine, elle se l'est plus. Il montre, en effet, avec un luxe de minuties, qu'une nouvelle et décisive restructuration de l'héritage d'Aristote trouve là son commencement. Toutefois, on se demande, ce qui intéresse ce philosophe est pas de fouiller de longues années un pan d'histoire pour éclairer deux lignes.

Son projet d'ensemble, pour autant qu'on puisse l'entrevoir, embrasse l'ensemble du destin de la métaphysique, dans une fidélité à la démarche de Heidegger qu'on dirait volontiers pure et dure, à condition de ne pas entendre cette formule comme une expression bloquée, ni en un sens péjoratif. Fidélité pure : il s'agit, somme toute, pour Courtine d'approfondir et d'accentuer les chemins de Heidegger en les débarrassant de leurs brumes idéologiques — tâche qui pourra laisser certains perplexes. Fidélité dure, car il s'agit de rejouer Heidegger contre lui-même, pour ouvrir à d'autres figures de la pensée, dont la dernière philosophie de Schelling, philosophie « religieuse », est un exemple majeur.

Selon les familles d'esprits, voilà de quoi enthousiasmer, nu repousser. Quoi qu'on en pense, reste ce constat : un métaphysicien ouos est né, de puissante stature.

(1) Heidegger et la phénoménologie. Vrin, 408 p., 210 F. L'Essence de la religion chez les Grecs, de Heidegger, 318 p., 198 F.

(2) L'Invention de l'analogie. Aristote et les commentateurs grecs, de Heidegger, 1991.

(3) Son œuvre compte vingt-neuf volumes dans l'édition Vrin, Paris, 1856-1877.

## Une esthétique anglo-saxonne

Pour Nelson Goodman, science et art ont plus d'un point commun

**LANGAGES DE L'ART**  
de Nelson Goodman.  
Ed. Jacqueline Chambon, 318 p., 135 F.

**ESTHÉTIQUE ET CONNAISSANCE**  
de Nelson Goodman  
et Catherine Z. Elgin.  
Ed. de l'Éclat, 96 p., 65 F.

Né en 1906, ancien professeur à l'université Harvard où il fut le collègue et l'ami de Quine, Nelson Goodman est l'un des philosophes américains les plus importants de ce siècle — sinon l'un des plus connus en France où, jusqu'ici, seul l'un de ses ouvrages avait été traduit (1). Partisan, comme Quine, d'un nominalisme rigoureux, Goodman a consacré une partie de son activité théorique à pourchasser faux problèmes et idées confuses. Mais son originalité consiste surtout à s'être aventuré dans le domaine de l'esthétique, secteur longtemps sous-estimé par la philosophie anglo-saxonne, laquelle privilégiait la réflexion sur la science.

Contrairement à beaucoup, Goodman considère en effet que le fossé séparant traditionnellement science et art est moins radical qu'il n'en a l'air. Ni l'une ni l'autre ne prétendent atteindre une vérité ultime, mais ni l'une ni l'autre ne sont ouos plus de simples divagations. En fait, art et science reposent tous deux sur des constructions symboliques issues du cerveau humain et cependant dotées d'une objectivité propre. Us os nous éclairent pas sur le monde ; ils constituent des mondes en soi qui nous éclairent, entre autres, sur le fonctionnement de notre esprit.

Armé de ces convictions, Goodman décrit dans *Langages de l'art*, quelques propriétés formelles caractéristiques des œuvres littéraires, picturales ou musicales. Publié pour la pre-

mière fois en 1968, le livre ignore évidemment les courants de recherche esthétique qui, à l'époque, se développaient en Europe dans la mouvance du structuralisme. Il les rejoint pourtant sur de nombreux points. Goodman démonte, par exemple, la conception traditionnelle du réalisme, fondée sur la « ressemblance » entre l'œuvre et l'objet dont elle prétend être la copie. Il en profite pour faire justice, au passage, de l'erreur courante concernant le caractère absolu des lois de la perspective. On ne saurait toutefois partager jusqu'au bout la critique qu'il propose des thèses d'Ernst Gombrich dans *l'Art et l'illusion* (1960).

Depuis *Langages de l'art*, qui reste son travail de base pour l'analyse des systèmes esthétiques, Goodman a poursuivi ses investigations à travers différents essais et articles. Cinq de ces derniers viennent de paraître en français dans un petit recueil publié par les Éditions de l'Éclat (dont il faut, une fois de plus, saluer le travail qu'elles accomplissent en faveur de la philosophie).

Dans ces articles, le penseur américain précise sa position sur les notions de référence, de style et d'interprétation. Il s'interroge, non sans humour, sur les finalités du musée, ce lieu étrange où les œuvres sont accrochées de façon à ne pouvoir être ni vues ni apprécées. Il revient également sur les traits communs à l'art et à la science — traits que la philosophie analytique est, selon lui, la seule à avoir su mettre en lumière. Signalons enfin qu'un autre de ses textes esthétiques récents vient d'être traduit dans le numéro 91 de la revue *Sud* : quand il s'agit de Goodman, l'abondance de biens ne nuit pas !

Ch. D.

(1) *Faux, flexions, prédictions*, Minkowski, 1984.

## AU FIL DES LECTURES PHILOSOPHIQUES

par Christian Delacampagne

### Le sujet

**ELOGE DU SUJET**  
de Bernard Stiegler.  
Grasset, 250 p., 108 F.

Professeur à l'université de Caen, Bernard Stiegler est l'un de ces rares penseurs à qui rien de ce qui est moderne n'est étranger. Même si on ne partage pas toutes ses références littéraires ou cinématographiques, il faut lui reconnaître le mérite d'aborder la philosophie non comme une discipline morte mais, ainsi que l'ont

toujours fait les philosophes, comme un moyen de mieux comprendre l'époque et de frayer, par la pensée, des voies nouvelles dans un réel souvent opaque. S'appuyant sur de solides lectures — Foucault, Lacan, Deleuze — il nous propose une méditation sur la notion de « sujet » : on avait pu croire, naguère, celle-ci liquidée par le structuralisme, mais la voici qui réapparaît, depuis quinze ans, une rentrée discrète sur la scène philosophique — une rentrée dont les signes sont ici commentés avec une grande justesse de ton.

**L'AGE DE LA SCIENCE**  
Ed. Odile Jacob, 376 p., 189 F.

Ce troisième numéro, dirigé par Jules Vallerin, de la revue *L'Age de la Science*, s'affirme en faveur d'une plus grande objectivité dans la lecture des philosophes d'hier et d'aujourd'hui. On y trouve donc

### L'éthique

**L'ÉTHIQUE ET LES LIMITES DE LA PHILOSOPHIE**  
de Bernard Williams.  
Trad. de l'anglais par M.-A. Lecoq.  
Grasset, 246 p., 135 F.

Comment faut-il vivre ? A défaut de pouvoir répondre à cette question, la philosophie peut aider à la poser : telle est la conviction qui anime Bernard Williams, professeur à Oxford. Repartant des Grecs, dont la réflexion

morale est par bien des côtés plus proche de nous que celle de Kant, Williams s'efforce de montrer que la théorie éthique ne consiste pas à formuler des lois abstraites, mais à nous permettre de répondre adéquatement à des situations concrètes. Son travail, intelligent et décapant, s'inscrit dans la voie ouverte, dès 1903, par les *Principia Ethica* de G.E. Moore, l'un des précurseurs de la philosophie anglo-saxonne de style linguistique. La traduction est plus littéraire que fluide.

## OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :

LIBRAIRIE

LE MONDE DU LIVRE

60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS

75005 PARIS

(1) 43.25.77.04

Code Minitel : 3615 MDL

Suite de la page 17

Je quitte la salle après avoir vu Vao Gogh, et ma vie a changé. Un vers de Char, de Celan, modifie pour moi les espaces, le rythme de ma journée, le sens de mon identité. Mais aussi un grand Duke Ellington ou un Charlie Parker : Dieu sait si le jazz est une des formes les plus bantées par la mort et la solitude ! Pour tout ça, personne n'a l'ombre d'une théorie. Professeurs, critiques, universitaires, ouos ne sommes que les mères de la substance. Et c'est déjà un très grand privilège de pouvoir porter les lettres de ces Messieurs ! Alors, oui, la philologie est une technique d'écoute, de patience, de réception. Et la courtoisie dit : j'accueille en moi uoe œuvre, un texte, une pensée, je lui permets de se déployer en moi-même.

Mais qu'entendez-vous exactement par présence réelle ?

Il y a derrière l'œuvre ce que j'appelle une présence réelle. Il y a, logé dans la parole, quelque chose que ni le dictionnaire ni la grammaire n'épuise, ou surplus de valeur ; le sens n'est pas la

somme des parties langagières. Et ce qui me fascine, c'est ce mystère actif, ce rayonnement. Pourquoi des millions d'hommes et de femmes sentent leur vie enriche, changée, renforcée, attirée, exaltée, par une lecture, une musique, un tableau ? Quand Levi-Strauss dit que l'invention de la mélodie est le mystère suprême des sciences de l'homme, je crois qu'il a raison. Là-dessus, aucune lumière jusqu'à ce jour. Alors, une question que l'on me pose déjà, c'est quelles sont les implications strictement religieuses de mon essai. A quel Dieu pensez-vous ? Les penseurs catholiques en Allemagne disent : M. Steiner est à un millimètre d'y voir clair ! Peut-être dans un petit roman que j'ai en train de traverser : ce dernier millimètre.

En faveur de cette présence réelle, vous n'apportez que votre conviction, une intuition...

Et que fait la déconstruction ? Soit pari est aussi stylisé, rhétorique que le mien ! Danser sur le vide ou publiant d'écornes bouquins, c'est un peu se moquer du monde et de

Propos recueillis par Jean-François Daval



Jeudi 15

... Le Monde • Vendredi 11 janvier 1991 23

## Une esthétique anglo-saxonne

Pour Nelson Goodman  
est plus d'un

# “Lauréat d’un prix littéraire! Lauréat d’un prix littéraire! Pourquoi pas écrivain pendant que tu y es?”

ANNA DES LECTURES PHILOSOPHIQUES  
par Christian

La

ANNA DES LECTURES  
philosophiques

ANNA DES LECTURES  
philosophiques

L'ob

ANNA DES LECTURES

ANNA DES LECTURES  
philosophiques

L'

ANNA DES LECTURES

ANNA DES LECTURES  
philosophiques

ANNA DES LECTURES  
philosophiques

ANNA DES LECTURES  
philosophiques

ANNA DES LECTURES  
philosophiques

ANNA DES LECTURES  
philosophiques

ANNA DES LECTURES  
philosophiques

“Ces moufflets font parfois preuve d’une naïveté désarmante.”



GRAND CONCOURS NATHAN-LE MONDE “PLUME EN HERBE” 1991  
LES ENFANTS ONT LEUR PRIX LITTÉRAIRE.

A partir d’images parues dans Le Monde du samedi 24 novembre (daté des 25/26 novembre), disponibles gratuitement dans les librairies et aux Editions Nathan, 9, rue Méchain, 75014 Paris (Minitel 36 15 code Nathan), des enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire. La plus belle sélectionnée par un jury de personnalités, deviendra un vrai livre édité par Nathan/Le Monde. Clôture du concours le 31 janvier 1991.



NATHAN Le Monde



ATTENTION! CLÔTURE DU CONCOURS LE 31 JANVIER 1991.



**LA CHAUDIÈRE,**  
Europe centrale 1980-1990  
de Timothy Garton Ash.  
Gallimard, coll. « Témoins »,  
450 p., 160 F.

**UNE ANNÉE ALLEMANDE**  
Chroniques berlinoises  
1989-1990

de Cees Nooteboom.  
Actes Sud, 276 p., 129 F.

**BERLIN : CHRONIQUE**  
D'UNE MÉTAMORPHOSE  
janvier 1989 - avril 1990

de Eric O'Neil.  
Gallimard, coll. « Témoins »,  
210 p., 98 F. (A paraître le 15 janvier.)

LES «révolutions» de 1989, qui ont bouleversé de fond en comble notre Europe, n'ont pas encore engendré tous leurs monstres. Mais, déjà, au-delà des informations quotidiennes, des synthèses et des récupérations opportunistes, au-delà des grandes migrations touristiques vers l'Est «à travers l'Europe centrale», les week-ends à Berlin, les vacances à Prague ou à Budapest et les réveillons à Moscou, il est des témoins, conscients que les événements de ces mois-là sont entrés dans l'Histoire, qui tentent de comprendre ce qu'ils ont vu, ce qu'ils ont vécu de plus près que bien d'autres.

Ainsi, à côté d'une masse de publications, de revues nouvelles, de numéros spéciaux regroupant des considérations plus ou moins abstraites sur la fin des idéologies, la communisme, l'après-communisme, l'avenir de l'Europe, etc., paraissent presque en même temps des livres d'hommes venus d'ailleurs — un Anglais, un Hollandais, un Français — qui, pour des raisons diverses — journaliste, écrivain en résidence, curieux adepte des petits boulots, — se sont trouvés sur le terrain et qui, chacun à sa façon, rendent compte de leurs observations. Trois livres qui ont le caractère commun de ne pas émaner d'ex-cathédromes renégats, ni d'hommes des cercles politiques ou d'influence et qui, sur les mêmes lieux, le même jour, ne se rencontrent pas forcément.

En effet, par volonté et par hasard, par flair et par saine curiosité, trois «Européens», Timothy Garton Ash, Cees Nooteboom, Eric O'Neil, se sont trouvés à Berlin au moment où tombait le mur. Mais la ressemblance entre leurs livres s'arrête là. Le plus important des trois, *La Chaudière, Europe centrale 1980-1990* de Timothy Garton Ash, est un recueil d'articles classés, en gros, par ordre chronologique et écrits pour des hebdomadaires ou des périodiques (essentiellement pour la *New York Review of Books*) par un journaliste-historien qui, depuis les années 70, n'a pas cessé de parcourir ce que l'on appelle «l'Europe», dont il s'est fait

le spécialiste (1). Après ses études à Oxford, Timothy Garton Ash avait eu la chance de pouvoir passer une année universitaire à Berlin-Est à la fin des années 70, logé dans le quartier de la bohème de Prenzlauer Berg, scolarisé par l'université Humboldt, pour y effectuer des recherches sur la capitale à l'époque de Hitler. Or, à ce moment-là, il a eu le privilège inestimable de pouvoir parcourir, presque à sa guise, la RDA — ce qui était à peu près impossible aux journalistes occidentaux et aux résidents de l'autre Berlin — et de se rendre régulièrement dans les démocraties populaires, à l'exception de la Roumanie et de la Bulgarie.

Lui, l'Anglais qui, lorsqu'il revient de Budapest à Oxford, sait que ses voisins diront qu'il est «rentré d'Europe», comme si la Grande-Bretagne était un autre continent, il a beaucoup vu, il a rencontré beaucoup de gens qui, comme lui, se passionnent pour des idées. Il a éprouvé de l'envie pour des pays où les intellectuels comptent, où les historiens font l'Histoire, où un Gernsek se fait élire de l'Académie des sciences parce qu'il est conseiller de Lech Walesa et vient de terminer un article sur «Souffrance et rire dans l'œuvre de François Villon». Que ce soit en Pologne ou en Tchécoslovaquie, dans ce monde à l'envers, parmi les écrivains, les philosophes-chauffeurs et le poète-homme de ménage, il en vient à jouer au jeu des «si» comme Philip Roth le fait dans *Le Règne de Prague* imaginant «Soyez la langue des vers dans un bar de Penn Station, Susan Sontag emballant des petits pains dans une boulangerie de Broadway, Gore Vidal livrant à bicyclette des salamis dans les réfectoires des écoles du Queens». Il se demande si, dans un tel régime, il ferait — ô horreur! — partie des écrivains

## D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

# Témoins de 89...



Fraternité à l'ancienne...

publiés. Comment savoir tant qu'on n'est pas confronté à une telle situation? Comment juger un Bertolt Brecht, par exemple, qui, au moment de ses pires compromissions de 1953, écrit ses plus beaux poèmes, les *Épigrammes de Buckow*. On peut appliquer à ses poèmes, note Timothy Garton Ash, une remarque de Tolstoï, selon qui l'écrivain prend le meilleur de sa vie et l'insère dans son travail. C'est pourquoi son travail est beau et sa vie mauvaise.

ON connaît de ces pays et de leurs mentalités, il fait bien sentir les contradictions de cette Europe centrale sur laquelle il ne cesse de s'interroger. Intellectuel, il fréquente plutôt les intellectuels, d'autant que les politiques sont infatigables et, en quelques articles, il fait le tour de ce qu'il nomme «le bon usage de l'adversité», interroge ces «dangereux éléments criminels», Václav Havel, Adam Michnik, György Konrad, mais aussi des écrivains comme Mrozek, exilé depuis 1963 et, d'avantage encore, exilé de sa langue. «L'Europe centrale existe-t-elle?», demande-t-il dans un article de 1986, cherchant, sans la trouver, la place

de la Russie que, contrairement à un Kundera, il refuse de chasser hors de l'Europe. L'abandon de l'habillage idéologique suit l'évolution de l'idéologie officielle tandis que se précipitent les épisodes de cette «année de vérité»: les premières élections en Pologne, l'enterrement d'Imre Nagy, la fin du mur, les acteurs de La Lanterne Magique. Autant d'événements qui semblent aujourd'hui appartenir à un passé lointain, comme nous le rappelle le plus récent article de Timothy Garton Ash, à propos des élections allemandes: s'interrogeant sur l'idée d'un «mur européen» en réponse à la «nouvelle menace soviétique», il écrit: «On ne peut s'empêcher de craindre que, parmi ceux qui envoient des collis aujourd'hui en Russie, nombreux ceux qui seraient en faveur d'une fermeture des frontières avec l'Est et, pourquoi pas, sous la garde des anciens soldats de l'Allemagne de l'Est en uniforme ouest-allemand» (*New York Review of Books* datée du 17 janvier 1991).

C'EST grâce à une bourse du DAAD, l'office d'échanges universitaires allemand, que l'écrivain hollandais Cees Nooteboom revient à Berlin (Ouest) en février 1989, avec le projet de profiter de ce séjour dans cette Ile «où vit un million d'hommes libres en cage» pour se consacrer à l'écriture et à la redécouverte de ce pays divisé qui lui avait laissé, lors de sa première visite en 1963, un sentiment de peur. «Habiter ailleurs est autre chose que voyager, je m'en aperçois à ma façon de regarder», constate ce Néerlandais volent qui vit en Asie ou sur Balkans et qui s'attache à interpréter avec finesse et perspicacité les signes de réalité, les rencontres, les œuvres. «Dans la tête des gens, de quoi a-t-il l'air, le mur? A un ami allemand, je demande si les deux parties de sa patrie ont la nostalgie l'une de l'autre.

Qu'est-ce que la réunification, un mirage, une aspiration, une possibilité? Selon lui, cette possibilité n'existe pas, parce qu'il n'y a ni aspiration ni nostalgie.

Il parcourt l'Allemagne, Weimar et Goethe, Munich, Ratisbonne, regagne parfois sa «paisible patrie où apparemment rien ne se passe, parce que nous avons fait le travail il y a quelques siècles» et il se laisse parfois aller à la description lyrique de la maigre nature qui entoure Berlin ou bien à ce baiser d'octobre de deux hommes, les yeux fermés pour ne pas rencontrer le regard de l'autre: «On voit que l'homme aux cheveux blancs passe sa main derrière l'épaule droite de l'autre, que ses yeux sont effectivement clos. Ce n'est pas un baiser de Judas, on le voit bien. Et pourtant ce baiser scelle la perte de l'un, à moins que ce ne soit celle de l'autre. (...) Le pays qui était inconcevable sans la Russie reçoit le baiser du pays qui rend concevable la disparition de la RDA...»

A ville ne sera plus jamais comme avant. C'est aussi ce qu'éprouve le plus jeune des trois, Eric O'Neil, trop jeune, semble-t-il, pour avoir connu l'engagement politique ou la guerre d'Algérie, et qui, pour mieux se familiariser avec la ville et ses habitants, s'est fait laveur de carreaux. Ville inséparable d'un habitant sur cinq à plus de soixante-cinq ans et où les trois quarts sont des femmes. Parfois, une veuve d'un soldat de la Wehrmacht «qui a bien connu la France», ou bien l'ancienne amante d'un gentil STO... Deux moitiés de ville qui étaient comme un continent en miniature au bord de l'Autre monde et qui se sont brusquement retrouvées sous les projecteurs des journalistes et des curieux, les yeux fixés sur cette marionnette, et quêtant avec inquiétude ce qui va en sortir. «On ne fait pas que rire, chanter, boire et se donner rendez-vous à Berlin-Est, Prague ou Budapest. On commence aussi à jouer à se faire peur, à frissonner devant les insaisissables potentialités d'un présent qui s'enfuit déjà à toutes jambes.

Finalement, nous lance le laveur de carreaux descendu de son échelle, ce mur nous convenait; sans lui, la vie à Berlin n'aurait jamais été aussi douce. «On n'était fait à l'idée que, de même qu'il fait plus chaud au Sud qu'au Nord, il y avait moins de liberté à l'Est qu'à l'Ouest. Et l'on sent parfois qu'au fond ces changements de climat nous indisposent. On n'arrive pas à se faire à ces révolutions sans utopie». Mais même si les utopies ne seraient plus ce qu'elles étaient, on ne vit pas sans mirages.

(1) Ces articles ont paru en anglais en deux volumes: *The Uses of Adversity. Essays on the Fate of Central Europe* (Random House 1989) et *We, the People. The Transformation of 89. Witness in Warsaw, Budapest, Berlin and Prague* (Grazia, 1990).

## L'enfer d'Arthur Symons

Des fastes de la vie londonienne au dénuement de l'asile:  
les Confessions ou le destin brisé d'un esthète

**CONFESSIONS**  
d'Arthur Symons.  
Traduit de l'anglais  
par Véronique Béghain.  
Editions Olibon,  
120 p., 76 F.

Dans la nuit londonienne, un homme, enfermé dans une voiture, prisonnier de ses gémissements et prisonnier de sa folie, s'interroge sur le destin qui l'a conduit, lui, le poète célèbre, l'ami de Yeats et de Joyce, de Verlaine et de Mallarmé, à «être précipité dans un enfer de perdition», comme s'il était le pire des criminels. Cet homme, c'est Arthur Symons (1865-1945), dont on publie pour la première fois les *Confessions*, œuvre incandescente qui mérite de figurer dans les annales de la décadence au côté de *Salle 6*, de Tchékhov, et de *Johnny la Panique*, de Sylvia Plath.

Fils d'un pasteur méthodiste, Arthur Symons ne voyait de salut que dans l'art. Cet esthète, proche de Walter Pater, introduit les symbolistes en Angleterre, traduit Huysmans et Mallarmé, consacra des essais à William Blake et à Baudelaire, fit l'apologie de la décadence et

obtint la consécration du public et de ses pairs avec son recueil de poèmes *Jours et Nuits*, ainsi qu'avec ses *Aventures spirituelles*. Amoureux de l'Italie, c'est à Venise, durant le mois de septembre 1908, qu'il connaît sa saison en enfer: «Je sentais les flammes s'emparer de moi, et un avant-goût de leur pérennité semblait pénétrer mon être.»

### Une cruauté implacable

Les psychiatres le condamnent. Diagnostic: paralyse générale. On avertit sa femme: il ne survivra pas longtemps. On fait même appel à un illustre graphologue qui relève dans son écriture les mêmes altérations que dans celles de Baudelaire, Nietzsche ou Manassant. On le ramène à Londres, et c'est là qu'il écrit: «Je n'ai jamais oublié combien, lorsqu'on me faisait traverser Londres dans cette voiture, j'enviais chaque homme, fille, femme, prostituée, prêtre, criminel, débauché; eux qui étaient tous libres comme l'air, qui riaient, plaisantaient et vous dépassaient à la hâte; eux que, parmi les millions d'habitants de

Londres, j'enviais le plus.» Chacun sait que la vie est un enfer. Mais c'est dans les asiles d'aliénés que les hommes l'expérimentent vraiment. Démentant tous les pronostics des médecins, Arthur Symons se rétablit (il vivra encore près de cinquante ans) et entreprend de raconter tout à la fois comment la folie s'est emparée de lui (mais c'est tout aussi impossible, note-t-il ironiquement, que de deviner pourquoi un homme a conservé sa raison) et comment ceux qu'il désigne comme ses «tyrans», c'est-à-dire les psychiatres, l'ont réduit avec une cruauté implacable à l'état de déchet humain.

«Et j'étais là, poursuit-il, moi, l'homme de lettres, qui avait parcouru la moitié de l'Europe, qui avait connu les artistes les plus extraordinaires de son époque...» Des fastes de la vie londonienne au dénuement le plus extrême, les *Confessions* de Symons évoquent, bien sûr, un autre destin brisé, celui d'Oscar Wilde, maintes fois cité ici. La prison et l'asile donnent à ces deux Anglais, nés avec une cuiller d'argent dans la bouche, un destin: le temps était venu pour eux de «boire à la coupe de la mémoire éternelle», cette mémoire qui recueille toute la souffrance du monde et sans laquelle la gloire ne serait qu'une farce sinistre.

Roland Jaccard

**Le Monde**  
PUBLICITÉ  
LITTÉRAIRE

Rem. : 45-55-91-82, poste 4297

## Claus le flamboyant

Deux hommes à la recherche du Désir:  
une équipée dérisoire d'une virulence sarcastique

**LE DÉSIR**  
de Hugo Claus.  
Ed. de Folio/Age d'homme,  
234 p., 95 F.

Hugo Claus aime les fables acides, les paraboles caustiques glissant vers un surréalisme narquois, qui lui permet de révéler la part d'angélisme glabre des êtres. Dans son nouveau roman, c'est la vérité du Désir qu'il recherche et, par leur excitation aigüe, manquent éternellement. An départ, un café de Gand: La Licorne, avec sa clientèle d'habités retranchés dans leur rêve du jeu, qu'ils vivent comme une passion glacée.

Hugo Claus évoque avec une compassion ironique, des éclats de truculence féroce, Valère le Sourd, Verbiest, le maître d'école, ce «Barbousse en jeans», Staf de la petite rue au Foivre et le docteur Verbracke, fournisseurs des pilules pour guérir le mal de vivre de cette fausse famille qui essaye de noyer la monotonie des soirées sous le flot des plaisanteries obscènes ou les injures de bagarres avortées.

Seule lumière dans la pénombre du bar: le souvenir de Rikobotte, disparu quelques mois auparavant dans un accident. Certes, il a été cynique dans ses amitiés et ses amours, mais il a eu, à leur tour, le courage de «flamboyer» dans son enfer glorieux et a, tel un samouraï désenchanté des nuits, faire preuve d'un panache noir: celui de tout perdre — jusqu'à la vie.

Il était l'exemple et l'emblème de deux clients de La Licorne: Michel et Jack, qui, un jour de mélancolie rageuse, décident de partir pour Las Vegas, qui leur apparaît comme la Ville d'Or, au cœur de la terre promise du jeu et du sexe. Ils vont dans ce voyage le moyen de se soustraire à la pesanteur doulou-

reuse de leur existence. Michel ne peut plus supporter la vue de sa mère malade, qui se dessèche lentement devant lui. Quant à Jack, enfoncé dans le poids de sa «grossesse essuie, solitaire, timorée», il voudrait se délivrer de cette crucifixion morale: le spectacle quotidien de sa fille Didi, retardée mentale, détraquée par l'absence d'amour et qui, à l'âge de seize ans, passe ses journées à colorier des dessins ou bien se jette sur la poitrine de sa mère — tel un bébé affamé — ce qui provoque des scènes de débâcle sombre, de pathétique grincement au cours desquelles apparaît le personnage atypique d'un vicieux-psychiatre partisan de l'hypnose de la prière pour calmer la violence hétéro de Didi.

### Paradis artificiels

Mais Jack et Michel n'échappent à ce purgatoire familial que pour tomber dans les paradis artificiels de la côte Ouest des États-Unis. Hugo Claus retrace sur un rythme haletant, en adoptant un ton de cocasserie amère, la cavale désespérée, éternelle et faussement euphorique des deux hommes qui — de show-club en casino, de bar d'hôtel en music-hall — cherchent, au long de nuits surréalistes, une impossible parade à leur frustration sexuelle, sentimentale et métaphysique.

Car ils voudraient, au terme d'une descente hallucinée en eux-mêmes, retrouver la pureté sauvage du Désir, se laisser emporter par sa vague d'oubli, son vertige d'adrénaline. Le Désir est, selon eux, le seul bien qui appartienne à l'homme: «Peut-être est-ce le Désir qui perd, mais c'est la seule chose qu'on possède vraiment, bien à nous, à l'écart de notre situation et

de la Politique et de la Puissance des Grands», s'écrie Jack.

Mais au moment même où ils croient connaître une renaissance sensuelle, accéder à un Eden de liberté physique et de rapprochement mental, ils deviennent les otages de l'univers le plus truqué et le plus sophistiqué qui soit — un monde d'images superposées qui, en leur intériorisant la moindre part d'ombre nécessaire à la clandestinité onirique du plaisir, achève de les déposséder d'eux-mêmes.

Is se sentent envahis par la lumière, «éclairés de l'intérieur et de l'extérieur». Lorsque Jack se précipite vers la table de jeu du Circus-Circus, il n'est plus qu'un lièvre aveugle qui sait qu'il finira dans «les fâcheux honneurs du piège des braccoriers».

Épique de dettes et d'érotisme déçu, ils se cognent aux parois d'un «jardin de néon» et, tels des domas finis, avancent — de dancing en salle de baccara — sur le rythme d'un somnambulisme cassé, empiétrés dans «les ignobles petits fils de leur système nerveux, noués de travers».

Le temps est toujours embrouillé, ils n'ont pas assez dormi, leur corps est encore en Belgique. Le pays natal où ils finissent par retourner, ayant touché le fond de la dépréciation d'eux-mêmes et pourtant les lambeaux de leur amitié défaits. Ils ne franchiront plus le seuil de La Licorne, honteux de leur équipée dérisoire et ayant renoncé à désirer le Désir.

Rien ne pourra les guérir de cet éternel divorce avec l'Amour que Hugo Claus évoque une fois de plus, magnifiquement, dansant libre cours à son humour métallique, à sa flamboyance sarcastique, à la tendresse alcoolisée, virulente qu'il éprouve à l'égard de ses personnages.

Jean-Noël Pancrazi

**Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE**  
récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu,  
d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres éligibles:  
Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre  
sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du  
11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable  
promotion auprès de tous les médias:  
Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraire  
Les manuscrits sont à adresser à:  
**L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR**  
17, rue de Galilée - 75118 PARIS - Tél.: (1) 47 80 11 08



BILLET

Le bon souvenir de Renault

Renault, qui a réduit sa dépendance vis-à-vis de l'Etat en redressant ses comptes et en obtenant un nouveau statut, n'est pas le seul à se souvenir de son statut public pour mener à bien sa politique de réduction d'effectifs.

Le constructeur automobile risque de rencontrer cette année de grosses difficultés pour « convertir en douceur » son personnel excédentaire, comme il a y est engagé. La situation du marché est telle que les mesures de mobilité à l'intérieur du groupe seront beaucoup moins importantes que prévu.

A cet égard, la situation de l'usine de Billencourt, qui ferme ses portes en avril 1992, est révélatrice de ces difficultés. L'an passé, 1 340 personnes ont quitté l'établissement (81 ont retrouvé un emploi à l'extérieur et 732 ont été mutées à l'intérieur du groupe) et 120 salariés n'ont pas encore accepté une des solutions qui leur étaient proposées.

En revanche, les perspectives de reclassement apparaissent beaucoup plus problématiques pour les 1 400 autres salariés qui partiront en 1991. La direction s'est donné un délai de trois mois avant de proroger l'accord signé avec les syndicats, hormis la CGT, pour la fermeture du site.

Plus généralement, M. Georges Bouverot, le nouveau directeur des affaires sociales - qui a succédé à M. Michel Fraderie, nommé secrétaire général de Renault - peut nourrir des inquiétudes au sujet des 4 620 suppressions d'emplois auxquelles la firme doit procéder cette année. Déjà, il est acquis que la création d'une troisième équipe à Flins n'interviendra pas cette année.

Pour toutes ces raisons, Renault souhaite que le gouvernement accorde à l'industrie automobile des dispositions similaires à celles de la convention générale de protection sociale (CGPS) de la sidérurgie. En clair, certains établissements obtiendraient en priorité des mesures de départs anticipés. Le gouvernement, qui est décidé à réduire le nombre de préretraites FNE - très onéreuses pour les finances publiques - n'est pas vraiment enthousiaste. Mais s'il n'est plus l'unique propriétaire de Renault, il en reste néanmoins l'actionnaire principal.

J.-M. N.

Revendu par Matsushita

Le parc de Yosemite (Californie) restera américain

Le département américain de l'intérieur et le groupe de production hollywoodien MCA, acquis fin décembre par le groupe japonais Matsushita, sont tombés d'accord mardi 8 janvier pour que la société japonaise cède ses intérêts dans le parc national de Yosemite (Californie) à une société à but non lucratif. Le groupe MCA (cinéma, disques, télévision), maison mère des studios Universal qui ont produit notamment *Les Dents de la mer* et *E.T.*, possède, par l'intermédiaire de sa filiale Yosemite Park and Curry Co., une concession dans le prestigieux parc national, où elle gère des restaurants, des hôtels et des boutiques (le Monde du 3 janvier).

M. Lujan, secrétaire à l'intérieur, qui s'était fortement opposé à ce que des intérêts étrangers gèrent cette concession, a indiqué que Matsushita vendra sa concession à la National Park Foundation pour 49,5 millions de dollars (plus de 250 millions de francs), en 1993, à la fin du contrat qui la lie au gouvernement. - (AFP)

Les fluctuations sur les places boursières après l'échec de la rencontre entre M. James Baker et M. Tarek Aziz

Les marchés financiers espèrent ne plus être pris à contre-pied

Après la folle journée du 9 janvier, où les marchés ont vécu heure par heure au rythme de la rencontre entre MM. Tarek Aziz et James Baker, la Bourse de Tokyo était la première grande place internationale à réagir « à froid » à l'échec des conversations de Genève entre l'Irak et les Etats-Unis. La place nipponne enregistrait jeudi 10 janvier une hausse modeste de 0,34 % dans un marché calme. En Europe, Londres ouvrait sur un recul de 0,9 %, les intervenants espérant ne plus être pris à contre-pied comme le veille. A Tokyo, le dollar clôturait en baisse, perdant 1,73 yen à 135,10 yens.

Rarement les marchés auraient vécu pareille journée, littéralement suspendus à l'évolution des discussions entre deux hommes. Toutefois, la longueur de la rencontre, qui a duré six heures, et les décalages horaires n'ont pas permis à toutes les places de réagir de manière identique. Certaines, comme les Bourses européennes, ont ainsi fermé sur une note euphorique, alors que les conversations pour la paix dans le Golfe semblaient pouvoir évoluer positivement. En revanche, Wall Street a joué aux montagnes russes, étant la seule à réagir à l'ensemble des discussions, qui se sont soldées finalement par un échec.

En Europe, la reprise était beaucoup plus marquée, s'amplifiant au fil des suspensions de séances et des replis successifs des prix du baril de pétrole et du dollar. Ainsi à Paris, l'indice CAC 40, en hausse de 1,5 % en fin de matinée, progressait de 2,2 % en début d'après-midi après les premières déclarations rassurantes américaines qualifiant de « substantiels » les entretiens. En fin de journée son avance s'élevait à 3,3 % dans un marché plus actif.

Au fil des suspensions de séances

D'entrée de jeu, mercredi 9 janvier, les places asiatiques donnaient prudemment le ton et laissaient transparaître l'espoir des intervenants à quelques heures de la rencontre de Genève. Tokyo progressait de 0,31 %, Hongkong et Singapour de 0,60 %. En

Europe, la reprise était beaucoup plus marquée, s'amplifiant au fil des suspensions de séances et des replis successifs des prix du baril de pétrole et du dollar. Ainsi à Paris, l'indice CAC 40, en hausse de 1,5 % en fin de matinée, progressait de 2,2 % en début d'après-midi après les premières déclarations rassurantes américaines qualifiant de « substantiels » les entretiens. En fin de journée son avance s'élevait à 3,3 % dans un marché plus actif.

La tendance fut également très ferme à Francfort (+1,57 %), à Londres (+1,38 %), à Madrid (+2,52 %). En revanche, les Italiens se sont montrés plus frileux avec un modeste gain de 0,10 % à Milan. Amsterdam faisait de même après avoir reperdu tout le terrain initial.

De l'autre côté de l'Atlantique, la première partie de la séance à Wall Street fut marquée par une très vigoureuse reprise. L'indice

Dow Jones s'appréciait de 1,6 % à la mi-journée peu avant l'annonce de l'échec des discussions, à 19 520 (heure française). Le baromètre de la place new-yorkaise plongeait alors, perdant 1,56 %. De son côté, le dollar, en baisse au début de la séance (1,5218 deutschemarks et 134,90 yens), se raffermissait nettement à 1,5370 deutschemarks et 136,90 yens, en parallèle avec l'or (391 dollars l'once) et le pétrole (28 dollars le baril). D. G.

Des cours du pétrole en délire

Rivés aux écrans télématiques qui les faisaient assister en direct à la partie de bras de fer engagée entre les négociateurs irakiens et américains, les opérateurs ont d'abord cru que la paix était scellée.

Les marchés pétroliers suspendus aux aléas des négociations de Genève ont connu, mercredi 9 janvier, l'une des journées les plus extravagantes de leur existence. Si les cours ont en définitive clôturé en fin de journée quasiment au même niveau qu'à la veille (27,26 dollars par baril pour le brut américain de référence), ils ont dans l'intervalle fluctué à la baisse puis à la hausse, puis de nouveau à la baisse de plus de 13 dollars en quelques heures. Reporté aux volumes échangés, c'est plus de 3 milliards de dollars qui ont été ainsi gagnés ou perdus en une seule séance.

Equilibre fragile

Convaincus depuis plusieurs semaines que la guerre - donc les risques de pénurie accidentelle - pourrait être évitée, inquiète de l'importance des stocks accumulés depuis quelques mois qui risquent d'engorger le marché dès la levée de l'embargo sur l'Irak, les traders ont interprété la longueur des discussions à Genève comme un signe positif.

Les cours ont donc chuté de près de 4 dollars au début de la journée, passant à New-York de 27,15 dollars à 23,35 dollars, soit le niveau le plus bas depuis la 2e aout. L'échec des négociations les a donc pris totalement par surprise. Ce fut la ruée. En dix minutes les cours ont bondi de 7 dollars, la hausse la plus violente jamais enregistrée sur le marché à terme, pour atteindre brièvement 31 dollars, avant de retomber quelque peu, une fois l'effet de surprise passé et de s'établir à 27,35 dollars le baril. Cette folle journée n'est qu'un

avant-goût de ce qui risque de se passer si aucune solution pacifique n'est trouvée avant le 15 janvier. Elle montre à quel point le relatif équilibre trouvé par les marchés pétroliers depuis quelques semaines autour du prix de 25 dollars est fragile. Car les conditions actuelles de production et de consommation sont favorables, le marché étant en dépit du blocus largement approvisionné. Mais un embrasement du Golfe qui assure encore la moitié des exportations mondiales remettrait tout en question. V. M.

Après avoir enregistré 404 commandes l'an dernier

Airbus prévoit une année 1991 difficile pour les compagnies

C'est un bilan nuancé que M. Jean Pierson, administrateur-gérant du consortium Airbus Industrie, a présenté le 9 janvier à la presse. 1990 a été favorable pour le constructeur qui s'attend pourtant, en 1991, à une année difficile dans les compagnies aériennes.

Bien sûr le patron de l'avionneur européen ne boude pas son plaisir et se réjouit d'avoir enregistré l'an dernier 404 commandes d'avions (427 en 1989) dans un marché très concurrentiel et moins porteur. Sur les 1 150 commandes passées dans le monde en 1990 pour des appareils de plus de cent places, Airbus s'est adjugé près de 35 % alors que sa part était de 22 % en 1989 et de 16 % en 1988. Avec 1 038 avions restant à livrer pour 71,5 milliards de dollars (372 milliards de francs), le consortium peut affirmer les années qui viennent sans trop de craintes.

« Les malades vont tomber dans le coma »

Le deuxième motif de satisfaction de M. Pierson est qu'Airbus gagne de l'argent. Il ne s'agit pas de bénéfices puisque Airbus est un groupement d'intérêt économique (GIE) et qu'un GIE ne réalise pas des bénéfices mais tout au plus des « surplus ». Lorsqu'on fait le solde entre les recettes des ventes d'avions et les dépenses (remboursement des frais de développement et achat des pièces aux industriels, frais de marketing, de gestion et de service après-vente, frais de siège à Toulouse), il reste pour la première fois un reliquat positif qui avoisinerait les 120 millions de dollars (624 mil-

lions de francs) et qui sera réparti entre les quatre partenaires (Aérospatiale, British Aerospace, Deutsche Aerospace, CASA).

En revanche, la direction d'Airbus n'est satisfaite ni de la cadence des livraisons en 1990 (95 avions contre 106 en 1989), ni de la situation de la paralyse British Aerospace jusqu'au mois de mars, ni de la situation de l'aviation commerciale américaine où « les compagnies malades vont tomber dans le coma » et celles qui sont dans le coma vont se faire concurrence et de la hausse du prix du kérosène. Instruit par la leçon de la banqueroute d'Eastern Airlines qui a obligé à provisionner 80 milliards de dollars de créances à risque, Airbus a renoué en décembre avec PanAm, avant que celle-ci ne se place sous la protection de la loi sur les faillites, le contrat de location de vingt et un avions de cette sorte que le paiement de sa créance de 34 millions de dollars lui soit mieux assuré.

Interrogé sur le projet formé par les Allemands, les Français et les Italiens de construire avec Airbus un avion de 90 à 130 places, M. Pierson a répondu que le consortium était en mesure de faire dériver un 130 places de son A-320 (150 places). Quant aux mastodontes de 600 places souhaités par les Allemands pour concurrencer le monopole du Boeing-747, M. Pierson a confirmé qu'il se trouvait à l'état d'avant-projet mais qu'il ne verrait pas le jour avant la fin du siècle.

ALAIN FAUJAS

Les Européens font bon accueil aux propositions monétaires britanniques

Les partenaires européens de la Grande-Bretagne ont accueilli avec une satisfaction mesurée les nouvelles propositions de Londres sur l'union monétaire de la CEE, en renouant des signes inédits de souplesse. La proposition détaillée de Londres comporte en effet des éléments nouveaux : la monnaie commune devrait voir le jour « dès que possible », le Fonds monétaire européen pourrait être indépendant des pouvoirs nationaux, et sa structure s'inspirerait désormais largement de celle de l'Eurofed.

« Il semble qu'il y ait un pas dans la bonne direction », a affirmé un res-

ponsable du ministère belge des finances, en ajoutant cependant que la question de fond restait la même : est-il opportun de lancer une monnaie commune, même pendant une période limitée et comme préalable à une monnaie unique ?

Un diplomate allemand a exprimé la même position, en notant que la philosophie générale de Londres demeurait inchangée, mais en se réjouissant que la Grande-Bretagne « se rapproche de la RFA et du courant général en Europe » sur la question de l'indépendance de la future institution monétaire européenne. - (AFP)

Pour faire face à une demande « explosive »

Les Pays-Bas investissent 42 milliards de francs dans leurs chemins de fer

Les chemins de fer néerlandais (NS) ont passé commande ferme au groupe franco-britannique GEC-Alsthom d'une nouvelle série de quarante trois locomotives électriques du type 1700. D'un montant voisin de sept cents millions de francs, cet achat n'est qu'une petite sous-partie de l'imposant plan d'investissement auquel les NS se voient contraints par la popularité croissante du train.

AMSTERDAM

de notre correspondant

Pour la deuxième année consécutive, la société néerlandaise publique des chemins de fer, Nederlandse Spoorwegen (NS), a transporté, en 1990, un nombre record de passagers : 10,85 milliards de voyageurs-km et près de 256 millions de personnes, soit 6,8 % de plus qu'en 1989 (10,16 milliards de voyageurs-km et 240 millions de personnes). Sept cent mille Néerlandais empruntent désormais quotidiennement le train alors qu'ils n'étaient que six cent mille en 1987. Cette tendance est appelée à se poursuivre, a estimé, mardi 8 janvier, le président directeur général de la société, M. Leo Ploeger, qui a déclaré que les NS « s'attendent à une croissance substantielle mais pas aussi rapide ».

Sensibilité écologique

M. Ploeger n'a pas su expliquer les raisons de cette popularité « explosive » du rail. La volonté affichée par les autorités politiques de réduire la circulation automobile et de renforcer l'utilisation de la voiture aurait-elle à ce point excité la sensibilité écologique et... financière des Néerlandais ?

Conséquence de ce phénomène : flattés mais pris de court, les NS sont confrontés à de criants problèmes de capacité et de saturation du réseau. Un imposant programme d'investissement a été lancé avec le feu vert des pouvoirs publics : il prévoit l'achat de matériel roulant, dont 43

motrices de GEC-Alsthom pour 11,1 milliards de francs, afin d'augmenter de 32 % le nombre de places assises d'ici à 1996 (14,5 milliards de voyageurs-km prévus). Dans le même temps, 15 milliards de francs seront consacrés à l'amélioration de l'infrastructure-voyageurs, en guise de provision sur l'application, d'ici à 2005, du plan Rail 21, cadre de l'extension et de la modernisation du réseau. Rail 21 devait initialement être achevé en 2015, mais le gouvernement et le Parlement ont demandé aux NS d'accélérer sa mise en œuvre et ont mis à leur disposition 42 milliards de francs.

En ce qui concerne le projet de TGV nord-européen, le tracé définitif entre Anvers et Rotterdam devrait être défini « d'ici à la fin de l'année » tout se passe bien », a déclaré un haut responsable des NS avant de préciser : « qu'il n'était pas certain que tout se passe bien », allusion aux vives critiques formulées par les défenseurs de l'environnement dans la province du Brabant.

Ch. C.

Avec un bénéfice net de 1,65 milliard de francs

GEC-Alsthom entend se développer prioritairement en Europe

AMSTERDAM

de notre correspondant

En présentant les résultats 1989-1990 de son groupe, M. Jean-Pierre Desgeorges, président de GEC-Alsthom (énergie et transports), mercredi 9 janvier, à Amsterdam, a réagi à l'attribution à Maitre du marché du métro automatique parisien METEOR. « La décision de la RATP, ne nous conviendrait pas parce qu'elle a été prise dans des conditions particulières, a-t-il déclaré. Nous l'avons apprise en lisant le Monde et c'est également par la presse que nous avons appris les raisons de la RATP, qui ne nous reproche rien du point de vue des prix ou des conditions techniques mais qui invoque des motifs de politique industrielle et notre manque de dynamisme à l'exportation. Or nous sommes sans doute le premier exportateur français, sinon mondial, de métros : nous en avons à notre actif plus de vingt dans la monde... C'est incomparable avec les résultats de Maitre. Il est

clair que nous n'abandonnerons pas la marche du métro urbain. » M. Desgeorges a conclu son plaidoyer en s'interrogeant sur « l'opportunité de créer avec Maitre un pôle de concurrence néfaste à l'exportation ». Sa réponse - sous-entendue - est négative et, selon les termes d'un de ses proches collaborateurs, « GEC-Alsthom n'a pas dit son dernier mot ».

Bonnes bases de départ

Au préalable, les dirigeants du groupe franco-britannique - domiciliés aux Pays-Bas pour des raisons fiscales - avaient présenté les résultats de son premier exercice du 1er avril 1989 au 31 mars 1990 : un bénéfice net de 1,65 milliard de francs pour un chiffre d'affaires de 44,6 milliards de francs. Non seulement anciens (initialement prévue en octobre dernier, leur présentation avait dû être reportée à cause de la législation boursière britannique), ces chiffres ont éga-

lement le défaut de ne pas être comparables. M. Pierre Bilgar, membre du management board, les a qualifiés de « bonnes bases de départ », et a noté que la rentabilité nette de GEC-Alsthom (3,70 %) était supérieure à celle de Ases Brown Boveri (2,9 %) et de Siemens (2,6 %). Les résultats de l'exercice en cours, qui seront publiés en juin prochain, « seront en progression ».

En termes d'expansion géographique, GEC-Alsthom entend se développer prioritairement en Europe (hors France et Royaume-Uni), « base arrière puissante indispensable à la conquête du monde ». Réaffecté quant à l'Europe de l'Est, M. Desgeorges a catégoriquement démenti l'intérêt du groupe pour les activités ferroviaires de Skoda « qui ne présentent pas d'attrait » - prudent aux Etats-Unis, le franco-britannique veut être mieux implanté dans la Pacifique, « où sa présence n'est pas à la hauteur de ses possibilités ».

CHRISTIAN CHARTIER



## ÉCONOMIE

## SOCIAL

Poussée revendicative dans l'île

## Les conflits sociaux se multiplient en Guadeloupe

La plupart des communes de la Guadeloupe sont privées d'eau potable depuis lundi 7 janvier à la suite d'une grève, la troisième depuis octobre, du personnel de la principale société de distribution d'eau de l'archipel. Cette grève, aussi spectaculaire qu'impopulaire, est l'un des nombreux petits conflits sociaux qui ont surgi durant ces dernières semaines et qui attestent d'un notable dégradation du climat social dans ce département.

POINTE-A-PITRE

de notre correspondant

Les quatre principales centrales syndicales locales se sont d'ailleurs réunies à la nuit du lundi 7 au mardi 8 janvier en une « déclaration commune » appelant à « une réaction unie de l'ensemble des centrales syndicales pour faire échouer l'arrogance patronale ». Ces quatre syndicats – la CGT-G, la CSG (apparentée CFDT), l'UGTG et le MASU (indépendantiste) – n'ont pu, dans l'immédiat, parvenir cependant à lancer un mot d'ordre de grève générale comme l'espèrent

l'UGTG, qui avait pris l'initiative de cette réunion.

Le plus ancien et plus radical de ces conflits demeure incontestablement celui de la SOGEA, principal distributeur local d'eau potable et filiale de la Campagne générale des eaux, où les grévistes réclament l'application de la convention collective des distributeurs d'eau, au remplacement de celle du bâtiment. Lors de deux précédentes grèves, en octobre et novembre, environ 250 000 personnes avaient été privées d'eau potable. La revendication, formulée depuis 1986, représente une augmentation de 50 % de la masse salariale selon la direction, qui affirme avoir déjà consenti à son accroissement de 10 % pour 8 millions de francs.

Deuxième conflit, déjà ancien, celui des Etablissements Reynolds, un groupe antillais de grande distribution qui possède neuf super et hyper-marchés en Guadeloupe et qui y emploie près d'un millier de personnes.

Depuis le 17 décembre, les grévistes (environ 60 % du personnel) revendiquent des augmentations salariales, en s'appuyant notamment sur le parangon d'un concurrent de la Route du Rhum, Claude Bistocquet (« Reynolds-Guadeloupe »), par leur employeur : « S'il y en a pour Bistocquet, il doit

aussi y en avoir pour nous », élément des grévistes sur la façade d'un des super-marchés du groupe. La direction n'a accepté de participer à des négociations, ouvertes depuis seulement trois jours et sous l'égide d'un médiateur préfectoral, qu'après avoir obtenu un référendum judiciaire et la présence de policiers permettant le libre accès à ses magasins.

Dans plusieurs communes, dont certaines ont un budget déjà déficitaire, une partie du personnel municipal – et notamment les employés des cantines scolaires – sont en grève, parfois depuis quinze jours, pour obtenir augmentations de salaires et titularisations. A EDF, une section syndicale locale a utilisé « toutes les formes d'action » pour obtenir sa reconnaissance par la direction.

Cette poussée revendicative, largement prévisible, intervient alors que le préfet, M. Jean-Claude Proust, prêche depuis deux mois pour un dialogue social, qu'il estime bloqué. A cela s'ajoute la grogne des planteurs de bananes qui protestent contre l'effondrement des cours sur le marché métropolitain à la suite des importantes importations en provenance du Cameroun constatées depuis un mois, en violation des quotas qui s'appliquaient jusqu'alors.

EDDY NEDELIKOVIC

## INDUSTRIE

En créant un groupement d'intérêt économique

## Les Centres Leclerc s'allient avec l'espagnol Eroski

Les Centres Leclerc viennent d'annoncer la création avec le groupe coopératif basque Eroski d'un groupement d'intérêt économique (GIE), sous le nom d'Acel. Acél sera à la fois centrale d'achats, plate-forme de développement, lieu d'échange de savoir-faire et structure de coopération et de coordination, pour le groupe de distribution basque et pour le groupe français, qui commence à s'implanter en Espagne en ouvrant à Pamplune, à la fin de l'année ou premier magasin, sous l'enseigne Hyper L.

Eroski, filiale de distribution du groupe coopératif Mondragon compte 163 magasins en propre, 230 franchises, emploie 3 600 personnes – des associés coopérateurs – essentiellement au Pays basque et en Navarre, près de Pamplune, pour un chiffre d'affaires d'environ 5 milliards de francs. Eroski, qui s'est rapproché depuis peu de la coopérative Consum, dans la région de Valence, a l'intention de s'étendre en Espagne, et ses ambitions sont impressionnantes, si l'on en croit le communiqué de presse diffusé par les Leclerc, père et fils (Edouard et Michel-Edouard) : ouverture en trois ans de 11 grands hypermarchés, de 25 grands supermarchés (2 500 m<sup>2</sup> de surface de

vente) et 42 petits supermarchés (800 m<sup>2</sup>), grâce à 4 milliards de francs d'investissements.

Quant aux Centres Leclerc, dont on ne dispose pour l'instant que des chiffres de 1989 (87 milliards de francs de chiffre d'affaires cumulé, 43 000 salariés, 390 magasins, dont 187 hypermarchés), leur installation en Espagne est encore aux balbutiements. Leclerc Espagne, filiale de responsables de Centres du Sud-Ouest, présidée par M. François Leveux, gendre d'Edouard Leclerc, a l'intention d'ouvrir trois ou quatre grands hypermarchés d'ici à 1993.

Les Centres Leclerc sont beaucoup plus discrets sur leurs investissements propres que sur ceux d'Eroski, l'ambition affichée étant de créer en Espagne une structure comparable à celle qui a fait leur succès en France : une association de chefs d'entreprise espagnols formés dans l'hypermarché de Pamplune, qui servira de magasin-école. Cela suffit à expliquer la création d'Acél, avec comme partenaire une coopérative basque, en guise de passeport dans une Espagne où les grandes surfaces sont entre les mains de groupes français (Carrefour, Promodis et Auchan).

JOSÉE DOYÈRE

## ÉTRANGER

Selon une étude de l'institut DIW

## La crise économique de l'ex-RDA pèsera sur la croissance allemande en 1991

La croissance ne devrait atteindre que 1,5 % en Allemagne en 1991 – mais 3 % pour la seule partie occidentale – à cause de l'aggravation continue de la crise économique dans l'ex-RDA, selon une étude de l'institut de recherche économique DIW de Berlin publiée mercredi 9 janvier.

Le DIW n'attend pas de stabilisation économique dans l'ex-RDA avant l'été prochain. Le nombre de chômeurs et de travailleurs à temps partiel devrait y atteindre les 3 millions en 1991. Les derniers chiffres officiels font état de plus de 642 000 sans-emploi et près de 1,8 million de travailleurs à temps partiel.

Les exportations de l'Allemagne orientale ne devraient représenter que 10 milliards de deutschemarks cette année (34 milliards de francs) contre 30 milliards de deutschemarks en 1990, et le commerce devrait baisser de 10 %.

Le DIW table toutefois sur une progression des investissements à l'est d'environ 20 milliards de deutschemarks, le revenu disponible global des ménages devant « à peine progresser », du fait de l'augmentation des prix.

LES ALCO  
RÉORGA

Obligé de fermer ses magasins le dimanche

## Virgin Megastore va licencier

Ayant décidé de fermer le dimanche à partir du 20 janvier, après des mois d'infraction, Virgin Megastore va supprimer quarante emplois dans son magasin de Bordeaux et près de deux cents sur l'ensemble de ses établissements, a indiqué mercredi 9 janvier le directeur de Virgin-Bordeaux.

A ces suppressions d'emplois s'ajoute, pour ce dernier magasin, l'interruption d'une cinquantaine de contrats à durée déterminée signés à l'occasion des fêtes de Noël d'année. Condamnée déjà à verser aux syndicats au total 600 000 francs d'astreinte pour les infractions précédentes, à Bordeaux et à Paris, la société a remis le 9 janvier, à la CFDT, les 300 000 francs correspondant à sa condamnation par la cour d'appel de Paris, le 19 décembre 1990.

La Fédération des services CFDT a annoncé qu'elle allait consacrer la somme à faire connaître sa position sur le projet de loi relatif au repos dominical des salariés.

## COMMERCE

Un rapport de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale

## Cinquante propositions pour encourager l'expatriation des Français

Il faut encourager les Français à s'expatrier, estime le député Jean-Yves Le Déaut qui a rendu public, mercredi 9 janvier, au cours d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale, un rapport adopté à l'unanimité par la commission des affaires étrangères sur « les conditions d'expatriation des Français à l'étranger et les mesures facilitant leur réinsertion à leur retour ».

« Trente mille Japonais vivent en France, trois mille Français vivent au Japon ». Dès la première phrase, M. Le Déaut donne le ton de son rapport. Les conclusions de l'enquête du parlementaire sont on ne peut plus claires : les Français ne sont pas suffisamment nombreux à l'étranger, ils le sont de moins en moins, et il faut voir un lien de cause à effet entre ce

constat et le déficit commercial de la France. Aussi le parlementaire fait-il cinquante propositions très concrètes pour remédier à l'immobilisme.

Évalué à 1 365 000, le nombre de Français expatriés a diminué, officiellement, de 10 % en dix ans. Le Maghreb, où le chiffre a baissé de 44 %, est particulièrement affecté par ce phénomène. Bien que sujettes à caution, les statistiques sont édifiantes. Le nombre d'expatriés représentait 2,5 % de la population en France, contre 5 % en Grande-Bretagne.

Première cause : si les grandes entreprises françaises sont pratiquement toutes présentes à l'étranger, les PME et PMI sont en revanche totalement absentes. D'où la nécessité de valoriser l'initiative au sein des entreprises, de modifier les réglementations sociales et fiscales, et de faciliter la réinsertion des expatriés à leur retour. M. Le Déaut suggère notamment de faire reconnaître

que l'affiliation à la caisse des Français de l'étranger a le même effet que le maintien au régime français.

Mais c'est surtout au changement des mentalités qu'il faut s'atteler, selon le parlementaire. « Il faut inoculer le virus de l'expatriation chez les jeunes », estime-t-il, en recommandant, parmi quinze propositions consacrées aux jeunes, une « montée en puissance » rapide du programme européen Erasmus afin que d'ici cinq ans cinquante mille étudiants, puis cent mille d'ici dix ans, et oon plus quatre mille, puissent profiter de la mobilité.

Dans le même esprit, M. Le Déaut préconise le développement et la démocratisation du service militaire en « coopération », ce portant à 2,5 % d'une classe d'âge le nombre de VSNA (volontaire du service national actif) et de VSNE (volontaire du service national en entreprise).

Pour financer ses acquisitions dans la pharmacie

## Rhône-Poulenc continue de désinvestir

Poursuivant ses désinvestissements pour financer son programme d'acquisition, notamment dans la pharmacie, le groupe Rhône-Poulenc vient de vendre à la société allemande Boeder AG toutes ses activités dans les disquettes, bandes magnétiques et cartouches pour l'informatic.

Les ventes dans la filiale Rhône-Poulenc Systèmes (RPS), l'accord reste encore soumis à l'autorisation des administrations compétentes. Sa finalisation interviendrait en mars. RPS emploie 462 personnes, réparties entre les deux usines de Nançay (Seine-et-Marne) et d'Albi (Tarn). Boeder s'est engagé à les reprendre toutes.

D'autre part, Rhône-Poulenc a signé un accord avec la firme danoise Dyrup (marque Bondes) en vue de lui céder sa filiale Xylochimie (185 personnes), spécialisée dans la fabrication de produits de traitement et de protection du bois. Ce rapprochement permettra la constitution d'un ensemble européen de premier plan avec un chiffre d'affaires voisin de 5 milliards de francs.

## REPÈRES

## DETTE

Le budget indonésien grevé par les remboursements

Le budget de l'Indonésie pour 1991-1992, qui prendra effet au début du mois d'avril, sera équilibré malgré des dépenses (13,3 milliards de dollars, soit environ 68,6 milliards de francs) en progression de 18 % par rapport à l'exercice en train de se terminer, cela grâce à une aide extérieure de 5,5 milliards de dollars. Le service de la dette absorbera à lui seul 7,4 milliards de dollars (+11 % en un an), c'est-à-dire à peu près l'équivalent des revenus pétroliers estimés à 7,9 milliards de dollars et en augmentation de 39 % par rapport à l'exercice 1990-1991.

## FORMATION PROFESSIONNELLE

M. André Bergeron chargé de la rédaction d'un rapport

M. André Bergeron, ancien secrétaire général du Forca ouvrier, a été chargé d'un rapport officiel sur la formation professionnelle par M. André Laignel. Dans un communiqué rendu public le 9 janvier, le secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle précise que le document commandé à l'ancien dirigeant syndical devra analyser « les résultats et l'évolution de l'obligation légale de financement de la formation professionnelle vingt ans après la loi de 1971 ».

Cette mission correspond à l'obligation, créée par la loi du 4 juillet 1980 sur le crédit-formation et la qualité de la formation professionnelle, de « déposer sur le bureau des Assemblées, dans le courant de 1991, un rapport qui permettrait d'apprécier les résultats obtenus. Le rapport de M. André Bergeron devra être remis avant le fin de la session parlementaire de printemps.

## MARINE MARCHANDE

## Hémorragie stoppée

L'hémorragie de la flotte marchande française a été quasiment stoppée en 1990. Par rapport à 1989, la flotte n'a diminué l'an dernier que de trois navires, contre une perte moyenne annuelle de vingt bateaux depuis quatre ans. Au quatrième trimestre de 1990, le solde est même positif puisque quatre cargos ont rejoint le pavillon français alors que deux étaient vendus à l'étranger.

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-86

MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente d'habitation de 2 pièces à Pantin (93), le MARDI 22 JANVIER 1991, à 14 h 30

APPELLEMENT 2 P. P. à PANTIN (93)

1, rue du Débarcadere - 25, av. Edouard-Vaillant au 2<sup>e</sup> étage, avec WC, cuisine et CAVE.

M. à P. : 100 000 F

S'adresser à M. PIGNET, avocat, 10, rue du Général-Leclerc

ROSNY-SOUS-BOIS (93110) - Tél. 45-28-00-12

M. B. MALINVAUD, avocat, 1 bis, pl. de l'Alma, PARIS (16<sup>e</sup>)

Tél. : 47-23-73-70. Tous avocats près TGI de BOBIGNY.

VENTE d'immeuble immob. par. de just. BOBIGNY, Mardi 29 janvier 1991, à 14 h 30

APPART. de 2 P. Ples. à AUBERVILLIERS (93)

57, av. Victor-Hugo n° 87, rue de la Halle-Coy - au 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> étages

Mise à Prix : 80 000 F

S'adr. M. BOURGEOISET, avocat à AULNAY-SOUS-BOIS (93) - 3, av. Germain-Papillon - Tél. : 48-66-62-68

M. BOURGEOISET et VIDAL, av. VERMOREL, avocats à PARIS (8<sup>e</sup>) - 55, bd. Malesherbes

Tél. : 45-22-04-36. Ts avocats près TGI BOBIGNY. Sur place pour visiter le 25 janvier 1991, de 14 à 17 h.

Vente au pal. de just. de Paris le 17 janv. 1991 à 14 h 30, en un lot :

APPART. à PARIS (15<sup>e</sup>)

46, rue Castagnary

bât. A, 1<sup>er</sup> ét., s. à m. cuisine - douche

Chambre, w.c./pelle, cave

MISE A PRIX : 80 000 F

S'adr. M. Guy Jaudon, avocat, 28, pl. des Vosges - Paris 3<sup>e</sup>

Tél. : 47-73-98-72

M. A. M. JAUDON, avocat 27 bis, rue de l'Abreuvoir - Boulogne (92100)

Tél. : 48-25-74-14

Au greffe du trib. de gte instance de Paris

Vente sur folle ench. au Pal. de Justice de Paris, Jeudi 24 JANVIER 1991 à 14 h 30

IMMEUBLE à PARIS (2<sup>e</sup>)

64, rue Greneta - LIBRE DE LOCATION

Comprenant 5 lots : usage atelier d'habitation et commercial et 2 lots annexes à usage de réserve. Contenance 558 m<sup>2</sup>. Cadastre section 441 n° 151

M. à P. : 5 212 900 F

S'adr. à M. J. COPPER-BOYER, avocat à PARIS (17<sup>e</sup>) 42, rue Ampère

Tél. : 46-22-26-15 - Vis. sur place le 15 janvier 1991 entre 9 h 30 et 18 h 30



# LES AFFAIRES CONTINUENT COMME D'HABITUDE DURANT NOTRE RÉORGANISATION FINANCIÈRE.

Le 21 janvier 1988, quand l'actuelle équipe de direction a accepté le défi de relancer Pan Am, c'était avec une parfaite connaissance de la difficulté de la tâche à entreprendre.

Deux décades de lourdes pertes d'exploitation ont exercé une sévère pression financière sur Pan Am et ont fortement réduit son habileté à se battre dans un environnement qui change rapidement et où la concurrence est toujours plus intense.

Pour ramener la compagnie à son niveau historique, nous avons développé un plan stratégique en trois points :

1. Investir l'argent nécessaire pour rétablir les standards de service qui faisaient de Pan Am la référence dans son secteur d'activité.
2. Récupérer des fonds financiers par la vente d'éléments non indispensables à la bonne marche d'une grande compagnie aérienne.
3. Reconstruire l'engagement vis-à-vis des employés afin que le personnel de Pan Am se sente à nouveau des collaborateurs importants et qu'ils agissent en tant que tels.

Jusqu'au milieu de l'été 1990, le plan a fonctionné.

Nous étions en tête en termes de ponctualité, les indices de satisfaction de la part des passagers étaient les plus forts de notre histoire, nous avons transporté un nombre record de passagers et chaque mois nos revenus dépassaient de nouveaux records.

## UN MONDE EN CRISE

Soudain l'Irak a envahi le Koweït et toutes les prévisions de chiffres d'affaires se sont révélées nulles. Sur une base annuelle la facture d'achat du carburant s'est accrue d'un montant catastrophique de 500 millions de dollars, 150 millions de dollars pour le quatrième trimestre uniquement.

Au même moment la récession qui s'accroît aux Etats-Unis combinée avec des conditions économiques qui se détériorent sur les marchés extérieurs ont conduit à un déclin du transport aérien. Ces chocs économiques simultanés sur une période de six mois ont eu un considérable impact sur l'état des liquidités financières de la compagnie. Les progrès que nous avons accomplis tant sur le plan stratégique qu'opérationnel ne permettent pas de compenser ces handicaps.

Ce qui peut les compenser, c'est notre accord avec United Airlines qui va nous apporter 400 millions de dollars pour le transfert de certaines de nos liaisons sur Londres ainsi que la possibilité d'un accroissement important de nos revenus grâce à un substantiel accord de commercialisation.

Bien que nous ayons déjà reçu un paiement de 110 millions de dollars, l'accord des gouvernements des Etats-Unis et de Grande-Bretagne est nécessaire avant que ce transfert soit effectif et que le solde des fonds soit disponible.

Le résultat de ces événements nous conduit à procéder à une restructuration de nos obligations financières. Une restructuration demande du temps. En conséquence nous avons entrepris une procédure de réorganisation financière conformément au Chapitre 11.

## LES AFFAIRES CONTINUENT COMME D'HABITUDE

Contrairement à certaines procédures de réorganisation dans ce secteur d'activité notre décision n'est pas la conséquence d'un conflit avec le personnel. Nous avons des relations solides et constructives avec nos 30 000 employés ainsi que des accords de travail en place avec l'ensemble de nos syndicats. Comme il ne s'agit seulement que d'une restructuration financière, toutes les liaisons aériennes vont continuer comme d'habitude avec le même niveau de qualité sans soucis d'interruption.

- Nous continuons l'ensemble des vols sur l'ensemble de nos destinations comme prévu initialement ainsi que les vols sur Pan Am Shuttle et Pan Am Express.

- Nos relations et nos accords avec les agences de voyage et les autres compagnies aériennes restent inchangés. Et, bien sûr toutes les commissions aux agents de voyage sont payées comme d'habitude.

- Les billets d'avion sont honorés comme d'habitude.

## LE FINANCEMENT EST EN PLACE

La Banque "Bankers Trust Company" et la compagnie aérienne United Airlines ont suffisamment confiance en notre avenir pour nous accorder un prêt de 150 millions de dollars pendant la procédure de réorganisation en cours d'accord par les tribunaux.

Cette somme, ajoutée aux fonds générés par l'exploitation, couvrira nos besoins en liquidités jusqu'à la conclusion de la transaction avec United Airlines.

Celle-ci à son tour nous placera dans une situation financière solide qui nous permettra de réaliser notre plan stratégique.

## LA TRANSACTION ENTRE PAN AM ET UNITED AIRLINES EST D'UNE GRANDE ENVERGURE

Notre accord de coopération avec United Airlines se met en place comme prévu.

Il nous offre une multitude de bénéfices substantiels et concrets pour nos passagers en même temps qu'une nette amélioration de notre situation financière.

Premièrement, un apport substantiel de fonds à la signature.

Deuxièmement, pour nous et pour l'ensemble des passagers la combinaison des programmes de fidélisation pour voyageurs réguliers ouvre l'accès à des avantages uniques dans ce secteur.

Troisièmement, Pan Am bénéficiera du fait que United Airlines orientera ses passagers des lignes intérieures américaines vers le réseau international de Pan Am.

Quatrièmement, les deux compagnies aériennes vont coordonner leurs horaires dans un souci de praticité pour les passagers.

Cinquièmement, et ce point est essentiel, United Airlines a mis en place un fonds de garantie des billets d'avion d'un montant de

100 millions de dollars assurant la validité des billets d'avion Pan Am pour l'ensemble des détenteurs.

## LA STRATÉGIE POUR UNE RÉUSSITE A LONG TERME EST EN PLACE

Pan Am est une compagnie aérienne dont la contribution à l'histoire de l'aviation est fondamentale. C'est Pan Am qui par elle-même et contre toute attente a ouvert l'Amérique et le monde aux voyages aériens internationaux.

Nous sommes conscients du fait que la réussite future de Pan Am ne peut se bâtir uniquement sur son "leadership" historique. Mais nous pouvons redevenir une grande compagnie aérienne et nous en sommes sûrs une compagnie qui réussit financièrement.

Pour atteindre ce but, nous travaillons actuellement un plan qui permettra à notre compagnie de bénéficier de l'extraordinaire croissance qui s'annonce dans deux parties économiques importantes du monde : l'Europe Continentale et l'Amérique Latine.

Nous volons actuellement vers un plus grand nombre de villes en Europe que l'ensemble des compagnies aériennes américaines réunies. Nous sommes le seul transporteur américain qui dessert pratiquement chacune des nations émergentes d'Europe de l'Est ainsi que l'Union Soviétique.

Nous poursuivons le développement de Francfort pour en faire notre plaque tournante en Europe, nous plaçant ainsi au milieu de la Communauté Européenne et en parfaite position pour desservir l'Europe de l'Est au fur et à mesure de son évolution économique.

L'Amérique Latine, autre zone où nous concentrons nos efforts, est très vraisemblablement la partie du monde qui bénéficiera du prochain boom économique. Cette zone est desservie de manière rentable à partir de notre plaque tournante de Miami que nous avons développée de façon considérable.

Nous volons actuellement vers 56 destinations internationales et 31 villes aux Etats-Unis à partir de Miami. Depuis 62 ans, nous avons eu une croissance régulière et profitable à partir de Miami et considérons que la position de force acquise en Amérique Latine représente une excellente base pour une plus grande réussite.

Nous vous demandons de garder votre confiance en nous non pas comme une faveur mais dans votre propre intérêt. Nous voulons conserver votre clientèle et nous souhaitons gagner votre loyauté. Nous nous engageons complètement à vous offrir une compagnie aérienne qui, grâce à la haute qualité de son service, attire un nombre toujours plus grand de voyageurs.

Aujourd'hui, nous sommes fiers de voler vers 115 villes dans 51 pays sur les cinq continents.

Nous vous attendons avec plaisir sur nos lignes.

*Thomas G. Plaskett*

Thomas G. Plaskett  
Président Directeur Général  
PAN AMERICAN WORLD AIRWAYS, Inc.

# PAN AM



Le Monde

## L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

## appartements ventes

**4<sup>e</sup> arrdt**  
Rue FRANÇOIS-BOURGEOIS  
3/4 P. 80 m<sup>2</sup>. 2 500 000.  
4 P. 100 m<sup>2</sup>. 3 100 000.  
Luzerne, impeccable.  
Tél. : 47-42-80-22

**8<sup>e</sup> arrdt**  
**SAINT-AUGUSTIN**  
MAISON  
4/5 P., 100 m<sup>2</sup>, s. de br.,  
cuisine, impeccable.  
Pprière 46-02-13-43

**14<sup>e</sup> arrdt**  
DENFERT, Calme.  
Emplacement privilégié.  
Bel int., pierre de taille.  
4/5 P., 100 m<sup>2</sup>, s. de br.,  
cuisine, impeccable.  
3 500 000 F. 43-20-26-38  
MARTINE IMMOBILIER

**16<sup>e</sup> arrdt**  
RUE JACQUES  
3<sup>e</sup> étage ascens. 250 m<sup>2</sup>  
aménagement. 47-42-80-22

**DEMANDES D'EMPLOIS**  
Homme, 35 ans, cadre,  
une année d'expérience  
en comptabilité technique  
réassurance acceptation  
d'emploi, maîtrise, Vite,  
T.S. maîtrise micro-  
informatique.  
recherche poste compagnie  
ou courtier.  
Contact : 47-42-80-22  
(domicile).

Consultant senior  
management, technique  
de communication,  
assureur.  
• animation de séminaires  
• analyse, diagnostic  
• conduite de projets  
Jean-Pierre AMOUREUX  
PARIS, 45-56-17-63

H. 43 ans, form. universit.  
3<sup>e</sup> cycle dipl. cart. sup.  
expérience compt. et audit de  
l'entreprise.  
15 ans expér.  
recherche mission de  
FORMATION EN GESTION  
FISCALITÉ, DROIT DES  
SOCIÉTÉS, AUDIT, GESTION  
DE PROJETS  
en collaboration avec D.R.H.  
contenu et action actions  
spécifiques.  
Flexibilité géographique.  
Ecrire sous réf. n° 3190 au  
Mondie Publicité, 5, rue de  
Montmaur, 75007 Paris

J.F., 28 ans, Bac + 5,  
sup. en communication,  
angl., ital., all., ch. poste au  
sein d'un service communica-  
tion en entreprise ou  
agence.  
Tél. : 42-40-30-52 (imp.)

Dame, 53 ans, bonne pré-  
sent., sér. rel., sachant rece-  
voir, ch. travail pers. assu-  
rable. Accepte voyages,  
déplacements. Logement individuel.  
Tél. : 45-51-58-72 après 21 h.

Fiscaliste 40 a. formation  
ENI expér. diverses études  
travaux de propositions. Ecr.  
n° 66731 Publicité Roger  
Bley, 101, rue de Valenciennes,  
75002 PARIS  
ou transmettra.

H. 54 ans, professionnel du  
marketing, rach. missions  
auprès de direction générale,  
région Paris ou Ouest.  
Ecrire sous réf. n° 3190  
au Mondie Publicité,  
5, rue de Montmaur,  
75007 Paris

J.F. 35 a., JURISTE  
COMPTABLE, formation sup.  
(3<sup>e</sup> cycle droit des affaires),  
expér. en cabinet en holding,  
et groupe internat., compé-  
tence en droit des sociétés, et  
social, et des affaires  
anglaises, maîtrise outils infor-  
matiques, ch. poste à res-  
ponsabilité, avec pers. av. et  
de très dynamisme  
Ecrire sous réf. n° 3190  
au Mondie Publicité,  
5, rue de Montmaur,  
75007 Paris

QVAD  
Agence spécialisée en créat. d'image  
de marque et d'entreprise cherche  
MAQUETTISTE confirmé.  
Envoyer curriculum vitae  
24, rue Feytaud, 75002 Paris.  
Tél. : 40-30-50-52

## L'AGENDA

## Vacances

## Tourisme

## Loisirs

A louer juin, juillet,  
août, septembre  
18 km Laroque-43. Gorges  
d'Allier, 1 000 m. Pêche,  
équitation, rafting.  
3 ch., salle à manger, cuis.  
s. de b., w.c., gar. climatisé.  
Tél. : 16-71-77-51-12

## Libre

1991

## ALMANACH

## LATIN

Nombre, pronoms, adjs., Nominatif,  
accusatif, etc. 64 p., 45 F net.  
AELAS 19 91  
25016-BESANCON Cedex.

## appartements achats

Recherche 2 à 4 pers. Paris, Pré-  
féré 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>,  
17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>, 21<sup>e</sup>, 22<sup>e</sup>, 23<sup>e</sup>, 24<sup>e</sup>, 25<sup>e</sup>,  
46-73-48-07, même le soir.

## locations non meublées demandes

**Paris**  
**MASTER GROUP**  
Recherche appart. vide ou  
meublé, de studio au  
7 pers. Pour cadre et di-  
rection de société.  
47, rue Vienne, Paris-7  
42-52-14-61, 42-52-24-98

## pavillons

**A SAISIR**  
A 50 km de Paris, direct  
aut. Sud, MEMOURS (77)  
SUR SON TERRAIN  
7 HECTARES  
Splendide corps de ferme  
en pierre, AMÉNAGÉ.  
250 m<sup>2</sup> HABITABLES  
10 ch., ch. cent., wc., dépend.  
P. total : 1 300 000 F.  
Crédit 100 % par Crédit  
Agricole. Remboursable  
contre un loyer constant.  
(16) 38-92-72-32, 24 h/24.

## Hauts-de-Seine

8 pers. 110 m<sup>2</sup> sur 600 m<sup>2</sup>  
Secteur Lakanal à 5 km de  
RER Bourg-la-Reine. Réal.  
récente. P de T. Salon, sal. de  
pau. abrité, clos de murs. Sup.  
65 m<sup>2</sup> 2 niv., 2 pers., 3 ch.,  
3 s. de b., 2 pers., 40-60-38-81  
soir ou week-end

## bureaux

**Locations**  
BUREAUX ÉQUIPÉS  
Salles de réunions, très  
duras, domiciliaires.  
SÉGES SOCIAUX, dégar-  
gés, fermés et CREA-  
TIVITÉ immédiate toutes  
atmosphères. Serv. person-  
nalisés : courtoisie, téléph., fac-  
similé : 42-52-14-61  
+ 20 centres en France.

## GROUPE ASPAC

1<sup>er</sup> RÉSEAU NATIONAL  
DE CENTRE D'AFFAIRES  
ET DE BUREAUX  
ETIENNE 19 42-52-14-61  
GRANVILLE 19 42-52-14-61  
ST-LAZARE 19 42-52-14-61  
LA FAYETTE 19 42-52-14-61  
BOULOGNE 19 42-52-14-61  
VERSAILLES 19 42-52-14-61  
+ 20 centres en France.

## VOTRE SÈGE SOCIAL

**DOMICILIATIONS**  
Constitution de sociétés et  
tous services. 42-52-14-61

## AGECO 42-94-95-28

## immeubles

**RER ST-MAUR 94**  
Pavillon vend. récent de  
bureaux locaux. R + B, asc.,  
19 pers. 43-46-00-76.



## PROSPECTIVES

UNESCO  
125, avenue de  
Suffren  
75007 Paris  
Métro Ségur

**vous invite à assister à son débat :**

**"L'expatriation"**

jeudi  
17 janvier  
1991  
de 18H00  
à 20H00



## PROSPECTIVES

UNESCO  
125, avenue de  
Suffren  
75007 Paris  
Métro Ségur

**vous invite à assister à sa tribune :**

**"Pratiquer la gestion des ressources humaines à l'échelle internationale : la place de l'expatriation dans la carrière"**

mercredi  
16 janvier  
1991  
de 19H00  
à 21H00



## PROSPECTIVES

UNESCO  
125, avenue de  
Suffren  
75007 Paris  
Métro Ségur

**vous invite à assister à sa tribune :**

**"La gestion des cadres à haut potentiel : l'apprentissage du management"**

jeudi  
17 janvier  
1991  
de 16H30  
à 18H30



## PROSPECTIVES

UNESCO  
125, avenue de  
Suffren  
75007 Paris  
Métro Ségur

**vous invite à assister à sa tribune :**

**"La gestion des cadres à haut potentiel : l'apprentissage du management"**

## COMMUNICATION

Le malaise des artistes de télévision

## La rémunération pour les rediffusions à nouveau contestée

Après des années de mécontentement latent, producteurs et diffuseurs ont décidé de remettre en cause la Convention collective des artistes-interprètes. Une décision susceptible de mettre le feu aux poudres dans une profession déjà traumatisée par une modernisation accélérée de la production.

Les créateurs qui devaient manifester dans les jardins du Palais-Royal, jeudi 10 janvier, pour la défense de la production audiovisuelle, de son financement et des tournages en langue française, n'ont pas manqué de manifester.

Si les procédures sont différentes, l'objectif des chaînes et des producteurs est identique. « Il ne s'agit nullement, explique le délégué général de l'USPA, M. Alain Modot, de remettre en cause les grandes lignes d'une convention que nous avons signée il y a moins de trois ans. Mais seulement d'en renégocier le titre VIII consacré aux rediffusions ».

Le litige, en réalité, est aussi ancien que la convention collective elle-même, ratifiée à contre-cœur

en septembre 1988 par la Cinq et M 6 après plusieurs semaines de grève des artistes-interprètes. Les deux jeunes chaînes, qui n'avaient cessé jusque-là de dénoncer le caractère « économiquement inacceptable » du texte, avaient capitulé après avoir été « lâchées » par les autres diffuseurs, TF 1 notamment. La Cinq et M 6 dénoncent tout particulièrement le mode de rémunération des artistes pour toute rediffusion d'œuvres françaises à la télévision. L'argumentaire est le même aujourd'hui.

## An déclinisme des artistes

Pour toute rediffusion, les interprètes dont l'image, la notoriété et le travail sont ainsi réutilisés bénéficient d'un « salaire » calculé en fonction de leur cachet initial : 35 % pour la première rediffusion, 20 % pour la seconde, 10 % pour la troisième. « La masse salariale d'un téléfilm de 90 minutes, s'élève en moyenne à 1 million de francs, explique ainsi M. Modot. Une chaîne qui souhaite le rediffuser pour la première fois doit ainsi verser 350 000 francs aux artistes et 100 000 francs de charges sociales. Or acheter un téléfilm américain de même durée revient à 200 000 francs auxquels il faut ajouter de 50 000 à 100 000 francs pour le doublage ».

L'avantage économique concédé aux œuvres importées est donc considérable. En rendant impossible toute rentabilisation des œuvres françaises par la rediffusion, ce système handicape toute la production

nationale. » Au détriment même des artistes, dont il est censé servir les intérêts.

La Cinq, M 6 et les producteurs proposent donc aux interprètes de revenir à la baisse pourcentages et mode de calcul. La rémunération des artistes serait ainsi toujours calculée en fonction du salaire initial, mais plafonnée.

Les pourcentages seraient abaissés à 20 %, 10 % et 5 % en fonction de l'ancienneté des œuvres. Les rediffusions immédiates – aujourd'hui courantes – bénéficieraient de taux encore plus favorables : 8 %, 4 % et 2 %.

Ces propositions ont fait l'effet d'une douche froide. Mais les syndicats semblent réagir en ordre dispersé. Mioritaire, le Syndicat indépendant des artistes-interprètes (SIA) semble assez favorable au plafonnement des rémunérations. Plus ancien, plus installé et comptant dans ses rangs nombre des ténors de la profession, le Syndicat français des artistes-interprètes (SFA-CGT) est en revanche totalement opposé.

« Ce n'est pas en faisant payer les comédiens, explique ainsi l'un de ses responsables, M. François Parnot, que l'on remédiera aux difficultés de l'audiovisuel français. Le gouvernement doit s'attaquer aux vrais maux qui handicapent la production nationale : le nombre trop élevé de chaînes généralistes, une redevance trop faible, un financement insuffisant... Les artistes et les téléspectateurs n'ont pas à faire les frais de tous ces dérèglements ».

PIERRE-ANGEL GAY

## Après quelques entreprises

## Les journaux plaident pour la transparence du marché publicitaire

Après les entreprises (Le Monde du 12 décembre 1990), c'est au tour des journaux de plaider pour une meilleure transparence du marché publicitaire. Sous le oom de « comité Mercure » – dieu romain du commerce et protecteur des messages – Libération, le Monde, l'Expansion, le Nouvel Observateur, le Point, l'Économiste, l'Entreprise et le Tribune de l'Économie viennent de se regrouper pour entamer un dialogue avec les annonceurs, agences et centrales d'achat d'espaces et aborder à une charte ouverte à tous les médias.

Le comité Mercure qui, comme les annonceurs, s'inquiète de la concentration de l'achat d'espaces et des risques qu'elle fait peser sur « l'indépendance et le pluralisme de la presse française », par sa guerre contre « l'opacité des conditions de ventes de la publicité », pour évaluer dans le sens d'une meilleure clarté, les éditeurs proposent déjà de communiquer toutes les conditions financières particulières qu'ils pratiquent et d'accepter « l'audit de chaque titre par le comité Mercure sur la base d'application du système tarifaire proposé ».

De leur côté, les Annonceurs révois, fondés il y a moins d'un mois, ont déjà passé un appel d'offres pour leur achat groupé d'espaces publicitaires sur les bases d'une complète transparence de la prestation. La liste des entreprises adhérentes au groupement d'intérêt économique reste secrète pour éviter les vives pressions qui se sont fait sentir sur les premiers membres des Annonceurs réunis.

## Décès

## de Robert Guillier

Robert Guillier, président d'honneur du Courrier de l'Ouest, est mort dans la nuit du 7 au 8 janvier des suites d'une maladie cardiaque, à l'âge de soixante-dix ans.

(Né le 24 septembre 1920 à Bressuire (Deux-Sèvres), Robert Guillier était entré dès 1939 à la rédaction du Petit Courrier d'Angers. Devenu, à la Libération, rédacteur en chef du Courrier de l'Ouest, fondé par Albert Blanchet, il en devient le directeur général en 1968 après la mort de celui-ci. Robert Guillier sera le PDG du quotidien angevin de 1977 jusqu'à sa retraite en 1986. Il assurait, depuis, la présidence de la commission d'information de l'Union des syndicats de la presse quotidienne régionale.)

## A la tête d'une équipe rajunie

## M. Giuly charge un audit externe de préciser le déficit d'Antenne 2

Demande un audit externe pour préciser le déficit exact de la chaîne publique, qui, selon les sources, varie entre 350 et 650 millions de francs : telle est la priorité du nouveau directeur général d'Antenne 2, M. Eric Giuly, à peine désigné à cette fonction par un conseil d'administration prévu jeudi matin 10 janvier (Le Monde du 10 janvier).

A presque trente-neuf, le nouveau patron d'Antenne 2 s'essaye pas de faire croire qu'il arrive avenue Montaigne pour ses compétences en matière de programmes, même s'il a dirigé depuis quelques mois les activités audiovisuelles du groupe Charpentier : c'est son profil de gestionnaire qui lui vaut d'être choisi par M. Hervé Bourges, PDG d'A2 et FR 3. Et c'est donc ce dernier qui met

## La presse écrite demande un débat de fond sur l'avenir de l'AFP

Treize des quinze administrateurs de l'Agence France-Presse (AFP), soit les représentants de la presse écrite, de l'audiovisuel public et de l'Etat, ont adopté mercredi 9 janvier le budget 1991 de l'agence (Le Monde du 23-24 décembre 1990). Les deux représentants du personnel ont refusé de prendre part au vote en indiquant qu'ils refusaient « de souscrire à un budget qui prive l'agence de moyens humains, alors que ses effectifs sont largement inférieurs à ceux de la concurrence ».

Le plan quadriennal qui a été adopté prévoit une réduction progressive des déficits (50 millions de francs en 1990, 46 prévisibles en

1991 pour un chiffre d'affaires dépassant 900 millions) avec pour objectif un résultat positif avant 1994.

Les représentants de la presse écrite ont indiqué que le redressement de l'AFP, pour être durable, devrait être complété par d'autres mesures : création d'une commission assurant le suivi trimestriel du plan et du budget et efforts accrus sur les économies structurelles de l'agence, notamment sur la masse salariale. Enfin, ils ont estimé nécessaire que l'Etat et la presse « entament un débat de fond sur l'avenir de l'agence, ses missions, ses moyens, ses structures ».

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1988)

Directeur de la rédaction : Daniel Varriet

Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret

Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amaric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

## RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 16

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

## ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

## L'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire

Le monde de l'extraordinaire



## Le Monde AFFAIRES

# L'extraordinaire boulimie de M. Haberer

Depuis deux ans, le président du Crédit lyonnais a mené une stratégie d'expansion tous azimuts. Avec succès. Il espère doubler ses résultats en 1992

UNE aide décisive à Bernard Arnault pour la prise de contrôle de LVMH il y a deux ans, un cocoonage important au rapprochement Bolloré-Rivaud, un rôle capital dans la fusion Pinaut-CFAO, une contribution très appréciable et... très appréciée de M. Bérégovoy au retour de Frémont dans la mouvance de l'Etat, un coup de main à Bernard Tapie pour la reprise d'Adidas, une participation de 10 % dans le capital du groupe Michel Pelegrin, une présence de 25 % dans la BFCE aux côtés du principal actionnaire, les AGF, sans oublier, bien entendu, le rachat, à l'automne 1989, de la filiale financière du groupe Thomson, au nez et à la barbe de la BNP...

« Il a bouffé du lion », s'exclament, impressionnés et souvent critiques, les banquiers et les analystes de la place de Paris en comptabilisant, au fil des mois, les initiatives et les acquisitions de M. Jean-Yves Haberer, président du Crédit lyonnais depuis septembre 1988, qui ont conduit son établissement à porter, en trois ans, son portefeuille de participations de 5 à 21 milliards de francs. Une belle performance pour quelqu'un que la presse a qualifié il y a encore quelques mois et avec quelque méchanceté de « no idea man » (un homme sans idée) !

On n'a pas oublié, non plus, son rôle actif dans la défense de la Compagnie de navigation mixte contre l'OPA lancée fin 1989 par le groupe Paribas, qui se traduisait par un échec. Chez Thomson, on relève que c'est M. Haberer qui, en 1988, pendant un an, les négociations pour le rachat

de ce qui est, maintenant, devenu Almus Finance.

Naturellement, les critiques et les avertissements pleuvent : qu'il est commode d'empiler les investissements, en pleine crise bancaire lorsque l'on s'abrite sous le parapluie de l'Etat, et gare aux retours de bâton si



la conjoncture se dégrade plus fortement que prévu... Ce qui n'empêche pas les détracteurs de reconnaître qu'après Jean-Maxime Lévêque, qui initia le processus, Jean-Yves Haberer « a sacrément révisé » la grande maison du boulevard des Capucines à Paris.

A ces mêmes détracteurs, l'indignité oppose un front serein : « Il m'est reproché de vouloir devenir une banque d'affaires à l'allemande au moment même où nos confrères d'outre-Rhin réduisent leur participation

dans les entreprises. C'est vrai, le Crédit lyonnais veut devenir une grande banque d'affaires à l'allemande, c'est-à-dire s'affirmer comme un partenaire dynamique des entreprises. Mais si les banques allemandes estiment qu'elles sont trop chargées en participation, en France nous ne le sommes pas assez ! Entre leurs 30 % et nos 5 %, il y a tout de même une marge ! »

Pour lui, la stratégie est claire, il faut évoluer vers un modèle français de la banque à l'allemande, qui, depuis cent ans, a épaulé et accompagné les entreprises, alors que la banque de dépôt, dans notre pays, après quelques débâcles cuisantes, se cantonne dans le crédit à court terme et abandonne les affaires aux Paribas, Suez et autres Lazard.

### Dans le sillage des gens médiatiques

Sans doute, il n'est pas question, dans son esprit, de jouer les consœurs et de se lancer à l'assaut des conseils d'administration fragiles ou de contrôler des entreprises mal assurées. Les participations ne doivent être prises qu'à titre « amical » et demeurer limitées (voir l'encadré qui donne la bible du banquier investisseur, selon M. Haberer). Pour le patron du Lyonnais, l'affaire de la Mixte a été extrêmement révélatrice. « C'était la première fois qu'une banque se battait pour son client, et cela nous a donné une réputation de chevalier blanc de nature à nous apporter de nouveaux clients ». De toute façon, réaffirme-t-il, sans trop de modestie, « nous sommes les banquiers des chefs d'entreprise qui ont la trousse entrepreneuriale, d'une génération plus jeune, les Arnault, Tapie,

Mallat (de Novalliance) : ce n'est pas notre faute si nous sommes dans le sillage des gens médiatiques ! »

Aux reproches qui leur sont faits de s'abriter sous le parapluie de l'Etat pour mener une politique d'investissements à tout crin, sans trop respecter les fameux ratios Cooke (rapport entre engagements et fonds propres), M. Haberer répond, avec quelque justesse, que les fonds propres du Crédit lyonnais dépassent, désormais, 60 milliards de francs, avec des procédés « honorables » : mise en réserve de résultats, augmentation de capital (par la Caisse des dépôts), émissions de titres spéciaux sur le marché, et apports de titres ou d'activités comme Almus Finance (qui a procuré 9 milliards de fonds propres). Et de fustiger, au passage, la « perversion » des opérations croisées entre BNP et UAP pour accroître les fonds propres de ces deux organismes. Au surplus, se hâte de souligner M. Haberer et l'un de ses collaborateurs, un investisseur assimilé à un crédit selon les ratios Cooke, qui autorisent, on le sait, un rapport de 1 à 25 entre les fonds propres et les engagements : « Lorsque la demande de crédits fléchit, l'investissement peut augmenter ! »

Courageuse profession de foi, qui fait grincer des dents les confrères qui président au Crédit lyonnais quelques débâcles dans l'avenir, ne fût-ce que parce qu'un investissement industriel, hors plus-values éventuelles, dégage une marge bénéficiaire inférieure à celle d'un crédit. A l'heure actuelle, ce n'est pas toujours vrai : les comptes d'exploitation des banques en portent la trace...

### Les risques et Almus Finance

Il faut convenir, néanmoins, que le métier d'investisseur n'est pas toujours sans risques. M. Jean-François Henin, patron d'Almus Finance, a quelques soucis en ce moment, notamment avec le sauvetage de l'entreprise d'ingénierie informatique Concept, qui aura coûté 300 millions de francs en 1990, mais, assure-t-on au Crédit lyonnais, « nous avons prévu pour cette filiale des résultats inférieurs à ceux de 1989, avec de beaux espoirs en 1991 ». De même, la banque a-t-elle admis avoir investi plus de 2 milliards de francs pour aider deux clients dont il est actionnaire : 1,5 milliard de francs pour acheter le siège parisien de la CFAO, qui a récemment fusionné avec Pinaut, et 600 millions de francs pour acquérir le siège parisien du groupe immobilier Pelegrin, à des prix que le marché juge très élevés, mais justifiés à long terme, affirme le Crédit lyonnais.

De toute façon, M. Haberer maintient ses objectifs : doubler les résultats du Crédit lyonnais pour dépasser 4 milliards de francs en 1992 (et la BNP en même temps...). Il balaye, du même coup, le risque d'avoir à constituer des provisions pour dépréciation du portefeuille en raison de la crise boursière et de la dégradation de la conjoncture, puisque les nouvelles règles de dépréciation des portefeuilles des banques l'autorisent à ne pas le faire (voir l'encadré ci-contre). M. Marc Viemont, PDG de la Société générale, qui a provisionné la décade de sa participation dans Michelin est d'un autre avis. Question d'opinion, que l'avenir départagera. Si M. Haberer reste suffisamment longtemps à la tête du Lyonnais.

FRANÇOIS RENARD



## Clinvest le bras séculier

La filiale investissements du Crédit lyonnais, Clinvest, n'a que trois ans d'existence, et pourtant elle détient en portefeuille environ 14 milliards de francs d'actifs sur les 21 milliards que compte le groupe, avec déjà 7 milliards de francs de fonds propres. Créé en avril 1987, cet établissement financier bénéficie au départ d'un apport de près de 5 milliards de francs de participations, toutes minoritaires, en actions cotées ou non.

Préside per M. Alain Bizot, ancien directeur général adjoint du Crédit lyonnais, dirigé par M. Michel Godard d'abord, puis par M. Lotte Deraison et Simon Luel, Clinvest a appliqué la doctrine « maison » de relations durables avec les entreprises, avec l'espoir de fructueuses retombées commerciales. « D'une activité de circonstance (accompagnement du client dans le grand boom boursier et économique des années 88 et 89), nous avons fait un axe de développement stratégique », explique M. Deraison. Aujourd'hui fait écho M. Luel, qui affirme : « Nous sommes décidés à défendre nos clients, et nous nous montrons capables de le faire. »

### Défendre nos clients

Depuis 1987, à partir d'un portefeuille de départ ont été rassemblées les participations effectivement stratégiques (le Crédit lyonnais a commencé par les 10 % détenus dans le groupe de bâtiment et travaux publics Bouygues), la montée a été rapide, en association avec les actions commerciales de la maison mère.

Ainsi, l'ouverture d'une ligne de crédits de 2 milliards de francs à M. Bernard Arnault, en 1988, pour la prise de contrôle de LVMH, a débouché sur une entrée de Clinvest dans Arnault et Associés, holding de tête du groupe, devenant ainsi son deuxième partenaire avec 29 %, derrière la famille (67 %). De même, les relations privilégiées du Crédit lyonnais avec le fabricant de verre optique Essilor, qui avait pu s'inquiéter des menaces éventuelles sur son capital, se

sont renforcées avec une prise de participation de 5 % de la banque chez son client.

Un autre terrain de chasse de Clinvest est celui de l'agroalimentaire, où sa maison mère est déjà très active. Le Crédit lyonnais n'a-t-il pas fourni en quelques heures, à BSN, les 17 milliards de francs nécessaires au paiement comptant de l'achat des filiales européennes du géant américain de l'alimentation Nestlé ? Dans le champagne, Clinvest a pris 25 % à 30 % du capital de la grande firme Marnet et Champagne, pour faciliter éventuellement la transmission du capital par son propriétaire, M. Marcel Burin, âgé de quarante-cinq ans, sans oublier une participation chez Deutz. En Bourgogne, c'est le rachat de 10 % de la maison de négoce bourgeoise Bouchard père et fils, tandis qu'à Bordeaux des projets s'échafaudent.

### Fusions et acquisitions aussi

Mais c'est peut-être leur réussite dans le domaine des fusions et acquisitions qui étonne le plus la fierté des dirigeants de Clinvest : « Pour être la période la plus spectaculaire du Crédit lyonnais », assure M. Luel. Au tableau de chasse, le rapprochement entre les groupes Bolloré et Rivaud, la fusion CFAO-Pinaut, avec la création de la Financière Pinaut, holding de tête où se retrouvent la famille et la filiale néerlandaise du Crédit lyonnais. C'est Clinvest encore qui a aidé Michel Thierry, fournisseur de tissu pour les sièges d'automobiles fabriqués par Epece-Bertrand-Faure, à prendre 20 % du capital de son client.

Parti de zéro, il y a trois ans, Clinvest estime être devenu le numéro un des banques commerciales dans les fusions et acquisitions, derrière la Banque Lazard, hors concours, et, selon les cas, Paribas, ou la Banque Rothschild. « Nous avons obtenu des niveaux de commissions plus que convenables », avouent, modestes, les dirigeants de Clinvest, qui n'en restent pas là.

F.R.

## Les nouvelles règles de dépréciation des portefeuilles de banque

Les établissements bancaires doivent-ils ou ne doivent-ils pas comptabiliser dans leurs bilans les moins-values sur les actifs détenus dans leur portefeuille de participation, et déduire ces moins-values de leurs profits qui s'en trouvent ainsi affectés ?

Au début de 1990, un règlement 90-01 du Comité de réglementation bancaire, organisme rattaché à la Banque de France et chargé de contrôler les établissements en question, est venu mettre un peu d'ordre dans des pratiques qui restaient incertaines jusqu'alors.

Désormais, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1991 et, facultativement, pour les exercices clos le 31 décembre 1990, le traitement suivant sera appliqué à quatre catégories d'actifs :

En premier lieu, les titres objets de transactions fréquentes (trading portfolio) en général à durée courte seront, en fin d'exercice, évalués au prix du marché avec comptabilisation éventuelle des moins-values et plus-values.

En revanche ne sont pas provi-

sionnées les dépréciations d'une catégorie élargie d'immobilisations financières, portefeuilles longs du genre obligataire, conservés jusqu'à leur échéance, ceci depuis 1988.

En troisième lieu, viennent où viendront les titres de placement qui ne feront pas l'objet de transactions fréquentes ou habituelles et les investissements classiques, notamment dans les capital des entreprises dont les moins-values seront comptabilisées.

### La notion d'investissement stratégique

C'est à ce moment qu'une distinction capitale s'impose avec la création d'une quatrième catégorie, dite des « investissements stratégiques », c'est-à-dire effectués intentionnellement pour collaborer avec une entreprise sans vouloir influencer sur sa gestion et avec une volonté de détention durable sur ces investissements dits « stratégiques » qui peuvent ne pas dépasser 5 % du capital d'une société. Les plus-values

latentes certes ne seront pas comptabilisées en fin d'exercice mais les moins-values potentielles ne le seront pas non plus, la notion de « valeur économique » des titres étant alors retenue.

Cette disposition est inspirée de celle qui s'applique aux participations détenues par les entreprises industrielles, instaurée par le Conseil national du crédit en 1989. Jusqu'à maintenant une telle notion de valeur économique n'était pas prise en compte, ce qui a conduit par exemple la Société générale à provisionner 200 millions de francs au 30 juin 1990, pour une dépréciation en Bourse de sa participation dans les établissements Michelin.

A cette occasion, et même sous l'empire du règlement 90-01, de chaudes discussions naissent de s'instaurer avec les commissaires aux comptes sur le caractère stratégique des investissements, l'aspect « intentionnel » n'étant pas toujours facile à saisir.

F.R.

## TABLES D'AFFAIRES

### DÉJEUNERS RIVE DROITE

YVONNE F. ven. soir et sam. 13, rue de Bassano, 16° 47-20-98-15

Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Hôtes et Gâteaux en saison. Fois gras frais, confit de canard. Carte 250/300 F. Diplômé Club P. Montagné. OUVERT DIM.

### RIVE GAUCHE

DODIN ROUFFANT 43-25-25-14 15, rue Frédéric-Sauton (Métro. Miro.) F. dim.

12 h 30-14 h 30, 20 h-24 h. Ouvert le samedi. Toujours son rapport qualité-prix, dont le thum 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année. Parking Lagrange

ALSACE A PARIS 43-26-89-36 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6° T.J.

Au cœur du QUARTIER LATIN, de 12 h à 2 h du mat., dans un cadre à découvrir. Déjeuners Dîners Soupers. Grillades. Choucroutes. Poissons. Coquillages. Salons pour 16, 20, 30, 60 couverts. Pour groupes, nous consulter.



100150

Voici comment  
et pourquoi  
la première  
banque française  
des entreprises  
peut réaliser  
les vœux  
des entrepreneurs.

1

des

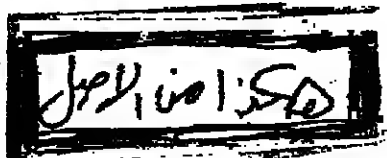
2

des PME-PME

2

BNP. TOUT CE





# 100 %

## des plus grandes entreprises à la BNP

Les 100 premières entreprises françaises sont toutes clientes de la BNP. La BNP est aussi la banque principale d'une majorité d'entre elles et des filiales françaises de tous les grands groupes multinationaux. Une situation qui témoigne des relations exceptionnelles de partenariat que la BNP a su forger avec les grandes entreprises françaises et étrangères dans tous les aspects de leur activité: développement international, financement de leurs investissements, accès aux marchés financiers, opérations de fusion-acquisition.

# 28 %

## des PME-PMI françaises clientes de la BNP

La France compte environ 156.000 PME-PMI. La BNP est la banque de 28 % d'entre elles, ce qui en fait la première banque de cette famille d'entreprises. Elle leur apporte notamment 15 % des crédits de trésorerie et 10 % des crédits d'équipement. Créée en 1990, BNP Développement, banque d'affaires des PME-PMI, participe déjà au capital de plus de 200 d'entre elles.

# 22 %

## des crédits export

Opérant avec plus de 40 % des exportateurs français, la BNP a financé 22 % des crédits export, ce qui la situe largement en tête des banques françaises. Banque des grands projets internationaux, la BNP a participé, en 1990, au financement de 18 projets en France et à l'étranger (Usine Pechiney de Dunkerque, centrales électriques en Virginie et au New Jersey, etc...). Elle a été la seule banque française retenue par le Département des transports de Californie pour participer au financement du projet de concession autoroutière de 120 kilomètres dans la région de San Francisco, d'un coût estimé à plus de 1 milliard de Dollars US.

# 589

## implantations à l'étranger

Présent dans 79 pays à travers 589 implantations, le groupe BNP met à la disposition de sa clientèle le 3ème réseau bancaire international. En 1990, la BNP a encore développé ce réseau, soit par des créations nouvelles: Tchécoslovaquie, Pologne; soit en renforçant sa présence: Belgique, Hongrie, Norvège, Irlande, Italie, Etats-Unis, Mexique, Indonésie, Vietnam, Comores et Ile Maurice.



**BNP. TOUT CE QU'UNE BANQUE PEUT VOUS APPORTER**







## AFFAIRES

# Fagor, la démocratie industrielle qui réussit

Ayant su marier fonctionnement coopératif et efficacité le groupe espagnol Fagor vient de créer un GIE avec Thomson

**Q**UEL est le dernier partenaire de Thomson dans l'électroménager ? Fagor, une coopérative ouvrière installée à Mondragon, une ville de 10 000 habitants au cœur du Pays basque espagnol, qui vient de créer un groupement d'intérêt économique avec le fabricant français. Depuis trente-quatre ans, les hommes de Fagor veulent démontrer qu'une coopérative n'est pas qu'un « laboratoire social » mais peut aussi se développer sans abandonner sa « dimension humaine ». Ce succès est-il une exception ou un modèle ?

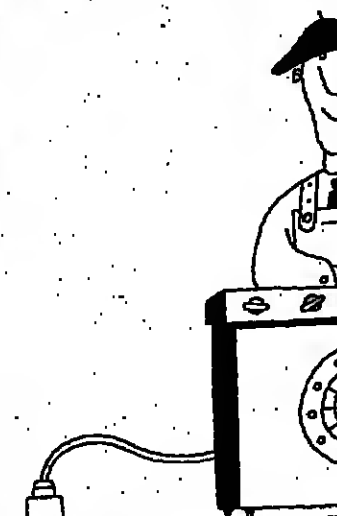
Javier Mongelos, directeur général, a beau afficher sa foi en la « démocratie industrielle », il reconnaît implicitement que son groupe est le produit du « caractère basque ». Un mélange, dit-il, de « tradition industrielle et ouvrière », de « capacité d'agglutination » et de « vigueur des mouvements collectifs ». Voilà sans doute le clé du mystère Fagor.

### Un homme, une voix

Côté pile, un groupe de quatorze entreprises, dont dix dans un rayon de dix kilomètres autour du berceau historique de Mondragon, réalisant un chiffre d'affaires de 5,5 milliards de francs en 1990, qui partage son activité entre l'électroménager (63 % du chiffre d'affaires) et une position de leader sur le marché espagnol, les composants industriels (pour l'automobile notamment) et l'ingénierie. Mais c'est surtout pour son côté face que Fagor est renommée. Forte de huit mille personnes, la société n'est que le fleuron d'un ensemble coopératif plus large, le « Grupo Mondragon », qui emploie plus de vingt mille personnes dans une centaine d'entreprises.

« Mondragon, c'est le Lourdes industriel », dit-on au Pays basque : nombre d'économistes et de

sociologues ont cité au miracle en écrivant sur le développement de la petite coopérative ouvrière fondée en 1943 à l'initiative du Père José María Arizmendiarieta (dit « Arizmendi »). Sujet de thèse : la réussite presque insolente d'une coopérative ouvrière qui, même si elle reste loin derrière son principal concurrent dans la péninsule ibérique, Bosch-Siemens (14 milliards de chiffre d'affaires), a su grandir sans renoncer à son « idéal », un « socialisme pragmatique », de 1 à 6. Ouvrier ou directeur général, chacun dispose d'une voix à l'assemblée générale annuelle qui approuve, à la majorité des deux tiers, les grandes décisions de gestion et de planification. Ce qui peut conduire au blocage : en 1981, l'assemblée a repoussé un projet d'augmentation de capital. Mais, explique Javier Mongelos, « cette proposition du conseil d'administration a été adoptée l'année suivante », à force d'explications et de discussions.



« selon l'expression de Javier Mongelos.

Chez Fagor, on n'est pas employé ou ouvrier, on devient « travailleur associé » (socios-trabajadores) après avoir versé sa part de capital (environ 1 million de pesetas actuellement). Chaque année, les bénéfices sont répartis entre un fonds de réserve destiné à la capitalisation de l'entreprise et les employés, en fonction de l'éventail des salaires. De 1 à 3 jusqu'en début des années 1980, celui-ci est aujourd'hui, motivation des cadres

La procédure peut sembler lourde, au point de différer les évolutions nécessaires, dans un marché européen de l'électroménager envahi par les géants du secteur (l'américain General Electric, le japonais Philips-Whirlpool et le suédois Electrolux), en quête de débouchés face au ralentissement annoncé du marché américain. Conscients de cette menace (Bosch-Siemens et Electrolux taillent déjà le fabricant espagnol chez lui, avec chacun 25 % du marché), les dirigeants de Fagor

mettent en avant leur capacité à évoluer, avec l'aide de leurs « organisations périphériques ». Une banque, un centre de formation (fondé en 1943 par Arizmendi et véritable matrice du mouvement coopératif de Mondragon), une mutuelle, un centre de recherche... tous réunis sur la colline qui domine la ville.

### Problème d'image

Repli sur soi ? Les dirigeants de Fagor préfèrent répondre qu'ils constituent un véritable complexe industriel, capable d'assembler des produits électroménagers dans 50 % des composants sont produits localement, comme de vendre des usines clés en main ou de conseiller d'autres entreprises pour l'installation de lignes de production. Ils rappellent aussi que depuis le milieu des années 1970 Fagor a survécu à la récession espagnole, malgré l'impossibilité de licencier, grâce à la mobilité des employés entre les diverses activités du groupe. Enfin, la reconversion industrielle qui s'achève a donné aux usines les méthodes les plus modernes, permettant de fabriquer des séries de cinquante appareils, de réduire les stocks pour travailler en « just-in-time », bref de « coller » aux demandes du marché.

Fort de cette réputation — « formation, technologie, efficacité », dit-on à Mondragon — Fagor espère ne pas s'arrêter au GIE avec Thomson et élargir son champ d'activités pris depuis un an avec d'autres groupes électroménagers européens. Il lui reste cependant un problème d'image à résoudre : se différencier des fabricants d'Europe du Sud, réputés pour vendre des produits bon marché mais d'une qualité médiocre. Comme le résume Fabian Bilbao, PDG du groupe pour la France : « Nous voulons vendre la robustesse allemande à des prix italiens ».

F. B.

## Quand le contrôle aérien africain redécolle

Comment l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar est sortie du gouffre

**D**ANS la grande débâcle économique qui malmenait l'Afrique, il ne fait pas bon être une entreprise publique et multinationale. La gabegie et les déficits semblent inévitables. Pourtant, l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar, ne se contente pas de se débrouiller avec le sigle ASECNA, ne se contente pas de veiller depuis trente ans au bon déroulement des vols qui traversent l'espace aérien de quinze pays africains et de contrôler les atterrissements des avions sur vingt-quatre aéroports du continent noir. Après avoir frôlé la catastrophe financière au milieu de la dernière décennie, elle a recommencé tout doucement à dégager des bénéfices.

L'ASECNA est née, le 12 décembre 1959, de la volonté politique française de ne pas disperser les énergies des jeunes nations africaines. Un peu comme Air Afrique, le Bénin, le Burkina-Faso, le Cameroun, le Congo, le Gabon, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Tchad et le Togo. La Guinée-Equatoriale a rejoint ce peloton, il y a deux ans. Si elle a conservé un président français, actuellement Robert Delos Santos, elle s'est dotée d'un siège à Dakar et a peu à peu professionnalisé son personnel, pour ne plus compter que cent salariés expatriés sur six mille salariés.

Ses missions sont multiples. Elle gère les 15 millions de kilomètres carrés de l'espace aérien des pays

africains membres, soit une fois et demie le territoire de l'Europe, assurant les communications avec les avions, entretenant les radars, ceux qui permettent à ceux-ci de trouver le plus court et le plus sûr chemin vers les aéroports où les attendent les balises de l'atterrissage aux instruments. Elle traite et diffuse les prévisions météorologiques. Elle forme ses aiguilleurs du ciel et ses météorologues, dans ses écoles de Niamey (Niger) et de Dakar, et ses pompiers d'aéroport, à Douala (Cameroun).

### Un trou de 140 millions de francs

L'ASECNA n'a pas failli techniquement. Dans une Afrique où les équipages sont trop souvent obligés de se débrouiller seuls, le contrôle aérien brillant par son silence, ses techniciens apportent une assistance appréciée. Mieux : elle offre un système plus performant qu'en Europe où un avion reliant Francfort à Madrid doit être pris en charge successivement par onze centres de contrôle contre deux centres pour un vol Niamey-Dakar, pourtant plus long.

Ce sont les carences de la gestion qui ont amené l'ASECNA au bord du gouffre, il y a quatre ans. Les Etats membres ne versaient pas leur contribution. Les compagnies aériennes tardaient à régler les droits de contrôle en route et les taxes d'atterrissage. Le trafic baissait inexorablement de 4 % par an de 1981 à 1986. Considérant qu'un tel établissement public était une vache à lait inépuisable, les Etats

tenaient à leur quota de nationaux, et le recrutement était plus opéré sur une base ethnique qu'en fonction de la compétence.

La France, qui avait assuré les paies du personnel en 1982-1983, se lassa de ce rôle d'ange gardien. Devant une perte de 14 millions de francs et un déficit de trésorerie de 140 millions en 1986, elle décida d'obtenir une réforme en profondeur de l'Agence.

Le nouveau directeur de l'ASECNA, recruté pour cette opération de la dernière ébauche, n'était pas un étranger ou mande aéronautique. Ancien élève de l'Ecole centrale, Maurice Rajanetra a travaillé à l'ASECNA, puis à Air France avant de diriger la compagnie Air Madagascar. Dès son entrée en fonction, il commença par balayer devant sa porte : il renégocia les contrats, supprima les résidences luxueuses de certains de ses cadres et fit la chasse au gaspillage sous toutes ses formes.

Puis il se tourna vers les Etats, auxquels il demanda les pleins pouvoirs pour aller plus avant. Il peut alors réduire de quinze à cinq le nombre de ses directeurs qu'il recrute désormais par le biais d'un cabinet de chasseurs de têtes et non plus avec l'aval des gouvernements. « L'ambition a complètement changé depuis lors, estime-t-il. Ils ne dépendent plus l'intérêt de leur pays d'origine, mais celui de l'entreprise elle-même. » Il engagea de 26 % la productivité de 1988 à 1989 en ne remplaçant pas les départs à la retraite et en obligeant les salariés à respecter la durée officielle du travail fixée à quarante heures. Il contraignit les Etats et les compagnies à payer leur dû, y compris en saisissant, en 1987, les avions d'un mauvais payeur comme Camair (Cameroun). Il réintégra les opérations de maintenance pour augmenter la charge de travail de son personnel.

La médication agit. La marge redevient bénéficiaire, dès 1988,

avec un solde positif de 78 millions de francs pour un budget de fonctionnement de 450 millions de francs. Fin septembre 1990, la trésorerie de l'ASECNA est excédentaire de 360 millions de francs. Maurice Rajanetra tient à réaliser l'ambitieux programme d'investissement de 740 millions de francs qu'il a programmé sur cinq ans avec le concours du ministère français de la coopération et qu'il entend autofinancer pour un tiers. Car il faut, par exemple, supprimer définitivement les rapprochements dangereux entre avions, qui ont été réduits de neuf à deux de 1988 à 1989.

### Intérêt supérieur

Surtout, il voudrait d'abord à l'ASECNA son indépendance définitive en supprimant, d'ici à 1995, les 76 millions de francs de subventions versés par les Etats chaque année. « Les Etats ont d'autres chats à fouetter que de payer pour des passages aériens qui peuvent financer totalement les frais de leurs voyages, affirme-t-il. A terme, nos recettes devraient être composées uniquement des taxes payées par les compagnies, des honoraires des contrats d'ingénierie et des revenus de nos écoles. »

Il ne reste plus à l'ASECNA qu'à persuader les Comores et la Guinée de lui confier leur espace aérien. Et d'augmenter les redevances demandées aux compagnies un peu plus vite que l'inflation. Cela demandera encore un peu de diplomatie, mais cette tâche ne semble pas effrayer Maurice Rajanetra en emperpement des coups de chien essayés avec des chefs d'Etat et des syndicalistes en colère auxquels il fallait expliquer l'intérêt supérieur de la navigation aérienne africaine.

ALAIN FAUJAS

## BIBLIOGRAPHIE

### Les investissements en livres

La chute des marchés financiers, l'apparente désaffection des petits actionnaires n'e pas tari la littérature boursière. Au contraire. A côté des actualisations classiques d'ouvrages de base tel le *Jouez et gagnez en Bourse*, de Jean-Claude Georges, qui en est à sa septième mise à jour, sont apparues cette année une série de guides très didactiques.

« En l'espace de sept ans, 80 % des règles financières et boursières sont devenues obsolètes. Cet ouvrage fait le point sur la situation de la nouvelle finance. » D'entrée de jeu, le petit *Retz de la nouvelle finance*, rédigé par Sophie Rack d'Avèze, pose le cadre de ce lexique de cent cinquante pages. De nombreux thèmes concernant les placements ou les pratiques financières sont évoqués. Nan pas sans le faire de définitions brèves mais par de petits articles. Que ce soit l'histoire du Palais Brongniart en passant par la description des paradis fiscaux, sans oublier la description en cinq pages des principales Bourses étrangères, les thèmes choisis sont décrits de manière simple, accessible à un public très large.

Renaud de la Baume, dans son *Guide de la Bourse*, se veut lui plus pédagogue en proposant dans un ouvrage classique des tests à la fin de chaque chapitre pour vérifier les connaissances. « Black est un mathématicien ou le nom d'une société du second marché ? ». « La comar est un coin particulier de la Bourse, une situation où il ne se présente plus de titres à l'achat ou à la vente, un compartiment d'actions ? »

### Suicide du père, folie de la mère

A mi-chemin entre le grand public et l'épargnant passionné des marchés, l'ouvrage le plus complet en la matière est incontestablement celui publié chez Vuibert. Entrepris par Jasette Payard sous le titre *La Bourse*. En quelque deux cent vingt pages et sept parties distinctes, l'auteur aborde tous les aspects du système boursier. L'attrait de ce livre est de permettre à chacun selon son niveau, dans un même chapitre, d'y trouver un intérêt. Mais c'est le seul recueil sur les trois à ne pas proposer de lexique. Cet inconvénient apparent est vite pallié par un sommaire très détaillé. Enfin, notons le parution dans la collection « Que sais-je ? » d'un recueil très didactique sur les indices boursiers publié par l'un des spécialistes de la question, Pascal Gobry.

Signe des temps, c'est un innombrable ruiné par les marchés financiers, Gilles Saint-Salvi, qui s'est transformé en romancier pour démanteler les mécanismes de Wall-Street. L'heure des trois ancêtres, paru au début de l'automne, est le premier de ce centenaire de trente ans qui, comme l'efface son éditeur, « a payé cher ce parfait enchevêtrement du monde de l'argent. A vingt-huit ans, il perd plus de 1 milliard de centimes ». Son roman n'est, heureusement pour lui, pas autobiographique. Pour venger son père accusé d'adultère par des ennuis indolents et sa mère devenue folle à la suite de la faillite de son mari, Glen Harrison décide vingt ans plus tard de faire sombrer Wall-Street en ruinant les intervenants.

Après avoir patiemment démonté les mécanismes de fonctionnement des marchés sur indices boursiers, il décide de pirater les ordinateurs pour provoquer un effondrement de l'indice du Dow-Jones tel que la chute de 508 points enregistrée le 19 octobre 1987 paraîsse ridicule. Le mécanisme diabolique se met en place lentement mais attire la convoitise des terroristes. Pour le reste, il suffit de vivre au rythme du suspense : les débâcles d'une golden girl, les investissements d'un chauffeur de taxi, sans oublier les efforts romanesques du héros pour tenter de s'en sortir. Au passage, les passionnés d'Initiation boursière en profiteront pour se former à la technique de gestion des indices boursiers. Quel qu'il en soit, Wall Street s'en sortira une fois de plus indemne, et ce n'est pas encore cette fois-ci que sera détruit le temple de l'argent. Heureusement pour les prochains auteurs soucieux de perpétuer cette littérature boursière qui fleurit depuis le début des années quatre-vingts.

DOMINIQUE GALLOIS

► *Jouez et gagnez en Bourse*, par Jean-Claude Georges, édition Jean-Claude Lattès, 378 p. 110 F.

► *Le Petit Retz de la nouvelle finance*, par Sophie Rack d'Avèze, éditions Retz, 144 p. 43 F.

► *Guide de la Bourse*, par Renaud de la Baume, M. A. Editions, 182 p. 85 F.

► *La Bourse*, par Jasette Payard, édition Vuibert, 221 p. 95 F.

► *Les Indices boursiers*, par Pascal Gobry, collection « Que sais-je ? », Presses universitaires de France, 124 p. 32 F.

► *L'Heure des trois ancêtres*, par Gilles Saint-Salvi, Presses de la Renaissance, 236 p. 85 F.

### 7<sup>e</sup> CARREFOUR DE LA FORMATION DES CHAMBRES FRANÇAISES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

#### POUR UNE FORMATION SANS FRONTIÈRES

1000 experts européens de la Formation dialoguent avec les chefs d'entreprises

à STRASBOURG, les 22 et 23 janvier 1991



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES



Contact : ASSEMBLÉE DES CHAMBRES FRANÇAISES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE 40.69.37.69/40.69.38.05

L'HERMÈS Editeur  
Collection « L'ESSENTIEL SUR » pour B.T.S.  
deux nouveautés par Isabelle ZECH  
• droit civil et droit commercial  
• droit du travail et droit social  
Diffusion: MEDILISSA, 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70







# MARCHÉS FINANCIERS

**Cours relevés à 13 h 49**

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

VALEURS	% du noun.	% du coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
<b>Obligations</b>								
Emp. Ete. 6.85/77...	120	5.58	Critling	256	....	Magnat	800	800
10.00/75 6.85/78...	300	5.00	Ogilvy	345	346	Milad Delpey	530	570
10.00/75 7.85/84...	300	3.78	Comptex	465	464	Monte	112	110
Emp. Ete. 13.25/80...	100	16.85	Co Industriels	3602	....	Neugestion IMB	220	215
Emp. Ete. 14.00/83...	100	11.32	Cpt Lux Alameda	380 1/2	380 1/2	Options	288	281
Emp. Ete. 13.40/83...	102	6.73	Cover Mills	701	701	Dalid (C)	249	....
Emp. Ete. 12.25/84...	102	5.00	Cover Mkt. Prov.	32	32 d	Cigrie Demosco	1009	1009
Emp. Ete. 11/85...	105	9.73	Orléans (Cid)	306	....	Poleo Nouvembre	870	878
10.25/85 95/86...	100	10.50	Or Université (Cid)	602	512	Patrol Intermet	863	....
QAT 10/8 10.50/86...	100	2.04	Optidex	115 20/10	110	Pedemex	187	180
QAT 5/8 10.50/86...	100	0.75	Dequenne	1210	1102	Rebio. PFI	650	648
QAT 5/8 10.50/86...	98	98	Delaide	1657	1640	Petit France	215	215
PTT 11.25/85...	101	1.27	Delaide	1657	1640	Petit Orléans	243	237
OFF 10.30/85...	95	20.01	Delaide Valgier	4000	4000	Parabeta Inters	257	251
CHE Bpote 5000F...	99	0.25	Delaide Paris	1000	980	Patel. Canada	1920	1900
CHE Bpote 5000F...	100	0.25	Delaide Vercy	2420	2324	Paper Heintzel	1520	1500
CHE 11.05/85...	101	6.28	Eau Vercy	808	900	P.L.M.	251	230
CHE 14/2 5000F...	99	0.25	Eau	205	189	Porchet	710	701
CHT 9 % 88...	101	0.18	Electric France	774	....	Prandier (C)	1640	....
CHT 10.50/85 105/85	101	30	Electric France	774	745 1/2	Recherch.	658	640
CHAB FCE 3% 100	128	....	Elco Brugges	400	400	Rochefort	117	118
.....	936	....	Elco Mng. Parc	4000	....	Rouault	223	207
Coma	....	....	Eau Int. (Eaux)	1400	1396	Rougier	530	454
Dow 6 ans 93/88...	517	....	Eau Soudres Ind.	20	15 20	S.A.C.E.R.	259	250
Dow 6 ans 93/88...	....	....	Realites	240	240	S.A.F.A.A.	308	281
.....	....	....	F.I.P.P.	172	170	S.A.F.I.C. Alton	190	182
.....	....	....	F.N.A.C.	1240	500	S.N.F.	800	788
.....	....	....	Forclon (C)	635	616	Sigs.	417	....
.....	....	....	Forclon (Soc)	405	405	Sigs. Distribution F.I.	145	145
.....	....	....	Forclon (Soc)	405	405	Silber Indus	980	980

**SICAV** (sélection)[illegible]

Cours préc.	Dernier cours	France SA (La) From. Paul-Roux
----------------	------------------	-----------------------------------

[illegible]

1200	1165	S.C.A.C.	769	760
2520	....	Samira Marbaya	322	321 W

860	830	S.Ead.Parr. 06.	160	.....
266	276	Shm.	940	845
886	586	Shm.	204	234
401	401	S.H.P.	280	285
268	268	S.H.P.	218	201
1470	1490	Soft.	455	464
1350	1290	Soft.	502	.....
886	406	Soft.	1176	1185
352	352	Soft.	1220	1215
4900	486	Soft.	333	334
846	856	Soft.	161	.....
378	389	Soft.	738	730
119	119	Soft.	421	421
3284	3170	Soft.	705	.....
126	126	Soft.	228	230
680	600	Soft.	3720	3420
374	374	Soft.	752	752
480	.....	Soft.	242	240
240	101 800	Soft.	822	820
942	930	U.T.A.	2000	.....
3440	3300	U.T.A.	315	315
130	130	U.T.A.	1570	1330
30	28 300	U.T.A.	150	140
140	145 000	U.T.A.	300	224 00

**Hors-cote**

Agua Huevo Energía- Buitón	251	.....	Eléctrico	425,854.88	520,884.98	Noro-Hidro	220.01	1189.48	U.A.P. Abn.	204.56	187.15
Ases	015	.....	Eléctrico	252.89	241.42	Noro-Hidro	234.68	2340.48	U.A.P. Abn.	188.00	180.00
Calichón	164	.....	Eléctrico	310.00	320.00	Eléctrico	250.00	250.00	U.A.P. Abn.	51.14	50.00
C.G.H. Huanuco	58	87	Eléctrico-Sol	4403.51	4382.53	Noro-Hidro	1281.69	1347.82	U.A.P. Prom. Cont.	10368.77	10394.80
C.O. Col. Forestales	180	.....	Eléctrico Asociado	2577.00	2577.00	Noro-Hidro	67030.01	67030.01	U.A. Asociaciones	1178	1116
Chamberlay M.	578	.....	Eléctrico Capital	9386.28	9145.21	Noro-Hidro	10071.39	981.48	Ua-Fuente	1269.52	1228.80
Chachay Boro	307	.....	Eléctrico Cont. Terna	595.70	595.70	Noro-Hidro	11571.52	11577.52	Ua-Fuente	520.88	483.08
Chachay Boro	307	.....	Eléctrico Cont. Terna	14358.00	14358.00	Noro-Hidro	747.00	723.08	Ua-Fuente	1327.14	1323.78
Chachay Boro	307	.....	Eléctrico Ind. Terna	81.76	75.57	Noro-Hidro	5282.08	5058.14	Ua-Fuente	1327.14	1323.78
Chachay Boro	307	.....	Eléctrico Ind. Terna	61555.54	61555.54	Noro-Hidro	1301.54	1301.54	Ua-Fuente	2473.04	2412.72
Chachay Boro	307	.....	Eléctrico Ind. Terna	101.48	179.82	Ch. Asociaciones	223.27	121.10	Ua-Fuente	211.15	211.15
Chachay Boro	307	.....	Eléctrico Ind. Terna	1078.26	1078.26	Ch. Asociaciones	1239.42	2257.95	Ua-Fuente	1497.78	1217.78
Chachay Boro	307	.....	Eléctrico Ind. Terna	101.04	185.95	Ch. Asociaciones	1058.23	1022.69	Ua-Fuente	1636.20	1696.24
Chachay Boro	307	.....	Eléctrico Ind. Terna	1284.77	1270.45	Ch. Asociaciones	154.73	154.73	Ua-Fuente	1550.03	1477.08
Chachay Boro	307	.....	Eléctrico Ind. Terna	103.43	1054.46	Ch. Asociaciones	1163.83	1143.40	Ua-Fuente	1857.53	1857.53
Chachay Boro	307	.....	Eléctrico Ind. Terna	1189.70	1179.63	Ch. Asociaciones	11343.51	11343.51	Ua-Fuente	47081.18	47057.90
Chachay Boro	307	.....	Eléctrico Ind. Terna	410.62	398.44	Ch. Asociaciones	32002.14	2112.28	Ua-Fuente	25425	24509.57

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
**45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu



## TCHÉCOSLOVAQUIE

## Dix-huit soldats soviétiques tués dans l'explosion d'un char

Dix-huit soldats soviétiques ont été tués et quatre autres blessés par l'explosion de munitions dans un char d'assaut de l'armée soviétique, mercredi 9 janvier à Bohuslav, près de Teplice (Bohême du Nord), selon le bilan de la télévision tchécoslovaque.

L'explosion a été provoquée par une « panne technique du système électrique » du blindé, stationné dans une caserne. Les corps des trois membres de l'équipage qui se trouvaient à l'intérieur du véhicule n'ont pas été retrouvés. Après l'explosion, des « restes de munitions » étaient éparpillés dans un rayon de 400 mètres autour du char détruit.

Bohuslav est l'un des derniers endroits où sont encore stationnées des unités de combat de l'armée soviétique en Tchécoslovaquie. Cette unité de blindés doit être rapatriée en février prochain. — (AFP)

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## La guerre civile

## en Somalie

Les rebelles repoussent un plan de paix italien..... 8

## La situation politique

en Grèce..... 6

Démision du ministre de l'éducation nationale..... 6

Les partis et le problème corse..... 9

Un affrontement persistant entre la droite et la gauche..... 9

## SECTION B

## Lycées :

la système éducatif..... 11

Le second article de M. Antoine Prost..... 11

La « ratonnade » de Noël..... 11

À Beauvais, le procès du racisme à l'école..... 11

## SECTION C

LIVRES ♦ IDÉES..... 17 à 24

Le péri de George Steiner..... 17 à 24

Témoins de 89..... 17 à 24

## SECTION D

Le bilan d'Airbus..... 25

Satisfaction pour 1990, inquiétude pour 1991..... 25

La stratégie de GEC-Alsthom..... 25

Priorité à l'Europe..... 25

Pays-Bas : la renouveau du chemin de fer..... 25

Devantage de passagers et d'investissement..... 25

Les Français à l'étranger..... 26

Des mesures pour favoriser l'exportation..... 26

Le « salaire » des artistes..... 26

La Cinq, M 8 et les producteurs de télévision dénoncent la convention collective des artistes-interprètes..... 26

## AFFAIRES

Le L'extraordinaire bouillie de M. Hebrer et la nouvelle jeunesse de Villory-Bach..... 28 à 33

## Services

Abonnements..... 34

Annuaire classés..... 28

Bulletin d'engagement..... 16

Carrot..... 16

Loto..... 18

Marchés financiers..... 34-35

Météorologie..... 15

Mots croisés..... 18

Radio-Télévision..... 15

Spectacles..... 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 10 janvier 1991

a été tiré à 516 873 exemplaires.

## La crise du Golfe

## Le PCF mobilise contre la menace de guerre

Le Parti communiste appelle la population à manifester pour la paix le samedi 12 janvier, dans toutes les villes de France, et en particulier dans l'après-midi à Paris, de la Bastille à l'Élysée.

Commentant les propos de M. Mitterrand, le rédacteur en chef de l'Humanité, Claude Cabanis, écrit, jeudi 10 janvier, dans le quotidien du PCF : « Le chef de l'Etat estime que l'entrée en guerre des troupes françaises irait dans le sens des intérêts de la nation. Nous pensons exactement le contraire : la France n'aurait rien à gagner à cette participation à la tragédie et aurait beaucoup à perdre. »

« Nous ne considérons pas que le 15 janvier soit une date butoir à laquelle il faudrait se rallier aux Etats-Unis pour décider l'opération militaire », ajoute M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central du PCF, dans un entretien paru le même jour dans l'Humanité.

D'autre part, dans son numéro du mercredi 9 janvier, le quotidien du PCF a reproduit une nouvelle version du Déserteur, la célèbre chanson pacifiste de Boris Vian, actualisée par le chanteur Renaud, qui écrit notam-

ment à M. Mitterrand : « Monsieur le Président, je vous fais une lettre pour vous dire simplement : j'ai pas eu Koweït ! La logique de guerre, ce n'est pas ma logique, la mienne est pacifique envers toute la Terre... »

« Les grands de ce monde sont décidément bien ingrats avec leurs bouffons. J'en parle en connaissance de cause : j'ai chanté naguère pour Tonton. Comment croyez-vous qu'il me remercia d'avoir dénoncé ainsi de ma foi dans les valeurs qu'il prônait alors ? En les prônant aujourd'hui ! En engageant mon pays dans une sale guerre à la con ! »

Une délégation de femmes conduite par la secrétaire générale de l'UFF, organisation satellite du PCF, a déposé mercredi après-midi, à l'Élysée, le texte d'un appel demandant à toutes les femmes de « refuser la fatalité des guerres ».

Trois des principaux porte-parole du mouvement des « condamnations » interne au PCF, M.M. Charles Fiterman, Anicet Le Pors et Jack Raïte, anciens ministres, ont rallié, de leur côté, l'Appel des tantes lancé par M. Dominique Jamet pour demander « le retrait des troupes françaises envoyées dans le Golfe » et « l'ouverture immédiate, sous l'égide de l'ONU,

d'une négociation internationale pour le règlement global des problèmes du Moyen-Orient ». Leurs signatures y voisinent non seulement avec celles du chanteur Renaud, de Mgr Gaillet, de l'abbé Michel Szwed, de l'ami Antoine Sanguinetti, de M.M. Max Gallo, Régis Debray, Georges Séguy, Antoine Waechter, mais aussi avec celles de personnalités issues des horizons diversistes comme l'écrivain Alain de Benoist, animateur de la « nouvelle droite », et le journaliste Martin Peltier, ancien collaborateur du service de presse du Front national. Trois cents jeunes socialistes venus de tous les comités du PS, ont demandé, mardi, au Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS) de s'associer à « toutes les initiatives organisées le 12 janvier ».

De même, les dirigeants du club Nationalisme et république — fondé l'été dernier autour de la revue du même nom par des dissidents du Front national qui accusent M. Mitterrand de pratiquer une « politique miteuse de collaboration avec les impérialismes américain et israélien » — ont appelé au rassemblement prévu samedi après-midi place de la Madeleine, à Paris, par les associations et les personnalités les plus diverses qui se sont regroupées dans un Forum pour une paix juste au Moyen-Orient en exigeant notamment que la France s'engage à « ne participer à aucune offensive militaire » (Le Monde du 9 janvier).

## M. Jean-Pierre Chevènement : Washington devrait accepter une conférence sur le Proche-Orient

M. Jean-Pierre Chevènement a appelé, jeudi 10 janvier, les Etats-Unis à accepter l'idée française de conférence internationale sur le Proche-Orient. « Les Etats-Unis eux-mêmes pourraient faire ce petit geste qui permettrait à Sadat Hussein de faire un bon coup de main et de se retirer du Koweït », a déclaré le ministre de la Défense lors de ses vœux à la presse. « Personne n'a jamais été déshonoré par le fait de s'asseoir autour d'une table », a-t-il ajouté.

## M. Pierre Joxe : il existe « des menaces terroristes » en France

Il existe actuellement en France des « menaces terroristes » en raison de la crise du Golfe, a affirmé jeudi 10 janvier M. Pierre Joxe en présentant ses vœux à la presse. La « gravité de la crise du Golfe nous conduit depuis plusieurs mois à une vigilance renforcée pour la sécurité de la France et des Français », a déclaré M. Joxe. Cette menace conduit « à prendre des dispositions nouvelles en collaboration avec les pays amis de la France : des mesures de sécurité sont mises en place progressivement en fonction de l'évolution des risques », a-t-il précisé.

M. Giscard d'Estaing demande une réunion de l'UEPF. M. Valéry Giscard d'Estaing a adressé, jeudi 10 janvier, une lettre à M. Jacques Chirac afin de solliciter son accord pour la convocation du bureau politique de l'UEPF, lundi 14 janvier. Le président de l'UEPF souhaite que l'opposition puisse « définir une attitude commune » face aux événements du Golfe. Le bureau de l'UEPF ne s'est plus réuni depuis le 8 novembre 1990.

Entretien Dumas-Kaddoumi à Paris vendredi. Le chef du département politique de l'OLP, M. Farouk Kaddoumi, s'entretient, vendredi 11 janvier dans la matinée, à Paris avec le ministre français des affaires étrangères, a annoncé jeudi le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard. M. Dumas devait par ailleurs recevoir, jeudi en milieu d'après-midi, le ministre marocain des affaires étrangères, Abdelatif Filali, après avoir déjeuné avec les vingt ambassadeurs arabes accrédités en France, ainsi que le délégué général de Palestine, Ibrahim Souss, et le représentant adjoint de la Ligue arabe à Paris, Essam Fallouh.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
SANS VISA

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Les envahisseurs

O n'en souviendra, de ce mercredi 9 janvier, la journée de tous les espoirs. De toutes les illusions. Et de toutes les horres. J'en ai vu me perdre dans la réflexion à ce chauffeur de taxi, à l'effort des nouvelles lui aussi, branché depuis le matin sur France Info. Nous attendrions, pris dans les embouteillages de la rue de Rivoli, la conférence de presse de mon ami — admirable, soit dit en passant — et le résultat des entretiens Giscard-Aziz à Genève.

Je pleurais d'impatience : Ça fait quand même plus de dix heures que ça dure, c'est plutôt bon signe, qu'est-ce que, t'en penses ? Et voilà que le redin nous parle de Vilnius, de chère massée devant le Parlement et le télé, de milliers de manifestants. Alors moi ? Filtre Zappe sur Europe 1 ou RTL, tu veux, qu'on sache un peu ce qui se passe !

Ce ça peassait là, sous notre nez, à notre barbe, la reprise en main des pays baltes par les Sov. Ah ! Il e bien choisi son moment, pour envoyer la troupe à l'assaut des libérés républicains, Gorbys ! Il dit être tenté

de refaire le coup de Budapest pendant le crise de Suez, en 1956. Hier, un n'avait d'yeux que pour le Golfe. On pétait de trouille à l'idée d'une inévitable guerre, et on se bouche les oreilles, indifférents aux appels au secours des Lituanien et là, aujourd'hui, des Lettons envahie à leur tour par les blindés de la répression.

Vous me direz : Narmol Rige, c'est pas Koweït. On n'a pas le droit de se mêler des affaires intérieures de l'Union soviétique. Si, en en e le droit. Le droit et le devoir de protester autrement que par de vagues manifestations — Allez-y mau, faites pas trop de dégâts, ça risquerait de nuire préjudiciable — contre une annexion scélérates dont nous n'avons jamais reconnu l'existence légale.

Sans vouloir un seul instant comparer Gorbys à Saddam, je ne comprends pas pourquoi on n'exercerait pas sur lui les mêmes pressions, les mêmes chantages : Ou vous respectez enfin, vous, l'événement, les règles du jeu définies par l'ordre international, ou on vous coupe les vivres. C'est aussi simple que ça ! Et aussi radical !

## Dans les Alpes-Maritimes

## L'UDF veut se dégager de l'emprise médeciniste

NICE

de notre correspondant régional

Les résultats de l'élection dans le cinquième canton de Nice des 25 novembre et 2 décembre 1990 sont à l'origine d'une polémique qui oppose le président de l'UDF, M. Ruddy Salles, député (PR), à plusieurs élus importants du mouvement dans le département. Destinée à pourvoir au remplacement de M. Jacques Médéric, cette élection avait vu la victoire de la droite de l'ancien maire (CNI) de Nice, M. Geneviève Médéric-Assémat, soutenue par le RPR.

Au lendemain du scrutin, M. Salles avait critiqué la décision du bureau départemental de l'UDF d'écarter son investiture à M. Didier Lattot (PR), ancien recteur de l'académie de Nice, qui n'avait obtenu, au premier tour, que 10,78 % des suffrages exprimés. Dans une note interne, le président de l'UDF mettait en cause

« la volonté manifeste de quelques élus, souvent extérieurs à Nice », et estimait que, « lorsque l'on fait de la politique, on se bat pour gagner et non pour régler des comptes ou jouer aux apprentis sorciers ».

Réponse : cinglante de M.M. Michel Mouillot, président du PR, maire de Cannes, Pierre Merli, président du Parti radical, député d'Antibes, Pierre Laffitte, sénateur (UDF-rad) et de quatre autres membres du bureau départemental de l'UDF : « Il n'y a aucune « division » à vouloir être élu au premier tour d'une élection pour laquelle la procédure d'investiture préconisée par l'UFF n'avait pas été respectée par le RPR. Si M. Ruddy Salles ressentait une gêne à faire appliquer une décision votée démocratiquement (1), il n'avait qu'à démissionner. Cette attitude aurait été plus digne que celle adoptée par certains élus UDF de Nice qui, en violation de la discipline de notre union, ont non seulement ignoré leur candidat, mais, surtout, fait campagne contre lui ».

Cette querelle est, en fait, significative de la façon dont est vécu l'après-médecinisme dans le département. M. Mouillot ne cache pas, personnellement, sa volonté de mettre fin à l'hégémonie du « clan nicçois » dans les rangs de la droite, qui décollait, jusqu'ici de l'immédiateté de l'ancien maire de Nice. « L'UDF doit exister par elle-même, estime-t-il. On ne pourra, d'autre part, regagner la confiance de nos électeurs que par une démarche claire et cohérente. » G. P.

(1) Seuls six membres du bureau départemental de l'UDF, sur trente-cinq, avaient voté contre l'investiture de M. Lattot.

## ÉMAUX ET MINÉRAUX de JACQUES GAUTIER

Du bel espoir de 1920 au désastreux éboulement de 1990, en passant par l'héroïsme des années de Résistance et la cruauté des années 50, les spectateurs attentifs ont souvent ri d'une histoire regressive où le mensonge se dispute au mensonge. Il est même probable que certains acteurs de ces trois films de cinquante-deux minutes, diffusés par la SGP sur FR3 à partir de samedi 19 janvier, disaient une partie de la vérité. Une partie seulement. Les exclus, les « ex », les anciens et les actuels, présents dans cette salle, ont regardé cette série comme si elle racontait une histoire qui n'était pas la leur, pas celle qu'ils avaient cru vivre. Tel est le cruelle ironie du stalinisme.

O. B.

M. Perez de  
comme « le porte-pa

L'ambiguïté de Moscou

Le coup de

LES

DE

• L'YCE  
• LE D  
• L'UNIV  
• LES  
• SOCI  
• QUE